موال جائي د 25

Magnetic States of the

病院 钢锤 "可 觯" "必许。

 $v_{\mathbb{Z}^{n-1}}(x,x)$ 

77 At 198

13 10 15

75 1 1 1

 $(a_1, b_2, \dots, a_n) = b$ 

A. W. Line

1. 1. 15 4

 $\mu_{\mathcal{F}}(\omega) = (\Delta_{\mathcal{F}})^{-1} +$ 

7 A 1 1 42 4

1997

2. W = 18. Car.

the state of

67 Se . Se . Se

Sel des

唐· 海从: ....

A Parties

and the second second

· Spritte . \* ·

BARRE --

Page .....

- Sent

Property .

- 4 15 T

- - · A Comment 

- Tolerand

 $\beta_{ij} = \beta_{ij}^{ij} \gamma_{ij} \cdot r_{i+1} \cdot r_{i+1} \cdot r_{i+1}$ 

# CATALOR OF THE CONTRACT OF THE

LE MONDE ÉCONOMIE

Et si la Chine implosait?

m 22 pages d'offres d'emplois



55° ANNÉE - № 16874 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

**MARDI 16 FÉVRIER 1999** 

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

**Procès** 

du sang:

enquête

en crise

sur une Cour

SOUS COUVERT d'anonymat.

onze juges parlementaires sur

vingt-trois ont confié au Monde les

critiques qu'ils formulent à l'en-

contre du président Christian Le

Gunehec. Jeudi soir 11 février,

sommé par les juges parlemen-

taires de se « ressaisir », M. Le Gu-

nehec a répliqué: « Si cela conti-

mue, c'est moi qui pourrais bien me

récuser. » Jugeant que la manière

dont ce dernier organise les dé-

bats obère la suite du procès de

Laurent Fabius, Georgina Dufoix

et Edmond Hervé, plusieurs juges

RPR ont approché l'un des magis-

trats qui assiste M. Le Gunehec

Henri-Claude Le Gall. « Il n'a rien

répandu, mais il paraît prêt », as-

sure un juge-sénateur. Certains

iuges semblent décidés à se mon-

trer plus incisifs à l'égard du mi-

nistre qui, pour l'heure, a montré

le plus de faiblesses dans sa dé-

Lire page 13

### □ Prolongations pour le Kosovo

Les négociations de Rambouillet se prolongeront jusqu'à samedi. p. 2

### **□** L'OCDE contre la corruption

La convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption des agents publics etrangers entre en viqueur lundi 15 fé-

#### ■ Deux Israël face à face

250 000 juifs ultra-orthodoxes ont défilé dimanche 14 février à Jérusalem, Une contre-manifestation laïque a rassemblé 50 000 personnes. et notre analyse p. 18



### 🛥 El son de Cuba

L'île s'ouvre au tourisme et exporte sa musique : l'industrie du disque encourage la fièvre salsa ou « son ». p. 31

### ados footballeurs

Le « transfert » d'un jeune de quinze ans vers Arsenal est désapprouvé par la Fédération française de football et la ministre des sports.

### Fontainebleau: fin du mystère

Un homme de vingt-huit ans a avoué le meurtre, il y a dix ans, de deux promeneurs. Deux autres personnes ont été mises en examen.

### □ Les 35 heures à confrecœur

Romans, capitale de la chaussure, s'engage dans la réduction du temps de travail sans enthousiasme.

### M. Jospin ajuste les réformes

Le premier ministre cherche à éviter que les réformes engagées ne deviennent des obstacles politiques. p. 8

### Les idées du XXI<sup>e</sup> siècle

Tous les lundis jusqu'à la fin de l'année, une page « Entretiens » sur les enjeux du siècle à venir.



M 0147 - 216 - 7,50 F

# Aerospatiale-Matra, naissance d'un géant

- Le décret de privatisation d'Aerospatiale a été publié Lagardère prendra 33 % du capital
- La fusion avec Matra créera le cinquième groupe mondial d'aéronautique civile et militaire
   Elle prélude à la constitution avec l'allemand Dasa d'un géant européen face aux Etats-Unis

AVEC UN RETARD de plusieurs semaines, le décret de privatisation d'Aerospatiale a été publié dimanche 14 février au Journal officiel. « Le transfert du secteur public au secteur privé de la majorité du capital de la société Aerospatiale » va permettre la fusion du groupe d'aéronautique et de défense avec Matra. Après de difficiles négociations, l'Etat et le groupe dirigé par lean-Luc Lagardère sont parvenus à un accord sur les modalités du rapprochement. Lagardère, écarté en 1998 de la privatisation de Thomson-CSF repris par Aicatel, obtiendra 33 % du capital d'Aerospatiale et apportera en contre-partie ses activités dans l'industrie de la défense et une souite de I milliard de francs (environ 152 millions d'euros). En fonction des performances économiques d'Aerospatiale-Matra, Lagardère pourrait verser un autre milliard de francs entre 1999 et 2001.

Un directoire, vraisemblablement présidé par Yves Michot, patron d'Aerospatiale, et un conseil de surveillance, avec à sa tête Jean-Luc Lagardère, dirigeront le



groupe. Environ 20 % du capital d'Aerospatiale seront mis en Bourse au printemps. Entre 2 % et 3 % reviendront au personnel afin de ramener la part de l'Etat sous la barre des 50 %.

Aerospatiale-Matra se placera au cinquième rang mondial de l'industrie aérospatiale civile et militaire. Le groupe détient 46 % de Dassault Aviation, 37 % du consortium aéronautique Airbus industrie et dispose également de participations importantes dans les avions de transport régional (ATR), les hélicoptères (Eurocop-ter), les missiles, les satellites et dans le consortium spatial européen Arianespace.

Cette étape française de la concentration mondiale de l'industrie de l'aéronautique et de la défense fait suite au rachat du britannique GEC-Marconi par British Aerospace. Elle est le prélude à la constitution d'un géant européen - notamment avec l'allemand Dasa - apte à faire face à la concurrence américaine.

Lire page 20

### Ce gigantesque

fense, Edmond Hervé.

### fichier de police LE CONSEIL D'ÉTAT vient

de poser des garde-fous au projet de gigantesque fichier de police qui doit contenir les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux des victimes. Les juges administratifs demandent notamment que les décisions de non-lieu et de relaxe soient inclues dans ce Système de traitement des infractions constatées (STIC) dont l'idée avait été lancée par Charles Pasqua en 1994. Qualifié de «liberticide» par des avocats, le projet est présenté par le ministre de l'intérieur comme un instrument de « transparence ».

Mousquetaires

du bob

Lire page 10 et notre éditorial page 18

### La leçon de pacifisme d'un Prix Nobel irlandais aux nationalistes corses dialoguer avec son adversaire. Chacun doit sa-

BASTIA

de notre correspondant John Hume, Prix Nobel de la paix, figure de proue du nationalisme catholique irlandais, a donné, dimanche 14 février à Bastia, une lecon de pacifisme aux nationalistes corses. John Hume, qui a partagé son prix avec David Trimble, chef du parti protestant modéré, répondait à l'invitation du journal Arritti, organe d'information de l'Union du peuple corse (UPC), d'obédience autonomiste et dont les figures emblématiques restent les

frères Edmond et Max Simeoni. A l'exception de Paul Glacobbi, président (radical de gauche) du conseil général de Haute-Corse, la classe politique traditionnelle avait boudé la réunion. Tous les partis nationalistes corses étaient représentés. Pour la première fois depuis de nombreuses années, des militants aux antagonismes très violemment affirmés siégeaient côte à côte pour écouter et débattre.

« La violence armée au service d'intérêts politiques locaux est-elle le passage paradoxale-

ment obligé à l'éclosion de tout processus de paix? » Qu'il s'agisse des exemples irlandais, israélo-palestinien, kosovar, basque ou corse, John Hume répond Invariablement : « Ceux qui poursuivent l'acte de violence sont des fascistes, il faut verser de la sueur et non du sang pour construire la démocratie. » Ceux qui, dans le public, soutiennent l'action clandestine tentent pourtant de justifier ce recours en raison « des injustices faites à un peuple et à son identité ». Là encore, John Hume est catégorique: «L'injustice ne peut pas être résolue par une plus grande injustice. Souvent, le conflit est fondé sur une différence de perception qu'a l'autre de la situation de son adversaire. Votre identité ne se définit pas en opposition à une autre identité. Si vous en êtes là, c'est que vous avez bien peu confiance en vous-

mēmes. » Pour le Prix Nobel, « Il faut accepter, dans un premier temps, d'arrêter la violence. Cela semble quelquefois impossible. [...] Songe: à ce qu'était notre situation en Irlande il y a cinq ans et à ce qu'elle est devenue. Il faut ensuite voir que l'on ne peut négocier qu'evec son ap-posant. Il faut l'accepter. Enfin, il faut tout mettre en œuvre pour travailler le terreau commun, l'économie, la culture, le fonctionnement de la société, les institutions, etc. » john Hume plaide pour l'Europe: « li y a

cinquante ans, notre cadre de vie, notre culture, étalent notre cellule familiale, notre rue, notre quartier. Aujourd'hui, par le miracle de la communication, le monde est devenu plus petit. L'Europe est postnationaliste. Les Etats-nations laissent la place à des régions. A vous de faire cette Europe. Je ne serai pas moins irlandais, vous ne serez pas moins corses en construisant cet espace commun. Tout dépend de vos convictions et de votre capacité d'anticipation. » Max Simeoni, directeur du journal Arritti, a

remercié John Hume d'avoir « noué les premiers fils d'un dialogue rompu depuis plusieurs années entre nationalistes corses ». C'était blen le moins.

Michel Codaccioni

### La photo de presse en procès photographe qui a osé le fixer sur

cette photographie de Robert Kennedy, gisant dans son sang, les yeux encore ouverts, quelques secondes après son assassinat, le 5 juin 1968, dans un hôtel de Los Angeles. Ce n'est plus une image d'actualité mais un document d'histoire, abondamment publié

TOUT LE MONDE a en tête dans les livres, exposé et com-

Cette photo suscite émotion ou effroi. Mais personne ne se demande si sa publication est choquante. L'image de Bob Kennedy pourrait-elle être publiée aujourd'hui en France? Rien n'est moins sûr, tant notre époque est

la vie privée de l'individu et de son image. Au détriment du droit col-

lectif à l'information. Etrange époque, comme le dit le photographe Patrick Bard, qui accepte une \* privatisation de l'espace public ». Etrange époque où un village de Dordogne attaque un

une carte postale, où il n'est plus possible de photographier une manifestation, un concert de rock, une exposition, un musée, un bout d'architecture - pourtant financé par de l'argent public - sans s'attirer les foudres d'un ayant droit. Etrange époque où personne n'assume son identité sans contrepartie, où l'on attaque en justice pour un oui ou pour un non, où le moindre livre consacré à une personnalité risque d'aboutir devant les tribunaux dès qu'il échappe au standard convenable de la biographie « autorisée ».

Cette époque-là ne peut que connaitre une montée en flèche de procès intentés par des particuliers qui invoquent leur droit à l'image depuis la star de cinéma jusqu'au badaud anonyme (Le Monde du 5 février). Certains subissent un véritable préjudice mais beaucoup livrent leur effigie contre quelques milliers de francs. Il n'est agréable pour personne, et douloureux parfois, de se retrouver exhibé sans son accord dans un journal. Mais le phénomène soulève plusieurs questions: quelles photos voulons-nous conserver de notre histoire, de notre société, de notre

Michel Guerrin

Lire la suite page 18

LA FRANCE a conquis son premier titre mondial de bobsleigh à quatre, dimanche 14 février, à Cortina d'Ampezzo (Italie). Ce résuitat couronne le travail et le talent de la petite équipe réunie, depuis quatre ans, autour du pilote Bruno Mingeon et des pousseurs Emmanuel Hostache, Eric Le Chanony et

Lire page 28

terational2	Anjourd'hei
2002 8	Météorologie
dété10	jem
glons14	Culture
prizons15	Guide culturel
rtreprises20	Azmontes dassées .
pomeunication 22	Kiosque
bleau de bord	Abonnements
met26	Radio-Television

# NOEL MAMÈRE



« En France, l'immobilisme a toujours revêtu les habits du parti de l'ordre. La nouveauté c'est que certains, à gauche, voudraient reprendre ce drapeau défraîchi et en faire l'emblème de la République. » N.M.

Editions du Seuil

Albanais du Kosovo jusqu'à samedi midi pour parvenir à un accord de paix. Dans leur communiqué, les six d'autonomie pour le Kosovo sans pays parlent de « progrès » dans les mentionner la perspective d'un réfé-

était espéré ». • LE PLAN soumis aux deux délégations prévoit un statut

Les questions de sécurité ne sont pas encore sur la table, en raison de l'hostilité qu'elles suscitent chez les Serbes et chez les Russes. 

A BEL-

GRADE, la presse officielle souligne l'attitude « constructive » de sa délégation à Rambouillet, alors que l'opposition annonce, voire approuve, « la venue certaine de l'OTAN ».

0

## Compte à rebours à Rambouillet pour l'avenir du Kosovo

Après de nombreuses rencontres diplomatiques, à Paris et à Rambouillet ce week-end, les ministres des affaires étrangères occidentaux ont fixé à samedi midi la date butoir pour la signature d'un accord de paix entre Serbes et Albanais du Kosovo

IL NE RESTE PLUS que quelques iours aux séquestrés du château de Rambouillet pour s'entendre : samedi 20 février à midi. Serbes et Albanais du Kosovo devront avoir conclu un accord. La diplomatie internationale a débarqué en force dimanche, en Ile-de-France, pour le leur rappeler: visite remarquée à Rambouillet de la secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright, deeuner à Paris des quinze ministres des affaires étrangères de l'Union européenne, réunion l'après-midi du Groupe de contact pour l'ex-Yougoslavie (Mr Albright, son bomologue russe ivanov et les ministres français, anglais, allemand et italien).

Le communiqué mis au point par ce Groupe parle de « progrès » dans les négociations « plus lents que ce qui étuit espéré » et de la nécessité pour les intéressés de « parvenir immédiatement à un accord sur les points durs qui restent en suspens ».

Une semaine après le début des pourparlers, le blocage est en effet total. Non que les deux délégations refusent de se parler : si elles restent cantonnées à deux étages différents du château, sans échange direct, c'est parce que les trois négociateurs internationaux le veulent ainsi et jugent plus efficace a ce stade - comme l'a expliqué l'Américain Christopher Hill - de faire des navettes entre les chambres plutôt que de réunir tout le monde autour d'une table. En rassembiant pour la première fois Serbes et Albanais autour d'elle. M™ Albright n'a donc pas réalisé un exploit mais tout juste un « coup » médiatique ; elle s'est d'allieurs bornée à raconter à cet auditoire comment se sont passées les négociations de Wye Plantation sur le Proche-Orient...

Le blocage est fondamental : les Kosovars ne veulent pas renoncer à l'objectif de l'indépendance. Ils peuvent admettre qu'elle ne vienne pas tout de suite et que le projet mis sur la table par les grandes puissances ne leur garantisse pour les trois ans à venir qu'« une autonomie substantielle »; mais ils voudraient que le règlement ouvre la perspective de l'indépendance, en

**VOS APPELS** 

À PRIX

IRRÉSISTIBLES

24 heures/24

7 jours/7

promettant un référendum à l'issue de la période intérimaire de trois ans. Les Serbes de leur côté peuvent admettre beaucoup des dispositions proposées pour établir une + autonomie + du Kosovo; mais ils ne veulent pas être dépossédés de leur souveraineté sur la province: ils refusent non seulement que la possibilité d'une indépendance à terme reste ouverte, mais aussi que vienne se déployer sur - leur » soi une force de l'OTAN qui deviendrait le véritable maitre de la province.

NUMERO DE CHARME

M™ Albright a rencontré séparêment les uns et les autres à Rambouillet. A la délégation des Albanais du Kosovo, elle a fait valoir que l'accord proposé par le Groupe de contact est « un bon arrangement » qui soulagerait la population de ses souffrances et serait vraiment garanti internationalement (Bill Clinton venait de confirmer sa disposition à participer, à hauteur de quatre mille hommes, à la force internationale qui veillerait à la mise en œuvre d'un accord). Aux Serbes. M™ Albright a fait un numéro de charme, en évoquant les souvenirs de la partie de son enfance qu'elle passa à Belgrade. Elle leur a dit aussi que le choix qui s'offrait à eux auiourd'hui était \* soit la poursuite de la désintégration de la Yougoslavie » et la plongée dans l'abime (« deep dark hole »), soit l'établissement de relations civilisées avec la population du Kosovo et, en corollaire pour Belgrade, « une forme de réin-

M™ Albright s'est par aillieurs félicitée, lors de sa conférence de presse, tout comme Hubert Védrine, de l'« unité » de la communauté internationale, De fait, le principal enjeu du week-end était de resserrer les rangs au sein du Groupe de contact. Mais en dépit de l'unanimisme affiché dimanche soir, les tiraillements restent patents.

Il y a d'abord le problème des Russes. Ils ont jusqu'ici fait leur l'hostilité des Serbes au déploiement d'une force internationale au

le 01 53 53 700 m devant le numero

RENSEIGNEZ-YOUS AU

01 53 53 75 18"

One.Telv)

"Promountage d'économie coloxié par l'appe un leuré prescrutement constaté ne fourse plui "Colt d'un expel vers Park. Valuable cassa depuis et vers les phiesphones part Las terris sues valuables le jour de fact publicat

de votre correspondant.

Groupe de contact de boucier son plan de règlement. La partie de ce plan portant sur les questions de sécurité n'a ainsi pas encore pu être soumise aux deux délégations.

Tout ce que les Occidentaux ont obtenu dimanche, c'est que les Russes acceptent, dans le communiqué du Groupe de contact, une phrase qui appelle les parties à consentir à « la mise en place d'une force de police locale et des mesures necessaires pour mettre fin aux affrontements militaires au Kosovo » et une autre phrase qui dit que la communauté internationale « est prête à consacrer d'importants

Vingt mille Albanais manifestent

Kosovo, ce qui empéchait le moyens civils et militaires » pour aider le Kosovo à retrouver la paix. Si la Russie avait cessé de se faire prier, on userait de formules moins alambiquées pour annoncer l'envoi de trente mille hommes dans la

> Les diplomates occidentaux se refusaient dimanche à indiquer quand les parties du plan portant sur les questions de sécurité seraient mises sur la table des négociations. Leur pari semble être que, comme pour la Bosnie, les Russes in fine préféreront en être - contribuer à l'obtention d'un accord et participer à sa mise en œuvre - plutôt que de faire obstruction et de

voir l'OTAN se charger seule, éventuellement par des frappes aériennes, d'amener les Serbes à la raison. La menace de frappes aériennes, au cas où aucun accord ne serait conclu le 20 février, n'est pas évoquée dans le communique du Groupe de contact, comme si on n'avait pas voulu « braquer » les Serbes et les Russes. M= Albright a rappelé cette menace e toujours réelle », lors de sa conférence de presse. Mais sur ce point, les approches semblent divergentes par-

mi les Occidentaux.

Dans la délégation du ministère français des affaires étrangères -décidément très en retrait par rapport à la ferme impulsion initiale du président de la République au lendemain du massacre de Racak -. on veut mettre toute le monde sur le même plan, on estime que les pressions exercées sur la partie albanaise sont «trop faibles », que l'Europe doit prendre des mesures contre cet aspect de la « délinquance européenne » que constitue le financement de l'Armée de libération du Kosovo par la diaspora installée en Allemagne et en Suisse ; on déclare que l'hypothèse d'une intervention aérienne de l'OTAN contre des cibles serbes supposerait que soit établie d'abord la respon-

sabilité serbe dans l'échec des négociations; on peste contre ceux qui, la semaine dernière, ont imputé aux Serbes le blocage des négo-ciations. C'est le ministre britannique des affaires étrangères Robin Cook, coprésident de la conférence de Rambouillet, qui l'avait fait le premier. Me Albright lui a fait écho dimanche, en affirmant que le « 72tentissement » de la semaine dernière était « du aux Serbes ».

FL

Some

d 1-1-1-1

Le corta

med :

ian : ..

100

(F. . . .

Car :

State -

fe jes a · · ·

2007年

Izata 🚉 🕟

6520

× .....

( the

4

Sec - . .

ill.

No.

KHEEP !

DEL PROPERTY.

921 7 -- . .

Marie to

POLICE TO THE PO

Mer.

| 國土 : -

Mic.

Me de **■ □** ...

618

Sente:

diai.

\* " - K

. 4.

----

A see L

a sub Care--

Tous ces tiraillements - entre Russes et Occidentaux, entre Américains et Européens, entre Français et Français - peuvent se résorber au bout du compte. Ils disparaîtraient d'autant mieux que Serbes et Albanais seraient disposés à trouver un terrain d'entente. A ce jour on en est loin, mais tout peut se décider au dernier moment. La délégation albanaise au moins joue le jeu de la négociation; elle n'étale pas jusque-là de divisions internes, elle constitue des groupes de travail et prend la peine de formuler par écrit ses amendements aux textes qui lui sont proposés. La partie serbe ne formule qu'oralement ses commentaires: La seule revendication qu'elle ait exprimée à ce jour par écrit est qu'on veuille bien lui installer un piano dans le château.

Environ 20 000 Albanais, selon la police, venus de toute l'Europe ont manifesté, samedi 13 février, à Rambouillet pour exiger l'indépendance du Kosovo. Reprenant des slogans de soutien à l'Armée de libération du Kosovo (UCK), la foule s'est regroupée à proximité du château de Rambouillet. « Nous sommes ici pour prouver que nous sommes unis en faveur de la libération du Kosovo et prêts à donner nos vies pour le Kosovo », a lancé Bedri Islami, président du Mouvement du peuple du Kosovo. La délégation kosovare, cloîtrée depuis une semaine à l'intérieur du château, a fait parvenir un message de remerciement dans lequel elle promet de pas ne cédet.

Le même jour au Kosovo, treize personnes ont été blessées par l'explosion d'une bombe placée devant l'agence d'une banque d'Etat yougoslave, dans le centre d'Urosevac (sud). Serbes et Albanais se rejettent la responsabilité de cet attentat qui a provoqué des dégâts

### Les principales dispositions du projet de règlement

contact a mis sur la table des négociations n'a pas été rendu public mais, grâce aux quelques indications données par les négociateurs et à des fuites américaines, son contenu est en partie connu. Il se compose d'un document-cadre fixant les principes de base et les grandes lignes d'un statut d'autonomie pour le Kosovo, ainsi en œuvre de ce statut.

Au cours de la première semaine, les pourpariers indirects ont porté sur les trois annexes politiques (élections, constitution du Kosovo, rôle d'un médiateur international) et sur l'annexe économique. Les trois autres annexes portant sur les questions de sécurité n'ont pas encore été remises aux délégations.

• Les principes de base : ils sont supposés avoir été approuvés par les délégations quand elles ont accepté de venir à Rambouillet et ne sont pas négociables. Ce sont ceux qui avaient été arrêtés par le Groupe de contact lors de sa réunion du 29 janvier à Londres. Ils stipulent que l'accord, qui doit être conclu pour une durée de trois ans, instaure une « autonomie substantielle » pour le Kosovo, dans le respect des frontières internationales de la République fédérale de Yougoslavie (ce qui exclut l'indépen-

Ils laissent ouverte la question cruciale de savoir ce qui se passera à l'issue de cette période intérimaire de trois ans, la formulation retenue se bornant à annoncer une révision de l'accord. Les Albanais voudraient qu'à cette date soit or-

LE PROJET d'accord que le Groupe de ganisé un référendum sur l'indépendance, terme qui ne figure pas dans le document du Groupe de contact. Quant aux moyens que mettra en œuvre la communauté internationale pour surveiller l'application de l'accord, ils font encore l'objet d'un débat au sein même du Groupe de contact. Le texte de Londres déclarait que les parties doivent accepter « le niveau appropriée par la communauté internationale ». Les Serbes refusent pour l'instant le principe du déploiement d'une force militaire internationale au Kosovo. Ce déploiement fait l'objet de la septième annexe du projet d'accord, mise au point par les Occidentaux, mais non encore présentée aux délégations et qui a été au centre des discussions entre pays occidentaux et Russes di-

manche à Paris. Les annexes politiques : elles décrivent les institutions qui devront être mises en place au Kosovo, au moyen d'élections organisées dans les neuf mois, ainsi que les pouvoirs dont elles disposeront. L'idée est de renforcer les institutions locales, notamment pour assurer une juste représentation des différentes minorités, et d'octroyer à des autorités représentatives à Pristina la gestion des principaux secteurs de la vie publique (fiscalité, éducation, santé, etc.), à l'exception de la défense et des affaires étrangères. Une assemblée de 100 membres sera élue, d'où émanera un gouvernement, et une

trentaine de conseils régionaux seront créés. Des liens institutionnels sont maintenus dans le projet à la fois avec la République de Serbie

Le Kosovo, même s'il jouit de larges prérogatives, ne devient pas dans ce projet la troisième République de Yougoslavie à côté de la Serbie et du Monténégro.

Les négociateurs ont déclaré en fin de semaine que des « progrès » avaient été accomplis sur ces textes politiques, mais que la négocia-

tion n'était pas bouclée • Les annexes sur la sécurité : elles prévoient le retrait de la province de toute l'armée fédérale, à l'exception de 1 500 hommes qui auront pour fonction de surveiller la frontière, la quelle est en partie frontière de la Yougoslavie. La force multinationale déployée au Kosovo établira les règles du retrait et veillera à ce que les 1500 hommes restants soient cantonnés dans leur fonction de gardes-frontières,

Les forces de police serbe seront réduites à 2 500 hommes, placés sous le contrôle de l'OSCE pendant un an. Une nouvelle police représentative des composantes ethniques de la population, à majorité albanaise, sera mise sur pied. Elle devrait se substituer à ces 2 500 Serbes au bout d'un an.

L'Armée de libération du Kosovo (UCK) devra remettre ses armes lourdes dans des dépôts sous contrôle de la force multinationale et renoncer au port des armes légères et des uniformes. Les combattants seront invités à subir une formation pour s'engager dans la nouvelle

C. T.

#### UN APERCU DE **ECONOMISEZ** NOS TARIFS EXCEPTIONNELS A L'INTERNATIONAL 7 83,0° CANADA 0,45 F HOYAUM, JIM VERS LES PORTABLES! Avec One Tel, économisez sur lous vos appels internationaux. nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation. aucune consummation minimum aucun paiement anticipe Vous avez juste besoin de composer

### La presse de Belgrade au secours de la délégation serbe

Il y a moins d'un an les citoyens de Serbie, à l'invitation de leur gouvernement, s'étaient largement prononcés par référendum contre la présence de médiateurs étrangers dans les négociations sur le Kosovo. Puis Belgrade s'était opposé à l'idée d'une conférence internationale organisée hors de Serbie et avait dénonce toute discussion avec les « terroristes » de l'UCK (Armée de libération du Kosovo). Faisant fi de ces renoncements. la presse officielle de Belgrade met aujourd'hui l'accent sur l'attitude constructive • et les initiatives de

la délégation serbe à Rambouillet. Dès le lundi 8 février, Politika se félicitait de « la condamnation par tous les participants à la réunion, grace à une proposition de la délégation serbe, d'une attaque terroriste - survenue la veille à Pristina. Le ieudi suivant, ce même journal notait \* deux nouveaux succès diplomatiques » de la délégation

du groupe de contact » et « sa demande d'entretiens directs avec les représentants des Albanais du Kosovo ». Cette position « constructive » de la délégation serbe se voyait confirmée par les gros titres de la presse reprenant les déclarations de Milan Milutinovic, le président de la Serbie arrivé, mercredi. en renfort à Paris: « Belgrade est pour le dialogue dans l'intérêt d'une solution pacifique. »

RHÉTORIQUE PATRIOTIQUE

Mais, devant l'absence de progès spectaculaires à Rambouillet, la presse officielle ne pouvait, samedi, que relayer deux questions: « Pourquoi les médiateurs n'autorisent-ils pas les entretiens directs entre les deux délégations? » et « Pourquoi les Albanais du Kosovo refusent-ils de signer les dix principes de base du Groupe de contact?» Dimanche, l'éditorialiste de Politika esquissait une réponse à ces interrogations en dénonçant les liens entre la délégation des Albanais du serbe: « sa décision de signer les dix Kosovo et ses » mentors » amériprincipes de base de la proposition cains, ainsi que l'« allégeance des

térets de Washington et de l'OTAN dont le but serait d'« entretenir des tensions au Kosovo afin de convaincre, de gré ou de force, la communauté internationale que les troupes de l'Alliance atlantique sont les seules à pouvoir apaiser les ten-

Politika reprend les paroles de Milan Milutinovic affirmant: « Nous offrons tout sauf l'indépendance du Kosovo [mais] nous sommes pour l'autonomie du Kasavo, et tout de suite. » Sur la colonne voisine Vuk Draskovic, ministre tédéral et ex-opposant, rajoute que « la Serbie est pour une autonomie

la plus large possible du Kosovo 🗻 If ne reste donc qu'aux divers membres de la coalition au pouvoir, sillonnant les villes de Serbie, qu'à afficher leur pleine confiance dans leur délégation, dénoncer les menaces d'intervention de l'OTAN. et souligner, avec force rhétorique patriotique, le point sur lequel la Serbie reste intraitable, « la défense de la souveraineté et l'intégrité na-

secrétaire général de JUI. (Gauche unie yougoslave), qui avertit que « les modifications de frontières ont toujours conduit au bain de sang dans les Balkans », tout en espérant que « la communauté internationale saura en tenir compte ». Leur position est largement soutenue par les passants interrogés par la radio d'opposition B 92, qui déclaraient, dimanche, en substance, que les pourparlers de Rambouillet sont organisés « pour amuser la galerie ., que \* les dés sont déjà jetés ». Selon eux, « l'OTAN viendra au Kosovo . De même, les partis d'opposition, au risque d'enfreindre la récente loi sur l'information destinée à « protéger l'intérêt national et lutter contre le défaitisme », annoncent, voire approuvent, « la renue certaine de l'OTAN ». Surtout, le Parti démocrate (opposition) dénonce la manipulation médiatique d'un régime qui entend réduire au silence ses « ennemis intérieurs », faute de pouvoir le faire avec

Pierre Benvenuto

# nir du Kosovo

Marie Standar to the systems with the

.......... is again to ---also present to the A Service of the serv payer target of a gather fragress in the

with the fact of the mark but as a H-247 0 . . . . . STORES OF STREET Subject of the second MARKET SHOWN IN THE AND SECTION SE

-

With the second of the con-A Commence of the Commence of A SET SEC. SET 1 والمراجع الجاجوة والشيقي Bulletin Starte or 

State of the state of the

 $\frac{1}{2} \frac{d^2 x^2}{dx^2} \frac{\partial x}{\partial x^2} \left( x_{ij} + x_{ij} + x_{ij} + x_{ij} + x_{ij} + x_{ij} \right) + x_{ij} + x$ 

The world in section is the second

Market Street Sections AND BOOK START FROM THE et. of property or Bondania (Company) <del>all gazdest</del> in the contract of the contract of Burgan Salah Salah Salah Salah **美国新疆的东西** والمعامر والباح كإيابه الجهور With the control of the The second second Compare the second

a defendant of the second

Berthall Street of the Con-TOTAL BEATER STORY Control of the Contro · Janes States of the States o 事がたい。 (A) (A) (A) (A) (A) (A) (A) (A) (A) A SPECIAL CONTRACTOR - 1-1-1-1 State Statement of the A STATE OF THE PARTY OF 140 110 Water State of the Control of the Control De Talente Sanda San A CONTRACTOR OF THE PARTY OF CANAL . ..

The Committee of 电电流 医水流

- 128 PW--

-

و معالم المعالم

A TO SHE THE STATE OF THE STATE ---The con France

Production of the same APP 4

ALCOHOL: N · 计元 · · · · · · STATE OF THE STATE ALTERNATION OF THE PARTY OF THE The state and the

The second of 100 may 100 

The Assessment 

C. C. The state of

engagée dans une surenchère sécuritaire, crée une « ville fortifiée » LE CAP de notre envoyé spécial

• L'Afrique du Sud,

Pour se protéger contre la criminalité, les Sud-Africains ne reculent devant rien. George Hazelden encore moins que les autres. Face à l'obsession sécuritaire de ses concitoyens, ce promoteur immobilier de la région du Cap a trouvé une solution radicale mais efficace : construire une ville fortifiée. Entourée d'une clôture électrique en guise de remparts, la cité du futur sud-africaine devrait permettre à ses 10 000 habitants de vivre en complète autarcie, à l'abri des agressions du monde extérieur. « Vivez, travaillez et détendez-vous en toute sécurité », proclame le panneau publicitaire planté au bord du terrain de Heritage Park, la future ville adossée à la commune de Somerset West et aux montagnes de l'Helderberg, à 30 kilomètres

Le concept médiéval a subi quelques adaptations d'ordre technologique

« Vous pourrez presque vivre et mourir sans sortir de la ville », assure M. Hazelden, en montrant, sur le plan l'emplacement des deux cimetières, de l'église, de l'école, des bureaux et des terrains de sport. « C'est une véritable ville que nous construisons. Nous l'entourons d'une clôture, électrique, c'est tout », souligne l'agent immobilier d'origine britannique, qui affirme s'être inspiré des villes fortifiées françaises comme le Mont-Saint-Michel. Le concept médiéval a néanmoins subi quelques adaptations d'ordre technologique. « Par rapport à un mur, la clôture est plus efficace. Elle sera connectée à un système d'alarme, lui-même reilé à des gardes de sécurité », explique; le père de Heritage Park. Pour entrer dans l'enceinte, les habitants seront munis de passes et les visiteurs occasionnels devront se soumettre à un contrôle. d'identité.

« Partout déjà en Afrique du Sud, le moindre lotissement est entouré d'une clôture électrique Nous ne faisons que pousser la logique un peu plus loin », insiste M. Hazelden pour atténuer l'aspect concentrationnaire de la future ville. La criminalité, il est vrai, constitue en Afrique du Sud un vétitable fléau que l'appareil policier et judiciaire s'avère toujours incapable d'enrayer. En, jet d'une condamnation. Préservée des effets de la délinquance au temps de l'apartheid, la population blanche vit particulièrement mal le phénomène. Pour se protéger, elle s'est engagée dans une surenchère sécuritaire dont la ville fortifiée marque l'aboutissement caricatural mais logique.

Le projet n'en est qu'à ses débuts. George Hazelden se donne dix ans pour bâtir Heritage Park. Mais les bulldozers ont déjà préparé l'emplacement pour l'école et des magasins se sont installés sur une partie des 200 hectares de guerre de positions. la future cité. Les premières maisons seront construites avant la fin de l'année. Les squatters qui habitent en bordure du terrain devraient, eux, bientôt quitter leurs cabanes de bric et de broc et être relogés gratuitement dans des maisons un peu plus loin. sur une canne en bois. A quarante-Mais de l'autre côté de la clôture électrique. M. Hazelden rejette militaire. Après les écoles du Front néanmoins les critiques qui décrivent Heritage Park comme un projet à connotation raciale, symbolisant la difficulté des Blancs à accepter la nouvelle Afrique du Sud. « Si la criminalité baisse, nous sommes prèts à enlever la cloture », promet M. Hazelden.

## L'Erythrée accuse l'Ethiopie de vouloir étendre la guerre

L'ouverture d'un troisième front à proximité du port érythréen d'Assab, sur la mer Rouge, ranime le spectre d'une escalade d'un conflit qui portait jusqu'à présent sur le contrôle de quelques plaines caillouteuses le long de la frontière

> gués à Sanaa en vue de l'ouverture de pourparlers de paix. La guerre a repris, le 6 fé-vrier, entre l'Ethiopie et l'Erythrée qui se

> disputent depuis près d'un an le contrôle de

Les fronts entre l'Erythrée et l'Ethiopie l'armée éthiopienne a reconnu avoir perdu Addis Abeba et Asmara à envoyer des déléétaient calmes, dans la matinée du lundi 15 février, après les échanges de tirs d'artillerie de la veille dans la règion du port érythréen d'Assab (Est), au cours desquels

ASMARA (Erythrée)

de notre envoyé spécial

sins s'envenime inexorablement.

Si aucune offensive d'envergure

n'a été signalée sur le front éry-thréo-éthiopien depuis le 10 fé-vrier, et que les lignes ne sont se-

couées que par de sporadiques

duels d'artillerie, le bombarde-

ment de la région d'Assab, di-

manche 14 février, a brisé une

barrière symbolique. Les combats

s'étendent au-delà du triangle de

Badme et de la province d'Akele-

guzaï, ces régions où le tracé de la

frontière est contesté. L'ouver-

ture d'un troisième front à proxi-

mité du port d'Assab, sur la mer

Rouge, ranime le spectre d'une

Comme après chaque bataille,

l'Erythrée et l'Ethiopie s'accusent

d'avoir déclenché les hostilités, et

chaque pays revendique la vic-

toire. A Asmara, le porte-parole

de la présidence, Yemane Ghebre

Meskel, a affirmé que « les Ethio-

piens ont lancé des raids aériens à

l'aube, suivis d'intenses tirs d'artil-

lerie ». A Addis Abeba, la porte-

parole du gouvernement, Selome

Tadesse, a déclaré que « l'hé-

rolque force aérienne éthiopienne

a participé à la contre-offensive

d'Assab, causant de lourdes pertes

à l'ennemi », et détruit deux

tanks, de même qu'une station de

pompage d'eau. Ces bombarde-

ments sont-ils le prélude à une at-

taque de l'infanterie vers le port

érythréen stratégique d'Assab que

l'Ethiopie, dépourvue d'accès à la

mer, pourrait convoiter? Aucun

soldat n'est encore sorti des tran-

sit précisément les objectifs des belligérants dans un conflit où les

soldats combattent sans haine et

od les capitales expriment leurs

profouds regrets des qu'un civil

est blessé. Chaque camp se dé-

fend de vouloir renverser le pou-

Le problème est que nul ne sai-

escalade dans la guerre.

La guerre entre les frères abys-

un hélicoptère. Les deux pays s'accusent mutuellement de la reprise des hostilités. Le ministre des affaires étrangères du Yémen, Abdel Kader Bajammal, a invité, dimanche,

voir du pavs ennemi ou de projeter la conquête d'un territoire qui ne lui appartiendrait pas. L'Erythrée et l'Ethiopie, gouvernées par des hommes - respectivement le président Issaïas Afeworki et le premier ministre Meles Zenawi qui ont combattu ensemble la dictature de Mengistu Haile Mariam, le « Négus rouge », ont cepen-dant déclenché depuis mai 1998 une guerre de type convention-nel, avec ses batailles de chars et

Chaque camp a exprimé son indignation d'être mis sur un pied d'égalité avec l'autre

La frontière s'est enflammée l'an dernier lorsque l'Erythrée a conquis le « triangle de Badme », une plaine caillouteuse de 390 km². Les Ethiopiens s'étaient peu à peu installés dans cette province d'un intérêt stratégique si mineur que les Erythréens n'avaient pas jugé bon d'y marquer la frontière lors de leur indépendance en 1993. Les paysans tigréens y vivaient en paix sans trop se soucier du pays auquel ils appartenaient, parlant la même langue, commerçant tranquillement et mariant leurs enfants d'un village à l'autre. La situation s'est déteriorée lorsque Asmara a créé en 1997 sa propre monnaie, le nakra. Cette décision a traumatisé les Ethiopiens, illustrant la volonté érythréenne de consolider son indépendance en marquant, cette fois, la frontière.

Bombardement aérien près d'Assab en dépit du moratoire SOUDAN ERYTHRÉE Massaoua ASMARA 🚨 Badme Adigrat Shiraro ses raids aériens, comme l'Afrique Zalembessa en a rarement connu. Mekelé EGRE

ÉTHIOPIE

O ZONES DISPUTÉES **BOMBARDEMENTS** L'Erythrée a exigé de retrouver ses frontières de l'époque coloniale et l'Ethiopie a refusé de quitter un territoire qu'elle considérait comme le sien. Le conflit armé est né pour des terres miséreuses qui continuent de diviser historiens et cartographes.

Après les combats de 1998, qui eurent lieu sans déclaration de guerre ni rupture des relations diplomatiques entre les ex-pays frères, la trêve de ces buit derniers mois fut mise à profit par l'Erythrée et l'Ethiopie, des Etats classés parmi les plus pauvres de la planète, pour s'équiper en avions et hélicoptères de combat, en artillerie, et pour creuser des centaines de kilomètres de tranchées.

L'Ethiopie est passée à l'offensive le 6 février, tout d'abord dans la région de Badme, puis dans l'Akeleguzal, en direction de Tsorona. Les attaques se sont soldées par des échecs. S'il est impossible de juger la véracité des communideux pays sur les « défaites désastreuses », les « prises de bastions majeurs » et les « pertes sévères », il paraît clair, après que la presse internationale a eu accès aux lignes de fronts du côté érythréen, que les positions n'ont pas évo-

Une première escalade sérieuse est intervenue avec la décision éthiopienne de recourir à la force aérienne, en violation du moratoire accepté en 1998 par les deux pays grace à la médiation américaine. Les Etats-Unis, alliés à la fols de l'Erythrée et de l'Ethiopie depuis la chute de Mengistu, ont condamné Addis Abeba. Et les accusations éthiopiennes d'un bombardement érythréen préalable sur la ville d'Adigrat se sont révélées être une manipulation. « Il est impossible de comprendre la stra-tegie ethiopienne, commente un diplomate occidental. Ils se sont affaiblis en brisant le moratoire aérien, un engagement pris avec les qués spectaculaires publiés par les Américains, et en relançant la

long de leur frontière commune. Selon la presse internationale, qui a eu accès aux lignes de front côté érythréen, les positions n'auraient pas évolué.

guerre alors que l'émissaire de l'ONU, Mohammed Sahnoun, se trouvait ici pour tenter une médiation . « L'Erythrée est à mes veux coupable d'avoir passionne le début pour un confetti caillouteux, analyse un observateur. Personne ne peut toutefols accepter l'attitude éthiopienne, surtout après le bombardement de la frontière près du port d'Assab. Chaque jour qui passe voit s'éloigner les chances d'une negociation sereine ». La première semaine de combats n'apporta qu'un enseignement, d'ordre militaire : l'Ethiopie (55 millions d'habitants), auréolée de ses deux mille ans d'histoire et de son statut de puissance régionale, ne peut apparemment pas espérer balayer aisément l'armée de la petite Erythrée (3,5 millions d'habitants), le plus jeune Etat d'Afrique, au patriotisme farouche forgé par trente années de guérilla. A Asmara comme à Addis Abeba, on refuse les pressions internationales. Après les appels au dialoque des Etats-Unis, de l'Union européenne, des Nations unles et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), chaque camp a exprimé son Indignation d'être mis sur un pied d'égalité avec l'autre.

« Le dictateur éthiopien Mengistu avait la meilleure armée d'Afrique, grace au soutien soviétique. Il a perdu la guerre. Si les Ethiopiens continuent à nous attaquer, ils vont souffrir », annonce Yemane Ghebre Meskel à Asmara. « La souverainete et l'intégrite territoriale de l'Ethiopie sont en train d'être restaurées. L'Ethiopie ne veut rien de plus que de retrouver sa terre envahle et n'acceptera rien de moins », affirme Selome Tadesse, à Addis Abeba. Dans les piaines, les vallées et les montagnes de l'ancienne Abyssinie, la

### Pas de haine apparente, en dépit des combats et des victimes civiles...

ZALEMBESSA et TSORONA (Province d'Akeleguzal) de notre envoyé spécial La rivière Mahmas, réduite en cette saison à un ruisseau de cail-

REPORTAGE. Dans toute

la province, on se prépare à une guerre longue

loux, serpente dans la vallée Medroroba. Sur les rives, des arbres survivent au soleil brûlant. C'est la ligne de front. Pour les soldats érythréens, qui scrutent dans leurs jumoyenne, l'cambriolage sur 34 et | melles les mouvements de l'enne-1 viol sur 13 seulement font l'ob- mi, la rivière marque la frontière entre l'Erythrée et l'Ethiopie. Pour ceux d'en face, la vallée est éthiopienne, occupée par l'armée d'As-

> Les combattants veillent, en ces jours d'accalmie, à consolider leurs positions. Menacés depuis que l'armée éthiopienne mène des raids aériens, ils creusent des tranchées à flanc de colline pour enterrer armes et munitions. Dans toute la province d'Akeleguzai, de la vallée qui mène à Zalembessa au front de Tsorona, on se prépare à une guerre longue, dure, une

En amont de la rivière Mahmas, des mortiers sont prêts à ouvrir le feu, en cas d'offensive éthiopienne », selon le colonel Mebrahtu. « Nous n'agressons pas l'Ethiopie, nous défendans notre pays. » Yemane Mebrahtu sourit, appuyé deux ans, il a trente-cinq ans de vie populaire de libération de l'Etythrée (FPLE), ce fut la guerre qui dura trente ans. L'officier est resté dans l'armée après la victoire sur le dictateur Mengistu Haile Mariam et l'indépendance du pays. La paix dura cinq ans, avant le déclenchement du conslit entre l'Ethiopie et l'Erythrée, en mai Frédéric Chambon 1998. Yemane Mebrahtu a alors re-

pris le sentier de la guerre. Il veille partient, ou devrait appartenir unité militaire, un an affecté à une Senafe où gisent des victimes des sur la vallée Medroroba avec ses hommes.

Dans les casemates adossées à la

roche, recouvertes de rondins et de feuilles séchées, on boit le thé, on fume la cigarette nationale, l'Ideal. Les bombardements se sont arrêtés. Les combattants rient souvent. S'ils s'affirment déterminés à affronter les Ethiopiens, les soldats n'apprécient pas ce conflit. Ils combattent leurs frères d'armes d'hier, lorsque tous étaient alliés contre Mengistu. Abdun, vingt-six ans, est # triste \*. Il tente de masquer son incrédulité. Retourné à la vie civile après son adolescence de guérillero, il a rejoint de lui-même une unité militaire, l'an dernier, pour participer à la lutte. Patriotisme affiché, tristesse murmurée, et puis Abdun se tait. Un officier interdit aux soldats de se confier à

CARNAGE

Sur le front de Tsorona, les collines portent les stigmates des violents combats des derniers jours. Là, contrairement aux rives de Mahmas, où l'offensive s'est limitée à des tirs d'artillerie, les Ethiopiens ont lancé leurs soldats à l'assaut des positions érythréennes. L'attaque principale a eu lieu non loin du village de Konoto, dominé par une église aujourd'hui inaccessible, dans la ligne de mire des ca-

Des cadavres de soldats éthiopiens n'out pas été enterrés. Des odeurs de mort planent aux détours des sentiers. Un combattant gft sur le dos, un trou béant à la cuisse droite. De sa besace sont tombés des munitions et des biscuits. « Nous avons tué 1 500 ennemis », clame le colonel Andemariam Ghebremedhin. Le résultat d'un tel carnage n'est pas vériflable. «Les hommes attendent le prochain assaut. Nous n'allons pas en Ethiopie. Nous défendons notre frontière », poursuit l'officier, récitant les communiqués d'Asmara. Il est impossible de savoir à qui aptelle colline. Les cartes de la région ont varié au fil des décennies. Dans la plaine de Badme, des villages auraient même été rebaptisés pour tromper les médiateurs

En contrebas, prés de la route qui mène à Tsorona, les combattants se reposent après la bataille. Ils ne s'inquiètent pas des explosions sporadiques qui résonnent au loin. Un guerrier pose son poste de radio sur un rocher et fait écouter de la musique à trois femmessoldats. L'armée érythréenne est à 35 % féminine, tradition conservée de l'époque du maquis. « Chacun, homme ou femme, veut faire son service militoire, assure un vêtéran de la guerre de libération. Nous n'avans pas de problème de désertion en Ervitirée, » Le service dure dix-huit mois: six mois dans une

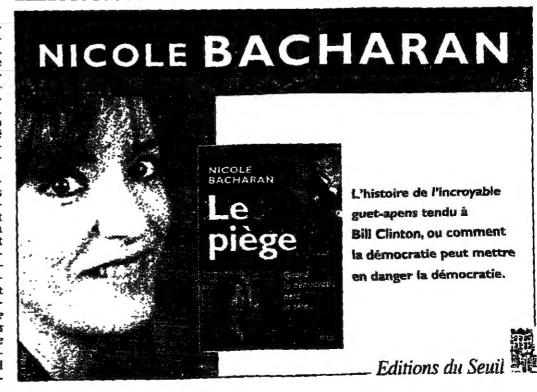
tache civile, a l'ame du service militaire était surtout que chacun participe à la reconstruction du pays, ravage par trente ans de conflit, ditil. Nous ne pensions pas avoir de nouveau la guerre ici... » En première ligne pour cette

nouvelle guerre, il y a à la fois ces ieunes combattants, les soldats professionnels issus des rangs du FPLE, et cerx qui avaient quitté l'uniforme au moment de la proclamation d'indépendance et sont revenus sous les drapeaux lors des premières batailles contre l'Ethiopie, en 1998. Les combattants les plus âgés évoquent souvent les « bons vieux jours » de la guérilla. Leurs fils parient plus immédiatement de la paix, qui a volé en éclats sans qu'ils comprennent vraiment pourquoi.

Derrière les lignes, à l'hôpital de

bombardements, l'atmosphère est aussi dominée par l'incompréhension face à la guerre. Pas de haine malgré la souffrance, pas de procès... « le veux que ce conflit trouve une issue pacifique rapide, dit Gebremetin. J'ai perdu mon père, mon épouse et mon fils de quatre ans. Notre maison a été touchée un matin. le suis très triste, paralysé à vie par la perte de ma famille. » « le suis désolé que les Ethiopiens aient tué un enfant. l'ai besoin de paix maintenant », conclut-il. Gebremetin n'est pas un soldat et, après la mort de son fils, il n'envisage pas de prendre un fusil. Il est fermier, et ne paraît pas se soucier de savoir à quel endroit de sa province natale sera bâti le poste-

Rémy Ourdan



### Les manifestations de Jérusalem consacrent la cassure de la société israélienne

Deux conceptions du judaisme s'opposent d'une manière de plus en plus radicale

tion de force en regroupant 250 000 personnes, semblé 50 000 personnes. L'opposition entre deux dimanche 14 février, à Jérusalem, l'un de leurs bas-rapports au judaïsme se cristallise sur les der-

Les ultra-orthodoxes ont réussi leur démonstra- tions. Une contre-manifestation de laïques a ras- nières décisions de la Cour suprème israélienne favorables au courant réformé du judaisme. (Lire l'analyse de Georges Marion page 18.)



de notre correspondant Avec un savoir-faire de lobbyiste confirmé, le rabbin Jonathan Rosenblum, citoyen américain fraîchement débarqué de New York, a livré à la presse étrangère la morale de l'histoire: Israel, a-t-il dit en substance, est un pays juif qui suit les règles du judaïsme ; s'il y a piusieurs judaïsmes différents, il n'y a plus de pays possible. Puis il s'est lancé dans une longue tirade contre les réformés (juifs) de toutes obédiences qui, aux Etats-Unis, admettent que le président d'une synagogue « ne soit même pas juit » ou, encore, acceptent « qu'un rabbin femme marie deux hommes ou deux femmes » et, presque pire. « qu'au repas de noces il soit servi des crevettes », aliment strictement

interdit à tout juif pieux. Tout le monde a alors compris que le rabbin Rosenblum, dont l'organisation, à New York, finance généreusement les ultra-orthodoxes en Israēl, avait une conception unique du judaïsme : la sienne. Et qu'en appelant, dimanche 14 février, au côté des rabbins locaux. ses frères ultra-orthodoxes à descendre dans la rue pour combattre ce qu'il nomme les « emplétements des juges sur la vie religieuse », il défendalt en fait le monopole des ui-

tra-orthodoxes sur le judaisme. Trois heures plus tard, ils étaient quelque 250 000 haredim (craignants Dieu), marée sombre d'hommes, de femmes et même de très jeunes enfants, assis dans leur poussette, venus des quatre coins du pays prier dans les rues de jérusaiem pour que le président de la Cour supréme, Aharon Barak, ne puisse plus faire droit aux de-



mandes des rabbins libéraux qui entendent stéger au sein des conseils religieux, ou procéder à des conversions.

UNE JOURNÉE PEU ORDINAIRE

Quelques centaines de mètres plus loin, dans une débauche de pancartes colorées, de ballons et de musique, une contre-manifestation de 50 000 laïques prenait la défense de la Cour, « l'une des dernières organisations démocratiques du pays où les religieux ne puissent pas imposer leur loi ». Ici l'on agitait le drapeau israélien, l'on dénonçait « la dictature religieuse » et, en signe de dérision, l'on portait des panneaux où la photo de l'imam Khomeini cotoyait celle du rabbin Kadouri, vénérable centenaire qui distribue à la commande amulettes et bénédictions. On se voulait aussi citoyen comparable à celui des pays où la religion ne détermine ni le statut ni la nationalité. « je ne suis gu'un être humain, je veux un avenir normal », chantait l'un des artistes célèbres du moment, Meir Banai. Séparées par d'importantes forces de police, les deux manifestations n'ont pas eu l'occasion de se confronter, et, contrairement aux craintes manifestées l'avant-veille, aucun incident n'a été signalé.

Le plus paradoxal dans cette loumée peu ordinaire, qui, en une démonstration de force sans précédent - la plus importante de l'histoire de l'Etat hébreu-, a vu descendre dans la rue tout ce qu'israel compte d'écoles rabbiniques et

de julfs pieux ultra-orthodoxes, est que le pays n'abrite qu'un nombre infime de rabbins réformés. Dans une large mesure, le différend qui oppose ces derniers aux ultra-orthodoxes est un conflit interne au judaïsme américain. Mais il résonne fortement dans la conscience collective d'un pays où le statut personnel dépend étroitement de la réponse à une question essentielle : « Qui est juif ? » Depuis la fondation du pays, en

1948, les rabbins ultra-orthodoxes sont seuls charges de donner la réponse. Au demeurant, les litiges étaient jusqu'alors négligeables. Mais les vagues successives d'immigration, dont la dernière, la vague russe et son million de personnes, dont une bonne proportion n'a que des liens très lâches avec le judaisme, ont changé la donne. Pour les ultra-orthodoxes, le danger de « dissolution » du peuple juif interdit de faire la moindre entorse aux règles. «La lutte ne fait que commencer », a ainsi précisé, en fin de manifestation, l'un des organisateurs du rassemblement religieux, le rabbin David Yossef, rejoint dans son intransigeance par les rabbins les plus

Au-dessus de la foule en noir, les pancartes étalent au diapason, conspuant « la dictature des juges » ou appelant à la vigilance. Enfant rescapé d'Auschwitz, le grand rab-bin ashkénaze d'Israël, Meir Lau, a, seul, exprimé une volonté de conciliation, en déclarant : « Nous avons toujours su mourir ensemble, il est temps que nous apprenions à vivre

Georges Marion

## Le « sexuellement correct » apparaît comme la grande victime du scandale Lewinsky

Y AUKA-1-IL WI CITCL sur les relations hommes-femmes dans le cadre du travail ? Y aura-til, comme le souhaite ce lobbyiste de Washington, un retour au bon sens et un assouplissement des règles de cohabitation entre travailleurs des deux sexes, devenues terriblement rigides ces dernières années? « Retrouverons-nous le droit au flirt, aux compliments, aux clins d'œil complices, aux invitations à défeuner? Le droit de séduire ou de tenter de charmer ? Le droit, comme en Europe, de laisser la vie entrer dans nos bureaux? Car la vie. c'est une relation naturelle entre des hommes et des femmes responsables, pas un carcan de règles monastiques, présupposant potentiellement dangereuse

sexes! » Pour ce juriste célibataire, cela ne fait aucun doute: après l'issue du procès Clinton, le climat va forcément se détendre. draguer ne sera plus un crime dans les bureaux américains. « Attention! Clinton n'est pas devenu un exemple! Personne n'approuve. Tout le monde ricane. Mais il y a, dans l'absolution que lui ont donnée les Américains - et le Sénat - la reconnaissance que les présidents, les cadres ou les stagiaires sont terriblement humains. Eh bien, il n'était pas mauvais qu'on s'en

rende compte un jour. 🛰 Loin des arguties juridiques du Congrès et des débats politiques organisés par CNN, certains hommes ont vite fait de tirer de

insky toute rencontre entre les deux l'affaire Lewinsky leurs propres conseils en relations du travail conclusions. Plusieurs semblent même surpris de leur audace à assumer des propos qui, il v a un an. leur auraient valu, disent-ils, une condamnation pour pensée « politiquement incorrecte \*.

D'IMPROBABLES DIALOGUES

Leur aiguillon? Les femmes, affirment-ils. Toutes ces Amerlcaines qui ont élu Bill Clinton et le rééliraient demain, malgré Paula Jones, maigré Kathleen Willey, malgré Monica Lewinsky. . Le dragueur n'est plus démonisé comme il le fut il y a quelques années, estime un professeur de Georgetown. Et les débats qu'ent engendrés partout les mésaventures du président ont curieusement désamorcé la charge explosive aul interdisait auparavant ce type de conversation. I'ai l'impression au'une certaine anxieté a disparu et que le naturel, dans les rapports quotidiens nommes-femmes, reprena doucement ses droits ...

Chacun, en fait, se rappelle l'af-

faire Anita Hill: en 1991, cette jeune et brillante juriste avait accusé de harcèlement sexuel le juge Clarence Thomas (nommé à la Cour suprême), en se fondant essentiellement sur des propos à consonance érotique. Le débat, retransmis en direct à la télévision, avait fasciné le pays, muselé les bonimenteurs et affecté durablement le monde du travail. En un an, le nombre de plaintes pour harcèlement sexuel avait rapidement doublé, des avocats s'étaient mobilisés pour faire évoluer la jurisprudence dans le sens d'une toujours plus grande sévérité. Entre 1990 et 1996, le montant des compensations financières dans ce type de litige avait grimpé de 7,7 millions à 27 millions de dollars, et les patrons sont devenus de plus en plus nerveux à l'annonce de condamnations ronflantes comme celle - largement commentée à l'époque -, de cet avocat important qui dut payer 3,8 millions de dollars 13,4 millions d'euros) à une secrétaire pour avoir versé dans son corsage des bonbons M & M...

« Les grandes sociétés ont fini par prendre les devents », raconte David Swink, président de Strategic Interactions, une société de

qui, entre autres formations, dispense des cours de prévention en matière de harcèlement sexuel. « Les plaintes sont si nambreuses, les frais de justice et les condamnations si onéreux que les règlements intérieurs de nombreuses entreprises stipulent désormais l'Interdiction de relations sexuelles entre cadres dirigeants et employés. »

C'est vrai, reconnait-ii, depuis quelques mois le climat est plutôt la détente. Effet Maison Blanche? Sans doute, dit-Il. L'enquéte, le procès, les polémiques, les blagues aussi, ont amorcé dans les bureaux d'improbables dialogues. L'homme le plus puissant du monde peut-il entretenir avec une stagiaire une relation consensuelle? Ou bien l'iniquité fondamentale de leur situation évoque-t-elle l'abus de pouvoir? On discute, on se dispute, on rit aussi,... Des tabous ont été brisés. la glace est rompue. « Tant mieux! Mais ne nous trompons pas de conclusion. La tourmente dans laquelle a été entroiné Bill Clinton, la publicité de son histoire et le risque de "peine de mort politique" qu'il a encouru sont là pour rappeler à chacun qu'une violation de la loi occasionne de terribles degats. Et je ne vois pas en quoi l'affaire Clinton influencerait ou adoucirait les luges. » Attention au moindre relachement, conseille-t-il donc à

ses clients. Hellen Gurley Brown, à la direction de Cosmopolitan, ne cache pas, quant à elle, sa satisfaction. Enfin un peu de réalisme et de bon sens! A Eh oui. le sexe existe au bureau! Qui cela peut-il encore étonner? La majorité des gens y passent entre huit et douze heures par jour et y nouent leurs principales relations. Alors vivement une attitude adulte, des codes moins policiers, et un climat léger, Croyezmoi, on peut être féministe et juger qu'une condamnation à 1 million de dollars pour un regard brûlant ou un geste esquisse est d'un grotesque achevé. De la décontraction, que diable! Ce président est mer-

Le « politiquement correct », en Amérique, est dans tous ses

### Afghanistan: la mystérieuse « disparition » d'Oussama Ben Laden

L'extrémiste islamiste saoudien aurait quitté le pays

OUSSAMA BEN LADEN a dis- près de la frontière iranienne. paru. L'extrémiste Islamiste, considéré par les Américains comme l'un des plus dangereux terroristes de la planète, qui vivait jusque-là en Afghanistan, aurait quitté ce pays pour une destination inconnue, a annoncé le régime des talibans. Le chef des intégristes afghans, le mollah Omar, a déclaré, dimanche 14 février, que Ben Laden serait parti de iuimême, tout en reconnaissant que le sort de son « hôte » demeurait un mystère : « Nous n'avons jamais forcé Oussama [Ben Laden] à quitter le pays. Il était libre d'aller vers tout pays de son choix », a dit le moliah sur les ondes de la radio

afghane. Auparavant, un responsable taleb avait indiqué avoir « entendu dire que Ben Laden avait disparu. Nous ne savons pas s'il se trouve encore en Afghanistan, ou s'il a quitté le pays ». Selon des sources diplomatiques, Ben Laden chercherait à partir pour Doubai ou pour l'Irak, voire pour la Tchétchénie. Le ministère des affaires étrangères iranien a par ailleurs démenti des informations émanant d'un haut responsable pakistanais du renseignement, laissant entendre que l'extrémiste avait été vu, vendredi.

Le secrétaire d'Etat britannique au Foreign Office, Derek Fatchett, a de son côté déclaré dimanche qu'il ne croyait pas que les talibans aient pu perdre la trace de Ben Laden. « le ne pense pas que Ben Laden ait pu disparaitre soudain, sous le nez des talibans », ceux-ci « contrôlant parfaitement ce qu'il fait. Je n'accepte pas l'idée

qu'il pourrait se balader en Afghanistan en faisant ce qu'il veut », a ajouté M. Fatchett. Les Etats-Unis, qui soupçonnent le millionnaire islamiste d'origine saoudienne d'avoir organisé les deux attentats à la bombe contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar es-Salam, le 7 août 1998, ont fait savoir qu'ils n'étaient « pas en mesure » de confirmer que le « terro-

riste » a quitté l'Afghanistan. Ces dernières semaines, Washington a accru ses pressions sur le régime des Talibans pour le forcer à extrader Ben Laden. Un opposant saoudien basé à Londres, 🔏 interrogé par l'AFP en fin de semaine, a estimé à ce propos que la disparition de l'extrémiste pourrait être « une manœuvre destinée à détourner l'attention et à mettre fin aux pressions américaines sur les talibans . - (AFP, Reuters.)

### Le médiateur de l'ONU est « très pessimiste » sur le conflit afghan

NEW YORK (Nations unles) de notre correspondante

Lakhdar Brahimi est pessimiste. L'envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU pour l'Afghanistan ne compte plus sur les factions afghanes pour trouver une solution pacifique au conflit dans ce pays. L'aficien ministre algérien la « clé » de la paix en Afghanistan se trouve chez les pays voisins. Tout en partageant cette analyse, les experts internationaux sont encore plus pessimistes. Pour eux, le Pakistan, qui soutient les talibans en Afghanistan, n'est pas, du fait de sa situation intérieure, en mesure d'apporter une solution acceptable au problème afghan.

Lors d'un entretien avec Le Monde, Lakhdar Brahimi, qui entreprend, cette semaine, une tournée dans la région, explique que « ce n'est plus desormais la peine de reprendre les pourparlers avec les parties en prèsence en Afghanistan. Car, comme d'habitude, ceux qui ont le dessus militairement ne veulent même pas entendre parier des négociations politiques, et, pour l'instant, les plus forts sont les tali-

bans ». Cette nouvelle tentative de médiation dans la région amènera le diplomate algérien en Arabie saoudite, au Pakistan, en Iran, en Russie et « peut-être » en Afghanistan. Il a l'intention, dit-il, de « passer autant de temps que nécessaire, deux, peut-être trois mois, mais, ajoute-t-îl, si au bout de cette periode je vois que rien ne bouge, je ferai un rapport au secrétaire général qui évoquera le sujet avec le Conseil de sécurité ». Les talibans, explique notre interlocuteur, « ne sont ni meilleurs ni pires que les autres, s'ils sont intransigeants, c'est parce qu'ils sont plus forts en ce mo-

M. Brahimi s'efforce de « faire comprendre » aux talibans que même s'ils occupent les 80 % du pays, « cela ne veut pas dire qu'ils auront la paix », car, ajoute-t-il, « les autres parties, grace toujours au soutien de l'étranger, pourront, sans aucun doute, maintenir un degré d'activités militaires ». « Mais cette logique laisse les talibans complètement indifferents. »

A l'invitation du diplomate algérien, les représentants du groupe de pays dit « six plus deux » (Pakistan, Iran, Chine, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan plus les Etats-Unis et la Russie) se sont reunis, à la mi-janvier, à New York. Le médiateur des Nations unies est sorti de cette réunion « les mains vides ». Lors de cette demière ren-Annick Cojean contre, le représentant de l'ONU a

tenté de trouver un terrain d'entente, de faire de sorte que ces pays « parlent d'une seul voix » de

la situation afghane. s Je ne peux pas dire que ce fut un grand succes », admet-il aujourd'hui. Selon M. Brahimi, l'Iran et le Pakistan « ne se parlent même pas vraiment, ils s'accusent mutuelent, c'est toujours la faute de l'autre ». « Ce sont les deux pays qui souffrent le plus du conflit afghan. Trouvera-t-on une solution à cette guerre?, se demande-t-il. Dire que je suis pessimiste est peu dire... » La solution du conflit afghan était aussi le sujet d'un séminaire, le 25 janvier, à New York. Participant pendant plus de trois heures à cette réunion, les experts internationaux n'ont pu apporter, eux non plus, aucun élément d'espoir au débat. De retour d'Afghanistan. 🥻 un expert américain a expliqué que. « majeré ce que l'on pense, qu plutôt ce que l'on souhaite, les talibans ont une base populaire en Afghanistan ». Le problème est qu'après vingt ans de conflit les gens « ne veulent plus envoyer leurs fils à la guerre ».

DE L'ISLAM AUX DOLLARS

Il y a encore quelques mois, les talibans étaient en mesure de récompenser les parents avec de l'argent. Mais l'Iran a réussi à freiper le trafic de drogues, privant les maîtres de Kaboui d'une source « considérable » de revenu. « A l'extérieur les talibans disent Islam. Islam, Islam; à l'intérieur c'est doilar, dollar, dollar »: cet expert exclut pourtant un soulèvement populaire contre les talibans, qui « sont tout de même mieux vus que les autres .. Pour un autre de ses collègues, de la Banque mondiale, aucune des factions afghanes n'est en mesure de revendiquer un soutien populaire stable, car « il n'y q pas d'Etat et donc pas d'institu-

tions ». Les spécialistes de la région sont unanimes sur un point : le Pakistan « se trouve dans un tel désarroi auc. même s'il le souhaitait », il serait incapable de mettre fin au conflit afghan. Parlant de la situation politique et économique « catastrophique » au Pakistan, un expert s'exclame: « Il faut comprendre, le Pakistan n'a plus une administration, il a une bombe! » Un autre expert juge que ce pays est « dans un état de désintégration totale ». Les participants ont, en tout cas, tous écarté l'éventualité d'un démembrement de l'Afghanistan, qui serait, selon eux, « bequeoup trop dangereux pour tout le monde ».

Afsané Basir Pour

ISM

INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT Membre et/ou accréditée

ACBSP - ECBE - IACBE - WAUC

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômes de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

International Executive Master of Business Administration

520 h de formation intensive en management international :

diplôme ieMBA accrédité • 10 séminaires mensuels à PARIS

● 2 mois à NEW YORK et thèse

Certificats en Management International

Corporate Finance International Marketing

120 heures à Paris ou New York

Master of Business Administration in International Management

Programme intensif, avec stage intégré, de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité.

International School of Management 148, rue de Grenelle, 75007 Paris Tél.: 01-45-51-09-09 - Fax: 01-45-51-09-08. nes exclusivement girds par International School of Managen Internet http://www.mba.edu emails.edu@com.mba.edu



anistan: la mysterient disparting Oussama ben i.aden

And the Late of the second Agency (#12 in Authority) Company of the result of the property of January Company Street and the second section is a second se  $\operatorname{diag}(x) \cdot \operatorname{gr}(x)^{(1)} \cdot x + \operatorname{const}(x)^{(2)}$  $\varphi_{1}(x) = \varphi_{2}(x) = (x)^{n} + \varepsilon$ ac Janana

Marie Marie Carlos

 $\omega_{1}(\underline{\varphi},\underline{\varphi}), \underline{\varphi}(\underline{\varphi},\underline{\varphi}) \in \mathcal{E}_{1}(\underline{\varphi},\underline{\varphi})$ 

the transfer of Burgers on a 5 5 - 128 - 4- 1/-

A STATE OF S

 $\varphi_{\overline{\alpha}}^{\mu}\varphi_{\alpha}(\varphi_{\alpha})\cdot \varphi_{\alpha} + \varepsilon_{\alpha}(r,\alpha) \cdot \varepsilon_{\alpha} \stackrel{\mathrm{def}}{=} 0$ 

MARIE APPEAR

Carry - - -

Sett No.

 $\# (\#_{\mathbb{Z}^2} \mathcal{F}_{\mathbb{Z}^2}) = \cdots = (\mathbb{Z}^2)^{-1}$ 

Francisco Company White is a second **S** THE PARTY OF THE P 

-

CAR 42-A SECULIER S **有效的数据等** 100 Jan 18 4

VIEW THEOLY the state of the s · · Secretary of Acres 10 Marie 1 The state of the s Carrie and Carrie

. المحادث ALT ... Andrew Const. Vous vouliez une bonne raises de placer votre argent au Crédit Lyennais? En voici cinq. MEILLEURE GESTION MEILLEURE GESTION OBLIGATIONS SUR 1 AN

Crédit Lyonnais Asset Management vient de se voir décerner par La Tribune, Standard & Poor's-Micropal, 5 des 6 grands prix "Victoires des Sicav 1998". 4 600 fonds français et étrangers étaient en compétition.

MEILLEURE GESTION

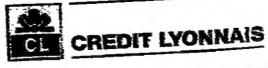
SUR 1 AN

MEILLEURE GESTION

Ces 5 récompenses s'ajoutent à plus de 200 distinctions en l'espace de 10 ans. Elles consacrent la qualité et la grande régularité de la gestion de Crédit Lyonnais Asset Management. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Appelez-nous au : Net 0 800 80 10 10

ACTIONS SUR 5 ANS



MEILLEURE GESTION

ACTIONS SUR 1 AN

NOUS VOUS DEVIONS UNE NOUVELLE BANQUE

Internet: nup://www.credutyonness.com CREDIT LYONNAIS S.A. au capital de 9 389 925 000 F. SIREN 954.509.741. RCS LYON - Siège Central 19, bd des Italiens 75002 PARIS - Tél.: 01 42 95 70 00

### Les règlements de compte politiques violents continuent en Iran

TÉHÉRAN. Malgré la détermination du président réformateur Mohamad. Khatami de faire régner l'Etat de droit, les règlements de compte politiques violents continuent en Iran. Hadi Khamenei, personnalité de la gauche radicale et frère du Guide de la République islamique, Ali Khamenei, a été violentment battu par des militants intégristes dans la ville sainte de Qom, au sud de Tehéran, a rapporté la presse, samedi 13 février. « Au moment de l'attaque, les assaillants ont cric "Mort à Khatami" et déchiré les portraits du président dans la mosquée », selon le journal Salam, L'incident à eu lieu jeu-

Par ailleurs, un ancien représentant de la Deutsche Bank en Iran, Heinrich Lembert Heimes, a été tué samedi par un maifaiteur qui l'a pris en otage alors qu'il conduisait le véhicule diplomatique de l'attaché militaire allemand Peter Hausman, selon la version officielle. Pour le journal Iran News, proche du gouvernement, cette version n'est « ni claire ni convaincante ». Des mains invisibles (sont) à l'œuvre pour empêcher l'amélioration des relations entre Tehéran et Bonn. . - (AFP.)

### Hongrie, Pologne et République tchèque adhéreront à l'OTAN le 12 mars

BUDAPEST. La Hongrie, la Pologne et la République tchèque adhéreront à l'OTAN le 12 mars, a annoncé samedi 13 février l'ambassade des Etats-Unis à Budapest. La cérémodie d'adhésion aura lieu à Independence (Missouri), aux Etats-Unis, ville natale de Harry Truman, le président américain sous le mandat duquel avait été fondée l'OTAN en 1949. Ces trois pays - les premiers de l'ancien Pacte de Varsovie à adhérer à l'OTAN - avaient été invités en juillet 1997, lors du sommet de Madrid, à se joindre à l'Alliance atlantique. Le Parlement polonais s'apprête de son côté à ratifier l'adhésion de la Pologne lors d'une session qui s'ouvre mentredi 17 février. - (AFR)

### Le blizzard fait seize morts

### en Hongrie

BUDAPEST. Des tempètes de neige out causé la mort d'au moins seize personnes et isolé des centaines de villages en Hongrie, a affirmé samedi 13 février un porte-parole de la police. Des centaines de véhicules de l'armée et de la garde civile s'efforcaient de distribuer des fournitures dans les villages enneigés. Des hélicoptères étaient immobilisés en raison de la mauvaise visibilité et des vents puissants.

En Pologne, le bilan du froid a continué de s'alourdir pour atteindre deux cent deux morts depuis le début de l'hiver, a annoncé la police dimanche. En République tchèque, trois touristes sont morts de froid samedi dans les montagnes du nord-est de la Bohême. ~ (Reuters, AFR)

■ ÉTATS-UNIS/MEXIQUE : le président américain Bill Climton est arrivé, dimanche 14 février, à Merida (péninsule du Yucatan), pour une visite de vingt-quatre heures au Mexique, au cours de laquelle il doit s'entretenir avec son homologue mexicain Ernesto Zedillo de la collaboration dans la hutte antidrogues et de l'immigration illégale. Le Mexique est le deuxième partenaire économique des États-Unis, après le Canada et devant le Japon. La visite de M. Clinton intervient alors que Washington doit prochaine ment distribuer aux pays d'Amérique latine ses traditionnels a serié bonne conduite » dans la lutte antidrogue, liés à l'octroi d'une 256 économique et commerciale. - (AFP.)

IRAK: l'irak est en mesure d'attaquer les bases saoudiennes et américaines utilisées par les avions américains et britanniques qui bombardent « Avec l'aide de Dieu, le soutien de notre glorieuse nation arabe et des patriotes en Arabic suoudite et au Koweit, nous sommes capables d'atteindre les endroits qui servent de points de départ aux agressions », a affirmé un communiqué publié à l'issue d'une réunion entre M. Hussein et ses ad-

MALGERIE: quarante cadavres ont été recensés dans le chamier découvert mardi dans la Mitidja, aux portes d'Alger, a rapporté, dimanche 14 février, le quotidien El Khabar. Les aveux d'un islamiste repenti, dénomme Diidel, ont permis aux services de sécurité de découvrir ce nouveau

■ GUINÉE-BISSAU: le président et le chef rebelle se sont rencontrés. pour la première fois, dimanche 14 février à Bissau, lors de la visite d'Emma Bonino, commissaire européen chargé de l'aide humanitaire. Le chef de l'Etat de Guinée-Bissau, Joso Bernardo Vieira, et le chef de la junte rebelle. le général Ansumane Mane, se sont entretenus pendant une heure. A l'issue de cet entretien, le président Vieira a espéré que la paix puisse « être restaurée de manière définitive » en Guinée-Bissau. - (AFP.)

■ CAMBODGE : trois fonctionnaires ont été inculpés pour le déversement de plus de 3 000 tonnes de déchets toxiques en décembre 1998 dans le port de Sihanoukville, rapporte lundi 15 février le quotidien Cambodia Daily. Cette affaire avait provoqué d'importantes manifestations dans les rues de Sihanoukville. Une personne avait perdu la vie pendant les défilés ct quatre personnes avaient été tuées lors de l'exode massif de la population craignant la contamination. La firme taiwanaise Formosa Plastics, « emotatrice » des déchets en novembre, a annoncé le 5 février qu'elle nettolerait la pollution et enverrait les déchets vers un pays en développement ou à Taiwan. - (Reuters.)

### Hillary Clinton pourrait être candidate au Sénat

WASHINGTON. L'epouse du président américain, Hillary Clinton, envisage d'être candidate à l'un des sièges de sénateurs de l'Etat de New York en 2000 a déclaré, dimanche 14 février, le secrétaire général de la Maison Blanche, John Podesta. « Si elle décide d'être candidate, elle vu gagner. Mais le pense qu'il est un peu prématuré d'aller aussi loin, a-t-il déclaré. Mainte-nant que le procès de destitution est achevé, elle va parler aux gens qui l'ont appelée à poset sa candidature et y réfléchir. » Dans la course au remplacement du démocrate Daniel Moynihan, qui n'est pas candidat à sa réélection au Sénat, des sondages récents donnaient M= Clinton gagnante contre le très populaire maire de New York, Rudolph Giuliani, ainsi que contre l'ancien sénateur Alfonse D'Amato, tous deux républicains. - (AFP.)



# La lutte anticorruption devient un objectif international de premier plan

Les pays de l'OCDE tentent une vaste opération « Mains propres »

La convention sur la lutte contre la corruption des agents publics étrangers est entrée en vi-gueur le 15 février dans les pays de l'OCDE. La

France n'a pas encore ratifiè le texte. Celui-ci devrait permettre de réduire le versement des commissions et pots-de-vin sur les marchés pu-

blics internationaux. Leur montant est évalu-80 milliards de dollars par an (64 milliards d' ros) dans le monde.

« MAINTENANT que le communisme est mort, le principai ennemi du capitalisme s'appelle la corruption »: cet avis formulé par Ed Yardeni, chef économiste de la Deutsche Bank à New York, semble refléter un avis ominant dans les pays du monde développé. Ceux-ci ont adopté une convention anti-corruption qui est entrée en vigueur le 15 février dans trente-quatre pays (d'abord onze pays sur les vingt-neuf membres de OCDE auxquels se sont joints le Brésil, l'Argentine, le Chili, la Bulgarie et la Slovaquie). Ce texte, qui devrait être ratifié par la France au printemps, prohibe la corruption

d'agents publics dans les transactions commerciales internationales. L'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a commencé à discuter de ce dossier en 1989, l'année de la chute du mur de Berlin. Depuis cette date, de nombreux événements - notamment la crise financière en Asie ou en Russie -. ont révélé l'impact grandissant de la corruption sur l'évolution des sociétes. Les thèmes de la «transparence » et de la « bonne gouvernance » font désormais partie des priorités internationales. « La corruption menace la démocratie, le déeloppement économique et la loyauté dans la concurrence internationale », explique Donald Johnston, le secré-

taire général de l'OCDE. « La globalisation ne sera acceptable que si des règles de déontologie internationale comme celles-ci sant adoptées », souligne pour sa part Rainer Geiger, directeur adjoint des affaires financières a l'OCDE

#### JUSQU'À DIX ANS DE PRISON L'objectif de la convention est

de sanctionner la corruption « à la source », « de la même façon que certains pays luttent contre la prostitution en poursuivant le client », souligne Rainer Geiger. Autrement dit, c'est le « corrupteur » qui commet un délit : une entreprise ne pourra donc plus verser de pots-de-vin à un agent public pour obtenir un marché à l'étranger. Les contrevenants risquent jusqu'à dix ans de prison et 1 million de francs d'amendes. \* Chaque partie prend les mesures nécessaires pour que constitue une infraction pénale en vertu de sa loi le fait (...) d'offrir. de promettre ou d'octroyer un avantage indu pécuniaire ou autre, directement ou par des intermédiaires, à un agent public étranger (...) en vue d'obtenir ou conserver un marché ou un autre avantage indu dans le commerce international » (article 1 de la convention).

On assiste donc à l'équivalent d'une vaste opération « Mains propres » sur les grands marchés publics - ammement, construction d'in-

frastructures, énergie...-, qui représentent la part du lion du chiffre d'affaires de la corruption. Les seules commissions légales jusqu'ici défiscalisées atteignent, en France, 10 milliards de francs par an en moyenne. Les sommes versées au titre des commissions opaques représenteraient, chaque année dans le monde, 80 milliards de dollars (64 milliards d'euros), d'après les estimations de la Banque mondiale. Tout indique qu'il ne s'agit là que du « sommet de

Piceberg », précise-t-on à l'OCDE. La nouvelle convention va-t-elle être suivie d'effets? On est en droit de le peuser, puisque les responsables du patronat français ont prié Matignon de leur permettre de continuer à verser les pots-de-vin promis avant son entrée en vigueur... Si les entreprises ont néanmoirs intérêt à jouer le jeu de la transparence, c'est que « la corruption est nuisible à la réputation des entreprises et rend imprévisibles les transactions commerciales », souligne Raeiner

Les Etats-Unis ont été les premiers et les plus ardents à militer pour l'adoption d'une législation internationale en matière de corruption. Les milieux industriels estimaient être pénalisés par leur propre loi anticorruption (en vigueur depuis 1977), à iaquelle n'étaient pas soumis leurs

la fois la convention de l'OCDE et le

Beaucoup s'interrogent sur l'e cacité réelle de ce texte. « Ca convention n'a pas une portée unit selle. Elle ne couvre ni la corrupt d'agents privés ni celle de candida des charges publiques ou de resp. sables de partis politiques (sauf de les pays à parti unique), comme le mandaient les Américains », soulis Daniel Dommel, président pour France de l'association Transparer

Il ajoute que la convention « traite pas le problème des places. share, qu'elle ne sanctionne pas i maison mère pour les pots-de-vin i sés à son profit par une filiale êtr.

La convention aura essentiel ment « une fonction préventive souligne Rainer Geiger. S'il ne f. pas s'attendre à des procès ni à c condamnations spectaculaires, « peur du gendarme » devr contribuer à modifier petit à petit pratiques : la déductibilité fiscale pots-de-vin, par exemple, est dés mais interdite dans des pays com la France ou l'Allemagne. M. Do mel souligne que « la force de conventión tient en grande partie de la procédure de suivi, qui a été défi de façon très précise et va susciter i pression réciproque entre pays sig-

Lucas Delati

# Les entreprises craignent les effets pervers de la convention de l'OCDE

« COMMENT pourroit-on être opposé à la convention de l'OCDE contre la curcuption 2 il en sa de notre lutérêt moral et financies. Mais permetira-e-elle vraiment d'éradiquer le phénomène 2. Sous le couvert de l'anonymat, qui a été la règle imposée par tous nos interlocuteurs, ce respond'un grand groupe exportateur s'interroge sur les répercussions possibles de la convention anti-comuntion entrée lundi en vigueur. Il reconnaît que son groupe a dû pas-ser par les commissions pour emporter des contrats dans certains pays. Et il ne voit pas comment un simple traité OCDE pourrait metire un terme à des pratiques souvent institutionnalisées au plus haut

sanction à un au de prison a été prononce

responsable d'un groupe français.

niveau. De nombreun grands

groupes partagent la même interre-

gation. Tous les secteurs dépardant

de la commande publique - de l'ar-

mement aux grandes infrastructures

dviles (pétrole, énergie, transports,

BTP, equipements des eaux, voire

équipements médicaux et paramédi-

caux) -, sont confrontés au pro-

blème. A l'exception des pays soci-

dentaux - et encore - ou des projets

placés sous la tuteile d'organismes

internationaux comme la Banque

mondiale, il y a peu de grands

contrats internationaux sans

commissions. S'élevant en moyenne

entre 5 et 15% de la vaicur des

contrats, elles peuvent atteinure par-

fois jusqu'à 30 à 45 % pour les

grands contrats d'armement, Elies

servent à rétribuer les agents

commerciaux qui one favorise in

conclusion des affaires, mais aussi

Dans toute l'Asie, hornas à Singa-

pour ces protigues cons le chifique

tion du contrat.

Golfe, elles sont devenues une composante de la loi et il est rare qu'un étranger puisse urndre sans passer par un intermédiare local, qui appartient le plus souvent à la famille régnante. Même les investis-seurs qui veulent bâtir des unités de production dans certains pays sont autorisations nécessaires, il faut souvent verser des récompenses au plus haut niveau, sans parler des menus cadeaux aux fonctionnaires

« Allons, ce sont des pratiques dépassées », se técrie un responsable d'un groupe d'armement lorsqu'on évoque ce suiet. « La comunion de ionctionnaire n'est plus de mise. Nous sommes tout à fait favorables à la

convention de l'OCDE. Elle cree un

nouvel environnement. Elie g'interdit

pas, teutefois, les conseillers et les

consultants. « La plupart des grandes

firmes, y compris dans le secteur de

l'armement, n'ont pas une lecture si

restrictive de la convention, Pour

eiles, c'est tout leur dispositif

commercial international qui est

memace. : Il est iral que les valises de

biliets sont devenues plutôt rares. Mais

ic state difficulté touche aux agents

commercidax. Nous en avons tous et

nous ne pouvons jamais être surs à

iOU & d'eux et de leurs agissements »,

Pour se prémunir certains

groupes ont dela introduit dans

leurs contrats des clauses anti-cor-

ruption. Leurs intermédiaires s'en-

gageni à ne commettre aucun acte

illégai. « Malgré toute notre attention,

ne risquens-nous pas d'etre accusés

de complicité ? Nos clauses anti-cor-

suption the secont-ciles par perques

comme de simple: précautions de fa-

Toutes les entreprises françaises

jugant le danger réél. Le projet de loi

qui va transposer ea droit mançais à

grade ( ..., s'inquiète un dirigeant.

expilique un dirigeant.

Les Etats-Unis ne donnent pas le bon exemple

Outre-Atlantique, la loi cogitre la corruption, adoptée en 1977 après le scan-

dale Lockheed au Japon, n'est pas contraignante. Un seul procureur fédéral instruit tous les dossiers. Les filiales à l'étranger des grands groupes ne

peuvent pas être poursuivies. Ainsi les dirigeants d'IBM n'ont-ils jamais été

inquiétés aux Etats-Unis pour le contrat d'équipement de la Banque natio-

nale d'Argentine, remporté avec pots-de-vin à la def. Enfin, les possibilités de

négociations et de transactions à l'amiable sont ouvertes à tout instant. Entre

1977 et 1997, seuls cinq procès pour fait de corruption ont été semus et une

dans le commerce international. « Les Etats-Unis ont été à l'origine de la

convention. Mais il y a longtemps que leurs groupes se sont organisés afin de

mettre en place des dispositifs professionnels pour échapper à la loi « tonne le

d'« hypocrisie » dans le jeu des Américains pour retrouver leur pui

Face à cette situation, beautoup d'interlocuteurs n'hésitent pas à parier

traité de l'Union européenne sur la gers s'annonce des plus rigioneras. Il prévoit de punir toute corruption active et passive d'agents publics étrangers d'une peine pouvant aller jusqu'à un million de francs éviter toute tentative de déstabilisation par les concurrents, le texte prévoit que les poursuites ne pourront être engagées que par le procureur. et qu'il n'y aura pas de constitution de partie civile. « Les critères pour engager les poursuites seront-ils clairs? Le risque est grand de voir l'inculpation requalifiée en abus de biens sociaux avec mise en examen de la personne morale. Chaque procureur risque d'avoir son interprétation », re-

lève un spécialiste juridique d'un grand groupe. Tous soulignent la différence de traitement des entreprises, selon les Days. - La convention prévoit une 'équivalence fonctionnelle" entre tous les pays signataires. Mais sera-ce traiment le cas ? Des pays comme la Bulgarie ou la Turquie seront-ils aussi prompts à se saisir de dossiers de carruption que les pays occidentaux ? Les risques de distorsion de concurrence existent même entre la France et les Etats-Unis », dit un responsable d'un grand groupe habitué au marché

### MISSIONS DISCRETES

Dans la vaste panoplie prêtée aux groupes américains, on cite les contrats donnant lieu à compensations sans rapport avec le contrat de départ : les études d'un enfant de dirigeant pris en charge dans une grande université américaine ou les soins de santé payés, comme cela a été récemment mis au jour au Comité international olympique; sans parler des sous-filiales immobilières ou de commercialisation, basées dans des paradis fiscaux, des énormes honoraires versés à des cabincts d'avocats dont une partie sert. à alimenter des cagnottes réservées à des missions discrètes, ou bien encore des provisions sur contrats rictifs qui permettent de mobiliser des sommes à tout instant.

a Nous étions en train de sorter à un șistème après les "offaires" en France et la mise au jour de la perversité des filiales comme Elf International Aujourd'nui, le risque est grand qu'un certain nombre d'entreprises recréent des circuits parallèles encore plus apaques et pervers que par le passé », s'inquiète-t-on dans un grand groupe industriel.

Martine Orange

#### TROIS QUESTIONS A ... YVES MENY

Vous êtes spécialiste de la c ruption, directeur du cen-Robert Schuman à l'Institut u versitaire européen de Floren fonctionnaires internationaux, c

Cette convention traduit u mêne de la corruption internat nale. Si cette convention a c adoptée, c'est parce que les Eta Unis, qui ont une loi nationale milaire, l'ont voulu. Cette c marche est d'autant plus hypocr que, dans la pratique, il n'y a qu siment jamais eu de poursuite a Etats-Unis sur la base de ce-

3121,50

2 La convention OCDE pourz elle changer les choses ?

Fondamentalement, je ne per pas. Certains pays en sont ou ront signataires alors qu'ils serve eux-mêmes de paradis fiscal C'est le cas, par exemple, Chypre, aujourd'hui le principole offshore entre le Moya Orient, la Russie et l'Europe. A cette convention, on risque d' sister à la multiplication des int médiaires : au lieu de corromp un fonctionnaire chinois, p exemple, une entreprise frança pavera une entreprise d'intern diation, située en Chine ou : leurs, qui sera chargée de rémur rer le fonctionnaire chinc Compte tenu des difficultés inl rentes aux poursuites pénales l'étranger, il y a peu de chanque la manipulation soft mise

3 Quel plan de lutte contre corruption proposeriez-vous li faut d'abord s'attaquer a paradis fiscaux, qui fleurissent p tout, à commencer par l'Euro; Les principaux pays dévelops pourraient taxer les capitaux : transitent par les places offshor seuis les capitaux douteux a raient alors encore intérêt à al s'y réfugier. Un contrôle accru l'origine des capitaux des para fiscaux serait alors mieux cib Deuxième point crucial, favori la cooperation judiciaire inten tionale. En ce domaine, no sommes restés à l'époque méd vale, alors que nous avons une r linguance du XXII siècle. Tant ç ces deux points n'auront pas : réglés, il sera inutile de bă toutes tes usines à gaz contre соттарадоп.

Propos recueillis g' Virginie Maling

# ent un objectif der plan

eres

Passeurs de millénaire Stephane Priol, Jean-Pierre Laruelle. Aider les entreprises a passer l'an 2000 sur les plans informatique, industriel et business. Les conseiller sur Mission : la meilleure solution à mettre en place, quel que soit l'avancement de leur projet. Sont les partenaires-conseils de Valeo dans la mobilisation Une de leurs références : de ses 155 sites internationaux autour d'un projet An 2000 impliquant également l'ensemble de ses fournisseurs. D'ou : plus de 80% des sites prepares au passage à l'an 2000 depuis fin 1998, et donc libres d'entreprendre tout nouveau projet d'envergure. Etre pret pour l'an 2000, c'est aujourd'hui un veritable avantage concurrentiel pour les entreprises. Credo www.ibm.com services fr Web 0 801 835 426 Telephone

IBM Global Services
Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

business people

### FRANCE

GOUVERNEMENT Les quatre mois qui viennent d'ici aux élections européennes vont être occupés d'abord, pour le gouvernement et pour le Parlement, par la couverture d'occupéennes vont être occupés parité, du cumul des mandats et du inquiétude et débats au sein du Partipour le Parlement, par la couverture droite, particulièrement au Sénat.

justice et, surtout, les dossiers de la

maladie universelle, la réforme de la • L'ÉDUCATION NATIONALE et la politique de Claude Allègre provoquent

pourrait se traduire aux élections eu-ropéennes. • JACQUES CHIRAC visitera, mardi 23 février, le lycée d'enseignement professionnel de Saint-Jean-de-la-Ruelle, dans la ban-

lieue d'Orléans. Le chef de l'Etat entend bien utiliser les embarras du ministre de l'éducation nationale pour démontrer l'impuissance réformatrice du gouvernement.

## La réforme devient le terrain majeur de la compétition droite-gauche

Accusé d'immobilisme, Lionel Jospin compte sur ses projets les plus « politiques » – parité, cumul des mandats, PACS – pour faire la différence entre conservateurs et modernistes. Le réformisme systématique de Claude Allègre exaspère cependant les enseignants

plaisir à gouverner », assure son vieux complice Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement. Pourtant, au-delà des sentiments éprouvés dans la direction des affaires publiques, chaque jour qui passe rend plus difficile Paction du premier ministre et plus aléatoire la conclusion de multiples chantiers ouverts depuis vingt mois.

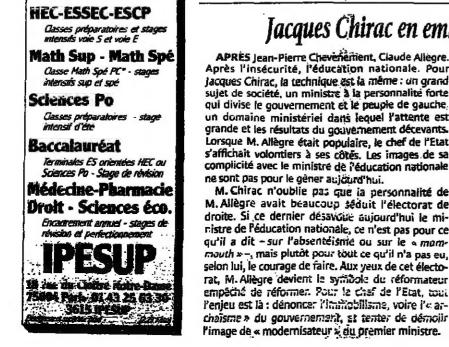
Lorsqu'il s'installe à l'hôtel Matignon, le 2 juin 1997, Lionel Jospin porte en lui la conviction des bienfaits d'un certain volontarisme en politique. « Je veux partir des faits pour les transformer, explique-t-il lors de l'« université d'été » du PS, à La Rochelle, le 31 août 1997. (...) Les Français attendent un réformisme économique et social qui modernise le pays, qui l'adapte à la compétition mondiale suns détruire la cohésion sociale. (...) Il nous faut réhabilites l'idée même de la réforme. »

Armé de ce bréviaire, et fort de la légitimité conférée par une victoire électorale toute proche, le premier ministre connaît une certaine réussite dans le traltement de ses premiers dossiers : réduction du temps de travall, emplois-jeunes et. surtout, redéfinition des règles de l'immigration qui, malgré quelques fortes résistances au sein même de la gauche, s'appliquent aujourd'hui.

Avec le recul, ces mois-là semblent nimbés d'un relatif état de grace. Car, hormis le volet européen, que le premier ministre cogère avec le président de la République, pratiquement tout ce qui a été entrepris depuis demeure à

#### Fermeté sur la limitation du cumul des mandats

Votés par les députés en mai 1998, mis en plèce par les sénateurs en octobre, les deux proiets de loi - l'un organique, l'autre ordinaire - visant à limiter le cumul des mandats sont de retour au Palais-Bourbon, pour une deuxième lecture prévue les 3 et 4 mars. Le gouvernement avait paru, durant l'automne, prêt à rechercher une transaction avec le Sénat sur ce texte. « Ce qu'on peut faire tout de suite, on le fera. Et puis on continuera le lendemain, ou le jour d'après », avait expliqué Lionel Jospin, le 22 novembre. Depuis le débat au Sénat sur la parité, le gouvernement semble décidé à défendre fermement cette réforme. Il entend représenter aux sénateurs, sans modifications, le texte déjà adopté par les députés, afin de faire à nouveau la démonstration que la droite sénatoriale est un facteur de blocage de sa volonté de modernisation de la vie poli-



REUSSIR



l'état d'ébauche, comme en témoignage de l'impuissance, et parfois de la maladresse, du gouvernement. La tentative de limitation des cumuls de mandats en offre une parfaite illustration. Convaincu du soutien de l'opinion publique, M. Jospin engage cette réforme avec un bel optimisme. « Elle aura bientôt force de loi », jure-t-li, le 31 août 1997, devant les militants

L'euphorie n'est plus de mise : sènateurs et députés renacient à abandonner leur mandat de maire, et il faudra sans doute longtemps avant de découpler la direction d'un

COMMENT FAIRE avec Claude

Allègre, à quatre mois des élec-

tions européennes? Le 10 février.

au surlendemain du chahut de

quelques enseignants qui avaient

interpellé Lionel Jospin au Cirque

d'Hiver en lachant quelques mor-

ceaux de papier - « Jospin trahi-

son! Tu casses l'école de la na-

tion ! » -, le secrétariat national

du Parti socialiste a débattu de la

question. Si elle minimise encare

la crainte d'un vote-sanction aux

élections européennes, la direc-

tion du PS s'attend à ce que des

professeurs mécontents per-

turbent des meetings de cam-

pagne. Les résultats d'un ques-

tiormaire aux adhérents montrent

que, en octobre 1998, 23 % des

membres du PS étaient dans l'en-

Soutenu par Jean-Christophe

Cambadelis, François Holiande

s'est ému d'échos de presse indi-

quant que de jeunes députés jos-

piniens, appartenant au groups

« Rake », qui se réunit chaque se-

maine, comme Marisol Touraine

(Indre-et-Loire) et Vincent Peillon

(Somme), avaient demandé, lors

d'un déjeuner avec Dominique

Strauss-Kahn, la démission de

menti un tel propos, en scali-

APRES Jean-Pierre Chevenent, Claude Allegre.

Après l'insécurité, l'éducation nationale. Pour

Jacques Chirac, la technique est la même : un grand

sujet de société, un ministre à la personnalité forte

qui divise le gouvernement et le peuple de gauche

un domaine ministériel dans lequel l'attente est

grande et les résultats du gouvernement décevants.

Lorsque M. Allègre était populaire, le chef de l'Etat

s'afficiait volontiers à ses côtés. Les images de sa

complicité avec le ministre de l'éducation nationale

M. Chirac n'oublie pas que la personnalité de

M. Allègre avait beaucoup séduit l'électorat de

droite. Si ce dernier désavoire aujourd'hui le mi-

nistre de l'éducation nationale, ce n'est pas pour ce

qu'il a dit - sur l'absentéisme ou sur le « mom-

mouth » -, mais plutôt pour tout ce qu'il n'a pas eu,

selon lui, le courage de faire. Aux yeux de cet électo-

rat, M. Allègre devient la symbola du réformateur

empéché de réformer. Pour le chef de l'Etat, tout

l'enjeu est la : dénoncer l'immobilisme, voire l'e ar-

l'image de « modernisateur » du premier ministre.

ne sont pas pour le géner aujourd'hui.

M. Allègre. Mª Touraine a dé-

lementaire. « Quel que soit le résultat, dont je crains qu'il ne corresponde ni à nos ambitions ni aux attentes des Français, reconnaît, dans Le Monde du 7 janvier, le premier ministre, ce sera, pour moi, une

pour le chef du gouvernement, à propos du pacte civil de solidarité parlementaires socialistes, à Tours, changent souvent plus vite que le droit. Il est nécessaire de mettre en

exécutif local et la fonction de par-

La même déception affieure. (PACS). Le voici justifiant avec quelque emphase son projet devant les le 29 septembre 1998 : « Les mœurs

gnant qu'il ne faut « surtout nos

demander sa démission », mais

« l'aider », à condition toutefois

que le ministre lui-même s'y

Sueur, chargé de l'éducation au

secrétariat national, le premier se-

crétaire a distingué le fond - des

réformes qu'il s'agit de soutenir

tionale » - et la forme, qui l'a

souvent irrité et qui reste à amé-

liorer. « En aucun cas, le PS ne

tion non reformiste », a prévenu

Faisant état de « cartes dé-

chirées » par des enseignants dans

sa section et de cartes d'électeur

renvoyees à Amiens, M. Peillon ne

demande pas la démission de

M. Allegre. Mais, ajoute-t-il. « le

thème: Îl jaut tout réformer", qui

sous-entend que tout va mal, pose

problème . Professeur de philo-

sopnie, M. Peillon suggère une ré-

flexion sur le discours de M. Al-

legre, qu'il caractérise par « une

réformite sigué ». « Il n'y a pas tout

à faire, on ne part pas de zéro »,

assure-t-il. Latente, la question à

laquelle le PS se garde ouverte-

Jacques Chirac en embuscade sur l'éducation

peut apparaitre comme une forma-

M. Hollande.

a RÉFORMITE AIGUÉ »

phase la loi et la vie. » Un brin in-consciente, la majorité prévoyait la ministre de la justice, Elisabeth alors d'offrir aux Français la possibilité de conclure un PACS avant l'été 1999. Puis, devant les difficultés et les manifestations, l'automne a paru plus sage. Aujourd'hui, la prudence interdit tout pronostic de calendrier. « Cette réforme entrera tranquillement dans notre droit », s'est contenté d'assurer M. Jospin aux sénateurs socialistes, le 9 fé-CHANTIERS EN PANNE

Les tentatives, à ce jour inabouties, de renouveler la réglementation de l'audiovisuel public, de redéployer les forces de police ou de gendarmerie ou encore de moderniser l'énorme machine de l'éducation nationale (lire ci-dessous), s'inscrivent, elles aussi, dans ces difficultés de l'exercice gouvernemental. Même les réformes que l'on croyait consensuelles entre la majorité et l'opposition semblent délicates à mener à bien. L'immense chantier de la justice demeure ainsi en panne. La rénovation du Conseil supérieur de la magistrature (CSM) attend toujours, pour entrer dans les faits, la convocation du Parlement en Congrès par le président de la République, qui attend humême... de voir quel sort les députés réserveront aux autres textes gouvernementaux censés moderniser l'appareil judiciaire.

Celui qui concerne la présomption d'innocence est sans aucun doute le plus périlleux. Déjà, des parlementaires socialistes, mé-

Le « cas » Allègre préoccupe le PS ment de répondre est de savoir si le « point de rupture » n'a pas déjà été atteint entre M. Allègre et les enseignants.

Lundi 15 février, Alain Claeys, Au diapason de Jean-Pierre chargé de la coordination et de la trésorerie au secrétariat national. a affirmé, sur RTL, que le départ de M. Allègre du gouvernement n'est « absolument pas » à l'ordre du jour. Directeur de la campagne pour « faire bouger l'éducation naeuropéenne, proche de Laurent Fabius, M. Claeys explique que le travail du PS est d'« alerter ». « Il faut trouver les mots pour les enseignants, afin qu'ils accompagnent ces reformes », a-t-il dit, et non les « montrer du doigt ». « Claude Allègre a engagé des réformes, cela nous change de l'immobilisme de François Bayrou pendant quatre ans, a ajouté le député de la Vienne. Ouand on engage des ré-

formes, il y a un rythme à trouver. » La veille, sur Europe 1, M. Bayrou a affirmé que le bilan de son successeur, « c'est un immense gàchis pour l'éducation nationale, les parents et les élèves ». « C'est l'échec d'une méthode et (...) aussi l'échec d'un projet ou d'une absence de projet », a ajouté le pré-sident de l'UDF.

A l'Elysée, on travaille donc à de futures interven-tions du président de la République sur l'éducation.

Après son voyage en Alsace, les 20 et 21 janvier, qui

lui avait permis de rappeler son intérêt pour Famé-

nagement des sythmes scolaires, M. Chirac visitera.

mardi 23 février, un lycée d'enseignement profes-

sionnel dans le Loiret. La commune de Saint-Jean-

de-la-Ruelle, dans la zone très urbanisée d'Ortéans,

est confrontée, à son échelle, à toutes les difficultés

des cités de banlieue. Son lycée professionnel, qui

Le chef de l'État devrait donc renouveler son cre-

do en faveur d'une meilleure adaptation de l'ensei-

gnement au marché du travail, pour limiter le chô-

mage des jeunes. Ce discours là est prêt depuis...

septembre 1998, date qui avait été initialement rete-

nue pour la visite de M. Chirac, puis déprogrammée

(Le Monde daté 20-21 septembre 1998). A cette

époque, l'Elysée avait redouté que la rentrée, le

même jour, de Claude Allègre dans un LEP, ne lui

voie la vedette.

forme des techniciens automobiles, est sa fierté.

Michel Noblecourt

À FORCE d'attaques en règle des lobbies professionnels, de retards multiples, de changements de périmètre et d'hésitations politiques, le projet de loi sur l'audiovisuel, qui avait pourtant fait l'objet d'une communication en conseil des ministres le 28 janvier 1998, est devenu un des textes du gouvernement Jospin dont l'accouchement semble le plus pénible. Rarement un projet de loi sur ce secteur - le huitième depuis 1972 - aura commu autant de rebondissements et fait avaler autant de couleuvres à un ministre de la communication. Catherine Trautmann avait pourtant reçu, à la fin de l'été. l'appui du premier ministre, dans sa volonté de réduire significativement le temps de publicité sur les chaînes publiques. Toutefois, son projet, jugé inachevé, a été retiré in extremis de l'ordre du jour de l'Assemblée

nationale, le 1º décembre 1998. M= Trautmann continue de se battre avec détermination. Le 6 janvier, le premier ministre lui avait accordé un ultime sursis pour s'assurer du soutien des parlementaires de la majorité « plurieile » et faire naître un consensus autour de son projet chez les professionnels. L'obstination de la ministre lui a déjà permis, le 2 février, de se targuer de l'aval d'une vingtaine de députés et sénateurs PS, Verts, radicaux de gauche et MDC (Le Monde du 4 février).

Ayant déjà renoncé à des mesures radicales visant, par exemple, à abaisser le seuil maximai de détention des chaînes de télévision privées, M= Trautmann a réintroduit, dans l'actuelle mouture du texte, quelques dispositions visant le sécteur privé. Ainsi, à la constitution d'une holding destinée à coiffer les chaînes publiques, s'ajoutent des mesures visant à accompagner l'essor des nouveaux services, assurer davantage d'indépendance et de pluralisme en renforçant les pouvoirs du Conseil supérieur de l'audiovisuel ou en mettant fin à l'exclusivité de diffusion des chaînes publiques sur le bouquet satellitaire

M= Guigou, divisent la majorité. Seul le terrain social paraît encore fertile pour le premier ministre. La loi instaurant une couverture maladie universelle (CMU), dont le Parlement devrait débattre ce printemps, suscitera sans doute des propos consensuels. La seconde loi sur les 35 heures fournira à la gauche l'occasion de se rassembler à l'automne, contre la droite et le

### Tous ces blocages, M. Jospin les a à l'autom perçus. A la fin de 1998, il a ainsi de-patronat.

Guigou, affûtent leurs amende-

ments. Inspirées par Arnaud de

Montebourg (PS, Saône-et-Loire),

ces propositions de modification

font l'objet de sarcasmes dans la

coulisse gouvernementale, où l'on

parle volontiers de « lobby des avo-

mandé à tous ses ministres des

notes susceptibles de l'aider à défi-

nir une relance de son action. Il en

est résulté une réorientation assez

sensible, la sécurité devenant,

« après l'emploi », la « deuxième

priorité du gouvernement » (Le

Monde du 7 janvier). L'entreprise

est difficile, tant les conflits entre les

deux gauches, celles qu'incament

Jean-Pierre Chevenement et

Si elle s'effrite en février, la satisfaction de l'opinion publique à l'égard du premier ministre reste exceptionnelle pour un chef de gouvernement en fonction depuis vingt mois. Selon la dernière enquête de Louis-Harris (réalisée les 5 et 6 février auprès d'un échantillon de 1 003 personnes et publiée par Valeurs actuelles le 12 février), Llonel Jospin recueille 57 % de bonnes opinions (en baisse de 7 points) contre 33 % de manvaises. Selon le sondage d'Ipsos (réalisé les 5 et 6 février auprès d'un échantillon de 948 personnes et publié par *Le Point* du 13 février), M. Jospin obtient 60 % de bonnes opinions (en baisse de 7 points) contre 35 % de mauvaises. Dans ces deux enquêtes, il retrouve son niveau du premier semestre 1998. De son côté, Jacques Chirac recueille 61 % de bonnes opinions (en baisse de 4 points). contre 29 % de mauvaises, selon Louis-Harris. Pour Insos, il recule de 6 points, à 68 % de bonnes opinions, contre 28 % de mauvaises.

Le soutien de l'opinion recule mais reste très élevé

Maleré tout, la succession de déboires pose ouvertement une question que le premier ministre ne peut pas ingnorer durablement : le laminoir de l'Hôtel Matignon ne produit-il pas irrévocablement les effets sur lesquels compte Jacques Chirac pour mener à bien son projet de reconquête?

Jean-Michel Aphatie

### Le projet audiovisuel de M<sup>me</sup> Trautmann n'est pas encore complètement bouclé

Pour faire taire de nombreuses critiques et éviter de faire un cadeau trop voyant à TF1 et M6 oni bénéficieront de facon mathématique de la baisse de la publicité sur France 2 et France 3-, la ministre veut instaurer une taxe additionnelle au prélèvement sur les recettes publicitaires qui alimentent le compte de soutien aux industries de programmes (Cosip). Mª Trautmann a également calmé une autre inquiétude de la majorité en affirmant que « la loi érigera en principe le remboursement intégrai des exonérations de redevance», afin d'« assurer la compensation effective de la baisse des ressources publicitaires » sur France 2 et France 3. **URGENCES MULTIPLES** 

Rien n'est toutefois encore acquis. Au cours d'un entretien avec M. Jospin, samedi 13 février, au pavillon de la Lanterne, à Versailles, Ma Trautmann a fait part des avancées du projet. Il faudra encore une nouvelle réunion du groupe de travail parlementaire ainsi qu'une réunion interministérielle, ce qui prendra au minimum une dizaine de jours, pour « bouclet » les différentes mesures du projet de loi.

Les urgences se multiplient. La Commission de Bruxelles a déjà enjoint à la France d'intégrer, dans son droit national, les dispositions de la directive «Télévision sans frontières ». Cela devait être fait avant la date-butoir de 1999. La désignation du président de France 2 et France 3 se fera-t-elle hors du cadre de la future hoi-

ding? Le projet de loi de finances, qui décidera du budget modifié des chaînes publiques, se discute, au niveau du gouvernement, durant l'été. Ces urgences militeraient plutôt en faveur d'un examen rapide du projet de loi par l'Assem-blée nationale. Mais on ne peut exclure que, sous prétexte de calendrier parlementaire charge, ce projet ne soit reporté, une fois encore, à des jours mellleurs.

Nicole Vuiser



- 17 17 1 mg 

antige to the said 

Carlotte of the

أينا المخاطئة بيادرو

Latin raj Profé

120分数十一个位

مطا بذوطيعها يجاد

·马克里斯 令

فيتساءان وسيتيدينه مر

· ·

1. 67.5

CHILL D SELECTE MANAGE

Compressed a State

more a service

Committee of the second

يغ ياستيدي يور

and the second second

الإرائيل المتراز المتراز الرازار

and the second section is a second section to

يلونها والمنونين مداوره

人名英格兰人姓氏 化二甲基二甲基



Pascale Robert-Diard



TPS.

## M. Bayrou reproche à M. Séguin de revendiquer le parrainage du chef de l'Etat pour les européennes

Le président du mouvement gaulliste a été intronisé comme tête de la liste RPR-DL

13 février, son président, Philippe Séguin, cherche à se placer dans le sillage de Jacques comme tête de la liste RPR-DL pour les élections cherche à se placer dans le rubf, François Bayrou, le

Le conseil national du RPR a désigné, samedi européennes du 13 juin. Alors que M. Séguin lui a vertement reproché, dimanche, estimant

OSONS... Puisque François Füion, porte-parole du RPR, a reconnu, dès le 6 février, que « depuis quelque temps [l'opposition] a perdu la recette de la potion magique » et, qu'à l'inverse, Charles Pasqua confie volontiers ou'il se verrait bien dans la peau du chef de cet irréductible village gaulois, osons la suite d'une métaphore au goût du jour : les légions du RPR ont adopté la formation dite de la tortue, c'est-à-dire avec des boucliers devant, derrière, sur les cô-

Comment of the form of the state of the stat

SHEAR TO SERVICE THE PROPERTY OF STREET SERVICES THE STATE OF THE S

on droite-gauche

The state of the s

A STATE OF THE STA

Barrie Marie de Series de 1995 de 1995

# pastrucore consequences

THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY.

A STATE OF STATE

and property and the

Carried Section of the second

**美国 中国的** 

The state of the s

The second secon

THE WAS A STREET

The series of

The second second second second

日本日本 かみしゃ ひとく

THE THE THE

The second of the second

Marie Brief, Jan James Cal. . .

The Paris of Law Con-

A STATE OF THE STA

tés et au-dessus de leurs têtes. Philippe Séguin peut bien montrer à ses visiteurs la collection de tortues, en pierre, en cuivre ou en terre cuite, qui orne son bureau, rue de Lille - des « tortues qui regardent les lièvres en ricanant », assure-t-il -, le mouvement gaulliste n'est pas rassuré pour autant. Comme le dit Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, les élections européennes du 13 juin ne seront « pas une partie de plaisir ». En aparté, des séguinistes de la première heure redoutent même le pire pour leur chef de file bienaimé ; ils saluent son courage, son sens du sacrifice; et, finalement, se rassurent, un instant, en se disant qu'il est peut-être, après tout, le meilleur, voire le seul, pour relehauts risques. Il faut serrer les rangs, par conséquent : la partici-

pation de M. Séguin, aux côtés d'Alain Juppé, à la fête de la fédé-ration RPR de la Gironde, dimanche 14 février, a constitué la première illustration de cette volonté (lire ci-contre).

La veille, samedi 13 février, le conseil national du RPR avait appelé « chaleureusement, son président, Philippe Séguin, à s'engager personnellement dans le débat européen » (Le Monde daté 14-15 février). Dans une motion finale, ce conseil a même précisé qu'« Il fait confignce à Philippe Séguin pour que la campagne européenne (...) soit l'occasion d'expliquer, de développper et de promouvoir la politique européenne du président de la Faute de pouvoir compter, doré-

navant, sur le soutien explicite de Jacques Chirac - lequel n'a pas intérêt à choisir, pour ce qui le concerne, entre l'une ou l'autre des listes de l'opposition -, le RPR se précipite, en somme, sous le parapluie de celui-ci. « Nous ne voulons monopoliser personne, s'est, du reste, défendu M. Séguin. Cela dit, si nous entendons dire, ou si nous lisons, que c'est nous, et nous seuls, avec ceux qui veulent bien nous accompagner, qui sommes les soutiens de la politique ver le gant dans cette élection à européenne du président de la République, nous n'irons pas jusqu'à y opposer un démenti. Les arguments faire cela, ce serait très im-

nous feraient défaut. » ils n'ont en tout cas pas fait défaut à François Bayrou pour critiquer cette appropriation de Jacques Chirac par le RPR. Invité, dimanche, du « Club de la presse » d'Europe 1, le chef de file de la liste UDF s'en est vivement pris à son concurrent du RPR en jugeant « puéril de constamment vouloir tirer le président de la République dans cette affaire. Ce sont des élections européennes, ce ne sont pas des élections de politique intérieure. » Le président de l'UDF a hil aussi placé sa liste sous les auspices de la majorité présidentielle lorsqu'il a officialisé son entrée en campagne : « L'Intérêt du président de la République, c'est qu'il puisse ad-ditionner les soutiens, faire des additions » au soir du 13 juin, avait-il affirmé à Bordeaux le 7 février (Le Monde du 9 février).

Reçu par le chef de l'Etat jeudi 11 février, M. Bayrou s'est fait, dimanche, un malin plaisir d'insister sur le sujet : « Chaque fois qu'on est en difficulté, vouloir se réfugier sous l'aile protectrice, ou réputée telle, du président de la République, cela ne me paraît pas une bonne idée, a-t-Il ajouté. (...) Ca n'est pas la fonction des élections européennes que d'en faire un référendum sur le président de la République et ie pense que si on laissait

prudent. » Intertogé sur l'ambition prêtée à M. Séguin de revendiquer pour le RPR la propriété de la vrale croix chiraquienne, il a ironisé: « Pour Philippe Seguin, le chiraquisme est une croix. » Le président de l'UDF a une nouvelle fois mis en cause M. Séguin en raison de son attitude lors du référendum sur le traité de Maastricht: « Prétendre être européen aujourd'hui tout en continuant à expliquer qu'on a eu raison de voter "non", ce sont des nœuds un tout petit peu trop compliqués pour moi », a expliqué M. Bayrou avant de conclure que, comme il se doit, sa campagne « sera sans attaque contre les personnes ».

### Les légions du RPR ont adopté la formation dite de la tortue

« Chacun peut se faire plaisir », avait ironisé, samedi, M. Sarkozy à l'intention de M. Bayrou, « mais nous, nous avons un devoir particulier, celui de préparer la reconquete ». Selon une évidente répartition des rôles, le secrétaire général du RPR n'a pas davantage ménagé cet autre concurrent qu'est Charles Pasqua: « Quand on est à l'heure dans un débat, on n'est pas obligé, par la suite, pour rattraper son retard, de proposer un certain nombre d'outrances. Le débat sur l'immigration, beaucoup d'entre nous l'ont pris avec retard, et ça s'est terminé, pour certains, par cette phrase [NDLR: de M. Pasqua, en 1988] devenue mal-heureusement celebre: "Nous avons les mêmes valeurs que le Front national". >

Bien qu'elle n'ait officiellemnt que pour « seul adversaire, la gauche », l'alliance constituée par le RPR et par Démocratie libérale pour les européennes va devoir d'abord s'efforcer de marginaliser la double concurrence que lui opposent François Bayrou et Charles Pasqua, tout en laissant la liberté à M. Chirac de faire ses propres comptes au soir du 13 juin. C'est son boulot, un boulot ingrat, un contrat à durée déterminée de quatre mois.

> Jean-Louis Saux et Cécile Chambraud

### Les opposants orthodoxes à la direction communiste tentent de se coordonner

Pas de rapprochément avec les trotskistes

COMMUNISTES, ils sont. communistes, ils resteront ! Réunis, dimanche 14 février, dans un grand hangard à La Plaine-Saint-Denis, trois cents gardiens du temple thorèzien avaient fait le déplacement. Deux citations du patron des grandes années d'après-guerre du PCF avaient été placées en exergue : « Pas de mannequin dans le Parti » et « Que les bouches s'ouvrent, pour sauver le PCF ». Présidée par l'écrivain Henri Alleg, la tribune était ornée par deux portraits en couleur de Karl Marx et deLénine, avec autour des drapeaux rouges, estampillés de la faucille et du marteau, et un drapeau tricolore.

« Aujourd'hui le parti se vide, les militants s'en vont, la presse s'effondre », a expliqué Rémy Auchedé, ancien député du Pas-de-Calais, pour qui Robert Hue propose « le remède qui tue : la mutation ». « Cette assemblée a en commun une angoisse et une volonté farouche : celle d'empêcher la liquidation du parti ». a-t-il expliqué, avant d'estimer qu'« il existe bien une opposition de gauche, au sein

du PCF \*-La rencontre a rassemblé des délégués venus d'une quarantaine de départements, mais les troupes provenaient pour l'essentiel de plusieurs courants d'opposition très minoritaires : la Coordination communiste, créée en 1991, la Gauche communiste, animée par Jean-Jacques Karman, maire adjoint d'Aubervilliers, des opposants du Loir-et-Cher regroupés dans l'appel des 41 autour de Thérèse Hirzberg ainsi que des militants du Pas-de-Calais emmenés par M. Auchedé. Mais ni Rolande Perlican, membre du comité national, reputée très orthodoxe, ni Jean-Claude Dangior, sécrétaire fédéral du Pas-de-Calais, qui a en-

ment, ni les députés Georges Hage et Patrice Carvalho, salués par l'assistance, n'avaient fait le

Les participants ont massivement adopté deux textes, « une adresse » aux militants du Parti communiste et « un appel » aux «travailleurs, à la jeunesse et au mouvement populaire ». Ils ont aussi mis en place « un comité permanent de liaison » qui sera chargé notamment d'élaborer « une plate-forme communiste alternative » en vue de la préparation du 30° congrès du PCF, qui doit se tenit en janvier 2000.

#### « POLITIQUE DÉGUEULASSE »

Les débats sur la constitution d'une liste séparée pour les élections européennes ont en revanche vite tournés court. « Une carte du PCF, cela suffit, il n'y a pas besoin d'avoir trois cartes dans sa poche », a répliqué Maurice Cukierman, membre du comité de liaison, afin de tuer dans l'œuf la proposition d'une liste avec le Parti des travailleurs, émise par un délégué, proche de ce petit parti trotskiste très antimaastrich-

«Faire une liste aux européennes, à côté du parti, c'est se couper de la bataille du 30 congrès. C'est le plus beau cadeau qu'on puisse faire à Robert Hue » qui aura les mains libres « pour mener sa politique dégueulasse », a aussi averti une déléguée du Pas-de-Calais. M. Auchedé a mis fin au suspens, en rappelant que la constitution d'une liste demande d'importants moyens financiers. « Avec 5 millions de francs nouveaux, vous n'avez même pas les tracts », a-t-il expliqué.

Alain Beuve-Méry

### Philippe Séguin enrôle Alain Juppé dans sa campagne

de notre correspondante C'était jour de la Saint-Valentin, dimanche 14 février, et le président du mouvement gaulliste, Philippe Séguin, était l'invité d'honneur de la fédéra-tion girondine du RPR, dont le député et maire de Bordeaux, Alain Juppé, est le président. La ren-contre, initialement prévue une semaine plus tôt, le jour où le conseil national de l'UDF se léunissait, à Bordeaux, en présence de François Bayrou, pour lancer sa liste aux élections européennes (Le Monde du 9 février), avait été in extremis repoussée d'une

Drôle de journée pour l'étrange couple du RPR. A s deux hommes entraient, ensemble, dans le Palais des congrès de Bordeaux, Pheure du où les attendaient un millier de sympathisants, d'adhérents et d'élus girondins. Devant cette affiche de choc, M. Juppé et M. Séguin, les frères ennemis d'hier aujourd'hui main dans la main, unis pour l'Europe, certains invités paraissaient scep-

Dans un discours bref, M. Séguin a surpris l'assemblée, et en premier chef son hôte : en guise de fleurs, il a salué « le courage, la force de conviction et le sens de l'Etat » de l'ancien premier ministre.

« Chacun connaît des moments difficiles. Alain Juppé n'a pas été épargné. C'est le lot de tous ceux qui s'efforcent de placer l'intérêt général avant la sauvegarde de leur image. Et Alain Juppé est de ceux-là.
Tout ce qu'il a fait, il l'a fait pour nos idées, pour notre mouvement, pour Jacques Chirac. Il lui est revenu d'assumer personnellement la responsabilité d'une action toujours collective. » La salle applaudit à tout rompre. Le maire de Bordeaux, ému, ne

Il est encore plus surpris quand le président du RPR, au nom du mouvement, lui tend la main: « Nous avons la ferme conviction que l'avenir de nos idées est indissociable de la présence d'Alain Juppé au premier rang dans notre mouvement. Notre rassemblement a besoin de lui dans la campagne qui s'annonce et dans les échéances futures. » Aussitôt, des élus se dirigent vers l'estrade, le maire de Bordeaux en tête, pour entonner La Marseillaise.

Les rares représentants de l'UDF dans la salle Ironisent sur la déclaration du président du RPR, jugée hypocrite et de circonstance. Dimanche, Alain Juppé est devenu la caution européenne et élyséenne de la campagne de Philippe Séguin.

Claudia Courtois

#### DÉPÉCHES

EUROPÉENNES : François Hollande, premier secrétaire du PS et tête de liste socialiste aux élections européennes, a indiqué, dimanche 14 février sur Canal Plus, qu'il respectera l'« esprit de la loi » sur le non-cumul et choisira ce qui est dans cet esprit, « c'est-àdire le dernier mandat pour lequel on s'est présenté ». Ce choix le conduirait donc à abandonner, dès juin, son mandat de député de ■ FISCALITÉ : Didier Migaud, rapporteur de la commission des

finances de l'Assemblée nationale, a affirmé, dimanche 14 février sur LCI, que le gouvernement s'est fixé comme priorité la baisse ciblée de la TVA et celle de la taxe d'habitation. M. Migaud s'est, en revanche, déclaré « contre » une baisse de l'impôt sur le revenu. ■ SÉNAT : Bertrand Delanoë, sénateur socialiste de Paris, estime,

dans un point de vue publié par Libération (daté 15 février), que le Sénat « sera obsolète » si son mode de scrutin n'est pas réformé.



### SOCIÉTÉ

STIC Le Conseil d'Etat vient de rendre un avis critique au projet de tions constatées (STIC). Cet avis

remanier ce vaste fichier devant contenir les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, et ceux des victimes. • CE FICHIER réunira des

renseignements tirés des procès-verbaux sur les crimes, les délits et certaines contraventions. 

LE CONSEIL D'ÉTAT demande que les décisions de classement sans suite, de non-lieu, de relaxe et d'acquittement soient versées au fichier, et que le parquet soit saisi avant tout usage du STIC en ma-tière de police administrative. © CRÉÉ dans son principe par une loi de 1995, le STIC est présenté par le ministère de l'intérieur comme un instrument de « transparence » alors que des avocats y voient un projet « liberticide ». (Lire notre éditorial page 18.)

# Le Conseil d'Etat émet des réserves sur le projet de grand fichier de police

Le gouvernement va devoir amender une nouvelle fois le texte organisant le fonctionnement de cette vaste banque de données qui doit contenir le nom de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux des victimes

LE « SYSTÈME de traitement des infractions constatées » (STIC) serait-Il un fichier impossible? La section de l'intérieur du Conseil d'Etat vient de formuler deux critiques qui obligent, une nouvelle fois, le gouvernement à réviser son projet d'arrêté portant création de ce gigantesque fichier qui devrait recenser les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires, ainsi que ceux de leurs victimes (Le Monde du 5 décembre 1998).

Ce rappel à l'ordre de la haute juridiction administrative à la fin du mois de janvier retarde la mise en œuvre d'un projet dont la première mouture avait été déposée devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) par le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, le 21 octobre 1994. Après plus de quatre ans et bien des péripéties, le fichier, jugé « liberticide » par l'Association européenne des avocats pénalistes, n'a toujours pas d'existence légale. Le ministère de l'Intérieur va devoir modifier une fois de plus le projet, avant de le représenter au Conseil d'Etat.

Le point principal soulevé par les conseillers d'Etat porte sur les conditions de la mise à jour du fichier. Les juges administratifs de-

STIC les informations concernant les décisions de classement sans suite, de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement dont ont bénéficié les personnes inscrites dans le fichier. Dans le projet initial, elles n'y figuralent pas. Quant aux condamnations, elles restent, depuis son origine, hors du champ du STIC, la CNIL refusant qu'elles soient mentionnées allieurs qu'au casier judiciaire.

#### SUSPICION DE CULPABILITÉ

L'absence de précisions sur les mises hors de cause par le parquet, le juge d'instruction, le tribunal ou la cour d'assises dans le STIC constituait l'une des principales critiques émises contre la demière mouture du texte gouvernemental. Elle pouvait induire une suspicion de cuipabilité sur des personnes ayant pourtant été blanchies. Le Conseil d'Etat souhaite donc que l'arrêté créant le STIC précise que les parquets communiquent obligatoirement ces informations aux services de police. Le ministère de l'intérieur se dit prêt à considérer cette observation, même si elle pose un réel problème matériel. Chaque année, les parquets des tribunaux de grande instance décident en moyenne de près de trois millions de classements sans suite. mandent que soient intégrées au lls devront désormals, à chaque



fois, en aviser par écrit les poli-

La deuxième critique émise par le Conseil d'Etat concerne les risques d'atteinte au secret de l'instruction et à la confidentialité des procédures, liés à l'existence du fichier. Par cette remarque, la haute juridiction administrative vise surtout l'utilisation du STIC dans le

cadre de missions de police administrative, effectuées en debors du contrôle direct des magistrats.

Dans une lettre à la CNIL datée du 3 novembre 1998, Jean-Pierre Chevenement avait précisé quel devalt être l'usage administratif du STIC. Le ministre de l'intérieur s'engageait, notamment, à ce que le fichier ne soit pas utilisé dans des enquêtes conduites préalable-ment à l'accès à certains emplois, à la délivrance d'un permis de port d'armes, ou à la gestion d'un établissement de jeux. En revanche, le recours au STIC était autorisé dans le cadre d' « enquêtes sur des personnes dont le comportement est susceptible de créer des dangers pour autrui ». Cette précision concerne, par exemple, les interventions en urgence contre un forcené, ou encore la mise en œuvre d'arrêtés d'expulsion locative ou du placement d'office d'une personne dangereuse, pour ellemême ou pour son entourage. Le ministre de l'intérieur se prononçait également en faveur du recours au STIC pour les missions de

sécurisation aux abords des stades. Le Conseil d'Etat, sans directement remettre en cause ces possibilités, demande que l'arrêté ministériel de création du STIC mpose aux policiers de consulter le procureur de la République avant tout usage « administratif » du fichier. Là encore, le gouvernement s'est dit prêt à prendre en

Les observations des juges administratifs vont avoir pour effet de repousser d'au moins quelques semaines l'entrée en service du Système de traitement des infractions constatées. Ce projet de fichier,

élaboré par Charles Pasqua, figurait déjà dans la loi d'orientation et de programmation relative à la sécurité (LOPS) du 21 janvier 1995. Il était même alors présenté comme une des priorités de la modernisation de la police. Ce n'est pourtant qu'à une date récente, le 24 novembre 1998, que la CNIL rendait un avis favorable au STIC, en émettant plusieurs réserves.

La Commission informatique et libertés avait rappelé à cette occasion les nombreuses difficultés et les larges discussions qu'avait soulevées ce dossier. Dans sa forme initiale, le STIC se présentait comme un vaste fourre-tout rassemblant l'intégralité des procèsverbaux de police judiciaire. Il était accessible presque sans restriction aux officiers de police judiciaire et aux autorités administratives, n'apportant aucune distinction significative entre les auteurs et les témoins des infractions. Toutes les restrictions formulées par la CNU. ont été prises en compte par le ministère de l'intérieur. Ce dernier entend intégrer de la même façon les réserves du Conseil d'Etat, sans remettre en cause le principe du fichier, au nom de l'« efficacité » nécessaire « pour présenter à la justice les auteurs de crimes ou de délits ».

Pascal Ceaux

### Bien que non réglementaire, le STIC fonctionne déjà

OFFICIELLEMENT, le système de traitement des infractions constatées (STIC) n'existe pas. Pourtant, berticides ». plusieurs procès-verbaux de police judiciaire y font explicitement référence, à travers des formules consacrées telles que « non mentionné au STIC », lorsqu'aucun renseignement visant la personne entendue dans une procédure n'est accessible. Ces irrégularités manifestes n'ont jusqu'à présent que ra-

#### « Il n'v a pas de système complètement sûr », reconnaît le ministère de l'intérieur

rement fait l'obiet d'une plainte, voire d'une remarque des avocats des personnes mises en

Le ministère de l'intérieur en tire argument pour justifier l'officialisation du STIC, censée encadrer et soumettre à contrôle l'utilisation de ce fichier aux dimensions peu ordinaires. Ainsi, en 1997, environ 700 000 personnes ont été poursuivies. A peu près 400 000 auraient figuré dans le STIC légal, pour une durée variant de cinq à quarante ans, selon la gravité de l'infraction. Présenté comme une garantie de transparence, place Beauvau, le STIC doit être, indique-t-on, l'occasion de détruire les vieux fichiers

Le STIC devrait, quant à lui, faire l'objet d'un double contrôle. Les citoyens auront la possiblité d'aller consulter le fichier, sauf dans le cadre d'une affaire judiciaire en cours, ou d'une enquête touchant à la sûreté de l'Etat. Les victimes auront le droit de voir jeur nom s'effacer du fichier lorsque l'auteur de l'infraction aura été définitivement condamné. D'autre part, l'utilisation du STIC sera réservée aux officiers de police judiciaire, ainsi qu'à environ deux cents autres fonctionnaires habilités par le directeur général de la police nationale. La liste des personnes ayant interrogé le fichier, reconnaissables par leur signature électronique, sera conservée pendant une durée de trois ans, correspondant au terme juridique de la prescription des

Cela suffit-il pour autant à assurer le respect des libertés publiques? « Le STIC est liberticide, car il conduit, en dehors de toutes les règles posées par le code de procédure pénale, à faire le procès non contradictoire, secret et obscur, des origines par une extraction massive et systématique des données relatives à chaque individu tendant à figer les situations », écrit l'Association européenne des avocats pénalistes. « Il n'y a pas de système complètement sûr », reconnaît de son côté le ministère de l'intérieur.

### Des dimensions exceptionnelles et sans précédent

Voici, sous réserve de modifications liées à l'avis du Conseil d'Etat, les grandes figne du futur arrêté interministériel portant création du STIC: Les sources du fichée Les données enregistrées dans le Système de traitement des infractions constatées (STIC) seront tirées exclusivement des procès-verbaux établis par les officiers et les agents de police judiciaire. Seront visées les personnes mises en cause pour les crimes, les délits et les cinq contraventions les plus graves (port d'uniforme ou d'insignes nazis, incitation à la haine raciale, intrusion dans des établissements scolaires, violences volontaires, ou encore racolage). Outre l'identité (nom, adresse, filiation, nationalité), le signalement et la photographie, les faits et les modes opératoires observés pendant la procédure seront relevés. Les victimes figureront également au

O Des missions de police indiciaire et administrative Les missions de police judiciaire doivent être le champ principal d'utilisation du fichier. Il pourrait épalement servir en police

administrative dans deux cas précis : les enquêtes sur les personnes dont le comportent est susceptible de créer des dangers pour autrui, et les opérations de sécurisation autout des stades ou lors de voyages et déplacements de personnalités. Dans ces cas, selon l'avis du Conseil d'Etat, les policiers devraient préalablement consulter le procureur de la République. La consultation du STIC Elle est possible pour tous les officiers de police judiciaire, et pour environ deux cents personnes spécialement habilitées par le directeur général de la police nationale. Dans les enquêtes administratives, les habilitations strictement personnelles comporterent deux niveaux d'accès : les agents de base pourront savoir si le nom d'une personne figure au STIC. Pour en savoir davantage, ils devront s'adresser à leur supérieur, qui aura seul la possibilité de consulter les informations nominatives. Le système gardera en mémoire l'identité de l'usager, la date et l'heure exacte de la consultation. La durée de conservation Elle peut varier de cinq à quarante

ans, selon la gravité des faits. Pour les majeurs, la durée moyeune de conservation des données sera de vingt ans à compter de la date d'établissement de la procédure. Pour les mineurs, la regie into une durée de cinq ans, avec possibilité d'exception. La mise à jour des informations

Le traitement des données s'effectuera sous le contrôle du procureur de la République territorialement compétent, qui pourra demander leur rectification ou leur effacement. Le Conseil d'Etat a par ailleurs demandé que les décisions de classement sans suite, non-lieu, relaxe ou acquittement scient systématiquement jointes au fichier (voir ci-contre). Droit d'accès et de rectification Dans sa délibération en date du 24 novembre 1998, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) avait recommandé que « toute personne initialement . mise en cause dans une procédure pourra exiger que la qualification des faits finalement retenue par

### Le Syndicat de la magistrature dénonce l'« arbitraire » du Conseil supérieur de la magistrature

LE SYNDICAT de la magistrature (SM, gauche) a adressé, jeudi 11 février, une lettre ouverte aux membres du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Il leur demande de faire preuve de « transparence minimale » dans le processus de nomination des magistrats. Ce courrier intervient après que le CSM, qui participe à la nomination des magistrats, a refusé des propositions de candidats que lui avait soumis la chancellerie. Ces refus touchant certains de ses adhérents, le SM réclame que le CSM accepte de motiver ses

une querelle oppose le ministère de

Le Conseil a été entièrement renouvelé en juin 1998, en attendant l'adoption définitive d'une réforme constitutionnelle devant renforcer ses prérogatives et modifier sa composition. Actuellement, il est composé de quatre personnalités extérieures à la magistrature et de douze magistrats, membres de l'Union syndicale de la magistrature, majoritaire. Depuis quelques mois, la justice au Conseil, qui a repoussé à plusieurs reprises certaines de ses propositions de nominations. Dans sa lettre, la présidente du SM, Arme Crenier-Vaudano, relève que le CSM « s'est illustré au cours de ces derniers mois, en repoussant séchement certains projets de nomination émanant du ministère de la justice ». « Faut-il pour autant se réjouir de cette séquence d'avis négatifs (...) dont on est bien obligé de préciser qu'aucun d'entre eux n'est motivé ou notifié aux magistrats concernés ? \*

Le CSM a refusé, en juillet 1998, de nommer Jean-Claude Nicod, ancien président du SM, actuellement avocat général à Besançon, au poste de procureur à Pau. Egalement écartés, Christian Feuillard, ancien directeur adjoint du cabinet de Pierre Arpaillange, aujourd'hui président de chambre à Paris, pour le poste d'avocat général à la Cour de cassation, et Gilbert Azibert, à l'époque directeur de l'administration pénitentiaire, qui souhaitait devenir avocat général à Versailles. En décembre 1998, il a retoqué la candidature d'Isabelle Chaussade comme premier juge d'instruction à Paris. Mª Chaussade. membre du SM, avait été préférée à Eva Joly pour ce poste par la chancellerie (Le Monde du 24 décembre

Le syndicat, qui demande au CSM de motiver ses décisions, affirme que rendre des avis négatifs sans justification « témoigne soit d'un singulier manque de confiance (...) soit, plus grave, d'une volonté de gouverner la magistrature sans vous astreindre aux règles d'une démocratie moderne ». « Dans cette hypothèse, on n'aura fait qu'ajouter à l'opacité des décisions ministérielles, l'arbitraire de vos avis et propositions », explique le SM qui affirme : « Il est temps que l'autorité politique prenne la mesure de ces dysfonctionnements et comprenne que le danger du corporatisme est déjà réalise, faute d'un quelconque dispositif instaurant une transparence minimale quant[au]fonctionnement » du CSM.

### Le hors-piste interdit en Haute-Savoie

EN RAISON d'importants risques d'avalanche en montagne, le préfet de Haute-Savoie, Pierre Breuil, a pris un arrêté, samedi 13 février, interdisant la pratique du ski hors piste, de la randonnée à raquettes et de l'alpinisme hors des domaines aménagés. Cette interdiction, qui constitue une première, est appli-cable jusqu'au mercredi 17 février à

19 heures. Elle est valable sur l'arrondissement d'Annecy (canton de Thônes), de Bonneville (cantons de Chamonix-Mont-Blanc, Saint-Gervals-les-Bains, Saint-Jeoire-en-Faucigny, Sallanches, Samoens, Taninges) et de Thonon-les-Bains (cantons d'Abondance, Le Biot, Boege, Evian-les-Bains, Thonon-les-Bains). Dans la semaine du 6 au 13 février, dix-huit personnes sont mortes dans des avalanches dans le massif alpin. Six pratiquaient le hors-piste, douze sont mortes dans l'avalanche naturelle qui a emporté quinze chalets, mardi 9 février, à Montroc-Le Tour, au-dessus de Chamonix.

La décision du préfet de Haute-Savoie a pourtant suscité une levée de boucliers à Chamonix. Dimanche, les élus et les professionnels de la montagne, guides, moniteurs de ski et exploitants des remontées mécaniques, se sont réunis à la mairie pour dénoncer l'arrê-

l'autorité judiciaire soit substituée à

la qualification initialement

enregistrée dans le dossier ».

UN ARRÊTÉ « INAPPLICABLE » Le maire (divers droite) Michel Charlet a fait valoir que cet arrêté était « inapplicable » dans la vallée, « compte tenu de l'étendue du domaine » qui englobe la totalité du massif du Mont-Blanc. En signe de protestation, les responsables de la station ont stoppé les remontées mécaniques pendant une heure et demie, provoquant des réactions parfois violentes des vacanciers. Elus et professionnels ont finalement obtenu une modification de l'arrêté préfectoral. Pour Chamonix. un second arrêté, pris dimanche, limite l'interdiction du hors-piste à seulement cinq couloirs potentiellement dangereux, entre l'Aiguillette des Houches et le Brévent, ceux de Cheserys, de la Fis, du Passon et d'Orthaz. S'ils bravent l'interdit, les skieurs s'exposent à des amendes

allant de 250 francs à 900 francs.



**产企业"槽** 

et d'aniculations complexes au sein des spositifs européens. » ().-B. de Fouçauldi Introduction à l'Europe sociale de Annick Mallet et Marie-Cécile Midliat onible en librarne ou auprès des Éditions ENSP le nationale de la santé publiqu

Le grand mérite de cet ouvrage, indéper

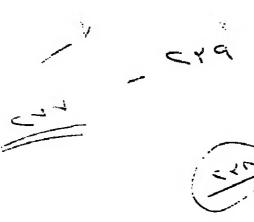
damment de son contenu informatif, est

de fournir les bases d'une méthode globale

Introduction

sociale

¿l'Europe



# Saisie record de cocaïne dans l'Essonne après cinq mois d'enquête policière

Six membres d'un réseau de forains sont en garde à vue

Les policiers de l'office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (Octris) sonne. Cette prise représente une quantité suont saisi 1 250 kilos de cocaïne, vendredi 12 fépérieure à la totalité de la cocaïne saisie durant l'année 1998. L'enquête, commencée aux Antilles, se poursuit afin d'interpeller les commanditaires du réseau.

seule opération, les policiers de l'office central pour la répression du trafic illicite des stupéfiants (Octris) ont saisi plus de cocaine que durant toute l'année 1998 (1 tonne). Les 1250 kilos de drogue désormais conservés dans des cartons sous scellés au siège de l'Octris à Nanterre (Hauts-de-Seine) sont le résultat d'une enquête de plusieurs mois. Commencée aux Antilles, elle s'est achevée, vendredi 12 février en fin d'après-midi, dans un village de l'Essonne, au terme de cinq jours d'une filature menée depuis Dunkerque (Nord) par une cinquantaine de policiers. Ceux-ci ont pisté les deux camions de manège dans lesquels était dissimulée la cocaine. Lundi 15 février au matin, six personnes étaient en-core en garde à vue dans les locaux de l'Octris. En matière de lutte contre le trafic de stupéflants, cette mesure peut être prolongée jusqu'à quatre jours.

L'affaire débute par une information fournie à l'Octris par ies policiers du SRPJ Antilles-Guyane. Ils alertent leurs collègues sur le comportement suspect d'un groupe de forains installés au Gosier en Guadeloupe. Cenx-ci sont aussitôt placés sous une étroite surveillance. Au mois de janvier, les policiers constatent que des « travaux » sont effectués sur le contrepoids de deux manèges. lis sont soigneusement évidés, puis recouverts d'une plaque de fer, d'une couche de résine, puis de ciment, rendant ainsi le camouflage presque indétectable. notamment par des chiens. En France, seuls les ports de Marseille et du Havre sont équipés de matériel susceptible de dévoiler à coup sûr la drogue ainsi dissimu-

Le 25 janvier, deux camions s'embarquent sur un navire à destination de Dunkerque. Officiellement, les manèges rentrent en France pour être soumis à une révision et un contrôle technique de sécurité, obligatoires pour ce type d'attraction. Dimanche 7 février, le bateau est amarré dans le grand port du Nord. Les camions sont aussitôt pris en charge par les policiers de l'Octris. La filature va durer jusqu'au vendredi 12. Le voyage vers Tigery (Essonne) tourne au périple interminable. Les convoyeurs sont d'abord retardés par la procédure de dé-

dredi. Les enquêteurs mettent en place une surveillance renforcée autour des lieux, et font appel an RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), car une partie des personnes visées, connues des services de police, risquent d'être armées.

L'intervention est décidée vendredi, vers 17 h 30, lorsqu'une camionnette vient prendre livraison d'une partie de la cocaîne. Sept personnes sont interpellées : trois d'entre elles ont assuré le convoyage de la drogue depuis la Guadeloupe, deux autres sont des habitants de Tigery, locataires de l'entrepôt où sont garés les ca-

#### Au Clos-du-Roy, une cachette idéale

C'était l'endroit rêvé, loin de tout et à l'abri des regards indiscrets. Le lieu-dit du Clos-du-Roy, à Tigery, perdu aux confins de l'Essonne et de la Seine-et-Marne, est un no man's land oublié du développement de la ville nouvelle de Sénart. L'ancienne nationale qui longe le hangar où a été trouvée la cocaîne fiuit en cul-de-sac. La fermeture de la nationale a contraint le carreleur, propriétaire du hangar, à fermer boutique, et à louer son entrepôt à l'ex-forain arrêté vendredi par la police. L'interpellation de l'ex-forain et de son gardien s'est produite à côté du mobil home, tandis que quatre autres complices étaient arrêtés aux abords de l'entrepôt. Le hangar en tôles gises, grand comme ceux d'anciens aérodromes, servait de cachette idéale. Assez vaste pour abriter le polds lourd chargé d'un manège de fête foraine, il permettait le déchargement de la drogue cachée dans des conteneurs en toute discrétiou. Les mouvements réguliers de camions avalent poutant été repérés par le voisinage. (Corresp.)

douanement. Lorsqu'ils finissent par prendre la route, les pneus des camions crèvent, victimes de l'usure et d'une trop longue immobilisation. Les vénicules et leur chargement finissent par arriver à Tigery dans la muit de jeudi à ven-

mions. Le sixième homme, le seul qui n'appartient pas au monde des forains, est le conducteur de la camionnette, dont les enquêteurs espèrent qu'il leur permettra de remonter jusqu'aux organisateurs du trafic. Ouent au

septième homme, il s'agit d'un simple voisin! Présent sur les llaux au moment de l'intervention de la police, il est venu protester contre l'odeur nauséabonde de fumée dégagée par un matelas qui brûle. Placé en garde à vue, il a été relâché, samedi.

Selon les premiers éléments de l'enquête, les six personnes arrêtées vendredi, dont certaines étalent déjà commes pour des affaires de vol, sont des « intermédiaires participants ». Ils ont assuré la manutention et le transport de la cocaine, grâce à un moyen jugé discret et efficace, mais ne sont sans doute pas les principaux organisateurs du réseau. Les policiers espèrent notamment remonter jusqu'à eux par le biais du conducteur de la camionnette, venu prendre livraison d'une partie du chargement.

Les policiers s'attendaient à une prise importante, en raison de la longue surveillance menée depuis le début de l'enquête, sans imaginer pour autant que la saisie atteigne le record national en la matière. Selon les enquêteurs, deux causes principales peuvent expliquer la présence de ces 1 250 kilos, dont la majeure partie était destinée à être écoulée en Europe, sur le territoire national. La Prance constitue d'abord un marché intéressant pour les trafiquants. Mais, ce sont surtout les efforts importants de la police espagnole qui pourralent expliquer que les trafiquants misent désormais sur une filière française. Au cours des deux dernières années, environ 10 tonnes de cocaine ont été saisies en Espagne.

Pascal Ceas

### Un artificier du FLNC-canal historique interpellé en Corse-du-Sud

JEAN-SYLVAIN CADILLAC, dit "Putrick", considéré comme un artificier du FLNC-canal historique, principal mouvement corse clandestin, bras armé d'A Cuncolta, a été interpellé, dimanche 14 février, par le SRPJ d'Ajaccio, dans le village de Figari (Corse-du-Sud). Il avait été condamné par contumace à la prison à perpétuité, le 20 juin 1994, par la cour d'assises de Corse-du-Sud, pour le meurtre par balles de Paul Albaladejo, un boucher de Figari. Jean-Sylvain Cadillac est soupçonné d'avoir participé à deux atten-

Jean-Sylvain Cadillac est soupçonne d'avoir participe à deux attentats à Aix-en-Provence, contre le palais de justice, le 29 septembre 1996, et contre la poste centrale, dans la nuit du 3 au 4 novembre de la même année. Il serait également impliqué dans plusieurs meurtres commis en Corse, notamment l'assassinat d'un vendeur ambulant, proche du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), Mario Azzara, tué par balles le 19 février 1996 à Ajaccio. La famille de Jean-Sylvain Cadillac a démenti, dimanche, « toute appartenance de Jean-Sylvain à un mouvement nationaliste corse ».

DÉPÊCNES

MEURTRE: les meurtriers présumés d'une fillette de 11 ans, retrouvée violée et étranglée, vendredi 12 février, au domicile de ses parents à Goussainville (Val-d'Oise), ont été mis en examen et écroués, dimanche 14 février, à Pontoise, pour «homicide ayant précédé, accompagné ou suivi le crime de vioi sur mineur de moins de 15 ans » et pour vols. Écroués à la maison d'arrêt d'Osny (Val-d'Oise), les deux hommes connaissaient les parents de l'enfant. Ils ont été interpellés par hasard, le jour du meurtre, alors qu'ils s'apprêtaient à revendre plusieurs objets dérobés au domicile des parents de la victime.

■ JUSTICE: Jeanne Mesiler de Rocan, première adjointe RPR au maire de Cannes, Maurice Delauney (RPR), a été mise en examen, vendredi 12 février, à Grasse par le juge d'instruction Jean-Pierre Murciano, pour prise illégale d'intérêts, présentation de faux bilan et abus de biens sociaux et placée sous contrôle judiciaire. Cette mise en examen intervient dans le cadre d'un dossier portant sur l'attribution d'un marché public à une filiale de la Lyonnaise des Eaux, alors que M™ Mesiler de Rocan était adjointe aux affaires sociales dans le conseil municipal conduit par Michel Mouillot (UDF).

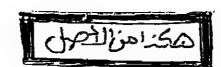
■ Le journaliste Philippe Palat a été condamné, vendredi 13 février, à 30 000 francs d'amende par la 17 chambre du tribunal correctionnel de Paris pour recel de violation du secret de l'instruction ou du secret professionnel. Il avait été interpellé le 4 juillet 1997 lors d'un contrôle routier et les policiers avaient découvert dans sa valise 241 pages de procès-verbaux de police ou d'instruction photocopiés. Le prévenu avait expliqué à l'audience qu'il avait reçu ces documents de plusieurs informateurs, « liés de près ou de loin à l'instruction », sans qu'il s'agisse pour autant d'un vol ou d'un recel

EXCLUSION: un sans-domicile fixe d'une quarantaine d'années a été retrouvé mort de froid par des passants, samedi 13 février, dans le quartier Montreynaud à Saint-Etienne. La municipalité a réagi, dimanche, en invitant la population à faire preuve d'une attention particulière vis-à-vis des SDF exposés aux très basses températures, en signalant leur présence via le 115 (numéro d'urgence gratuit) ou en contactant les pompiers ou la police.

ECHASSE: un chasseur de sohante-huit ans qui participalt, dimanche 14 février, à une battue au gros à Jouy-Le-Potier (Loiret) a été chargé par un cerf qui lui a perforé la poitrine à hauteur du césis, le taguisur le coup.

Vergias, froid, maps, les samps dans las precisions jour n'ast vigiblement pas près de caurage. À l'invertir à date, du ries plus des certificies de la consideration de la caurage de l

OUA OUA



20 4 30 3

A Margarett Samuelle Comment of the Comment of the

e e jakang sasabagan sasabas sasaba

er grafe grafe

e de sarie Ser e Ser e Ser e Ser e

84 % W

The second secon

ىدائى مۇسى س

in uneque in users final care une months

100

-		•
LE MONDE / MARDI 16 FÉVRIER 1999		
	DE L'OUEST, VUE DE L'EST  Anatomie de la musique techno de la musique LA DUPERIE DES FONDS DE PENSION LA DUPERIE DE PENSION LA D	")
	3.FST - ***	
<b>建设的</b>	IF DE	
	JEST, VOL stomie ochno	
	OE L'OUL Anavique les	
D. T. VUE	DE L'OUEST, VOID  Anatomie techno  de la musique techno	
LE MOPÉENNE.	Fatigue des ronds de Prension  LA DOUPERIE DE	
EURU	Tigle DES HONDS DE PENSILE  IN Jouer Sa retraite  Jouer Bourse	′.
LUNIO	11 A THE SA TECE?	
100	Maria Jouer Sa ret.	
\ 1D AIP	en de la companya de	
	CEVRICA CONTROL OF THE PROPERTY OF THE PROPERT	
	The state of the s	
- OVO	A STATE OF THE PARTY OF THE PAR	
KOSOVO	SCIDANS  LE MONDE DIPLONATION  Radian	
Por Sandarda Carrier Contraction of the Contraction	TIQUE	4
	DIPLONATION TO THE MAN TO THE PROPERTY OF THE	
The state of the s	DIP TO TO THE PARTY OF THE PART	
The state of the s	OND (ARROW).	
	LE MOON Hall	
Section 1. 1 and 1. 1	Israel assumptions and tree (Michael rine S)	
Still was religiously to party as the state of the state	CI DA Potell on samuel on prisone (CI ) Les terms	
10	CIDANS  LE MONDE  LE MONDE	4
CE	SCIDANS  Survey of the control of th	
The Court of the C	The state of the s	
Enjeux et al. Control	condise (Yves General).  Au nom des entreph. a tout une staton des entreph. Au nom des entreph. a tout une staton des entreph. Au nom des entreph. a tout une staton des entreph. Au nom des entreph. a tout une staton des entreph. Au nom des entreph. Au nom des entreph. a tout une staton des entreph. Au nom des entre	
Provincins	Nikonoff. Rimbert) ti (Davide Planta) and Linuxi) and Linuxii and	
	No aux multiples.) - Queby, Originale (Michel Committee	
Un Parisitation of the Par	ile de la guerre la Crustian Chantal ce territà de la guerre de la granda de la guerre la Crustian Chantal ce territà de la granda de la guerre la Crustian Chantal ce territà de la granda	ė
	thirtes baillonn blicsins at a leme schee aux ans MALAI (Wend) pièse de la vir Desti illustration des illustrations de la color des illustrations de la color de la color de la color de color de la color de colo	
	Les are pour le E9 Un triple y a que 18 listatrie Un de , autre are le cabin camps pour le Cabin VI AS: Klinenberg et ISlatrie Un de , autre le cabin	
	Les and Part les republicants and strong to the strong to	
	FONDS Plihon amériche en gauche en le pa music PHO	
	Domine la president de Control Control Brune de la Control Conval Brune de la Control Conval Brune de la Control Conval Brune de la Conval Brune d	
The state of the s	Kurdistan de Paix (m. schange)	
The state of the s	Clame du libre et Odile lu libre	
to the transfer of the transfe	Les de la contraction de la co	
ABIES MARKET	ET POUR NE MANQUER AUCUN NUMÉRO, ABONNEZ-VOUS!	
France 230 F 418 F (y compris DOM-TOM et pays à accorde postaux*)  Tarif spécial (étudiants, lyceens, chômeurs,	OUI, je souhaite m'abonner au Monde diplomatique pour :	
RMistes sur présentation d'un justificatif. France métropolitaine uniquement)  Etranger	☐ 1 an (12 numéros) ☐ 2 ans (24 numéros)	
Voie normale (y compris Union européenne per evion) 290 F 538 F	Nom: Prénom:	
Voie aérienne Tunisie  Autres pays d'Europe	Adresse:  Code postal: Ville: Pays:	
(sauf Union europeenne, Sursse) Algerie, Maroc  DOM, Afrique francophone  330 F 618 F	Je joins mon règlement libellé en francs français deFF, par : 901 MDMQ  Solution   FF   FF   FF   FF   FF   FF   FF	
Etats-Unio, Canada, Moyen-Orient 350 F 658 F	☐ Chèque bancaire ☐ Eurochèque ☐ Mandat înternational	
Amérique contrale, Amérique du Sud. Merique, Afrique anglophone, Japon, Chine, autres pays d'Asie 395 F 748 F	Carte bancaire internationale nº:	
TOM         410 F         778 F           Océanie, Australie, Nouvelle-Zélande         435 F         828 F	Carte American Express nº: Signature obligatoire:	
<ul> <li>Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Rép. centrafricaine, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Guinée, Madagescar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tehad, Togo, Tunisie.</li> </ul>	Bulletin à renvoyer à : Le Monde diplomatique, service abonnements, 24, avenue du Général-Leclerc, 60646 Chantilly Cedex, France	
		ا

100

C 4 9

(335)

### PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ

Climat de crise au sein de la Cour de justice de la République

Sous couvert d'anonymat, onze juges parlementaires ont confié au « Monde » leurs critiques à l'égard du président Christian Le Gunehec.
Souffrant, ce dernier aurait envisagé de se récuser lui-même

LES JUGES ont passé leur weekend à lire et entendre les critiques,
voire les moqueries, dont fait l'objet la Cour de justice de la République et ils savent déjà que la semaine qui s'annonce sera
déterminante. Car les premiers
jours du procès de Laurent Fabius,
Georgina Dufoix et Edmond Hervé
dans l'affaire du sang contaminé
ont révélé une crise majeure dans
le fonctionnement de la Cour, dont
l'effet le plus visible est sans aucun
doute la contestation de son président, Christian Le Gunchec.

Plus que les cinq magistrats professionnels qui entourent ce dernier - deux magistrats titulaires et trois suppléants -, ce sont les vingttrois juges parlementaires (onze députés et douze sénateurs, Xavier Deniau (RPR) s'étant retiré, pour raison de santé, avant même l'ouverture du procès) qui, dans le secret des débats, ont le plus violenment mis en cause les ratés de cette première semaine d'audiences. Parmi eux, nous avons pu Interroger onze juges (cinq parlementaires socialistes et six parlementaires RPR, DL ou UDF) qui, sans vouloir être nommément cités, nous ont relaté les coulisses de ce procès sans précédent.

Les premières difficultés ont surgi dès les premières audiences, lorsque les juges parlementaires ont découvert que le président Le Gunehec, qu'ils croyaient familier de la machine judiciaire, avait les plus grandes difficultés à organiser le déroulement même du procès. Sans doute la fronde aurait-elle été moins vive, s'il ne s'était pas trouvé parmi les députés et les sénateurs huit professionnels du droit, magistrats, avocats, juristes on professeurs de droit (Le Monde du 9 février). Sans doute aussi, les gestes
d'impatience auraient-ils été moins
nets si la plupart des parlementaires n'avaient pas eu, comme
c'est le cas pour l'immense majorité d'entre eux, l'expérience de la
présidence d'assemblées politiques; dix-neuf des vingt-trois députés et sépateurs qui composent
la Cour sont en effet maires, présidents de districts, présidents de
conseils généraux, voire vice-président de l'Assemblée nationale.

Enfin, la révolte des parlementaires aurait été moins franche s'ils n'avaient pas eu le sentiment d'avoir, pour la grande majorité d'entre eux, travaillé très sérieusement le dossier, alors que, selon l'un des juges-députés, « ce président connaît à peine la chronologie des foits »

Le conflit n'a cependant éclaté qu'au troisième jour du procès, jeudi 11 février, à l'issue de l'interrogatoire de Laurent Fabius, dernier des trois anciens ministres à s'exprimer devant la Cour. L'audience avait non seulement été marquée par le briliant plaidoyer de l'ancien premier ministre - sans que ni la Cour, ni le procureur, ni l'avocat général ne lui apportent la moindre contradiction -, mais aussi par une série de gaffes, de maladresses, d'approximations du président. Ce sont ces demières qui ont servi de prétextes aux premières explications orageuses. Lors de la séance de délibéré - qui suit, chaque jour, l'audience -, piusieurs juges se sont insurgés contre l'ab-



sence d'autorité du président à l'égard des victimes qui, à défaut d'avoir pu se constituer parties civiles, se sont placées au premier rang du public et ponctuent chaque audition de prévenus ou de témoins de remarques, voire d'in-

sultes.

Puis les critiques se sont focalisées plus précisément encore sur le
président. M. Le Gunehec avait
prosoncé au cours de l'audience le
mot « sidaïque » provoquant des
remous dans le public et au sein
même de la Cour.

« DÉCONSIDÉRER LA COUR » En coulisses, c'est le député socialiste Jean-Paul Bacquet (luge ti-

cialiste Jean-Paul Bacquet (juge titulaire), approuvé par l'ensemble des pariementaires, qui a donc sévèrement repris le président : « "Sidalque" est un mot que seul Jean-Marie Le Pen emploie et que tous les républicains récusent. » M. Le Gunehec a paru tomber des nues : « Vraiment, je ne le savais pas. » Michel Dreyfus-Schmidt (PS, titulaire), François Colcombet (PS, titulaire), respectivement avocat et magistrat, ont souligné les erreurs de procédure qui pourraient donner plus tard matière à cassation.

Mais ce sont des députés de droite qui ont le plus violemment contesté le président. Charles de Courson (UDF, juge suppléant) et Paul Masson (RPR, juge titulaire), notamment, ont accusé le président de paraître « ménager les trois ministres et de contribuer ainsi à décoasidérer la Cour ». Christian Cabal (RPR, juge suppléant), mais aussi Patrick Ollier (RPR, juge titulaire), qui est pourtant l'un des seuls à tutoyer M. Le Gunehec avec lequel il a travaillé au ministère de la justice et au cabinet de Jacques Chaban-Delmas lorsque ce dernier ont reproché de « ne pas poser toutes les questions » qui lui sont envoyées par les juges parlemen-

Ce dernier point est d'ailleurs l'une des difficultés les plus visibles de la Cour. Les juges parlementaires, qui ne peuvent s'exprimer publiquement, envoient leurs questions manuscrites directement au président. « Plusieurs questions accusatoires sont écartées », assure l'un des juges RPR. Dans France-Soir (daté 15 février), Patrick Ollier n'hésite pas à déclarer ouverte-

ment: « li y a malaise. »

Jeudi soin, à l'issue de cette explication orageuse, un petit groupe
d'une demi-douzaine de parlementaires de droite à alors menacé de
démissionnem et le président ne se
« ressaisissait pas ». Visiblement accablé, Christian Le Gunehec a seulement souffié: « Si cela continue,
c'est moi qui pourrais blen me récuser moi-même. » Fatigué, atteint
depuis quelques jours, selon lui,
par une bronchite qui le fait vioiemment tousser, M. Le Gunehec a
évoqué son état de santé. Cette allusion a aussitôt suscité au sein de
la Cour une série de rumeurs.

Les plus familiers de la procédure se sont penchés sur son possible remplacement en cas de retrait pour raison de santé. Son suppléant, Roland Le Roux-Cocheril,

est un magistrat professionnel. mais à l'instar de M. Le Gunehec, il n'a jamais préside un procès. Deux autres magistrats assistent le président: Bernard Challe et Henri-Claude Le Gall. C'est ce demier qu'un petit groupe de juges RPR a approché, considérant que M. Le Gall, qui a déla présidé des tribunaux correctionnels, apporterait l'expérience qui fait actuellement défaut à la Cour. « il n'a rien rénondu mais il parait prêt », assure un juge-sénateur. C'est dans cette atmosphère tendue et suspicieuse que s'est déroulée la dernière audience, vendredi. A l'issue de la journée, les parlementaires de droite, prenant à part M. Le Gunehec, lui ont « conseillé » de mettre à profit son week-end pour a travail-

4 SE DISCRÉDITER SEUL »

Ce sont donc les élus d'opposition, majoritaires au sein de la cour, qui ont été jusqu'ici à l'origine de la plus vive contestation. Les juges de gauche, qui ont toujours considéré M. Le Gunehec comme un adversaire politique, ont en effet très vite pris le parti de « le laisser se discréditer seul ». Tous souhaitent que le procès aille à son terme, levant ainsi l'hypothèque qui pèse depuis plusieurs années sur la carrière de Laurent Fabrus.

Les « délibérés intermédiaires » - l'expression est des juges parlementaires eux-mêmes - ont fait réapparaître un clivage gauche/ droite. Les juges socialistes craignent notamment que la volonté de rélégitimation de la Cour ne se fasse au détriment du sort de l'un des prévenus. En effet, si les premières audiences ont paru convaincre une majorité des juges, droite et gauche confondues, de la faiblesse des charges retenues contre M. Fabius, si Mª Dufoix, qui a depuis longtemps quitté le milieu politique, paraît pour l'heure oubliée des débats, il n'en est pas de même pour M. Hervé. L'ancien secrétaire d'Etat à la santé n'a visiblement pas convaincu nombre de Juges RPR et UDF. Soucieux de montrer que « la Cour peut aussi condamner un ministre ..., ces luges parlementaires semblent. pour l'heure, décidés à centrer leurs interrogations sur lui.

> **Raphaëlle Bacquë** Dessin : Noëlle Herrenschmidt

# Quatre jours de confusion et d'approximations...

LE JUGE Hubert Fako, sénateur (DL) et président du conseil général du Var, a levé les yeux au clel, puis secoué la tête. Pauvre justicel Un juge en robe noire dépité - il n'e pas le seul -, publiquement attenté; la scène était assez exceptionnelle, fut-ce dans une juridiction d'exception. Vendredi 12 février, la Cour de justice de la République (CJR) venait de se disloquer - on pourrait dire se déliter. Le président Christian Le Gunebec envisageait de suspendre l'audience quelques minutes, quand un sénateur juge suppléant hi criait, échaudé: « Ah noni On arrêtel »

Pendant quatre jours, la CJR a vécu au rythme tant des bourdes du
président Le Gunehec, que de ses
approximations dans la connaissance du dossier et de ses difficultés
à diriger les débats. D'emblée, à
l'ouverture du procès, il a qualifié la
procédure prévue par la Constitution et une loi organique d'« impressionniste », « voire surréaliste ».
A ses côtés, les juges sénateurs et
députés qui l'ont votée ont
apprécié.

Puis ses maladresses sont allées tout droit aux victimes. A Mª Sabine Paugam, conseil de l'Association française des hémophiles, qui tentait de plaider contre l'impossibilité de se porter partie civile au procès, il a opposé un refus sec: « je n'ai pas à vous entendre (...). ici, vous ètes des passants qui passent. » Et d'inviter l'avocate à déposer ses conclusions « sur un meuble ». Un autre jour, des voix de victimes se sont élevées pour protester contre le témoignage du professeur Willy Rozenbaum qu'elles considèrent « mensonger ». Remarque du président: « Et bien enregistrez les mensonges et vous en parterez à la tělévision! \*--

Sur le fond, le juge a laissé échapper des erreurs qui ont vite fait douter de sa maîtrise du dossier. Alors qu'il ne procédait à aucun exposé préliminaire des faits, qu'il ne s'appuyait sur aucun découpage chronologique ou thématique, au premier jour, le président n'a cessé de parler du « sang chauffé ». L'avocat général a rectifié sèchement: à l'inverse du plasma, le sang ne se chauffe pas. Un autre jour, il s'est tourné vers son voisin à la recherche de la fonction qu'occupait jadis... ie docteur Garretta. Des parlementaires ont soufflé, haussé le

sourcil, quand deux d'entre eux, suppléants, étaient déjà partis dans les bras de Morphée.

Une fois, le président a confondu aux hémophiles avec la circulaire du 20 juin 1983 préconisant la sélection des donneurs de sang. Souvent, il s'est raccroché à une recommandation du Consell de l'Europe, dont personne n'a osé lui dire qu'elle n'était pas véritablement centrale pour la compréhension. Ou, il a assuré mordicus à Laurent Fabius qu'il avait dit, en juin 1985, dans son discours à l'Assemblée que les tests de dépistage n'étaient pas au point. Il a donc lu. Protestations. Vérification faite. ce. n'était pas le bon texte que le juge avait entre les mains.

QUESTIONS PAR ÉCRIT

Déceiant sa fragile maîtrise des

débats, les juges parlementaires, qui prennent de nombreuses notes, ont décidé de l'abreuver de questions. Par écrit. Et voilà dans un prétoire décoré comme un plateau télévisé, le président Le Gunehec bombardé au standard de SVP. Et de trier les petits papiers, et de répéter, inlassablement: « Une question est posée... »

Parfois, des mots sont sortis: « sidaïque » ou, parlant de la décision ou non de motiver le jugement « C'est peut-être le suspens. » Parfois, il a oublié de débrancher son micro et ce furent des apartés détonants. Se sont ajoutées des imprécisions formelles édifiantes pour un ancien président de chambre à la Cour de cassation : parmi elles, des prestations de serment à archiver, pour mémoire, au greffe de la Haute Assemblée. Celle de Jean Bernard fut un modèle. Le magistrat ânonnait le semment à la place du vieil hématologue qui, muet, se contentait d'hocher la tête à chaque instant.

Enfin, vendredi 12, répondant implicitement à la critique portant sur l'absence totale de charpente au débat, le président de la Cour a làché cette affirmation, à méditer pour une affaire telle que celle du sang contaminé: « Le procès est public, il n'est pas fait pour le public. » A orienter sans attendre vers les débats feutrés de la Cour de cassarion?

Jean-Michel Dumay



Le Conseil de Paris débat lundi du rapport alarmant de la chambre régionale des comptes sur le coût potentiel de l'opération. Soucieux de sauver son mandat, le maire RPR cherche un accord avec l'Etat et la SNCF avant de réviser les plans à la baisse. Quitte à affronter des débats houleux

LA MAIRIE de Paris n'échappera pas à une remise à plat publique de l'opération d'aménagement de la ZAC Paris-Rive gauche. La courte discussion prévue, lundi 15 février, au Conseil de Paris autour du récent rapport de la chambre régionale des comptes (Le Monde du 6 février) consacré à la société d'économie mixte responsable de l'opération ne fait que préfigurer un affrontement beaucoup plus important entre les élus. Alors que Bertrand Delanoë, président du groupe PS, accuse jean Tiberi de « fuir le débat », Michel Bulté, adjoint (RPR) au maire, chargé de la construction, du logement et du logement urbain, a confirmé au Monde qu'« il y aura un nouveau plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ZAC Paris-Rive

La « lettre d'observations définitives » de la chambre régionale des comptes (CRC) sur la Société d'économie mixte d'aménagement de Paris (Semapa) confirme, en effet, l'ampleur du risque financier lié à ce gigantesque projet, qui de-vrait nécessiter 18 milliards de francs (2,74 milliards d'euros) d'investissements pour aboutir. A l'inverse, la Semapa a présenté, fin janvier, un rapport d'expertise commandé au cabinet Arthur Andersen. Payé « plusieurs centaines de milliers de francs » par la SEM. toujours présidée par Jacques Toubon, député (RPR) du 13 arrondissement et adversaire déclaré du maire, ce document analyse trois scénarios possibles pour le bijan final de l'opération. Un seul fait état d'un excédent de trésorerie, dans l'hypothèse d'une réalisation du projet Initial. Les deux autres évoquent un déficit pouvant atteindre 1,35 milliard de francs (205 millions d'euros), en raison d'un prix de cession des droits à construire nettement inférieur au niveau nécessaire à l'équilibre de l'opération.

Cette étude fait dire à Jean-Marie Le Guen, député (PS) du 13º arrondissement et administrateur de la Semapa, que l'opération va. de toute façon, « vers un collapsus financier ». Entre l'analyse du cabinet privé et celle des magistrats de la CRC, M. Tiberi ne semble pas

hésiter. L'ampleur du risque mis en avant par les magistrats a décidé le maire (RPR) de la capitale à reprendre en main, il y a déjà plusieurs mois, un dossier qui risquait de condamner la majorité municipale, et par là même ses chances d'être réélu maire en 2001 : des le 21 octobre 1998 (Le Monde du 22 octobre 1998), M. Bulte annoncait aux associations le virage stratégique du maire.

Un dossier qui risquait de condamner ses chances d'être réélu en 2001

La nouvelle version, révisée à la baisse, de la ZAC Paris-Rive gauche s'inscrit dans une volonté plus générale de M. Tiberi, qui veut revoir certaines orientations du plan d'urbanisme du sud de la

capitale. Le maire de Paris et son équipe vont tout faire pour que la discussion sur la révision du PAZ n'intervienne pas avant qu'aient pu être enregistrés les premiers bénéfices financiers, à la suite des inflexions apportées au projet. La Mairie de Paris tente donc d'accélérer le remodelage du projet, indispensable pour rétablir la confiance chez les investisseurs. Ainsl, un nouveau schéma d'aménagement des abords de la gare d'Austerlitz a été présenté par les responsables de l'urbanisme de la Ville, le 13 janvier, au cours de la demière réunion du comité de concertation Ville-Semapa-associations. A la satisfaction de ces dernières, le contournement de l'édifice écartera les automobiles, en limitant dans un premier temps l'accès aux piétons. Une vole sera ensuite ouverte aux transports en commun, aux taxis et aux cyclistes

si l'activité de la gare le nécessite. A ce propos, MM. Tiberi et Bulté viennent de demander à Louis Gallois, le président de la SNCF, un « engagement formel » sur le planning prévu par l'entreprise publique pour « redynamiser la gare ». « Nous voulons d'autant plus des réponses précises de la SNCF, rappelle Michel Buité, qu'Austerlitz est la figure de proue, l'arrivée sur la ZAC, mais aussi un élément important de la vie du 5 arrondissement. Pour l'instant, c'est un vaisseau fantôme. » Devant cette demande de la Ville en forme d'ultimatum, la SNCF accélère ses études et se dit prête à proposer

une solution (lire ci-dessous). La deuxième priorité de M. Tiberi, avant de lancer la révision du PAZ, est d'arriver rapidement à un accord avec l'Etat sur le transfert de plusieurs universités parisiennes sur la ZAC. Les négociations sont engagées entre la Ville et le ministre de l'éducation nationale sur l'ampleur du pian, rendu nécessaire par le programme de modernisation Universités du 3º millénaire (U3M). Le maire a annoncé, le 15 janvier, qu'il avait « demandé aux services de la Ville d'étudier la localisation de 70 000 mètres carrés supplémentaires à Paris-Rive gauche»: 130 000 mètres carrés étaient déjà

antrecceur. inscrits au PAZ de 1997. Les présidents des huit universités parisiennes estiment leurs besoins entre 150 et 200 000 mètres carrés (Le Monde du 30 janvier).

Million 185

11 - 100 JAS

فيتعارض والمتارة

-( , 50,00 - 10 (c. 44)

M. Tiberi se dit prêt à participer financièrement à ce plan; avec l'Etat et la région. Il n'est pas question, pour autant, que la Ville fasse le même cadeau au gouvernement que pour l'implantation de la Bibliothèque François-Mitterrand, alors que viennent justement d'être signés les derniers actes officiels de cession à titre gracieux à l'Etat des terrains qui ont permis l'implantation de la «Très Grande Bibliothèque», en bordure de la ZAC. En faisant pression, d'un côté, sur la SNCF, associée avec la Semapa pour la commercialisation d'une grande partie des terrains de la ZAC, de l'autre, sur l'Etat pour l'opération U3M, M. Tiberi tente de se mettre en configuration favorable pour aborder un dossier qui pourrait blen devenir l'enjeu maieur de son

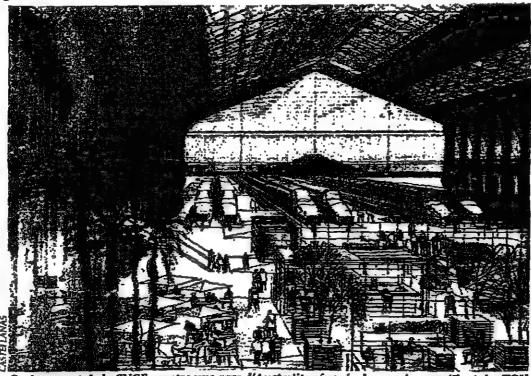
Christophe de Chenay

### L'avenir de la gare d'Austerlitz est lié à la relance de son activité

QUE VA DEVENIR la gare d'Austerlitz ? C'est l'éternelle question posée à la SNCF, par les élus comme par les associations, depuis le début de la ZAC Paris-Rive gauche. L'urbanisme de ce nouveau quartier a été conditionné par le refus de l'entreprise publique de déplacer la gare. En maintenant un faisceau d'une vingtaine de voies, la SNCF a conduit les urbanistes à imaginer un quartier entièrement construit quelle doivent passer les trains.

La SNCF est devenue partie prenante du projet en signant, en 1991, un protocole avec la Ville de Paris. Actionnaire de la Semapa, la société d'économie mixte chargée de l'aménagement, elle s'est engagée à vendre les surfaces au-dessus des voies en fonction du prix des droits à construire négociés par l'aménageur. L'entreprise a voulu ainsi éviter de renouveler l'« erreur » de la dalle Montparnasse, qui l'avait vue passer à côté des considérables plus-values réalisées par un aménageur extérieur, pour l'urbanisation de la couverture des voies du TGV-Atlantique.

La gare d'Austerlitz donne, depuis le début de la ZAC, une facheuse impression d'abandon. L'ensemble, construit en 1869, dispose pourtant de la plus vaste halle (250 mètres de long sur 50 mètres de large) des gares parisiennes et comprend des bâtiments d'un grand intérêt architectural, comme l'immeuble Valhubert, face à l'entrée du Jardin



Ce document de la SNCF montre une gare d'Austerlitz rénovée. Les quals accueillent des TGV. La halle a été débarrassée de son parking et est transformée en gare d'interconnexion avec le métro et le RER. Des commerces animent l'intérieur de la plus belle verrière de Paris.

des plantes. Mais, depuis 1906, le métro aérien traverse la magnifique vertière, qui a échappé récemment au passage d'une voie routière en prolongement du pont Charles-de-Gaulle; un sombre parking encombre la halle depuis 1950.

La moins active des six gares parisiennes a également vu son trafic chuter : le nombre de voyageurs est passé de plus de 16 millions en 1990 à 8 millions en 1997, en raison de la montée en puissance des TGV, qui partent des gares de Lyon et de Montparnasse, au détriment des lignes classiques desservies par Austerlitz. A la demande insistante de la Mairie de Paris, Louis Gallois, le président de la SNCF, vient de demander à ses services de présenter un projet global. Ce plan de rénovation complète pourrait être en partie financé par des investisseurs privés, intéresses par des emplacements sous l'immense

« La gare d'Austerlitz est la seule gare parisienne à offrit des capacités d'accroissement du trafic », rappelle-t-on à la SNCF. Son activité pourrait être donc être relancée par l'arrivée d'un certain nombre de TGV venant du Sud-Est ou de l'Ouest. Il s'agirait, dans un premier temps, des trains supplémentaires des périodes de pointe. La SNCF pourrait également rapatrier vers Austerlitz des lignes en provenance du Massif Central. Il lui faudra pour cela convaincre Valéry Giscard d'Estaing, le très vigilant président (UDF) de la région

C. de C. bureaux disponibles dans Paris, le

### Le conseil régional pourrait s'installer dans l'Est parisien

### L'institution cherche à regrouper ses services

ET SI une institution politique importante s'installait à l'est de Paris ? Le conseil régional d'île-de-France étudie sérieusement la possibilité de s'installer dans la ZAC Paris-Rive ganche, où Il a repéré un terrain susceptible d'accreillir semble des services, actuellement dispersés dans le 7º arrondissement. Il ne s'agit que d'une hypothèse, souligne-t-on au cabinet du président, Jean-Paul Huchon (PS), qui a cependant procédé à une première évaluation des avantages et des inconvénients d'un tel

Certes, la pius importante, par sa population, des collectivités territoriales quitterait le prestigieux quartier des ministères, où elle partage avec la préfecture de région, depuis plus de vingt ans, un bôtei particulier de la rue Barbetde-Jouy. Un hémicycle a ensuite été construit en sous-soi d'un autre hôtel particulier, rue de Babylone, qui accueille en séance publique les deux cent neuf conselllers régionaux. Enfin, en 1995, le conseil régional, alors présidé par Michel Giraud (RPR), avait acquis, boulevard des Invalides, l'ancien siège social de Roussel-Uclar pour

y installer son administration. Avec l'accroissement de ses compétences, de son budget (passé de 5 milliards de francs en 1986 à 14 milliards en 1998) et de son personnel (hult cent soixantequatre agents contre environ trois cent cinquante il y a dix ans), l'institution régionale est aujourd'hui à l'étroit dans ses 35 000 mètres carrés dispersés: au moins 5 000 mètres carrés supplémentaires seraient bienvenus. Après avoir fait le tour des immeubles de

conseil régional a successivement écarté une tour à la Villette (19° arrondissement) et la tour Nikko. dans le 15e : construire un hémicycle dans up immeuble existant impose de lourdes contraintes

techniques et financières. En croisant des critères de disponibilités foncières, de desserte en-transports-collectifs, et de rentabilité financière, le cabinet de M. Huchon a fini par s'adresser. « de façon informelle », à la Semapa, aménageur de la ZAC Paris-Rive gauche. Un terrain d'environ 60 000 mètres carrés, face à Bercy, semble pouvoir répondre aux be-

RÉÉQUILIBRAGE

Politiquement, une telle implantation, si elle était concrétisée -pas avant quatre ou cinq anspermettrait au consell régional. géré par la gauche depuis 1998, de faire valoir sa contribution au rééquitibrage en faveur de l'est de la capitale, réclamé par les élus socialistes, communistes et écologistes de la région. Elle favoriseralt les relations, jusqu'à présent très distantes, avec la Ville, confrontée aux difficultés de rentabilisation

du site. Il reste à convaincre l'ensemble des forces politiques régionales de la pertinence d'une opération - blanche, voire rentable, sur le plan financier. « Si les présidents de groups s'y montrent hostiles, nos projets s'arrêteront là », précise le Cabinet de M. Huchon, qui attend les conclusions d'une mission de conseil sur la modernisation de l'institution régionale pour pousser plus avant ce projet.

Pascale Sauvage



### La tour Eiffel cherche une nouvelle tête

LA TOUR EIFFEL a perdu la tête! Le 31 jan-vier, la plus grande dame de Paris a vu partir à la fois son directeur général, Christian Maresquier, et son secrétaire général, Jacques Malherbe, tous deux en fonctions depuis vingt ans. Si le second a simplement fait valoir ses droits à la retraite, le premier a claqué la porte du conseil d'administration de la société nouvelle d'expioitation de la tour Eiffel (SNTE). M. Maresquier s'est en effet senti trahi par les actionnaires qui, en juin 1998, avaient décidé de lui permettre de rester à ce poste jusqu'en mars 2002, bien qu'il eût atteint l'âge de la retraite. Six mois plus tard, les administrateurs sont revenus sur leur décision, invoquant une impossibilité juridique : ancien directeur général de la Société anonyme de gestion immobilière (SAGI), dont la Ville de Paris détient 40 % du capital, il en était resté le salarié, tout en dirigeant la tour Eiffel, dont la SAGI détient 70 % des parts, le reste du capital apparte-

M. Maresquier devait faire valoir ses droits | de la gestion de la tour Eiffel par la désigna-

ser, à l'initiative de la SAGI elle-même, dont un des actionnaires importants est le Crédit foncier de France (CFF). A ce titre, la banque dispose de deux sièges au conseil d'administration de la tour. L'un est occupé par Jérôme Meyssonnier, qui était gouverneur du CFF jusqu'à l'échéance de son mandat le 29 jan-

Les participations croisées et la situation juridique complexe de la tour sont particulièrement propices aux luttes d'influence entre la Ville et ses partenaires privés. Le poste de directeur général, l'un des mieux payés de la Ville et de ses sociétés d'économie mixte, est très convoité... Autant dire que le départ de M. Maresquier était surveillé comme le lait sur le feu par plusieurs directeurs de l'administration parisienne. Les manœuvres sont en cours, la Ville cherchant à reprendre le contrôle total

tion d'un directeur issu de son administration. Les candidats ne manquent pas : Jean-François Béraud, privé de son poste de secrétaire général adjoint depuis la dernière réforme de l'administration parisienne, en octobre 1998, trouverait une sortie honorable en s'installant au sommet de la tour. Il est concurrencé par Anne Cuillé, actuelle directrice du Crédit municipal. Juste avant de quitter le CFF, M. Meyssonnier, qui peut compter sur les représentants de la SAGI et du CFF (5 sur 9), a eu le temps de faire savoir qu'il ne l'entendait pas de cette oreille : il souhaite préserver la représentation des actionnaires privés et a finalement obtenu de la Ville qu'il soit fait appel à un cabinet de recrutement pour trouver un nouveau directeur. Le personnel de la tour s'est mis en grève à plusieurs reprises ces derniers mois et le monument a besoin d'une tête solide pour effectuer avec panache le passage au troisième millénaire.

بياندى والإيها

**秦帝**多四年 500 年 500 年

Table and Francisco

ng after Tilletting 1874 to 18

grant of great and the sail

Branch Albert 製造物学・19 8-19-11。。

Alega - mercu - susuper -

Approximately and the second

rought or you are necessarily

· 在1995年 · 海南 - 1999年 er gegenerates and it is

 $\lim_{n\to\infty} \frac{1}{n} \frac{1}$ 

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

Marine Strain Commence

The State County State Statement .

Januaria Virginaria de la como

**東京都の確認**していません。

**ASSESSOR OF THE OWN TO A SECOND OF THE OWN** 

 $\mathcal{W}_{i} = \mathbb{E}_{[\frac{n-1}{2}] \times \mathbb{E}_{[\frac{n-1}$ 

الديدة المرداهية يؤلها مقايد والمعتريهم و

graphy and the state of the state of

We will be the second

 $\mu_{\rm s} = \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}{2} \frac{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2}{(\mu_{\rm s} - \mu_{\rm s})^2} + \frac{1}$ 

Bridging of the same in the

HA STO MENTS ----

 $\mathcal{G}_{\mathcal{S}_{2}}(\mathcal{A}_{1}) = \mathcal{A}_{\mathcal{S}_{2}(2)}(\mathcal{A}_{2}) = \mathcal{A}_{1}(\mathcal{A}_{2}) = \mathcal{A}_{2}$ 

العارات المعاودون كالصحيح والإنتاليكية

大海大 (Market Park) 1975

Brender of the

 $g_{\mu}^{2}(\frac{1}{2}\frac{1}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}$ 

weeks to be a section.

AREA FOR CONTRACTOR

 $\mathcal{G}_{i,j} = \{ \{ e_i \}_{i=1}^{n-1} \mid i = 1 \}$ 

المراجع والمراجع المراجع والمراجع والمراجع

The same of the sa

deline of the second

Market Hill To

Control of the second

Control of the second

· 1000 1000 1000 1000 1000

Property - ---

**新** 建筑市中市 1000 0000

S. Barrelline

 $S(\frac{1}{2\sqrt{n}} p_{n}) = \frac{1}{2} \left( - \left( \frac{1}{2} \left( \frac{1}{2} p_{n}^{2} + \frac{1}{2} p_{n}^$ 

Fright - New - - -

京、新学校の場合は、アード

Frank St. St. Sec. Sec.

January Control

British to the first of the second

The state of the s Shall was your ### PROMPTS ALL IN

# A Romans, les 35 heures à contrecœur

Dans la capitale drômoise de la chaussure en proie à la crise, les salariés des entreprises vivent mal la perspective de la baisse du temps de travail, qui compromet un de leurs souhaits profonds: gagner plus

tale de la chaussont ouvertes les négociations sur maine). « Nous en profitons pour les 35 heures prévues par la loi Au-réorganiser le travail, en espérant bry, la rue s'est étonnée, les « ver- améliorer la productivité de 4% ». nis » nantis d'un emploi se sont in- affirme M. Ricomard. Les deux déquiétés : « Nous, on ne demande pas à travailler moins. On voudrait désormais, d'un atelier à l'autre. gagner plus », avoue une employée. Le personnel:a approuvé le tout à de Robert Clergerie, un des rares 85,5 %. chausseurs prospères. L'idée généreuse du législateur de créer ainsi sion défensive de la loi Aubry, qui des emplois capotait sur le « réalisme » de ces légions de salariés victimes d'un chômage partiei récurrent, de plans de restructuration ayant eu pour effet de licencier et de faire baisser jusqu'au SMIC la plupart des paies ouvrières.

Romans et sa voisine, de l'autre côté de l'Isère, Bourg-de-Péage (15 000 habitants), n'ont pas attendu les dispositifs gouvernementanz pour se battre pour l'emploi. Une filiale de Framatome, la FBFC, installée dès 1965, est, avec 850 salariés, le principal employeur du privé. Le groupe Bourgoin (3 500 emplois), spécialisé dans la volaille, a ouvert icl un établissement de cinquante personnes. D'anciens artisans, comme la PME Courbis (élastomères), se développent. Fortes de leurs traditions anarcho-syndicalistes, les aggiomérations romanaise et péageoise résistent. Une nouvelle page sociale s'écrit sous l'horloge des 35 heures.

Première étape, aux Tanneries Roux. Dans le showroom brillent d'un éclat raffiné les peausseries destinées à Hermès, Vuitton, Dior. Gucci, etc. Rachetée Il y a quatre ans par Jean-Claude Ricomard, l'usine avait retrouvé une croissance de 40 % en trois ans. Depuis six mois, l'effondrement des exportations vers l'Asie a brutalement retourné la tendance. «Il nous faut retrousser nos manches », déclare l'élégant patron, qui nous recoit avec Michel Maraninchi, vingt aus de production chez Roux, délégué de la CFDT, seul syndicat représenté, et Bruno Legac, délégué du personnel. Les trois hommes ont décidé « de s'expliquer ensemble, après avoir travaille ensemble pour sortir de l'ornière ». Un accord vient d'être signé, pour tous à l'exception du PDG: le personnel va travailler 35 heures payées 39. L'entreprise évite par ailleurs de licencier sept personnes, sur son effectif de 101. En contrepartie, le personnel doit accepter des « sacrifices ». Le prinhautes et basses, liées aux collections du luxe printemps-été et aubaisser jusqu'à 27 heures et grim-

OMANS, la capi- per jusqu'à 42 heures pour les pointes (qui ne dépasseront pas sure nichée au douze semaines par an). Un nord de la compteur gérera ce volant Drôme, plie sous d'heures. Les heures supplémenle vent de la taires au-delà de 35 heures seront crise. Dans cette rémunérées à 120 % et les augmenville de quarante tations limitées sur cinq ans à 2 %. mille habitants. Les temps d'habiliage et de pausele chômage atteint un actif sur café ne rentrent plus dans l'hoquatre. Lorsque, l'été dernier, se raire rémunéré (1 h 30 par selégués acquiescent. Polyvalence

> « C'est un bon accord, une verprévoit des aides de l'Etat en compensation des emplois préser vés », dit-on à l'union locale CFDT. « C'est un bon accord, d'après ce que nous en savons, il n'y a pas de baisse de salaire », confirme Yves Domard, le secrétaire de l'union locale CGT, majoritaire dans l'aggiomération. On pourrait s'étonnet... L'annualisation du temps de travail, en clair le calcul d'une durée moyenne sur l'année, était jusqu'à ces derniers temps fermement refusée par la CGT.

Même paysage d'un « Aubry défensif » à la FBFC, qui fabrique des combustibles pour le nucléaire. Puisque les commandes baissalent, le groupe a négocié, en même temps que la réduction du temps de travail, un pian social qui

Après deux jours de grève à la veille de Noël, pour obtenir une bonne gestion de l'annualisation, « amorcée n'importe comment dans le cadre Robien. Des ouvriers se retrouvaient débiteurs d'un solde négatif de 40 à 50 heures, parce que la modulation était mai conçue par l'encadrement », explique Serge Millot, le délégué CFDT de Kélian.

A l'union locale CGT, très active dans ces négociations où les confédérations gardent beaucoup d'influence, on fait la différence entre ces accords dont le rythme

« Les 35 heures ? Cela va faire des vendredis de travail au noir! Et qui paie? Le contribuable, comme vous et moi »

devrait ramener les effectifs de 1 100 à 935 (au lieu de 852 sans passage aux 35 heures). Un accord a été signé, sauvegardant 83 emplois, dont 70 à Romans, et annualisant le temps de travail, sans diminution de salaire. « Mais avec le pointage dans les ateliers, une modération des augmentations pendant trois ans, et une variation des primes de poste. Nous avons dú faire grève neuf jours en juillet, quelquefois les patrons ont dû dormir à l'intérieur de l'usine. Il m'est arrivé de me faire secouer par des cégétistes », se souvient Ernest Voron, le délégué CFDT, « trente ans de boite ». La CGT, légèrement majoritaire, a finalement signé. «La difficulté, c'est que nous dépendons de la direction du groupe, qui est loin de Romans, poursuit calmement Ernest Voton. Et cet accord ne vaut que pour deux ans, notre avenir restant incertain. »

Chez le chausseur Stéphane Kélian, délocalisé à 60 % en Espagne, cipal est l'annualisation du temps en Italie et au Portugal, on est déjà de travail, avec ses périodes aux 35 heures depuis 1997, dans le cadre de la loi Robien. Pour ne pas licencier une fois de plus, le pastomne-hiver. L'horaire pourra sage au dispositif Aubry vient d'être signé par la CGT et la CFDT.

s'accélère depuis le début janvier. «Le pire de tous est sans aucun doute celui de chez Charles Jourdan. Nous avans refusé de le signer, à l'inverse de Force ouvrière, très minoritaire, et de la CGC », raconte Prancesco Sampino, le délégué cégétiste de l'usine produisant les célèbres chaussures. Quatrième étape donc, chez jourdan...

ES 570 salariés du site vont

passer à 35 heures payées ₫ 37 h 45, et non 39. Cela ne concernera que 203 d'entre eux. rémunérés à moins de 48 francs de l'heure. Pour les autres salariés, dont la rémunération reste toutefois modeste, ce sera 35 heures payées 37 h 30: « C'est une baisse de pouvoir d'achat d'un mois de solaire, de 5 200 francs », reproche la CGT. Le treizième mois devrait être ramené à la portion congrue. Les salaires sont gelés sur deux ans. L'annualisation se fait avec, par jour, des creux de 0 heure à des pointes de 8 h 45, il n'y a plus de majoration pour les heures supplémentaires en dessous de 41 heures ni de repos compensateur. Les nouveaux embauchés ne bénéficieront pas de ce régime.

testable, à cause de cette loi », souligne la directrice des ressources humaines, qui nous recoit avec Emile Mercier, le PDG pour l'Europe nommé par le groupe financier suisse qui a succedé au fondateur romanais. La marque est désormais déposée en Suisse, la production quitte partiellement Romans pour l'Espagne et d'autres continents. « Vous signez, ou je licencie 49 personnes na menacé Emile Mercier, après trois mois et demi de discussions, à la fois sur le plan social et sur la loi Aubry. Le personnel a été consulté deux fois. Un premier vote, négatif à 56 %; un second positif de justesse, avec 51 %. Sur le bulletin rédigé par la direction, on avait le choix entre « oui, en évitant 49 licenciements » et « non, 49 licenciements seront notifiés 🖦 « C'est du chantage, comme si le personnel était responsable! En plus, il y a eu tricherie dans le vote », accuse le délégué CGT. Gérard Clément, secrétaire de l'union départementale FO, qui a dirigé la négociation sur le terrain, s'en défend, « Il fallait du courage pour signer. Le PDG quroit licencié. La liste et les lettres étaient prêtes. Est-ce qu'on a le droit de jouer avec la vie de 50 salariés ? Si on n'avait pas eu la précipitation de la loi Aubry, on aurait pu prendre le temps de faire quelque

chose d'intelligent! » Dans le milieu syndical local, comme chez quelques patrons, ou à l'inspection du travail, on s'interroge sur « les difficultés de lourdan », de son siège romanais « alourdi par des charges liees aux prototypes et au réseau de négoce du groupe, qui, lui, gagne de l'argent ». Le contrôle du temps de travail effectif a va devenir très difficile ». Certains soupçonnent l'actuel PDG d'avoir volontairement noirci la situation « pour ne pas s'engager sur l'emploi tout en cumulant diverses aides de l'Etat ». Découvrirait-on un effet pervers du dispositif Aubry? Gilbert Girand, secrétaire de l'union dépar-

principe, le dispositif Aubry constitue un progrès sur celui de Robien. Mais nous devons refuser de négocier le passage aux 35 heures dans le cadre de licenciements. C'est un détournement de la loi. Il n'y a pas de raison de distribuer des aides à des groupes prospères qui déloca-EAN-LUC SCHNEIDER, chargé à l'union locale CFDT des négociations sur les 35 heures dans les petites entreprises qui n'ont pas de représentation du personnel, est lui aussi aux aguets. «La loi Aubry fucilite l'implantation syndicale. Mais J'ai vu des patrons payer les cotisa-

à changer de stratégie. Dans son

« Le climat social est devenu dé- tementale CGT, se déclare « décidé

tions syndicales à un de leurs salariés afin que la CFDT accepte de le mandater pour ouvrir le droit aux aides! » C'est un fait, à Romans et Bourg-de-Péage, ce sont les nombreuses PME en expansion, et à moins de 50 salariés, qui se lancent dans la création d'emplois, via la loi Aubry, en voiet « offensif ». UGRM, un cabinet médical de 40 personnes, embauche un généraliste, un kinésithérapeute et une femme de ménage. Protector, qui fait de la sous-traitance commerciale, envisage d'embaucher un magasinier. La MJC de Romans va créer un poste. Le seul accord « offensif » d'une grosse société enregistré sur la place à ce jour est celui du groupe Bourgoin, qui s'engage à creer

200 emplois, mais sur l'ensemble de ses établissements. La CGT a refusé de signer. Chez Manoukian (habillement), en pleine croissance, la CFDT s'apprete à parapher un accord + offensif > que PO refuse. Pour toute la Drome, Alain Martinon, directeur départemental de l'emploi (DDTE), confirme \* avoir signé 6 conventions, concernant à 80 % le maintien des emplois. Sur les 12 000 entreprises du département, dont 4 sur 5 ont moins de 8 salariés, 115 ont demandé un conseil et sont en phase de réflexion.

On sent une poussée dans le secteur social et sanitaire ».

« La plupart des chefs d'entreprise attendent l'accord de leur branche et son extension pour décider de ce qu'ils feront », réplique Daniel Courbis, qui préside le CIlec, un groupement de 30 patrons romanais. Lui-même dirige son groupe de 148 salariés qui vend beaucoup à l'étranger. Demière étape donc, chez Daniel Courbis, soixante-deux ans... L'homme a la verve volontiers provocante. • Cette loi ? je l'ignore, tant qu'elle n'est pas obligatoire. Je n'ai pas besoin de ces aides, on est à 38 heures, on vient en 1998 de baisser d'une demi-heure. Et je continue d'emboucher en CDI, jamais en CDD: 4 recrues en décembre. Ces houres sup qu'on veut supprimer sont créatrices d'emplois. Ces aides fabriquent du chômage et sont des primes à la mauvaise gestion. Les 35 heures? Cela va faire des vendredis de travail ou noir l'Et aui paie? Le contribuable, comme vous et moi. »

Les salariés du secteur public suivent toutes ces parties de bras de fer. « Avec nos horaires, plus réduits que dans le privé, murmure un délégue, on passe dejà pour des privilègiés. Toutes ces discussions risquent de renforcer ce sentiment. . Serait-ce un autre effet pervers des négociations Aubry? A l'hôpital, l'accord national va s'appliquet. « Che: nous, raconte un infirmier, les contrats emploi-solidarité qui pullulent occentuent la précarisation et la sous-rémunération. L'Etat n'est pas un exemple. » A Romans, comme ailleurs, on ne se fait guère d'illusions... « L'uccord EDF-GDF va nous aider dans la négociation, conclut, plus positif. Yves Domard, secrétaire de l'union locale CGT. Son effet d'annonce est déjà palpable. Mais nous ne sommes plus a l'époque où l'Etat donnait le ton, en innovant à Renault-Billancourt. »

> Danielle Rouard Dessin : Vincent Sardon



KANTI III

BARRY WAY OF SET Market and the second Street Street Street 5 A 180 **多种人** A SAME TA MARKET CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE anniet a

4 4 S . S . S

· 李林 (437) Maria Santa · · · THE PARTY OF THE P THE PARTY OF THE PARTY. **医学** 1 The second second -The state of the s

2000 DEBATS POUR LE SIECLE A VENIR

Jean Baechler, sociologue

### « La démocratie est le régime politique naturel de l'espèce humaine »

Ce disciple de Raymond Aron a défini de manière rigoureuse les conditions de possibilité des systèmes démocratiques.

Il est optimiste pour leur avenir, même s'il considère que l'organisation actuelle des prises de décision n'est pas adaptée aux enjeux planétaires

« Vous affirmez que la planète à trois générations. L'échéance n'est-elle pas encore plus rap-

- Lorsqu'on fait ce genre de prédictions, on part d'une observation appliquée au monde actuel et on extrapole. Or, si on peut l'observer dans le monde actuel, c'est que c'est déjà en cours et, par conséquent, le mouvement a de fortes chances soit d'être beaucoup plus rapide qu'on ne l'avait prédit, soit de déraper complètement. Pour ce qui est du capitalisme, cela ira en effet peut-ètre

- Vous dites aussi que la démocratie n'est pas une découverte moderne ni une invention grecque, qu'elle a été trouvée par personne et par tout le monde. Qu'entendez-vous par

- La démocratie est un régime politique, c'est-à-dire une certaine manière d'organiser les relations de pouvoir entre individus et groupes appelés à vivre ensemble pour des raisons historiques variées. Je définis la démocratie comme le régime où toutes les relations de pouvoir sont enracinées dans ceux qui obeissent et qui acceptent de le faire parce qu'ils lugent de leur intérêt bien compris d'obéir aux ordres énoncés par des individus qu'ils estiment compétents pour conduire à leur terme des entreprises collectives. Autrement dit, toute position de pouvoir en démocratie résulte de délégations consenties par des « obélssants » à des « compétents », à titre temporaire, circonscrit et

» Si on accepte cette définition, on peut, je crois, démontrer, au sens fort du terme, que la démocratte est le régime politique naturel de l'espèce humaine, car c'est le la nature des problèmes que les humains réunis en société ont à affronter. Cela ne veut pas dire que ce soit le régime toujours réalisé

dans les histoires humaines. Il faut qu'un certain nombre de conditions soient réunies pour que ce régime réel. Si on prend en compte l'ensemble de l'aventure humaine, aussi haut qu'on puisse remonter, c'est-à-dire le paléolithique supérieur, on peut repérer la réunion des conditions de possibilité dans les contextes les plus variés. Dans les sociétés paléolithiques de prédateurs, de chasseurs et de cuellleurs, on a des régimes démocratiques. Les institutions n'ont évidenment rien à voir avec celles que nous connaissons aujourd'hui, mais les principaux critères reteuns sont effectivement respectés. Il y a d'innombrables exemples de démocraties parfaitement conformées

" Les conditions out été à nouveau réunies dans un contexte radicalement différent, dans l'univers des cités grecques. De même dans les cités médiévales d'Europe, en Italie du Nord, dans la vallee du Rhin, les Pays-Bas, la Hanse, il y a des expériences démocratiques qui sont des réinventions, parce que le souvenir des cites grecques avait totalement disparu. A l'époque moderne, c'est-à-dire à partir de la seconde moitié du XVI siècle, des conditions sont à nouveau réunies pour des phases de démocratisation. qui commencent dans les Provinces unles lorsqu'elles échappent à la domination espagnole, puis en Angleterre, et dans d'autres parties de l'Europe. Personne n'a, en effet, inventé la démocratie, mais beaucoup de

dans le monde primitif.

 Vous renversez l'idée reçue, à propos de l'Angleterre et des Provinces unies, en affirmant que l'apparition des tendances démocratiques précède celle du

peuples l'ont réinventée.

- Cela me paraît une évidence. Il est facile de montrer que l'économie ne peut se développer de fa-



démocratiques sout d'abord po-» La précédence du régime polisés. Il n'y a pas de régime capitaliste sans droit de propriété. Qu'est-ce qu'un droit de propriété ? C'est la garantie que ce qui est « propre » à chaque acteur social ne sera l'objet d'aucune injustice de la part des puissants. Autrement dit, cela suppose l'existence d'un Etat de droit, d'un appareil judiciaire qui fonctionne à peu près convenablement. Il faut ensuite des marchés « réglés », c'està-dire des espaces sur lesquels les acteurs sociaux, individus ou groupes, puissent se rencontrer pour échanger, partager, explorer les solutions de leurs problèmes économiques. « Régiés », cela veut dire soustraits à la violence et à la blement la science. ruse. Il faut enfin que les acteurs pour satisfaire une demande virtuelle solvable et en retirer des

tique sur le régime économique me paraît fondée en théorie. Mais il faut aller vérifier dans les faits si, chaque fois que se met en place un régime démocratique, il en résulte une organisation des activités économiques où les trois premiers caractères du capitalisme soient représentés: droit de propriété, marchés réglés et liberté d'initiative. La réponse est positive. En ce qui concerne le capitalisme contemporain, il faut ajouter un quatrième caractère distinctif: l'injection perpétuelle d'innovation technique. Si l'on cherche le facteur ultime qui explique que l'économie soit en développement perpétuel, celui-ci est incontesta

. - Vous affirmez que la démotion du capitalisme, mais pas à son adoption. Avez-vous en tête

l'exemple de la Chine? - J'ai pensé à tous les cas de développement économique depuis la seconde moitié du XIX siècle oul se sont déroulés dans le cadre de sociétés non démocratiques. Ils sont majoritaires, à commencer par la France. Le décollage économique s'est effectué en France sous le Second Empire. En Amérique latine, cela a eu lieu, au Mexique, sous le régime de Porfirio Diaz. Sont en effet compatibles avec le capitalisme des régimes que l'on peut appeler « autori-taires ». C'est-à-dire des régimes où le pouvoir est monopolisé par une minorité, souvent l'armée, et où il est totalement interdit d'essayer de déloger ceux qui sont au pouvoir, ce qui est diamétralement contradictoire avec la démocratie. Mais cette minorité peut, dans certains cas, respecter les règles foudamentales du capitalisme, en garantissant le droit de propriété et, surtout, en faisant en sorte que les

marché efficace, qui ne peut être

que le marché international. » J'ai toujours considéré que le miracle asiatique, qui ne s'est pas évanoui avec la crise actuelle, suppose l'existence des Etats-Unis et de l'Europe, et celle d'un marché international qui soit réglé d'une manière à peu près convenable par la pression de ces pays capitalistes qui ont, eux, des régimes dé-

- Une démocratie peut-elle exister sans vertus civiques?

été des contre-pouvoirs très effi-caces à toute tentative d'expansion du pouvoir royal. Il faut enfin que les acteurs développent un certain nombre de qualités qui leur permettent de gérer d'une manière à peu près convenable une démocratie. On peut qualifier celles-ci, selon la terminologie philosophique classique, de dispositions permanentes acquises, c'est-

- Que pensez-vous de la crainte d'une érosion des va-leurs démocratiques, illustrée par l'absentéisme électoral, la perte d'adhérents des syndicats et des partis, bref de l'apparition d'une démocratie sans ci-

- Il faut distinguer entre crise de la démocratie et crise dans la démocratie. Il s'agirait dans le premier cas d'un effritement des conditions qui permettent aux régimes démocratiques d'exister, et je n'y crois pas beaucoup. Je demeure optimiste, à l'horizon d'une, deux ou trois générations, pour les chances de la démocratie dans le reste du monde. On peut en revanche parier d'une crise, au sens étymologique, dans la démocratie : le moment où l'on passe de ce qui disparaît à ce qui n'a pas encore émergé. Je prendrai en exemple la désaffection, que je crois incontestable en Europe, des citoyens à l'égard de la vie politique dans leurs pays respectifs. On peut considérer que le découage politique européen est totalement inadapté. Les décisions se prennent à un niveau supérieur, - je retiens quarre conditions de européen ou planétaire, et, par possibilité pour la démocratie. La conséquent, les citoyens ont le

### con capitaliste que si les principes d'initiative. Le goût des concepts abstraits

JEAN BAECHLER est historien de formation et enseigne la sociologie à la Sorbonne, mais son goût pour les concepts abstraits et les généralisations le ferait ranger plutôt du côté des philosophes. C'est en effet à la définition la plus rigoureuse et la plus générale possible des régimes démocratiques qu'il a consacré une grande partie de son œuvre, depuis Démocraties (Calmann-Lévy, 1985) Jusqu'au Précis de la démocratie (Calmann-Lévy, 1994).

M. Baechier est agrégé d'histoire et docteur ès lettres avec une thèse sur

Né en 1937 à Thionville (Moselle),

idées reçues selon lesquelles le suicide serait le

propre des civilisés et que l'on se suicide de plus en

plus. Les récits publiés dans les journaux et les

livres consacrés au suicide n'encouragent pas da-

les suicides, soutenue en 1975 sous la direction de Raymond Aron. Dans ce texte, il conteste deux



JEAN DAECHLER

vantage, selon lui, la propension au suicide. Quelques-unes de ses phrases sur le processus suicidaire sont ainsi citées dans l'avant-dernière page du roman d'Antoine Biondin Monsieur Jadis... M. Baechler est également l'au-

profits. Il faut donc une liberté

teur de Politique de Trotski (Armand Colin, 1968), Les Phénomènes révolutlonnaires (PUF, 1970), Les Origines du capitalisme (Gallimard, 1971). Qu'est-ce que l'idéologie ? (Gallbmard 1976) et Le Pouvoir pur (Calmann-Lévy, 1985). Il a été au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) de 1966 à 1988, et au Centre euro-

péen de sociologie historique, dirigé par Raymond Aron, de 1969 à 1984. Jean Baechler est, depuis 1988, professeur de sociologie historique à l'université

D. D. fort sera concentré affrontent un

### « Il est facile de montrer que l'économie ne peut se développer de façon capitaliste que si les principes démocratiques sont d'abord posés. Il n'y a pas de régime capitaliste sans droit de propriété »

première est la stabilité du cadre sentiment, parfaitement justifié, aocial à l'intérieur duquel les expériences démocratiques doivent s'effectuer. Il faut, en effet, du temps; si le cadre ne cesse d'être bouleversé, l'expérience capote. La deuxième est qu'il n'y a pas. d'expérience démocratique dans des sociétés isolées. Cela implique l'existence d'une aire culturelle distribuée en plusieurs sociétés politiques, comme ce qu'on a appelé le concert des nations en Europe. Troisième condition: il faut que la société soit structurée par des centres autonomes de décision, qu'il y ait des contre-pouvoirs. Aucun pouvoir en effet pe se contrôle de lui-même, comme l'expliquait Montesquieu. Or ces centres autonomes n'existent pas dans toutes les sociétés. En Europe, les centres principaux ont été les aristocraties d'un côté et les paysanneries de l'autre, qui ont

que leurs hommes politiques ne maîtrisent plus grand-chose. On peut estimer qu'un certain nombre de problèmes sont mieux gérés à um niveau infra-étatique, celui de la région, ou supra-étatique.

्राम्ब्रह्म प्रशासन प्रशासने होते. जन्म

11-10-1

- Vous êtes donc favorable à la création, au XXII siècle, d'un exécutif européen fort et responsable devant un véritable? Parlement fédéral ?

- je suis pour les Etats-Unis d'Europe. Cela tient en partie au fait que le suis iorrain, né près des frontières allemande et luxembourgeoise. Mais je le crois surtout pour la raison suivante : les histoire humaines se déroulent dorépavant à l'échelle planétaire. Pour participer à l'histoire à l'échelle planétaire, il faut faire le poids.

> Propos recueillis par Dominique Dhombres

### François Léotard, député (UDF) du Var, au « Grand Jury RTL-"Le Monde"-LCI »

### « Il y a une responsabilité des médias dans la situation de la société française »

« Vous sortez d'une période de silence pour reprendre votre place dans le débat politique. Pourquoi maintenant? Et dans quel état d'esprit ?

- Je suis comme tous les Francais. le bougonne, je rale, je rouspète quand je vois que ça ne marche pas. J'ai envie de faire des propositions. J'ai envie de dire: "Attention! Là, on pourrait faire autrement." On est le seul pays, en Europe, dans lequel on brûle un autobus toutes les semaines. Je comprends que les citoyens se disent: "Mais ça ne va pas, ça ne marche pas !" J'ai envie de m'engager de nouveau pour être - comment dire? - un acteur désintéressé des succès de la France.

– "Désintéressé" ?... - Non pas le désintérêt, mais le désintéressement. Je ne cherche pas une place. Je suis un homme public, je suis élu, je suis parlementaire et conseiller régional, dans l'opposition ; je veux jouer le rôle d'un élu, représenter une population, exprimer ses doutes, ses inquiétudes, son scepticisme, mais Je veux bien accepter la part qui est

aussi ses volontés et ses espé-

- Il y a treize aus, Gérard Longuet, Alain Madelin, vousmême, et d'autres, vous aviez le vent en poupe, vous étiez la coqueluche des médias. Comment êtes-vous arrivés là où vous en ètes aujourd'hui? Quelles lecons tirez-vous de ces années ?

- D'abord, nous avons peut-être trop donné à l'image et pas assez à la réflexion de fond. Je crois aussi qu'en France "on achève bien les chevaux". Il y a un goût de la société et de l'opinion publique françaises, des médias, peut-être, pour, dès que quelqu'un sort de la tranchée, faire en sorte qu'il ne puisse plus jamais sortir à nouveau. C'est un goût français pour le massacre

des innocents. » Puisque l'on cherche aujourd'hui, à tâtons, le sens de la responsabilité - responsabilité des parents, des élus, de l'Etat, des journalistes, des magistrats -, je souhaite qu'on étende cette réflexion à l'ensemble de la société.

la mienne, comme d'autres qui sont, aujourd'hui, en situation d'être jugés par l'opinion et par des magistrats. Je veux, simplement, que chacun s'interroge sur le sens de sa responsabilité. Je crois qu'il y à aussi une responsabilité des médias dans la situation de la société française. Il faut que chacun l'ac-

- Vous avez été un de ceux qui annonçaient un renouveau de la droite. Or cette droite - vous en êtes un exemple - a connu des échecs graves dans ses rapports avec les Français, dans ses rapports avec ses électeurs, dans les rapports entre ses responsables... Aujourd'hui, vous ètes mis en examen - et, aussi, mis en cause par les dirigeants de Démocratie Ilbérale, qui étaient vos amis – pour la manière dont vous avez assuré le financement

de l'ex-Parti républicain... - Je trouve tout à fait consternant que des personnes qui ont été associées à ces décisions se trouvent, ensuite, dans la situation de se porter partie civile. C'est

quelque chose qui déroute et le bon sens, et le sentiment légitime de dignité qu'on devrait avoir dans une famille politique ou dans une famille de pensée. Et vous voyez très bien ce que je pense de ceux qui ont eu ce genre de comporte-

- Quel autre mot conviendrait pour le fait de se désolidariser d'une décision prise ensemble?

-11 y a dix ans, M. Madelin et vous, vous vous teniez par la main sur les affiches, sur les tribanes. Anjourd'hui, vous vous cuvoyez du papler bleu. N'avezvous pas davantage à dire sur la manière dont vous en êtes arri-

- L'évolution des libéraux français, je suis prêt à vous en parler pendant plusieurs heures! Le libéralisme français s'est fourvoyé en ne considérant, dans le principe des libertés de la personne, que son aspect économique. Je crois que c'est une erreur majeure et que nous devous retrouver nos grands ancètres, de Montaigne à Tocqueville en passant par Montesquieu. - Ce n'est quand même pas un désaccord idéologique qui explique le point où vous en êtes...

- Si j'ai fait une erreur, je la confesse volontlers, c'est d'avoir fait en sorte que la direction de ce mouvement soit aujourd'hui celle qui est exercée par Alain Madelin C'est une erreur politique. Vous connaissez beaucoup d'hommes politiques qui disent cela? Mais ce n'est pas l'essentiel de mon message, si vous le permettez. Et l'espère qu'on pourra, en France, juger les libéraux à l'aune de ce qu'ils sont vraiment. C'est-à-dire non pas une espèce de droite idéologique, comme celle que l'on voit aux Etats-Unis aujourd'hui, mais une réflexion mesurée, moderne, attentive, généreuse sur la personne humaine, sur l'évolution des sociétés

■ La société qu'on est en train de construire en France est une société de blessés, une société malheureuse, et les libéraux ont une réponse sur ce sujet : respecter les individus, la famille, l'Etat de droit.

Tout cela n'est pas, en France, aussi respecté que nous le souhaiterions. C'est pour cette raison que le suis dans l'opposition et que je considère que la meilleure opposition aux socialistes français, ce sont les

libéraux politiques.

- Y a-t-il une divergence entre M. Madelin et vous sur l'attitude à avoir à l'égard du Front national de Bruno Mégret ?

- J'imagine... Il y a aujourd'hul, dans l'opposition, une sorte de course pour essayer de capter les électeurs du Front national. J'ai une analyse un peu différente. Je crois que la coupure en deux du Front national, c'est un phénomène de prolifération au sens médical du terme. Il y a peut-être autre chose à dire que de courir derrière des propos, des propositions, des projets qui sont inconcevables ou insoutenables pour la so-

> Propos recueillis par Patrick Jarreau, Olivler Mazerolle et Pierre-Luc Séguillon



mandage team and the second autorial state of the garing was project

व्यक्तिक व्यक्तिकार्यका । १० ५० ५० HAT HERE MANY STATES Googland Greek भूत्वा करिन्द्र हुनेत्यकः । अ. । जेता new company to the control of the **変 機能 (数15年 47)** 

我就是一个一个 THE RESERVE OF THE PARTY OF and disposed so and the second

garden marine de la como

 $(Q_{ij}^{\mathbf{p}}, Q_{ij}^{\mathbf{p}}, (Q_{ij}^{\mathbf{p}}, Q_{ij}^{\mathbf{p}}))^{\mathbf{p}}) = (q_{ij}^{\mathbf{p}}, q_{ij}^{\mathbf{p}}, q_{ij}^{\mathbf{p}}, q_{ij}^{\mathbf{p}}, q_{ij}^{\mathbf{p}})^{\mathbf{p}}) = (q_{ij}^{\mathbf{p}}, q_{ij}^{\mathbf{p}}, q_{ij}^{\mathbf$ But the state of t with the second ciano a la maria Company of the party of the second of the se ge supplication show a THE RESERVE OF THE PARTY OF Same Same Contraction of the Same September 19 periodica management Superior State Superior St. have no my star with Reservation (1977) James J. State Control phase of the second STATE OF THE PROPERTY. <u>-19</u>64 - 1975 - 1975

医金属性的 电流电子 化二十二 The second secon

المرادي والمناج والمواجية

April 19 Carlot Control

विक्रमें र विक्रमा अञ्चल र - give us which 華, 一郎 … 如 figure was California de la casa ere ere The state of the s ---Berth. Fichter The same of the same of · 2400 to the state of th - The same of the same of The state of the s -· Superior This distance is

> The state of the AND THE PERSON OF THE PERSON O

# Au-delà du PACS: pour l'égalité des sexualités

par Daniel Borrillo, Eric Fassin et Marcela Iacub

UJOURD'HUI, la ligne de partage n'est plus à proprement parler cotre ceux qui se déclarent favorables au PACS et ceux qui s'y montrent hostiles: tous en voient pareillement les incohérences. D'abord insatisfaisant, le projet est devenu, à force de négociations, insaisissable. Désormais, le choix politique qui nous est proposé est plutôt le suivant : encourager le mouvement, ou bien maintenir l'ordre. Se prononcer pour le PACS, dans l'espoir d'aller au-delà, ou bien contre le PACS, afin de res-

En France, dans les années 80, le législateur a eu le courage et la sagesse d'avancer vers l'égalité des sexualités, en effaçant de la loi toute discrimination bomophobe à l'encontre des individus. Aujourd'hul, la question se pose en des termes nouveaux : pour avancer encore, il ne s'agit plus seulement des individus, mais également des couples. Demain, n'en doutons point, c'est un autre pas qu'il nous faudra franchir : sur la route de l'égalité, comment s'arrêter à mi-chemin ? Au-delà de l'individu, il y a le couple ; mais, derrière le couple, c'est la famille qui se profile. Déjà, il est difficile de croire que le refus de reconnaissance opposé aux couples de même sexe soit sans rapport avec la discrimination; bientôt, il deviendra absurde de prétendre que les familles homoparentales ne sont pas des familles. Autrement dit, nous n'en avons pas fini avec l'égalité.

N'allons pas dire que le mariage et la famille n'ont rien à voir avec la discrimination homophobe: n'apprenons-nous pas justement, dans et par le mariage et la famille, que seule l'hétérosexualité serait légitime, puisque seule elle y a sa place? Tous, ou presque, nous af-firmons respecter les droits des homosexuels et récuser la discrimination. Tous, ou presque, nous

reconnaissons l'importance fondamentale du mariage et de la famille dans notre société. Et tous, ou presque, nous nous accordenions à refuser une place à l'homosexualité dans ces institutions qui sont au cœur de notre citoyenneté? C'est done, paradoxalement, parce que nous récusons l'homophobie que nous refuserions de voir la discrimination là où elle se ione...

Il est vrai que toute différence devant la loi ne constitue pas une discrimination. Encore faut-il que de fortes raisons viennent la justifier. Aussi, pour légitimer l'exclusion de l'homosexualité hors de l'enceinte sacrée du mariage et de la famille, beaucoup invoquent-ils aujourd'hui la différence des sexes : l'identité sexuelle serait une valeur, même à gauche. Mais c'est une chose d'enrôler la différence au service de l'égalité, avec la parité; c'en est une autre, à propos du PACS, d'en faire une arme contre l'égalité. Comment croire qu'une

heur que chacun peut constater au

gré de son honnêteré intellectuelle,

alors le me demande si nous ne

trouvons pas ici la limite du relati-

visme moral. Alors, dira-t-on, si les

motifs des détracteurs ne sont pas

religieux, pourquoi les catholiques

se pressent-ils dans la manifestation

contre le PACS ? Pourquoi les autres

religions, protestante, musulmane,

se liguent-elles dans ce combat?

Parce que, dans la plupart des cas et

la plupart du temps, elles tentent

d'ériger des morales qui reposent

sur l'équilibre et le bonheur des hu-

mains. C'est pourquoi il arrive que

l'expérience vienne corroborer leurs

je m'étonne que le seul argument

avancé pour la défense de cette loi

soit celui du progrès constitué par un droit supplémentaire, sans consi-

dération de ses conséquences : la

principes. C'est le cas ici.

politique identitaire hostile à l'égalité puisse nourrir un argumentaire de gauche?

Paute d'arguments politiques solides, c'est donc trop souvent aux sciences humaines qu'on emprunte leurs raisons. Contre cet usage abusif, il nous faut dénoncer « l'illusion anthropologique ». La différence des sexes, on l'entend ici et là, serait le principe anthropologique qui fonde l'institution du couple, de la famille et de la parenté. En amont de la politique, ancrée dans un socie anthropologique qui ignore le changement, la différence des sexes s'imposerait à nous, non pas seulement comme une réalité biologique (qui le contesterait?). mais bien plus comme une loi, de la nature ou de la culture, peu importe - une loi anthropologique, en surplomb de nos lois politiques.

Or les sciences sociales sont bien loin de nous proposer des lois intemporelles: comme les sociétés qu'elles étudient, elles sont traver-

sées par l'histoire. C'est pourquoi il est impossible de proposer, du couple, de la famille ou de la filiation, quelque définition anhistorique: dans le temps et dans l'espace, les sociétés remodèlent les institutions qui les définissent. Ce qui nous apparaît impensable à présent, c'est ce que nous n'avons pas encore pensé, L'impensé a donc un pied dans le passé. Et, sur ce point, les sociétés bougent parfois plus vite que les savoirs. Pourtant, n'est-ce pas contre les préjugés que doit se construire la pensée rationnelle - et donc la science ?

Surtout, quand bien même les sciences de la société, à la manière des sciences de la nature, nous proposeraient de telles lois, il faut rappeler qu'en bonne démocratie les lois de la science ne sont pas les lois de la République : le savant, pas plus que le prêtre, ne peut substituer son autorité à celle du législateur, ni imposer une vérité révélée, par la science ou la religion, à la délibération démocratique. Hier encore, les lois de l'Histoire nous emtrop souvent péchaient d'appréhender la nature politique des phénomènes sociaux; faudrat-il qu'aujourd'hui, prenant le relais de « l'illusion historiciste», « l'illusion anthropologique » vienne nous imposer, pour mieux échapper, une

tendues lois de l'anthropologie ? De l'histoire, faute de lois, nous pouvous du moins tirer des leçons. il y a un siècle, les intellectuels nous ont appris que l'affaire Dreyfus π'était pas seulement l'affaire d'un juif, ni même des juifs : c'étalt l'affaire de tous. N'allons pas croire aujourd'hui que défendre le PACS. et au-delà l'ouverture du mariage et de la famille aux homosexuels. ce soit seulement leur affaire, leur problème. Bien au contraire, les groupes de pression homosexueis posent à tous des questions d'intéret général : refuser de poser la différence des sexes au principe du

couple et de la famille, c'est aussi

fois encore, au choix proprement

politique qui est le nôtre, de pré-

récuser un modèle qui singe la reproduction biologique, en la confondant avec la filiation sociale.

Du mouvement américain des droits civiques, qui réunissait dans les années 60 des Noirs, mais aussi des Blancs, retenons la conviction qui les inspirait : tant que tous ne seraient pas libres, nul ne serait libre. A fortiori, aujourd'hui, tant que tous ne seront pas égaux, tous seront inégaux. Si nous prenons au sérieux ce truisme, il nous faut redéfinir la citoyenneté indépendamment de la sexualité, comme alors indépendamment de la couleur de la peau. Et c'est l'affaire de tous. Comment imaginer que seuis les Noirs on les homosexuels prendraient au sérieux la liberté, ou l'égalité, valeurs universelles ? Autrement dit, que les autres ne se mobiliserzient que pour défendre leurs intérêts particuliers ?

Il y a plus de trente ans, en France, c'est de contraception que l'on débattait. Certains en étaient alors convaincus, c'était tout l'ordre des sexes et de la sexualité qui était menacé. Ils n'avaient pas tout à fait tort : la société s'est profondément transformée; mais elle ne s'est pas effondrée. Dans un peu plus de trente ans, peut-être nos enfants, nés de couples hétérosexuels pour la plupart, mais aussi, hors de la différence des sexes, de mères célibataires ou adoptés par des personnes seules, et parfois par des couples homosexuels, aurontils peine à imaginer qu'on ait pu se battre en France, à la fin du second millénaire, pour proionger, queiques années encore, l'inégalité entre les sexualités, au nom de la différence des sexes. Ces enfants et leurs enfants nous demanderont demain des comptes de nos engagements d'aujourd'hui.

Daniel Borrillo e Marce: la lacub sont juristes, respectivement à Paris X et au CNRS. Eric Fassin est sociologue

### Du relativisme moral par Chantal Delsol

OTRE éditorial du 31 janvier à propos du PACS, « Un pacte clérical », m'a beaucoup étonnée. Il apparaît, à vous lire, que seule la foi religieuse s'opposerait au relativisme ambiant, qui réclame de légitimer également tout comportement et toute forme de famille. Je ne crois pas que nous demeurions cantonnés dans cette alternative désagréable. A vrai dire, les religions n'ont pas grand-chose à voir là-dedans. Si un certain nombre de Francais réclament d'encourager davantage, par les lois, les familles qui engagent leur responsabilité sur le long terme, ce n'est pas pour respecter la Bible : c'est parce que les enfants y sont, d'évidence, plus heu-

il n'est pas question dans cette affaire des droits-libertés ni de la tolérance. Chacun peut à sa guise se mettre en ménage avec qui il souhalte, de l'un ou l'autre sexe, et nui ne vient regretter cette liberté qui garantit l'expression démocratique. Les problèmes d'aménagement de la vie commune qui ont été avancés ne sont pas non plus en cause : chacun a pien compris que notre aus nal législatif y suffit et que ces questions bien réelles ne justifient pas la création d'un statut juridique nouveau. Il s'agit, plus profondément, de droits-créances et de légitimité symbolique, les deux allant de pair.

Vouloir étendre les avantages du mariage aux couples pacsés revient à signifier que l'engagement vis-à-vis des enfants et du conjoint n'a pas plus de sens que le non-engagement

avantages financiers du mariage, et surtout d'un statut, obtenant ainsi de la part de la société un sceau de légitimité, sans pour autant souscrire aux obligations de responsabilité sur le long terme auquelles le mariage l'aspreint. C'est la seule différence entre le PACS et le mariage : la prise en charge de ses propres actes à long terme. Et si un certain nombre de couples hétérosexuels disent préférer le PACS, c'est parce qu'il les libère de l'engagement, sans pour autant les priver des droits at-

tenants. comportenents d'une morale traditionnelle, mais à rendre matériellement, qu'il est affaire de choix sub- du maiheur des plus faibles, mai-

jectif et que la société n'a pas à préférer l'un à l'autre. C'est ce que je récuse. Dans l'aventure - périlleuse et grave - que représente la constitution d'une famille, je soutiens que la société doit privilégier ceux qui s'engagent à répondre de leurs actes par rapport à ceux qui préférent conserver entière leur liberté de rompre, abandonner, répudier à tout moment. La religion n'est aucunement en cause : mais la morale élémentaire, corroborée par la simple expérience.

Nous savons, chiffres à l'appui, que la délinquance - devenue aujourd'hui un problème de société terdifiant – est largement liée à la déstructuration familiale, notamment à l'absence du père. Les enfants sont malheureux dans l'instabilité, leur équilibre passe par l'existence d'un engagement pris à leur égard et construit dans le temps. On a l'air ringard à le dire? C'est: la réalité, alors, qui est ringarde, et les injures à son endroit n'y changeront rien. Une loi qui garantirait l'individu contre sa propre irresponsabilité garantirait un même temps le mai fait aux victimes de l'irle désir, fonder une famille sans engagement d'aucune sorte, et personne ne cherchera à l'en empêcher. Mais la société n'a pas à subventionner ni à légitimer le refus d'engagement. Les lois seraient plus justes an contraire en légitiment, en aidant davantage les comportements qui permettent l'équilibre et le bonheur des enfants.

Comment comprendre une société où l'on développe sans discontinuer des discours sur l'éthique et sur le respect et où l'on passe sous silence le malheur avéré des enfants, parce que ce malheur est la contrepartie de l'agréable désigvolture des adultes? Ne doit-on pas se demander s'il n'y a pas là quelque bypocrisie troublante? A quoi sert de clamer partout le principe de responsabilité, face à la nature, à l'Histoire, face aux plus démunis et aux peuples du tiers-monde, de réclamer partout des jois et des institutions pour le garantir, si ce principe ne vaut pas pour nos propres enfants? Ce que veulent les défenseurs du PACS en réclamant un sta-Un couple pacsé bénéficiera des tut hors mariage, c'est que la société n'ait pas l'air, en privilégiant le manage, de désigner une bonne vie, un comportement familial meilleur que d'autres. je prétends que si l'équilibre des enfants est en cause, de facon si évidente, les enfants doivent passer avant le confort symbolique des adultes.

La question du relativisme moral est au cœur de ce débat. Dire que la société devrait ici tolérer sans légitimer, c'est proposer une hiérarchisation éthique des modes de vie, hiérarchisation qui serait assumée par la société. Celle-ci légitime, encou-Rappelors que, dans le cadre du rage et finance ce qui est meilleur mariage, les avantages financiers et pour elle. L'idée même qu'un fiscaux ne visent pas à conforter les comportement puisse être officiellement « melleur », et non pas seulement « meilleur pour tel ou tel », rément réalisable l'engagement sur le volte un certain nombre d'entre long terme à lui conférer des possinous. Je comprendrais fort bien bilités majerielles de réalisation. cette révolte si le critère de valeur Vouloir étendre ces avantages aux était religieux : aucum esprit sensé couples paisés, donc libérés d'engane saurait vouloir imposer l'applicagement su le long terme, revient à tion de préceptes religieux à des cisignifier que l'engagement vis-à-vis toyens pour lesquels la religion ne des enfants et du conjoint n'a pas signifie rien. Mais si le critère du plus de sens que le non-engage- « meilleur » provient de l'évidence

loi, dit M™ Gulgou, « apportera un plus à des gens qui, aujourd'hui, sont en Jehors du mariage ». Certes. Et si ce droit supplémentaire concédé aux adultes apporte un moins considérable aux enfants? Je m'étonne que la seule réponse apportée à notre argument soit l'injure : réacs, cathos coincés, intolérants... Ny-at-il pas là, dans ces cris de haine, d'étranges silences? Toujours, l'injure est le signe d'une faiblesse de l'argument. Ou plutôt le signe d'un argument inavouable : qui osera réclamer publiquement qu'une loi vienne médailler un comportement clairement dangereux pour les plus

Chantal Delsol est professeur de philosophie (université de Marne-la-Vallée).

# une bonne raison de vous intéresser au Traité d'Amsterdam. En voici deux:

▶ Un guide d'information pour connaître et comprendre l'essentiel du traité d'Amsterdam. Recevez-le en écrivant à :

Sources d'Europe Centre d'Information sur l'Europe Sode de la Grande Arché 92044 Paris-La Défense Cedex.



Un site Internet, avec messagerie et forum. pour vous tenir informé et dialoguer.

www.amsterdam.info-enrope.fr



VEC LE SCHUTTIEN DU PARREMENT EL ROPTEN

### Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 752/12 PARIS CEDEX 05 Tél.: 01-42-17-20-00. Télécopieur: 01-42-17-21-21. Télex: 206 806 F Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90 Internet: http://www.lemonde.fr

EDITORIAL \*

### Un fichier dangereux

ses films, le réalisateur Wim Wenders imagine La Fin de la violence dans une ville comme Los Angeles. Grâce à un formidable logiciel refié à un système de caméras, la police peut intervenir à tout moment et empêcher le plus petit acte de banditisme. La ville pourrait être ainsi délivrée de toute violence. Mais le créateur du système, un surdoué de l'informatique, a des remords. Il va torpiller le prolet. Il comprend que la fin de la violence, ainsi organisée, est une forme de violence générale : la sécurité maximale, dans la logique policière, c'est l'insécurité pour

On me salt pas si les juristes du Conseil d'Etat ont vu La Fin de la violence. Mais ils viennent, à juste titre, d'émettre, non des remords, mais des réserves sur un projet du manistère de l'intérieur datant du mandat de Charles Pasqua, en 1994, et qui fait dangerensement penser au film de Wenders : le

La barbarie du sigle cache un projet ambigu et dangereux : la création, par arrêté ministériel. d'un système de traitement des infractions constatées. En gros, R s'agit d'établir un gigantesque fichier informatique, une formidable mémoire électronique policière, qui recenserait pèle-mèle et conserverait vingt ans durant les noms de toutes les personnes mises en cause dans des procédures judiciaires - du crime au délit routier - et ceux de leurs victimes (que ces dernières le souhaltent ou non). L'ensemble serait dressé dès la rédaction du procès-verbal de police et mis ensuite à la disposition permanente des policiers, sans que l'accès au fichier soft toujours sounds à l'autorisation d'un magistrat.

Sans donte ne faut-il pas céder, ici, à une sorte d'angélisme : les policiers disent qu'un tel fichier rendrait plus efficace la lutte pour la sécurité, qui intéresse au premier chef les plus défavorisés d'entre les Français; des dispositils similaires existent aux Etats-Unis, aux Pays-Bas ou en Grande-Bretagne, pays qui passent pour ètre au moins aussi soncient des libertés publiques que la France. Mais à ces arguments, on objectera qu'il s'agit justement de la France, c'est-à-dire qu'il s'agit d'implanter pareil fichier dans un pays ou, de trop longue date, le citoyen a rarement le dernier mot face à un Etat dont les débordements sont moins contrôlés qu'ailleurs en Europe de l'Ouest. L'histoire du STIC le démontre

Ce projet, à l'évidence, est dangereusement ficelé, dépourvu de certaines garanties élémentaires. Mais Il n'en pas moins reçu l'avai un peu trop empressé de l'organisme précisément institué pour protéger les citoyens des poss dérives de l'informatique, la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) l La CNIL n'a rien trouvé à redire aux deux dispositions que vient de recaler in extremis le Conseil d'Etat au motif qu'elles peuvent être gravement attentatoires aux libertés.

De pareille mésaventure, il n'y a qu'une conclusion à tirer : en France, les détails mêmes d'un projet comme le STIC doivent faire l'objet d'une loi, d'une discussion parlementaire et d'un large débat public. En l'état et dans l'immé diat, le projet doit être arrêté.

Les « guerres politiques » d'Israël par un assassin juif, au nom des valeurs su- à son chef Benyamin Nétanyahou. L'affaire a

**JÉRUSALEM** 

de notre correspondan Qu'elle était belle la paix que savourait Israël en pleine guerre! La menace extérieure unissait alors la nation dont les divergences, blen réelles, ne dépassaient jamais un seuil convenable d'expression. Mais aujourd'hui, alors qu'aucun de ses anciens adversaires ne doute sérieusement de sa pérennité, Israël, débarrassé de la pression de l'ennemi, se laisse aller avec délices à ses divisions. Cinquante ans après la naissance de leur Etat, ses citoyens s'insultent, se prennent à partie, s'agressent; leur pays paraît doucement glisser vers l'explosion, comme si tout ce qui faisait son exceptionnelle diversité jouait désormais contre lui. Séfarades contre ashkénazes, droite contre gauche, religieux contre laïques, natifs contre immigrants: jamais les conflits qui, de toujours, traversent la société israélienne n'avaient connu un tel degré d'exacerbation. « Le temps est à l'exaltation des différences qui éloignent et non à celles des ressemblances qui unissent », regrettait, récemment, un éducateur lors d'un débat public consacré au racisme.

Le phénomène ne date pas d'hier, et, s'il fallait en marquer le point de départ, sans doute la date du 4 novembre 1995 serviraitelle de référence. Ce jour-là, « au nom de Dieu », Yigal Amir assassinait Yitzhak Rabin, décrété traitre au peuple juif, accusation qui, dans la symbolique intégriste, équivaut à une peine de mort. Chaque Israélien, à l'époque, s'était effrayé d'un geste qu'il croyait jusqueimpossible: le meurtre d'un dirigeant juif prêmes du judaïsme ! Mais, depuis, la pulsion de mort et de violence qui habitait le jeune extrémiste a largement débordé les limites de son groupuscule. A la Knesset, dans la rue, dans les débats publics qu'organise la télévision, l'insulte de « nazi » est devenue banale, notamment dans les bouches religieuses qui l'utilisent contre quiconque critique la dérive ultra-orthodoxe dans laquelle les rabbins intégristes veulent corseter la société. L'inévitable injure aux lèvres, ils étaient ainsi des centaines, le 1º février, à manifester contre la prétention de trente fidèles réformés à venir prier, hommes et femmes réunis, devant le mur des Lamentations. De solides renforts policiers ont seuls permis qu'ils n'en viennent pas aux mains. Dimanche 14 février, les ultra-orthodoxes étaient plus de 200 000 dans les rues de Jérusalem pour dénoncer la Cour suprême. Ce fut la plus grande manifestation religieuse jamais organisée depuis la création de l'Etat en 1948.

La campagne électorale est à peine commencée, mais, déjà, elle a pris un ton qui laisse mal augurer de son déroulement. En début d'année, le chef de la police avait publiquement redouté que l'épreuve soit la plus violente de toutes celles de l'histoire du pays. Il risque d'être entendu. La première sortie électorale du candidat centriste, Amnon Lipkin-Shahak, dans un marché populaire de Tel Aviv a été accompagnée de manifestations d'opposants venus menacer de mort et bombarder de tomates celui qui osait fouler le sol d'un fief réputé tout acquis au parti Likoud et

été jugée suffisamment sérieuse pour que la justice engage des poursuites et que, de tous côtés, s'élèvent les mises en garde contre ces dangereux dérapages. Mais si l'on en juge par les récents incidents au cours desquels une trentaine de partisans du Likoud disposés dans le public d'une émission de télévision ont brutalement empêché les adversaires de M. Nétanyahou de parier, la leçon n'a guère porté. Ce qu'une journaliste de la radio israélienne appelle, effrayée, la « culture du portefaix » possède encore quelques beaux

La violence et la division demeurent au cœur de cette bataille électorale. Non sans ironie pour quelqu'un forcé d'en appeler aux électeurs à cause des faiblesses chroniques de sa coalition gouvernementale, Benyamin Nétanyahou, prompt à saisir l'air du temps, a choisi la force pour thème central de sa campagne. « Un leader fort pour un peuple fort »: accompagné de la photo du premier ministre sortant, le slogan s'étale depuis quelques jours sur tous les murs d'Israël. Ehoud Barak et le Parti travailliste restent, eux, dans le registre de la division, proposant aux électeurs : « Un dirigeant pour un peuple uni », formule qui n'est pas, elle non plus, dénuée d'ambi-

COMBHE CHAMPIGNONS APRÈS LA PLUTE. . . :

Le slogan du Likoud a provoqué aussitôt une forte polémique entre gauche et droite, la première reprochant à la seconde de fiirter avec des concepts plus proches de l'idéologie mussolinienne que des idéaux démocratiques. M. Nétanyahou a contre-attaqué en accusant son adversaire d'utiliser un slogan « militaro-fasciste » qui lui évoquait Adolf Hitjer! Abasourdis, les observateurs demeurent confondus devant la violence des propos et des références. Les Israéliens, si on en croit un réceut sondage publié par le quotidien Yediot Ahronoth, demeurent, eux, majoritairement indifférents, soit qu'ils sont mithridatisés contre les discours les plus radicaux, soit

qu'ils y adhèrent.
Pourquoi, d'ailleurs, devraient-ils s'émouvoir des divisions qui secouent la classe politique alors qu'ils sont les témoins passifs d'un système qui ne semble plus fonctionner que pour la satisfaction de ses politiciens. Sans pudeur aucune, et sans même faire semblant de défendre leurs convictions, ces derniers, quitte à censurer leurs habituelles critiques, sont en ce moment surtout préoccupés de négocier une piace d'éligible sur la liste des candidats de leur parti. Ceux qui n'y parviennent pas rejoignent d'autres formations ou en créent de nouvelles, incités à le faire par un système électoral ou le premier ministre est siené comilé diforésident français mais où les députés sont élus à la proportionnelle intégrale, sans autre obligation que de passer le

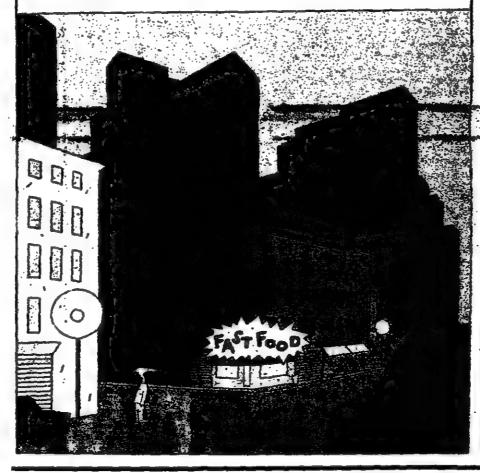
seuil de 1.5 % des votants: ... En quelques semaines, de nouveaux partis sont sortis de terre comme champianons après la pluie. Il y en a pour tous les goûts, chacun exprimant des préoccupations particulières étroites : un ex-mannequin sex-symbol qui prétend défendre la cause des femmes battues, un natif de Casablanca qui en appelle ouvertement au roi du Maroc pour le financement de sa campagne, un rêveur qui défend la méditation transcendantale, un dirigeant syndicaliste membre de toujours du Parti travailliste mais qui fonde le Parti des travailleurs, un ex-directeur de cabinet de Benyamin Netanyahou en mission commandée pour casser le parti russe de Nathan Chtcharansky pourtant ministre du gouvernement

Selon toute probabilité, la prochaîne Knesset devrait connaître un fort émléttement, ce qui, en tout état de cause, n'en facilitera guère le fonctionnement.

Georges Marion

### Les « Fables » de La Fontaine par Lionel Kæchlin

LIVRE SEPTIÈME, FABLETY LE HÉRON La faim le prit: il fut tout heureux et tout aise De rencontrer un limacon.



### LY A 50 ANS, DANS & Monde

Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Idna Frasse, Le Monde Prévoyance, Classie Bernard Partici

Directeur de la réduction . Edwy Plemei ints de la relaction : Thomas Ferencal, Pietre Georges,

rétatre genéral de la rédaction : Alain Fourment

Middanie Staben Sale

Conseil de surveillance : Alain Minc, president ; Michel Noblecourt, vice-pré

Anciens directions: Hubert Bean e-New (1944-1969), Jacques Fennes (1949-1969). André Lacrers (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (19

Le Monde est edite pay la SA Le Monde

Fonds commun de placement des personnels du Marale, 2010 Huthert-burne-Mary, Société astemptie des lecteurs du Manule,

Directour exécutif : Ens Platious ; directour délégué : Aine Chin Conseiller de la danction : Alam Polist ; directour des retations internations parteneriats audiovisuels : Bertrand Le Gottére

Secretare genera de la realization : Pada recombini.

Rédicieurs en chei :
Alain Frachon, Erik izraelevicz (Eddonaux et analyses);
relisamet (Suppliments et calvers speciaux); Michel Kalinau (Debata);
mult: Patrus i Jameau (Prance); Prancis Nonciu (Societa); Claire Blandin (Entreprines);
id Itul), Josyane Sarugueau (Cultari); Curistian Massol (Societaviat de rédoction)
Rédicteur en chef (octubique : Eric Azas

### Gloires périmées

Le Blande SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 36LS code LEMONDE

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30 index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse internet: http://www.lemonde.fr

Films à Parts et en province : 68-36-68-03-78

on sur Minitel: 3617 code 134DOC ou 08-36-29-04-56

IL Y A une querelle faite aux maîtres admirés avant l'autre guerre. On les a condamnés sans avoir instruit leur procès. Le plus grand péché est d'avoir plu hier, aux yeux de qui tout commence seulement d'aujourd'hui. D'où ce système de déboulonnage des statues qui n'attesteraient plus que des gloires périmées : on vous dit qu'elles n'intéressent plus.

Voyez le silence total fait sur Moreas, sur Régnier. Voyez le mépris de Paul Bourget. Voyez comme sont traités Anatole France et Maurice Barrès. On ne fait pas le point avec eux. On ne cherche nas à savoir s'ils ont eu du talent, ce qui est tout de même l'essentiel pour un écrivain; on leur dénie brutalement toute valeur et toute raison d'être. Sartre les englobe d'un seul bloc dans sa condamnation de la littérature de classe.

Pour les ultramontains de la

mystique comme pour les intori-qués de surréalisme, Anatole France est l'ennemi public numéro un, car ces piétistes détestent l'ironie et les rieurs. Barrès tient cependant un peu mieux. La Colline inspirce continue à paraître un grand livre aux spiritualistes; et on a même vu. en dépit de l'affaire Dreyfus et du nationalisme, Louis Aragon prendre la défense de l'ecrivain, sinon du penseur, pour le caractère historique et de témoignage des Déracinés; ce en quoi

Aragon a raison. Il n'y a que le patrere Loti qui reste tout entier sur le carreau. Mais, maigré tout ce dédain critique, Pierre Loti continue à être lu, et ses tirages réguliers attestent que ses meilleurs livres touchent toujours un vaste public.

> Emile Henriot (16 février 1949.)

La photo de presse en procès

Suite de la première page

Voulons-nous voir la réalité en face, quitte à ce que des images nous renvoient un univers de violence? « Continuons comme cela et nous n'aurons plus que des photos mortes et non plus vivantes », dit le photographe Christian Du-

La photo de Bob Kennedy est

proche de celle du préfet de

Corse, Claude Erignac - la couleur se substitue au noir et blanc -, gisant dans une rue d'Ajaccio, assassiné par balles, le 6 février 1998. La famille proche, choquée par la publication de l'image, a saisi la justice. Et a obtenu gain de cause. Comment ne pas comprendre son indignation, qui n'a rien à voir avec une quelconque motivation financière? Mais comment ne pas entendre les reporters-photographes, qui rappellent que Claude Erignac etait « le premier préfet assassiné depuis Jean Moulin »? Ce document, il faut le regarder en face pour prendre la mesure de l'événement. Un juge, pourtant réputé sévère dans l'application stricte du droit à l'image, ne dit pas autre chose: « Claude Erignac est un symbole de l'Etat qui dépasse les droits de la personne. »

· MESON THOM D'INNOCENCE » Nombre d'observateurs affir-

ment que cette décision Erignac n'aurait pas été rendue il y a à peine cinq ans. Toujours l'air du temps. On trouve une autre preuve de ce changement de dimat à travers deux dispositions du projet de loi Guigou visant à « renforcer la présomption d'innocence» qui sera discuté en mars. Ce projet prévoit d'interdire la puation d'images d'un crime ou d'un délit qui « portent atteinte à la dignité de la victime » et d'images qui montreraient une personne « menottée ou entra-

A force de rejeter ainsi les images, ce sont les faits qui risquent d'être niés. Ne plus pouvoir représenter une victime d'un attentat, c'est indirectement gommer la réalité même de l'attentat. Et qu'est-ce qui est le plus choquant, publier le portrait d'un homme menotté ou le fait même de menotter un guide de montagne, déjà accablé par le drame et dont on a peine à croire à la dangerosité? Etrange époque encore qui cherche à entraver celui qui montre plutôt que de s'inter-

roger sur ce que l'image montre, reflète, révèle. Autre exemple. Le photographe Elie Kagan est mort quelques jours avant que s'ouvre à Paris le procès pour « complicité de diffamation » intenté par Maurice Papon contre l'historien Jean-Luc Einaudi. Ce dernier, dans un article publié par Le Monde du 20 mai 1998, écrivait à propos de la manifestation des Algériens de Paris du 17 octobre 1961 : # Il y eut un massacre perpétré par des forces de police agissant sous les ordres de Maurice Papon. » Elie Kagan était un témoin-clé de cette nuit sanglante. Ses documents parient pour lui. Ils sont accablants. Il s'agit de photos violentes qui « portent atteinte à la dignité de la victime ». Maurice Papon les a rejetées : « Je n'y crois pas du tout, c'est du montage. » S'll ne s'agit pas de montage, la défense de l'ancien préfet de police de Paris en serait fragilisée.

REPUTATION DE VOYEURS

Les photographes de presse dérangent parce qu'ils sont les témoins, en première ligne, d'une société qui ne veut plus se regarder en face, et qui préfère, pour conserver sa cohésion, se voir dans le miroir d'images virtuelles. Ces dernières ne cessent de gagner du terrain. Au détriment de documents photographiques, qui

sont les seuls à donner une représentation non pas exacte, le terme est absurde, mais concrète, vivante, du monde. La fracture est en effet béante entre les mots que l'on peut lire, dans la presse ou les livres, sur la violence actuelle - banlieues et lycées au premier chef - et les photos correspondantes qui sont publiées. Que voit-on? Des images factices, ma-nipulées, truquées, aseptisées, stéréotypées, propres à façonner

un monde rassurant et décoratif. Les photographes sont une cible idéale, tant leur réputation est dégradée dans l'opinion : des voyeurs, des charognards qui se font des fortunes sur le dos des gens. La mort de Lady Di et le phénomène des paparazzi n'ont pas arrangé les choses. Des abus ont également été commis par des photographes, agences d'images et journaux, dans une quête du spectaculaire. Mais ceux qui dénoncent les photographes sont les mêmes qui s'enthousiasment devant une photo de Loisneau ou de Carder-Bresson - comme si le temps écoulé entre la prise de vue et la diffusion gommait l'indignation - et qui ne trouvent rien à redire à la publication d'mages sanglantes et insouterables du Kosovo ou du Rwanda.

Michel Guerrin



الم المنوانك

ques » d'Israël

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

Karhin

HANDER OF THE PARTY OF THE PART

100

- RE 12 74 22 2000年度基本 COMMITTEE & 1.000 to an analysis bits - Table 1 77.545 t a a seguido

> 11/2 69 150.35

10 SEC.

(Publicité)

LE MONDE / MARDI 16 FÉVRIER 1999 / 19

LE JURY A TRANCHÉ...

JEAN! JEAN!



de Dupuy & Berbenan.

C'est lem heros, Monsieur Jean qui doit être content.

PARTENAIRE DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA BANDE DESSINÉE D'ANGOULÈME. E.LECLERC (D)



### **ENTREPRISES**

AERONAUTIQUE Le décret de privatisation d'Aerospatiale, qui va permettre la fusion du groupe aéronautique français avec Matra hautes technologies, filiale du groupe privé

Lagardère, a été publié dimanche 14 février au Journal officiel. • APRÈS DE DIFFICILES NEGOCIA-TIONS, l'Etat et le groupe dirigé par Jean-Luc Lagardère sont parvenus à rospatiale et apportera en contre-

un accord sur les modalités du rapprochement. Lagardère, écarté en 1998 de la privatisation de Thomson-CSF, obtiendra 33 % du capital d'Ae-

partie ses activités dans l'industrie de la défense et une soulte de 1 milliard de francs. • EN FONCTION des performances économiques d'Aerospatiale-Matra, Lagardère pourrait

verser encore 1 milliard de francs entre 1999 et 2001. ● ENVIRON 20 % du capital d'Aerospatiale sera mis en Bourse au printemps; la part de l'Etat passera sous la barre des 50 %.

## L'Etat donne le coup d'envoi à la privatisation d'Aerospatiale

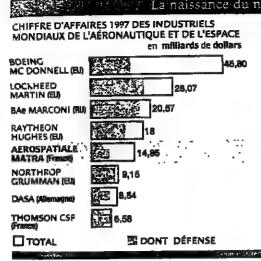
Le groupe public aéronautique va fusionner avec Matra hautes technologies. Cette étape française de la concentration mondiale dans l'industrie de la défense est le prélude à la constitution d'un ensemble européen, notamment en y associant l'allemand DASA

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

EN SIGNANT, samedi 13 février, le décret de privatisation d'Aerospatiale, paru le lendemain au lournal officiel, le premier ministre a donné le coup d'envoi à un processus qui a plusieurs fois paru s'enliser. Le « transfert du secteur public au secteur privé de la majorité du capital de la société Aerospatiale, société nationale industrielle » est annoncé dans le premier article de ce texte. Le second se contente de préciser que Lionel Jospin confle « l'exécution du présent décret » au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn.

Quant aux modalités de cette opération, qui doit reposer sur un rapprochement avec Matra hautes technologies (groupe Lagardère), suivi d'une mise en Bourse du nouveau groupe, elles n'étaient pas encore publiques lundi matin. Les deux industriels semblaient même légèrement surpris de l'initiative du premier ministre, alors que le retard pris par les négociateurs était patent ces dernières semaines. Ni le groupe Lagardère ni Aerospatiale ne s'aventuraient à faire de commentaires.

Il ne restalt plus que quelques détails à régier avant l'annonce des conditions définitives de la privatisation, negociée depuis six mois par le Trésor public, actionnaire à 100 % d'Aerospatiale, et le groupe Lagardère. L'organigramme d'Aerospatiale-Matra, notamment, de-



tements, avant la publication de l'accord, lundi dans la journée, ou

Dès le 22 juillet 1998, le gouvernement avait rendu publics les contours de l'accord vers lequel il fallait tendre: Lagardère, actionnaire de référence d'Aerospatiale privatisée, lui apporterait Matra hautes technologies, sa branche spécialisée dans l'espace et la défense. A l'issue de cet apport, le groupe privé détiendrait entre 30 % et 33 % du nouvel ensemble, l'Etat conservant entre 45 % et 49 %, tandis que 2 % à 3 % seraient entre les mains des salariés, le reste étant mis en Bourse.

Pour le gouvernement, il s'agissait de rattraper le retard français en matière de restructuration de l'industrie d'armement, partie des Etats-Unis il y a plus de cinq ans, et qui touche désormais l'industrie européenne. Après ce regroupement, Aerospatiale-Matra occupera le cinquième rang mondial, tout en détenant des positions de numéro un dans les hélicoptères et les lanceurs commerciaux, et de numéro deux dans l'aviation commerciale, les satellites, les missiles tactiques. Et même dans les

compatriote GEC-Marconi (Le Monde du 20 janvier). Pour le groupe de Jean-Luc Lagardère, qui avait été évincé de la privatisation de Thomson-CSF, première étape de la restructuration nationale, le rapprochement avec Aerospatiale représentait un

(BAe), qui vient de racheter son

avions d'affaires, puisque l'Etat a transféré, à la veille de Noël, les 45,76 % qu'il détenait dans Dassault Aviation à Aerospatiale. En Europe, le français sera le numéro deux derrière British Aerospace

enjeu considérable. Acteur relativement petit mais connu pour avoir

un management dynamique. La- été convenu, depuis déjà plusieurs gardère avait posé ses conditions: ne descendrait pas en-dessous d'une participation de 30 %, et détiendrait les commandes d'Aerospatiale-Matra. Une affirmation plus facile à énoncer qu'à traduire dans les faits: à l'issue des premières évaluations, il hu aurait fallu débourser une soulte de près de 5 milliards de francs pour parvenir

NAJEMENT ÉCHELONNÉ

Cette somme a été contestée, dès le départ, par l'entourage de Jean-Luc Lagardère, laissant entendre que la mariée avait utilisé quelques artifices pour se faire si belle. La soulte sera finalement payable en physicurs fols, à commencer par un premier versement de 1 milliard de francs lors de la fusion. Le montant du complément serait fixé ultérieurement, en fonction des résultats dn nouveau groupe. L'annonce officieuse de pertes pour Aerospatiale, en 1998, est venue à point nommé justifier cette révision du prix à la baisse, dont s'émouvaient, en fin de semaine demière, les syndicalistes d'Aerospatiale.

Ces demiers, dénonçant le « cadeau » au groupe privé, redoutent par ailleurs ce que certains appellent une « lagardisation » du groupe public. D'où les complications de demières minutes concernant la mise au point de l'organisemaines, que Jean-Luc Lagardère serait le président du conseil de surveillance, et que, à ce titre, il serait notamment chargé de négocier la participation du nouveau groupe tion, celle qui doit conduire à l'intégration de l'industrie européenne. Le partage des rôles entre Yves Michot, actuel PDG d'Aerospatiale, et Philippe Camus, cogérant du groupe Lagardère, était encore en question au moment de lancer le processus de privatisation. « Il faut tout de même que ça ressemble à un compromis », commentait un proche du dossier, évoquant la sensibilité des personnels d'Aerospatiale, dont certains sont franchement hostiles à la privatisation.

Control of the Contro

 $(x_{i+1})^2 \sqrt{\log p_{i+1}} = (-1/2) \sqrt{p_{i+1}} = (x_{i+1} - 1/2) \sqrt{p_{i+1}}$ 

The second section of

A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY.

 $(x_1, x_2, \dots, x_{n-1}, x_{n-1}, \dots, x_{n-1}) \in \mathbb{R}^{n \times n}$ 

والمؤة فيالكي بالماما الاحا

المنافقة ووراء الماء

Floor Barry

 $(h_{i_1} \cdots i_{i_k})$ 

يثر وعدد

A. 55.

6-7-

Les difficultés rencontrées dans la négociation, couplées à cette réticence d'une partie des salariés, risquaient de mener le rapprochement Aerospatiale-Matra dans l'impasse. Compte tenu, surtout, d'un calendrier de privatisations serré: après la mise en Bourse d'Air France, qui doit intervenir le 22 février, les privatisations du Crédit lyonnals et d'Aerospatiale doivent avoir lieu avant le mois de juin. Faute de quoi, elles seralent de nouveau reportées de plusieurs mois. Un retard de ce genre aurait risqué de marginaliser définitivement l'industrie française.

Anne-Marie Rocco

### La plus belle victoire industrielle de Jean-Luc Lagardère

Matra, Jean-Luc Lagardère, soixante et onze ans depuis le 10 février, arrache peutêtre la plus belle victoire de ses presque cinquante années de carrière. Victoire ambigué toutefois, car, si elle hisse l'ancien ingénieur de Dassault à la tête de l'aéronautique nationale, elle déclenche aussi le processus de l'inéluctable dilution de Matra, sa société, dans de plus vastes constructions: française aujourd'hui, européenne demain.

Avec 33 % du nouvel ensemble, acquis de haute lutte face aux négociateurs du Trésor, le groupe Lagardère est voué à voir sa part reduite au fil des restructurations. Une situation que le patron assume pleinement, ses lleutenants ayant désormais l'habitude de gérer des ensembles qu'il ne contrôle pas mathématiquement.

Mais Jean-Luc Lagardère en fait à peine mystère : si, un jour, son groupe ne devait plus occuper la même position-clé au sein d'Aerospatiale-Matra, l'actionnaire Lagardère pourrait céder sa participation, et sortir de l'industrie de détense pour miser tout sur la presse et les médias, réunis au sein d'Hachette. C'est le pré carré de son fils Arnaud, trente-sept ans. Dauphin officiel, Il a été nommé, en mars 1998, cogérant du groupe Lagardère, aux côtés de son père et

EN PRENANT la tête d'Aerospatiale- de Philippe Camus. Tourner la page de l'ar- tés qui iul vaut aujourd'hui de se voir son groupe. Après l'ascension spectaculaire Lagardère, peu à peu, élague ses participamement, ce n'est surement pas de gaieté de cœur que Jean-Luc Lagardère s'y résoudrait. S'il est vral que le fils s'intéresse plus au multimédia qu'aux missiles, le père, en revanche, lui a consacré l'essentiel de sa vie : après dix ans passés dans l'entreprise de Marcel Dassault, à sa sortie de Supélec. il est recruté, en 1962, par Marcel Chassagny et Svivain Floirat. Les deux actionnaires de Matra offrent sur un plateau la direction générale de l'entreprise à ce jeune Gascon de trente-cinq ans. La société n'emploie alors qu'un miller de personnes. fabrique des lance-roquettes et des missiles, et travaille sur les premiers programmes spatiaux français.

EUROPÉEN AVANT L'HEURE

Dès son arrivée, Jean-Luc Lagardère se met à parcourir le monde pour chercher des débouchés à l'exportation. Encore inconnu, il persuade l'américalo TRW de le prendre pour partenaire dans les satellites, et fait son entrée sur un marché qui constitue aujourd'hui l'un de ses principaux fonds de commerce. Dans les missiles, il engage, déjà, des coopérations avec Hawker-Siddeley Dynamics, ancêtre de l'actuelle British Acrospace. Européen avant l'heure - une des quali-

confier la conduite des futures négociations d'Aerospatiale-Matra avec ses grands partenaires -, Jean-Luc Lagardère réussit ce qu'il entreprend et cultive ses amitiés politiques. Affichant un solide appétit pour la culture américaine et la technologie. il devient l'homme qui monte dans un paysage industriei français un peu poussiéreux. Les projets s'enchaînent. Il se lance dans l'automobile - l'Espace sera un de ses plus beaux succès - et, pour rendre son groupe populaire, propuise en 1967 des bolides sur le circuit des 24 Heures du Mans. En 1974, Marcel Chassagny lui confie la direction d'Europe 1. En 1977, le patron de Matra convainc Valéry Giscard d'Estaing de financer la fusée européenne Ariane.

A la fin des années 70, Jean-Luc Lagardère est incontournable : micro-informatique, transports, télécoms, équipement automobile, horlogerie, composants elec-troniques, football... Son empire s'étend lusqu'au déraisonnable, au gré de ses inspirations, ou des demandes pressantes des pouvoirs publics. Il salt renvoyer la balle, et, à quelques mois de l'élection présidentielle de 1981, recueille les fruits de sa persévérance : l'occasion lui est offerte de prendre le contrôle de Hachette, belle endormie qui deviendra l'un des joyaux de

vient le temps des échecs... toulours suivis de rebonds retentissants. La nationalisation de Matra, en 1981, le chagrine ? Jean-Luc Lagardère obtient qu'elle ne porte que sur 51 % du capital - comme Dassault - et conserve la présidence de la société. En 1987, alternance aidant, Il joue son coup de maître et devient l'actionnaire de référence de Matra privatisée, alors qu'il en possède seulement quelque 5 % à 6 %. Cinq ans plus tard, il réussira même à donner son nom, Lagardère, à la holding qui contrôle Matra.

SOMTE DE GALÈRE

La ténacité gasconne et la fidélité de son entourage semblent avoir le pouvoir de venir à bout des pires galères. Après avoir rêvé pendant des années d'audiovisuel, Jean-Luc Lagardère croit toucher le del en entrant à La Cing. Un plaisir de courte durée. Début 1992, il se retrouve propriétaire d'une chaîne de télévision en faillite, et la survie même d'Hachette est menacée. C'est face au président du tribunal de commerce qu'il doit imaginer la parade : les bénéfices réalisés dans l'armement vont éponger les pertes du petit écran. Matra et Hachette vont fusionner, mécontentant au passage

les actionnaires. Finie la folie des grandeurs. Le groupe tions. A l'exception de l'automobile, bené ficiaire et chère au cœur du patron, le groupe se recentre sur l'édition et la défense. Mais, à l'heure des restructurations mondiales. Matra, rebaptisé Matra hautes technologies, est trop petit. Il faut impérativement grandir. La privatisation de Thomson-CSF, lancée en 1996, est l'occasion pour Jean-Luc Lagardère de repartir à l'assaut. En vain. L'équipe de Matra est battue par ses rivaux d'Aicatei.

La défaite est amère mais Lagardère se remet aussitôt en selle, persuade le gouvernement que la restructuration de l'industrie de défense française ne peut laisser Matra sur le bord de la route. Aerospatiale, lui promet-on, sera pour lui. C'est maintenant chose faite. Mais le plus dur commence, jean-Luc Lagardère a pour mission de négocier une place au solell pour Aerospatiale-Matra dans une grande société européenne. Matra et l'esprit qui anime ses équipes y survivront-ils? Quelle position l'actionnaire Lagardère pourra-t-il s'assurer? Au siège du groupe, coquet hôtel particulier logé près de l'Etoile, à Paris, le demier pari du patron donne des

### Une logique qui pousse à la constitution de géants sans frontières

APRES Boeing-McDonnell Douglas, apres Lockheed-Martin-Loral, après Raytheon-Hughes Aircraft-Texas Instrument, après Northrop-Grumman, après United Technolo-

ANALYSE. La multiplicité des rôles de l'Etat a retardé le mouvement en France

gles-Sikersky, après Thomson OSP-Alcatel-Dassault electronique. après British aerospace-Marconi Electronic Systems, voici le mariace entre Aerospatiale, déja détenteur de 46 % du capital de Dassault-Aviation, et Matra hautes richnologies. Le monde industriel L'acronautique et de la défense a a costre une nouvelle étape dans en entration de ses activités et 2. 165 movens. Aux Etats-Unis. www.aussi en Europe occidentale. l'Est, le secteur n'y échappe pas. La Russie envisage une fusion

créateur des avions de combat du meme nom. Où s'arrêtera-t-on? Ou bien ne

serait-ce pas plutôt l'amorce d'un mouvement plus large de regroupements avec, à la clé, des alliances industrielles presque hégémoniques de part et d'autre de l'Atlantique? L'absorption de McDonnell

Douglas par Boeing a déclenché, dans le monde, des Meccano industriels, qui ont abouti, sous prétexte de rationalisation et d'économie de gestion, à instaurer ou à consolider des « forteresses » nationales. Au risque de créer des situations de monopole que ne contrôlent plus les gouvernements. Même aux Etats-Unis, où la priorité donnée à la satisfaction des actionnaires inspire la quasi totalité de ces concentrations, on en revient un peu aujourd'hui. Le Pentagone - dispensateur de crédits en hausse et très protectionniste commence a s'emouvoir à la pers-

célèbres Mig, et AVPK Sukhoï, le treprises. Au point que les milltaires americains ne sont plus persuadės que « big is beautiful » tant il est difficile de maitriser certaines fusions - et qu'ils retrouvent, pour des programmes de pointe, les vertus de groupes plus

petits et homogènes. Cela étant, le mouvement est lancé. En France, où la restructuration des industries de défense a été, avec la professionnalisation des forces armées, un acte de foi du chef de l'Etat en février 1996, l'affaire a pris du temps. Du fait de la résistance de la plupart des dirigeants d'entreprises, nationales ou privées, pour des raisons qui tiennent à des rivalités ancestrales tant le milieu vit recroquevillé sur lui-même. Mais aussi parce que l'Etat, en France plus qu'ailleurs, a confondu les casquettes en étant, à la fois, le dispensateur de Credits. l'actionnaire majoritaire (voire exclusif), le donneur d'ordres, l'administration de tutelle, le régulateur et le client. C'est pective de ne plus pouvoir mettre un mélange des fonctions qui entre VPK Mapo, le producteur des en compétition de telles méga-en- complique la situation et que les

partenaires de la France, européens ou nord-américains, critiquent durement ou feignent de mai supporter.

On retrouve ce même état d'esprit quand les gouvernements français, de droite comme de gauche, tentent d'imposer au forceps des alliances ou des synergies à leurs industriels du secteur. L'Etat des opérations de restructuration à mener, alors qu'une telle initiative. dans d'autres pays de développement équivalent, est laissée aux entrepreneurs concernés, même s'il eviste quelques règles du jeu à observer. Plus que d'autres Etats, la France a longtemps affiché le principe selon lequel l'industrie de l'aéronautique et de défense relève de la souveraineté nationale. Elle est apparue comme le pays européen qui s'est attaché, sans doute avec le plus de détermination, à faire respecter, par la Commission de Bruxelles, l'article 223 du traité de Rome, qui soustrait le domaine de la défense à une volonté d'harmo-

L'industrie française du secteur avions militaires et civils, espace, hélicoptères, missiles et électronique de défense, à l'exception des moteurs qui relèvent d'une autre logique - s'est mise avec retard en ordre de bataille. A un moment où les marchés civils entament un cycle de développement plus ralenti et où le commerce des armes marque le pas.

NOUVELLE CONNE

C'est ce qui fait dire que ce mouvement de concentration et de fusion n'est sans doute pas arrivé à terme. Les clients vont devoir s'adapter eux aussi à la nouvelle donne et ouvrir davantage leurs appels d'offres, au motif qu'ils recherchent le meilleur rapport qualité-prix quelle que soit la nationalité du fournisseur. L'industrie américaine, qui s'appuie sur un marché intérieur remunérateur et lyseur, sous réserve que les Etats-Unis, en échange, ne se ferment pas aux produits non américains.

De cette évolution vers des mégagroupes sans frontières, on prendra plusieurs exemples. C'est d'abord British aerospace qui trace la voie, en s'organisant avec Marconi pour répartir son potentiel de travail sur une centaine de sites industriels, dont une quarantaine aux Etats-Unis, en France, en Australie, en Allemagne, en Italie, en Suède et en Arabie saoudite. C'est aussi Dassault-Aviation, oui ne cache pas sa quête d'un partenaire nord-américain pour son Falcon d'affaires supersonique. C'est encore ce projet à trois (Etats-Unis, Allemagne et Italie) d'un bouclier antimissiles. Ce sont enfin ces contacts - discrets - entre Lockheed Martin et Airbus pour une coopération sur l'avion-cargo militaire A-400.

L'ébullition qui agite la « base » industrielle de défense n'est pas achevée. En France, il reste à régler bénéficie d'un fort soutien public l'avenir de deux secteurs protegés déguisé, fait dès lors figure de cata- et lourds de crises sociales : les arsenaux et l'armement terrestre.

Jacques Isnard

Un médiateur pourrait être désigné dans les prochaines heures

tall ont accepté le principe de la nomination

Tout en continuant à se préparer à une grève d'un conciliateur dans le conflit qui porte sur les dure, les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métal-les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métall ont accepté les dirigeants du syndicat allemand KG Metall ont accepté le principe de la métall augmentations de salaires. En cas de nouvel échec, le mouvement pourrait commencer dès le

lurgie donnent le ton dans les atres branches de l'économie allemande.

IG METALL a souffié le chaud et le froid, durant le week-end, dans le bras de fer qui l'oppose au patronat sur les négociations salariales de la métallurgie. Tout en poursuivant les préparatifs d'une grève d'envergure, qui pourrait débuter dès le 1º mars, le syndicat allemand a confirmé son intérêt pour une tentative de médiation. La proposition avait été faite en fin de semaine dernière par les responsables patronaux de Ge-

A l'issue d'une réunion décistve de sa direction, dimanche 14 février, Klaus Zwickel, le président d'IG Metall, a estimé qu'une « médiation de la dernière chance » devrait être menée avant mercredi 17 février minuit, dernier délai. Le nom de Hans-Jochen Vogel, président du Parti social-démocrate de 1987 à 1991 et ancien ministre de la justice du chancelier Helmut Schmidt, circule comme éventuelle personnalité susceptible de concilier, en un minimum de temps, des intérêts

toujours divergents.

EN CAS D'ÉCHEC... Tout en laissant entendre qu'il accepterait cette désignation, Gesamtmetall a voulu prévenir les réserves syndicales sur cette procédure exceptionnelle, en assurant, par la voix de son président Werner Stumpfe, que «la suggestion de faire appel à un médiateur n'est pas une manœuvre tactique,

mais plutôt un premier pas vers un compromis que nous prenons très au sérieux ». Certains syndicalistes cherchent à gagner du temps pour affaiblir la détermination des salariés, Selon M. Zwickel, « les discussions pourraient aboutir si les employeurs (...) acceptent d'abor-

que 3,4 millions de métallurgistes allemands, et joue donc un rôle pilote dans les nécociations en

En cas d'échec de cette ultime ouverture, une escalade du conflit serait inévitable. IG Metall se réserve la possibilité de consulter par référendum les métallurgistes

### Menace sur le pacte pour l'emploi de M. Schröder

La perspective d'une greve inquiète le chancelier allemand, qui craint de voir son projet de pacte pour l'emploi remis en cause par un conflit social d'envergure. Alors que le gouvernement allemand n'intervient pas de contume dans les négociations salariales entre partenaires sociaux, Gerhard Schröder a exhorté les deux parties à parvenir à un règiement à l'amiable. Dans une lettre rendue publique vendredi 12 février, M. Schröder « fait part de son Inquiétude face à l'escalade » du conflit, dont il évoque les « conséquences sur la

Il fait ainsi écho aux menaces des responsables patronaux, qui sont prêts à annuler une deuxième rencontre concernant le pacte pour l'emploi prévue pour le 25 février. Werner Stumpfe, le président de Gesamtmetati, a été clair, dimanche 14 février : « On ne doit pas s'attendre à ce que le 23 février soit le coup d'envoi d'un conflit so-ciai redoutable et que nous nous retrouvions souriants le 25 autour du chanceller pour réfléchir à sortir de l'ornière » causée par le chômage.

der enfin le fond du problème ». mardi 16 février dans le Bade-Wurtemberg, haut lieu de la métallurgie, riche de grands noms de l'industrie automobile, comme Audi et Porsche, et d'un nombre important de petites et moyennes entreprises très dynamiques. La région compte 840 000 des quel-

de chaque Land sur l'opportunité Une réunion pourrait se tenir d'une grève, entre le 22 et 24 février. Là encore, c'est le Bade-Wurtemberg qui pourrait donner le coup d'envoi. « La grève pourrait commencer le lundi suivant [1" mars] », a indiqué Klaus Zwickel. La dernière grève remonte à 1995 dans le Land de Bavière, berceau de BMW et de Slemens.

riales sont interronpues depuis le 11 février dans l'asemble des Länder, les grèves cavertissement se sont succédé d'us différentes entreprises du pæs, mobilisant des centaines de nilliers de salariés. Sous le regzd des autres branches, qui von ensuite adapter leurs revendiczions au résultat obtenu dans cesecteur-clé de l'économie du pay, IG Metall demande pour les meallurgistes allemands une augnentation de 6.5 % pour 1999. Lepatronat propose 2,3 % et enteri conditionner un supplément de 1,5 % au résultat de chaque groue. Le premier syndicat allemand :onsidere touours comme une : provocation . la position du patrinat et refuse possibilité d'amnager des espaces de souplese salarlale au sein des entrepries dans des conventions collectves négociées traditionnellementau niveau des A l'instar du chaceller Schrö-

Alors que les népciations sala-

der, qui craint pour'avenir de son initiative de pacte sour l'emploi, les responsables économiques allemands tentent d'éviter un conflit social dur.Selon Dieter Hundt, le présiden de la Confédération patronale dans un entretien au quotidio Tagesspiegel du 15 février, « qu encourage la grève pèche contre économie alle-

Phlippe Ricard

### Les cheminots sont encore loin des 35 heures

QUELLE EST la durée réelle du travail des cheminots? Dans son édition du 15 février, Le Figaro publie une étude réalisée par l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) sur le sujet. Ce rapport, réalisé à l'initiative de la direction, révèle que la durée du travall serait, dans certains établissements, inférieurs de 25 % à 30 % aux horaires affichés. C'est ainsi que le temps de travail efits » se situait autour de 29,1 heures par semaine en intégrant six jours d'absence pour maladie, sept jours pour activité syndicale et 1,3 jour pour visite médicale.

Ce rapport est rendu public à l'heure même où la direction a engagé les premières réunions bilatérales avec les différentes organisations syndicales ainsi que la première table ronde sur la réduction du temps de travail. Actuellement, la durée annuelle du travall des agents sédentaires assujettis aux 39 heures est officiellement de 1 582 heures pour une amée comportant 52 dimanches et 10 jours fétiés ne tombant pas un dimanche. La durée de travail des autres agents est fixée à 1568 heures pour une année identique et comprend la compensation du temps de travail de nuit qui prend un caractère forfaitaire.

cadres travaillent en moyenne entre 45 et 50 heures par semaine contre moins de 35 heures pour le reste des salariés. Le rapport précise, en outre, que la minoration du temps de travall est souvent la conséquence des nombreux conflits sociaux que connaît l'entreprise qui, au fil des grèves, a installé des usages locaux et autres accords tacites. L'autre révélation faite par l'Anact est celle de la perception du temps de travail pa niers estiment prendre leur service dès qu'ils ont quitté leur domiclie. Or, la gratuité du transport a fait qu'un grand nombre des salariés habitent loin de leur lieu de travail. Deux à trois heures de transport quotidien ne sont pas quelque chose d'extraordinaire...

SECRET DE POLICHINELLE

Les conclusions de l'enquête de l'Anact sont un secret de Polichinelle pour les cheminots mais pour eux seuls. Depuis plusieurs semaines, syndicats et direction en disposaient mais, jusqu'à présent, personne n'a jugé bon s'en servir. Ni les organisations syndicales lors du conflit déclenché par les contrôleurs au mois

Dans son rapport, l'Anact relève que les de décembre, ni la direction ors du même conflit. En revenche, on prêtat à la direction l'intention de révêler les résults de cette enquête en cas d'échec des négcarions sur les 35 heures. Louis Gallois, président de la SNCF, interrogé sur LCI lundi 15 févrie a jugé l'article du Figaro « partiel et partial » rais ne juge pas utile de rendre le rapport public

Alors que l'aide de l'Etat à DF pour passer aux 35 heures a déjà suscité n'mbre de réactions défavorables, la publication de ce rapport l'opinion publique, un accord sir les 35 heures risque de rendre plus diriici à la SNCF. D'entrée de jeu, ladirection de la SNCF, souhaitant un avis posit' des syndicats, n'avait pas hésité à accorder, es le début des négociations, 18 jours supplémentaires de repos, qui s'ajouteralent aux 104 existants pour tous, et 27 jours supplémenuires pour les agents travaillant 1 568 heures ar an. Les personnels roulants devraient bnéficier de 17 jours supplémentaires auxquis pourraient s'ajouter plus tard, suivant cetaines conditions, 10 jours de repos supplémentaires.

François Bostnavaron

# Les juges limitent le recours aux conventions de forfait pour les cadres

L'UN DES PRINCIPAUX effets de la loi sur les 35 heures a paradoxalement été de mettre en évidence que les cadres travaillaient bien plus que 39 heures et qu'il était illusoire de



4.

main, passer aux 35 heures hebdoma-EXPERTISE daires.

penser qu'ils

allaient pou-

votr, du jour

au lende-

Depuis l'été 1998, la plupart des accords de branche ou d'entreprise reconnaissent cette situation. Comme dans la métallurgie, nombre d'entre eux définissent trois types de cadres : les cadres dirigeants, les cadres commerciaux ou qui dirigent des équipes, et les cadres qui, en fait, n'exercent pas d'activité d'encadrement. C'est ainsi que l'accord conclu dans le BTP prévoit que les « personnels d'encadrement assumant une fonction de management élargi » ne sont pas « soumis à un horaire de travail précis » et leur « rémunération forfaitaire est indépendante du nombre d'heures de travail effectif accomplies pendant la période de paie considérée ». A plusieurs reprises, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a laissé entendre que la deuxième loi sur les 35 heures permettrait de calculer le temps de tra-

Pourtant, trois récents arrêts de la chambre sociale de la Cour de cassation remettent en question les « conventions de forfait » telles qu'elles se pratiquent. Dans le premier arrêt (nº 4 907 du 25 novembre 1998), la Cour accepte qu'un cadre recoive une rémunération «forfultaire et sans référence horaire » car, dans cette entreprise spécialisée dans le commerce en gros de céréales, « la forfaitisation n'est pas ici prévue en raison de la pratique régulière dans l'entreprise d'un horaire supérieur à l'horaire légal mais en raison de la nature particulière de l'activité », qui dépend des récoltes. Mais, première précision. « la rémunération forfaitaire n'est licite que pour autant qu'elle permet au salarié de percevoir, au moins, la rémunération à laquelle il peut légalement prétendre, y compris les majorations prépour les heures supplémentaires ; que sa licété suppose donc nécessairement une comparaison entre le forfait convenu et le salaire minimum conventionnel augmenté des heures suppplémen-

CALCUL NÉCESSAIRE Le 20 janvier 1999 (arrêt nº 363),

la Cour de cassation reprend presque mot pour mot cet arrêt: «Le salaire forfaitaire versé au salarié doit être au moins égal à celui au- 39° heure et l'horaire indiqué sur le

vall des cadres en jours et non en quel il pouvait prétendre... » Or, un troisième arrêt (19 janvier 1999, arrêt nº 299) précise que « la seule fixation d'une rémunération forfaitaire, sans que soit déterminé le nombre d'heures supplémentaires inclus dans cette rémunération, ne permet pas de caractériser une conven-

tion de forfait ». Cela signifie qu'une convention de forfait ne dispense nullement l'employeur de calculer le temps de travail du salarié forfaité, contrairement à ce que prévoient de nombreux accords de branche ou d'en-

treprise.

Ainsi, l'accord signé dans la mé-tallurgie le 28 juillet 1998 précise, dans son article 14, que « le contrat de travail peut prévoir que le salarié est libre et indépendant dans l'organisation et la gestion de son temps de travail pour remplir la mission qui lui a été confiée. Le contrat de travail ou son avenant contenant une convention de forfait sans référence horaire doit définir la fonction ou la mission qui justifie l'autonomie dont dispose le salarié pour l'exécution de cette fonction ou de cette mission. Le salarié n'est pas soumis à un horaire de

Rien n'indique que la jurisprudence actuelle de la Cour de cassation permette de telles dispositions. Pour les juges, une convention de forfait permet uniquement de forfaitiser les heures comprises entre la

contrat de travail. .bsolument pas de se dispenser de:alculer les horaires effectués ou le ne pas indiquer d'horaires dan la convention puisque la companison doit être possible avec le salire conventionnel majoré des heres supplémentaires. Peut-on au poins exonérer les employeurs de ette obligation lorsqu'il s'agit de onventions signées avec des cades supérieurs? Contrairement à me idée reçue, rien, dans la jurispadence, ne permet de l'affirmer. Suls les mandataires sociaux peuvnt être exclus

d'une telle obligation

DIFFICILE ÉVALUATION Ces rappels à l'odre de la Cour de cassation out le rérite de rappeler la jurisprudencede la chambre sociale sur le temp de travail des cadres. Ils ne feroit évidernment pas plaisir aux empsyeurs et relanceront le débat sur 1 notion de travail de cette catégrie de salariés. Est-il vraiment réaste de calculer les horaires de travil de cadres qui passent une grand partie de leur temps en voyagesd'affaires à la même aune que celt de salariés sédentaires? Beaucorp en doutent. Le gouvernement v. en tout cas devoir être extrêmenant précis dans sa seconde loi surun sujet qu'il avait préféré ne pasaborder dans la première.

Frédric Lemaitre

### Les indices boursiers rivalisent pour imposer le baromètre européen

De multiples candidats pour deux ou trois élus

LA BOURSE DE PARIS a le CAC 40 ; celle de New York, l'indice Dow Jones; la place japonaise, le Nikkei; mais quel indice deviendra le baromètre des marchés européens? Les candidats se bousculent pour obtenir les faveurs des inves-

Il y a peu de temps encore, les investisseurs s'intéressaient essemiellement aux variations de leur Bourse nationale. Les investissements hors des frontières de chacun des pays de la zone euro étaient modestes. En 1993, les investissements en actions européennes des institutionnels français s'élevaient ainsi à environ 60 milliards de francs (9,15 milliards d'eutos), « l'équivalent de ce que détenait une grande société de gestion britannique comme Mercury ou Prudencial », se souvient Serge Alvarès, responsable des ventes d'actions françaises de la Société générale. Aujourd'hui, avec la mise en place de l'euro, les caisses de retraites, les fonds de pension ou les grands investisseurs comme les assureurs commencent à élargir leur horizon de placement et s'intéressent aux actions européennes car ils ne courent plus aucun risque

UNE LONGUEUR D'AVANCE

Dans la bataffie pour devenir le baromètre de référence de l'Europe boursière, les indices Stoxx semblent avoir pris une longueur d'avance. Lancés en février 1998 par l'américain Dow Jones en partenariat avec les Bourses de Paris, de Francfort et de Zurich, ils remportent déjà les suffrages de nombreuses sociétés de Bourses et de médias, Le Monde ayant d'ailleurs sière, le Di Stoxx, qui retrace l'évolution de 653 valeurs européennes. Mais d'autres espèrent que leur indice se fera une place au soleil.

Historiquement, c'est MSCI, une société détenue par la banque d'affaires américaine Morgan Stanley Dean Witter, qui a été la première à calculer une batterie d'indices retraçant l'évolution des actions du Vieux Continent. Mais, aujourd'hui, elle apparaît en retard par rapport à ses concurrents. Ce n'est que fin janvier qu'elle a annoncé le iancement de deux indices boursiers européens, l'indice MSCI Euro et l'indice MSCI pan-Euro. « Cette société américaine était moins focalisée que d'autres sur l'émergence de la devise unique. Ils n'ont pas pris conscience de la demande », juge un profes-sionnel. Elle souffre également d'un handicap : elle fait payer chèrement l'utilisation de ses indices, dont elle défend jalousement la large diffusion. Mais s'ils sont très peu diffusés dans le grand public, ils bénéficient d'un avantage de taille : leur antériorité. Les données statistiques remontent jusqu'au début des années 70, alors que, chez ses concurrents, l'historique ne commence qu'au milieu des années 80, voire au début de cette dé-

Autre candidat, les Indices Footsie (FTSE), poussés par les Bourses de Londres et d'Amsterdam, n'ont pas, pour le moment, réussi à s'implanter sur le continent. Le choix de privilégier le poids des capitalisations boursières dans le calcul des indices favorise les entreprises bri-

tanniques, ce qui n'est guère du goût des gérants trançais ou allemands. Des sociétés récemment mises sur le marché comme France Télécom ne figurent pas dans ces indices. Du côté du FTSE, on indique que la composition de l'indice obéit à des règles strictes et qu'elles ne peuvent pas être changées sans arrêt. Toutefois, les modalités d'élection d'une valeur deyraient être assouplies rapidement pour permettre notamment aux sociétés récemment introduites en Bourse d'apparaître dans les in-

Le dernier à se lancer dans la bataille est Standard and Poor's. L'agence financière veut, comme Dow Jones, profiter de la célébrité de son indice américain, le S&P 500, pour s'imposer en Europe. Elle mise également sur des règles de calcul originales pour séduire les boursiers et les investisseurs. Standard and Poor's tient compte ainsi du flottant, c'est-à-dire du nombre de titres que l'on peut réellement acheter, pour calculer ses indices. Ceia permet notamment de relativiser l'importance de France Télécom, dont moins de 40 % du capitai est accessible aux investisseurs. Mais il est loin d'être certain que ces arguments techniques suffisent à eux seuls à convaincre.

Chaque indicateur donne un reflet plus ou moins déformé de la réalité boursière. Ainsi l'indice étroit Eurotop ou Eurobioc ne comprend que sept pays alors les autres retracent l'évolution de valeurs appartenant à dix pays différents. Les indices n'accordent pas non plus le même poids aux secteurs économiques, dont ils n'ont pas d'ailleurs toujours la même déion. « L'indice Dow Jones, qui est loin d'être parfait, a réussi à s'imposer. Faut-Il être parfait ou représentatif? », s'interroge M. Alvarès.

Les gérants de sicav ou de Fonds communs de placement (FCP) français semblent, en tout cas, avoir déjà tranché. Ils ont largement adopté les indices D) Stoxx, ce qui donne à ces références une sérieuse longueur d'avance sur ces concurdifficile pour un gérant de prendre le risque de cholsir un indice de référence qui n'est pas choisi par ses confrères. Cela peut le pénaliser », juge Serge Alvares. « Aux Etats-Unis, près de 50 % de

la gestion est indicielle; en Grande-Bretagne, ce chiffre est de 20 %; mais, dans la zone euro, il est beaucoup plus faible », constate Graham Colbourne, directeur des opérations chez FTSE International. Pour le moment, le seul indicateur qui permettrait de départager les prétendants au titre d'indice des Bourses européennes serait de connaître le volume des contrats et d'options négociés sur chacun de ces indicateurs. Mais les observateurs ne disposent pas suffisamment de recul pour analyser ce chiffre délicat à interpréter. Unique certitude à terme, seuls deux ou trois indicateurs devralent prendre le pas sur les autres : un indice étroit qui retrace l'évolution d'un nombre limité de titres, un indice plus large et enfin un indice qui rende compte du parcours des valeurs moyennes.

Joël Morio

### Lourde amende pour le syndicat des pilotes d'American Airlines

ENTAMÉE le 6 février, la grève des pilotes d'American Airlines (AMR) semble avoir trouvé sa conclusion une semaine plus tard, samedi 13 février. Le syndicat des pilotes, Allied Pilots Association, demandait à ce que les 300 navigants de la compagnie régionale Reno Alr, acquise par American Airlines en décembre 1998, soient payés selon la même grille de salaire que leurs homologues d'AMR. Afin de détourner l'interdiction de faire grève, nombre de pilotes s'étaient déclarés en congé ma-

Après la décision du juge Kendall, le 10 février, ordonnant au syndicat d'appeler ses membres à reprendre le travail, le mouvement s'était durci. Les pilotes étaient plus de 2 400 (sur 9 400) à soutenir la grève non officielle, entrainant l'annulation de près de la moitié des vols prévus vendredi 12 février. Le juge a estimé que l'attitude du syndicat était digne de pratiques mafieuses et l'a condamné à verser une avance de 10 millions de dollars (8,85 millions d'euros) en attendant l'audience de mercredi

**通知证明** 4 M. M. Parker. Acres La Bert British British British · 如本本的 The last the same THE PARTY OF **art far**t ente We المنافع الوالد يتحيير المار 新老者 古法 寺 Market of the State of STATE OF THE A SE PURPOS FOR an language of the state of the en Tomberger Andrews Allert Control

MENTAL STATE OF THE STATE OF TH The second second age of the second Andrew Street 京都の事業 として g gag with a manya. Barrel on Barrel paragraphic recommendates of Specifical Section 1999 かりますのでは かれかり المناه والمرافع المنازعة المنازعة Commence of the second Marie of States Marine of marine 1870 " The second second

والمراجع والأباء فتتنفط كوي and regarded on the Anthropia and the second of the

Control Book (1975)

g. Allen Die Communication in  $\sum_{i=1}^{n-1}\frac{1}{i} \frac{\partial \mathcal{L}_{i}}{\partial x_{i}} = - \sum_{i=1}^{n-1}\frac{1}{i} \frac{\partial \mathcal{L}_{i}}{\partial x_{i}} \int_{\mathcal{L}_{i}} \partial x_{i} \int_{\mathcal{L}_{i}} \partial x_{i} dx_{i} dx_{i}$ The Mary Later Street St. 20 Be seed of the day of the seed The state of the s THE PERSON NAMED IN NAME OF THE PARTY The second second Bearing the second of the

The S. H. Commission of the Control The second second the supplied of a least 10 Miles **東京の大学学の大学をはなります。** And the second s Maring Marine St. and Com. St. 34 Maria de la Maria della THE THE WHAT PARTY IS Advis : THE NAME

 $\sum_{i=1}^{n} \frac{1}{i} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{i} \sum_{i$ die - with the same Supplement of the Supplement of Supplement The Control of the Co Francisco de la companya del la companya de la comp a house who is the state of the Bright Street Street Street Street Street Street المراجع المراج The Residence of the Party of t

agriculture of the second The second secon And the second second second second The second secon AND THE PERSON NAMED IN COLUMN The second second second Barrier Commence of the The state of the s

Marie Carlo Carlo part of the same of the Lack to the second S TRANSPORT BOOK TO BE AND SECTION. Grander of and the

TOTAL STREET AND STREET AND STREET AND STREET

A CONTRACTOR OF STREET STATES

Tenned To Tenned Tenned

### COMMUNICATION

## L'Europe entre dans l'ère de la télévision interactive

Après les expériences menées par les groupes audiovisues publics allemand ARD et anglais BBC, ainsi que par les bouquets numériques français, une première génération d'émissions grand public combinant l'ordinateur personnel et le téléviseur est annoncée avant l'été

de notre envoyée spéciale Choisir la tenue vestimentaire, influencer les répliques ou orienter les réactions de l'héroine de votre série télévisée préférée... voilà ce que propose « On-Line Caroline », une fiction télévisée interactive dans laquelle le téléspectateur devient scénariste ou acteur. Dans un premier temps, il faut envoyer des messages électroniques depuis un micro-ordinateur connecté à internet pour se présenter. Ensuite, on peut Jouer avec l'héroine et participer à ses mésaventures quotidiennes depuis son clavier. Chacun, pour peu qu'il alt un accès au site Web de l'émission, peut participer à la construction de l'intrigue.

C'est dans un deuxième temps seulement que l'internaute devient téléspectateur. Désormais face à son écran de télévision, il regarde les images de l'épisode filmé avec une « webcaméra » et écoute le narrateur qui commente l'intrigue telle qu'elle a évolué sur le Web au fil des interventions des uns et des autres téléspectateurs. Cette série, qui se construit entre un ordinateur personnel et un poste de télévision, a été dévelop-

pée par la société anglaise XPT. Il s'agit encore d'une expérimentation, mais les trente épisodes d'une demi-heure chacun devralent être prochainement diffusés sur la chaîne anglaise Channel 4 à un rythme hebdomadaire et à une heure tardive. On-Line Caroline est l'un des programmes televisés interactifs présenté aux 6 800 professionnels venus de cinquante-quatre pays, du 9 au 12 février au Milia (marché du multimédia), à Cannes. Une journée entière a été consacrée aux récents développements de la télévision interactive.

Les producteurs multimédias et de télévision pionniers de l'interactivité audiovisuelle estiment déjà dépassés les conflits de platesformes (câble, satellite, bertzien,

TV ou internt). Contraints d'éla-borer des pridoctions pour tous les types de éception numérique existants - el attendant, comme le prévoit Petr Ohnemus, le pré-sident de lasociété suisse The Fantastic Coporation, le décodeur numérque multi-platesformes gratui intégré au poste de télévision -, is travaillent d'ar-rache-pied, depuis novembre 1998, aux conenus qui sollicitent une participaion active du télé-

« Les émissins qui divertissent le téléspectateuren le faisant participer ont une adience qui augmente

#### Ventes records de téléviseurs en 1!98

1998 a été l'année du décollage des télévisers 16/9 sur le marché français, a indiqué Michel-Bernard Brossrd, le président du Syndicat des industries de matériels audiovinels électroniques (Simavelec), vendredi 12 février. Les ventes è ces appareils au format « cinéma » ont progressé de 60 % en u an, à 300 000 unités. L'ensemble du secteur de l'électronique gand public, qui recouvre le marchés des téléviseurs, magnétosopes, chaines hi-fi et Caméscope, a bénéficié d'une conjoncture avorable, avec une progression de son chiffre d'affaires de 8 %.

« Les ventes de produits électroniques ont atrint 40 milliards de francs (6,1 milliards d'euros) en 1998 contre 37 pilliards en 1997, a précisé M. Brossard. Le secteur a largement binéficié de deux éléments moteurs. Le premier est lié à l'effet Coue du monde, qui a permis la vente record de 4 millions de téléveurs dans l'année (+ 12 %), et le second est dû ou haut niveau de cosommation des mé-

constaté Marjorie Curtis, de 2 Way TV, une filiale de Cable & Wireless, qui teste depuis 1997 des jeux interactifs télévisés fondés sur les connaissances et le sport. L'un des programmes développés par 2 Way TV permet, par exemple, à plusieurs téléspectateurs d'un même foyer qui regardent un match de football de parier, pendant les phases de jeu, sur le nombre de corners ou de se substituer à l'entraîneur en suivant les performances des joueurs qu'ils ont sélectionnés parmi ceux qui évoluent sur le terrain pour

constituer leur propre équipe. Les Français ont dominé en 1997-1998 la première étape de l'interactivité en proposant aux abonnés des bouquets satellitaires des services périphériques aux programmes: sur TPS, par exemple, on peut commander un produit présenté dans une émission de télé-achat, cliquer sur une publicité pour avoir davantage d'informations, suivre les prévisions météorologiques, obtenir un résultat sportif ou consulter une petite annonce. Le modèle français a inspiré les Anglais et les Allemands qui l'ont adapté et poussé plus avant.

La BBC diffuse depuis novembre 1998, sur On-Digital. 700 pages d'informations géné-

ROME

de notre correspondant

Par un communiqué laconique

rales ou sportives couplées à une vidéo petit format. La BBC lancera son premier programme interactif en juin à l'occasion du tournoi de tennis de Wimbledon. Le téléspectateur pourra suivre quatre matches simultanément au format quart d'écran et accéder à des informations statistiques. « Il n'est plus question, et c'est le plus difficile, de juxtaposer des placards de textes qui cachent l'image ou même de les mettre l'un à côté de l'autre sur l'écran », affirme John Holland, responsable de l'interactivité à la BBC.

DEUX NEURES PAR JUUT

En Allemagne, l'ARD, qui coiffe seize chaînes de télévision et cinquante-deux radios, a mis au point un guide de programmes qui permet au téléspectateur de composer sa chaîne personnelle autour d'un mot-clé: « Si vous voyez une image sur la mort de Diana au journal télévisé, vous cliquez dessus et la liste des programmes diffusés ce jour sur ce thème apparaît, vous la mettez dans un signet et vous composez comme ça votre chaîne personnelle », explique Andreas Weiss, de l'ARD. Plus ambitieuse, la chaîne amé-

ricaine publique PBS a testé, fin 1998, auprès de quarante foyers,

Rupert Murdoch est contraint de renoncer à l'Italie

cré à l'architecte Frank Lloyd Wright. Après avoir regardé le portrait télévisé, les téléspectateurs ont visité le musée Guggenheim et la maison Falling Water, en manœuvrant une « webcaméra », via leur télécommande de télévision. Celle-ci était reliée à un PC et connectée à une parabole. Certes, l'équipement est lourd, mais « nous avons offert une expérience complémentaire au téléspectateur », raconte John Hollar, vice-président de PBS Learning

Ventures. Tous estiment que le téléspectateur consacrera aux programmes interactifs en moyenne deux heures par jour, d'ici à cinq ans, contre cinquante-deux minutes par mois actuellement pour un site portail sur le Net. Dans ce contexte, l'Europe devrait occuper une position dominante. Plus de 43 millions de foyers recevront du haut débit en 2003, contre 2,5 millions en 1998. Et la réunion des industries d'Internet, des télécommunications et des médias - des sociétés principalement européennes à ce jour-« pèsera 1 300 milliards de dollars de chiffre d'affaires [1 150 milliards d'euros], soit plus que le secteur de la grande consommation aujourd'hui », affirme M. Ohnemus.

Florence Amaiou

### Reportages trompeurs: TF1 sanctionne, France 3 explique

EXCUSES RAPIDES sur l'écran manche 14 février, à s'expliquer ont propos de filmer eux-TF 1. longues explications de la médiatrice sur France 3 : durant le week-end, les deux chaines ont traité, chacune à sa manière, leurs récentes « bavures » jour-

30 ianvier, nous yous avions signalé pour nous en excuser que certaines arrestations contenues dans le reportage du 5 décembre 1998 étaient reconstituées sans être signalées comme telles. Il s'avère aujourd'hul qu'une scène du même type diffusée le 27 juin 1998. également reconstituée, n'avait pas non plus été signalée. TF 1 a décidé de renforcer encore son contrôle sur l'ensemble des sujets produits à l'extérieur de la chaine », expliqualt, samedi 13 février, un texte diffusé sur l'écran avant le début de l'émission Reportages.

La chaîne savalt alors que, le lendemain, « Arrêt sur images ». le magazine de La Cinquième, montrerait un reportage, diffusé en juin sur la Une et intitulé Les Brigades de l'autoroute, dans lequel les voieurs interpellés sans ménagement n'étaient que des gendarmes déguisés. Ce reportage avait été réalisé par Philippe Buffon, le fournaliste dejà incriminé pour le sujet sur les faux dealers, le 5 décembre 1998.

### SURENCHERE

A la suite de ces révélations. TF1 a décidé de sanctionner Henri Chambon, responsable du magazine « Reportages », contre lequel est engagée une « procédure disciplinaire ». La chaine a rarement fait montre d'une telle sévérité, notamment au moment de la vraie-fausse interview de Fidel Castro, réalisé par Patrick Poivre d'Arvor.

Guére mieux lotie avec son histoire de CRS jouant le rôle de blessés de la montagne, France 3 l'émission « On se dit tout », di-

et menace de licenclement à sur cette anomalie. Pour l'occaslon, Geneviève Guicheney, la médiatrice des programmes des deux chaines publiques, nommée il y a plus de neuf mois, a fait sa promière prestetion à l'égran. Elle avait invité Patrick de Carolis et Patrick Charles, les deux responsables du magazine « Des racines et des alles ». Ceux-ci ont expliqué dans quelles conditions ils avaient accepté les propositions d'une agence de presse pour un sujet sur les dangers de la montagne et dans quelles conditions s'était déroulé le reportage.

> Ils ont notamment raconté comment, lorsqu'il s'est agi de tourner les scènes de sauvetage. les CRS ont refusé, pour des raisons de sécurité, qu'un journaliste monte dans l'hélicoptère et

mêmes ces homents. Dans la vingtaine de assettes qu'ils ont ensuite remisaux journalistes, la majorité des cènes n'étaient pas de vrais sauetages, mais des dans des conlitions réelles, destinés à la fomation des CRS et des autres saveteurs. «Le CRS cameraman lous a assurés que ces images étéent celles de sauvetages réels », sourent les responsables de l'énssion.

Dans sa coriusion, Geneviève Guicheney ; estimé que «la bonne foi des quipes de France 3 avait été abuse »; face au risque que « le specicle prenne le dessus » et de «urenchère », elle a souligné la néessité, pour le service public, ditre « vigitant ».

nancoise Chirot

d'une ligne et demie, Telecom italia a annoncé, samedi 13 février, l'« interruption des népociations » velle société créée par Rupert Murdoch - dont l'objectif était la prise de contrôle de Stream, plate-forme numérique filiale à 100 % de Telecom Italia. Le 26 d€cembre 1998, un accord de principe avait été conclu pour la cession de 80 % des actions de Stream. Le prix de la transaction avait été fixé à 1350 dollars par abonné (1 195 €), dont le nombre

chiffres fournis par la société. A l'époque, il avait été précisé que les négociations continuaient afin que d'autres partenaires italiens et européens participent à

est d'environ 135 000 selon les

ce bouquet numérique qui devait donc devenir le concurrent direct de Telepiù, contrôlée à 90 % par Canal Plus. Il était enfin indiqué que les deux parties avaient l'intention d'acquérir les droits de retransmission des matches du championnat italien sans autre forme de précision alors que Telepiù détient déjà les droits de sept équipes parmi les plus importantes. Le magnat australoaméricain avait clairement manifesté le désir d'acheter les droits des deux divisions, la série A et la série B, pour une durée de six ans et un montant de 4 200 milliards de lires (2 milliards d'euros).

·C'est cette question - capitale pour le succès d'une plate-forme numérique - qui a fait capoter tout le projet. Entre-temps, le gouvernement italien a en effet décidé de limiter à 60 % pour un

seul opérateur les droits de retransmission du caiclo afin de freiner les appétits jugés démesurés de Rupert Murdoch. Prétextant cet obstacle devenu difficilement franchissable, ce demier a essayé de renégocier l'accord intervenu le lendemain de Noël, mais Telecom Italia a refusé catégoriguement. La rupture est désormais consommée après deux mois et demi d'une bagarre à trois bandes contre Canal Plus et les autorités italiennes.

CHASHP LIBRE POUR TELEPIÙ Une fois de plus, Rupert Murdoch échoue dans sa tentative de prendre pied en Europe continentale après les nombreux autres échecs qu'il a eu à subir par le passé (Le Monde du 5 décembre 1998). Il est officiellement précisé que cet échec « n'altère pas l'intérêt pour l'Italie » de News Corp, et qu'il existe encore une possibilité à travers TF1 qui devait prendre 10% du capital de

Dans le jeu des nouvelles ailiances actuellement en cours de négociations en Europe, il n'est pas exclu, comme la rumeur en a couru, que des accords soient intervenus entre Canal Plus et Rupert Murdoch afin de se partager le marché européen. Le lâchage de l'Italie ne serait donc qu'une pièce du nouveau puzzle en train

de se mettre en place. La question est désormais de savoir comment Telecom Italia peut se débarrasser de Stream? Franco Bernabè, le nouvel administrateur délégué de Telecom Italia, a clairement manifesté l'intention de céder la majorité de la chaîne cryptée en raison de ses pertes importantes (700 milliards de lires en cinq années d'existence, soit 350 millions d'euros). Il est urgent de trouver de nouveaux actionnaires ou de fermer la porte, ce qui laisserait le champ

Michel Böle-Richard

### Le fonds de modernisation de la presse est en ordre de marche

de la communication, Catherine Trautmann, a installé, vendredi 12 février à Paris, le comité d'orientation du nouveau Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée (Le Monde du 24 septembre 1998). Le comité comprend six représentants de l'Etat et cinq représentants des différents syndicats de la presse quotidienne et des agences de presse, nommés pour trois ans. Cette composition, selon Mª Trautmann, devrait permettre à cette nouvelle instance de fonctionnet « dans le respect du plura-

La ministre a rappelé que le fonds aura «la possibilité d'intervenir en soutien à des projets de nature industrielle, rédactionnelle ou commerciale, destinés à accroître la productivité des entreprises, mais visant également à favoriser l'amélioration de leur contenu rédactionnel, à accélérer leur diversification vers de nouveaux supports, ou encore à aider i développer de nouveaux modes a distribution ».

Le présiden du comité, Bruno Lasserre, a rppelé trois « principes • de fo ctionnement : « la transparence car il s'agit d'argent public, « l'égélibre entre tous les intérèts en présnae » et la « rapidité » dans le saitement des dossiers. Les dosers seront examinés par le servicé juridique et technique de l'infirmation (SJTI, dépendant du premier ministre). puis soumis au comité d'orientation qui se réunira trois fois par

« Je n'ai pas souhaité qu'une définition purement comptable de la notion d'investissement limite de manière trop stricte le périmètre des projets éligibles », a précisé Catherine Trautmann. Le niveau des aides est destiné à éviter le saupoudrage. Il devrait, seion la mi-

### Une misson de réflexion sur la déontologie

Catherine rautmann a confié à Jean-Marie Charon, chercheur au CNRS et arcien conseiller technique de la ministre, une « mission d'explortion et de réflexion » en vue de la création d'une « ré-férence commune » en matière de déontologie des journalistes. Cette missioi, dont les conclusions devront être rendues avant la mi-avril, visé« à préciser le cadre que pourrait revêtir une concerta-

« Si la muliplication des codes ou chartes déontologiques rédigés à l'initiative de syndicats de journalistes, des fédérations d'éditeurs ou de certaines atreprises doit être appréciée positivement, poursuit le muniqué elle ne permet pas qu'une référence commune soit proposée au public et à l'ensemble des professionnels.

nistre, « générer un réel effet de le-

Le fonds sera alimenté par le produit d'une taxe de 1% sur le hors-média, qui a rapporté 139 millions de francs en 1998 (21 millions d'euros) et doit rapporter environ 200 millions (30 millions d'euros) en 1999. Le fonds financera les projets retenus sous forme d'avances remboursables et de subventions. Le montant total de l'aide ne pourra excéder 40% de l'investissement

presse parisienne (SPP), Yves de Chaisemartin, s'est félicité de la création du fonds, estimant qu'il « fallait inventer un nouveau systeme d'aide structurelle aux entreprises ». Pour sa part, le président du Syndicat de la presse quoti-dienne régionale (SPQR), Jean-Louis Prévost, a souligné qu'il ne fallait pas « contondre le fonds avec les aides directes à la presse, qui sont en constante diminution »

Le président du Syndicat de la

### **BIEN CHOISIR SON BTS OU SON IUT**

Vous trouverez dans ce supplément : ● Le: meilleurs résultats aux BTS et aux DUT dans les principales specialités

Résultats complets sur Minitel : (3615 LEMONDE - 2,23 F-min)

toutes les spécialités, tous les établissements

Un enquête exclusive sur le marché de 'emploi des bac + 2 par secteur

• Quel avenir pour les bac + 2 face à la réforme Allègre ?

Et sur internet : (http://www.lemonde.fr)

100 IUT et 266 formations post-DUT en fiches

Un cahier spécial de le pages à lire mercredi 17 daté jeudi 18 février dans Le Monde



ggar i I .

\*\*\*\*

AND SCHOOL ST PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA 海南流 企业 水下。 and the second White State State - Sept. PERSON WITH CO. gebine in her if Married Town **新 新线线性** 1000 क्षा निर्मा कार्य करावे करावे कि A STATE OF THE PROPERTY OF THE

Early Mark 建筑人类医学员的 计内线管理机 and the same

military and without Same and the State of the State **阅**《原图集》等1800 600 and the state of the state of Borne Company of the State of Stranger St. grande signification See Marketing The second second 

And the second second the section of the March Street Street 

The state of the s  $\sup_{\mathbb{R}^{N}_{+}} \| \mathcal{Q}_{N} - \sup_{\mathbb{R}^{N}_{+}} \chi_{N} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{N}_{+})} + \sup_{\mathbb{R}^{N}_{+}} \chi_{M} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{N}_{+})} + \cdots + \sup_{\mathbb{R}^{N}_{+}} \chi_{M} \|_{L^{2}(\mathbb{R}^{N}_{+})}$ property of the confidence of the contract of A ministration of the second of the second The state of the s Friedrich Transfer Begging with the state of was the form the transfer to المتحارين والمناور والمناور MARKET LA THORSE . Representative and the second of the second with the statement with the same

 $\frac{1}{2} \sum_{i=1}^{n} \frac{p_i(x_i)}{p_i(x_i)} \frac{1}{p_i(x_i)} \sum_{i=1}^{n} \frac{1}{p_i(x_i)} \frac{1}{p_i(x$ graph by the same marks to the con-A series and complete the series of the series of  $\sup_{t \in \mathcal{T}} \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} \left( \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} \right) \leq \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} \left( \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} \right) \leq \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} \left( \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} \right) \leq \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} \left( \frac{1}{|\mathcal{T}_t|} + \frac{1}{|\mathcal{T}_t$ والمراب والمطار المعيضان أأمامكم with the second High parties with the same maker the state of ्रास्त्र म्यूक्टीकी है। त्रिली होते हुन्ति स्टब्स्ट management after the little of the later of the

 $\underset{\overline{\mu} \to \overline{\mu}_{\overline{\mu}}(\underline{\mu})}{\underline{\mu}_{\overline{\mu}}(\underline{\mu})} d\mu_{\overline{\mu}}(\underline{\mu}_{\overline{\mu}}(\underline{\mu}_{\overline{\mu}}),\underline{\mu}) = \underline{\mu}_{\overline{\mu}}(\underline{\mu}_{\overline{\mu}}(\underline{\mu}_{\overline{\mu}}),\underline{\mu}_{\overline{\mu}}(\underline{\mu}_{\overline{\mu}}),\underline{\mu}_{\overline{\mu}}(\underline{\mu}_{\overline{\mu}}))$ Mary and appropriate to the second Televisian Salaman - The Control The spine of the second  $\sum_{i=1}^{n} (g_i g_{i+1}^{(i)} - g_{i+1}^{(i)}) = g_i g_i - g_i$ Mary Landing of the con-Carlotte Company of the Carlotte Company of the Carlot Sept with the market The state of the s ----A WAR The second second

The second second Single - Bistonia विकास सम्बद्धाः स्थानसङ्ग्रहेतः भूगानसङ्ग्रहेताः The second section is a second section in the second Control of the state of the sta

printer should be a sequen

The same of the same

The same of the same of

### **TABLEAU DE BORD**

#### AGENDA

#### MARDI 16 FEVRIER

FRANCE : examen du projet de loi de transposition de la directive européenne sur l'électricité, qui ouvre le marché à la concurrence. La CGT organise le même jour une manifestation.

■ Table ronde entre les syndicats et la direction de Renault sur les

#### MERCREDI 17 FÉVRIER

■ FRANCE: déclaration du gouvernement à l'Assemblée nationale sur l'avenir du secteur bancaire et financier français, suivie d'un débat.

Signature de l'accord sur l'aménagement et la réduction du temps de travail à La Poste par FO, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC. BRUXELLES: publication d'une étude sur « les incidences sur l'emploi → de la suppression du duty free ».

#### JEUDI 18 FEVRIER

ALLEMAGNE: publication du baromètre des affaires de l'institut IFO pour janvier.

FRANCFORT: réunion bimensuelle du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne. EFATS-UNIS: rencontre entre Jacques Chirac, Bill Clinton, James Wolfenshon (Banque mondiale) et Michel Camdessus (FMI).

#### VENDREDI 19 FEVRIER EUROPE : ouverture du marché

européen de l'électricité. FRANCE: publication de l'enquête de l'INSEE sur les investissements dans l'industrie en 1998 et

### SAMEDI ZO FEVRIER

■ ALLEMAGNE : réunion à Bonn des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales des pays du G 7.

### AFFAIRES

### INDUSTRIE

 AEROSPATIALE : le décret de privatisation du groupe aéronautique a été publié dimanche 14 fi officiel. (Lire p. 20.)

GIANFRANCO FERRÉ: l'investisseur italien Franco Mattioli a vendu 49 % de sa participation dans le capital de la maison de couture Glanfranco Ferré à la banque d'affaires

#### Rothschild, selon des révélations de M. Mattioli au magazine américain Women's Wear Daily.

SERVICES : • MICROSOFT: des manifestants de plusieurs pays (Etats-Unis, France et Nouvelle-Zélande) utilisateurs du système d'exploitation Linux devaient demander, lundi

15 février, au numéro un mondial des fabricants de logiciels le remboursement du système d'exploitation Windows, installé automatiquement sur leurs micro-ordinateurs alors qu'ils ne n'utilisent pas.

♠ LA POSTE : le Conseil d'Etat a annulé une directive sur la notation des agents, à la demande de trois d'entre eux, considérant que cette entreprise a « édicté de nouvelles règles qui ne relevaient pas de sa compétence ».

#### FINANCES

• AGF : l'assureur a lancé, vendredi 12 février, un nouveau service, appelé « AGF Santé Conseil », visant à favoriser la maîtrise des dépenses de santé en optique et en dentaire.

■ LLOYDS TSB: affecté par une provision pour convrir des plans de retraite mai vendus, le résultat net de la banque britannique est en hausse de 7% pour 1998, à 2,292 milliards de livres (3,3 milliards €), soit un rendement sur fonds propres de 33 %.

ETATS-UNIS

**ÉTATS-UNI** 

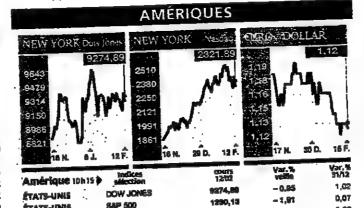
SG PARIBAS: dans la note d'information lançant l'ouverture de l'offre publique d'échange de la Société générale sur Paribas, les deux banques annoncent leurs résultats pour 1998 : le bénéfice global s'élève à 13,6 milliards de francs (2,07 milliards €), traduisant une hausse de 15 % du résultat de la SG à 7 milliards de francs, malgré une perte de 197 millions dans la banque d'investissement, et une progression de 25 % pour Paribas (avant activités cédées), à 6,5 mil-

llards de francs.

# FRANCE TELECOM: Popérateur de télécommunications a annoncé, lundi, un chiffre d'affaires en hausse de 5,2 % en 1998, à 161,7 milliards de francs (24,6 m tiards €). Michel Bon, le président du groupe a estimé, dimanche, dans un entretten à La Croix, que « le pari stratégique qui était de stimuler le marché pour compenser les baisses de tarifs et la perte de la concurrence a bien fonctionné ».

#### **EUROPE** 7.1 (CV) RANCEORT DAKE 5959,70 4840.9 6152 6007 5863 5249 5718

16 N. B J.	15 1.			
Europe 12430	Indices	COURTS 15/02	Var. % 12/02	Var. 3 31 72
	EURO STOXX 50	3374,96	-0,95	C.98
UROPE	ETOXX 50	3345,74	- 6,41	277
UROPE	EURO STOICE 324	297.45	-0,77	= 0,33
UROPE		232.71	- 0,37	1,26
EUROPE	STOXX 653	4035.83	- 0,60	2.35
PARIS	CAC 40 .	1686.69	6,26	- 3,6
PARIS	MIDCAC - SBF 120	2713,02	- 0,65	2,13
PARIS	SSF 250	2544,50	- 0,75	1.7
PARIS	SECOND MARCHE	1890,04	0,08	- 6,5
PARIS	ABY	821,22	- 0,40	- 2,1
AMSTERDAM	BEL 20	3373,17	- 0,47	-4,0
BRUXELLES	DAX 30	4840,63	- 0,98	- 3,2
FRANCFORT	FTSE 100	5859,70	0,18	1,3
LONDRES -	STOCK EXCHANGE	9758,20	0,19	- 2.8
MADRID	MISTEL 30	39737,00	- 0,34	-4.0
MILAN ZURICH	29	6964,40	-0,12	- 2,5



SAO PAULD IMEXICO BUENOS AIRES SANTIAGO CARACAS	CYPILAT GENERAT INCHAT BOITEY BOARSHY	#962,00 238,43 387,28 110,88 4096,12	- 0,42 - 0,06 - 1,08 - 9,77 - 1,81	2,56 - 9,62 43,52 - 14,42
	ASIE - PA	CIFIQUI		
TORYO 15207 - 4838 14469 14099	NIKIGE HONGKO 4054.72 10851 10497 10142 9785	VG H== Srig 9402,39	142 159 195 132	729,10

NASDAD COMPOSITE

THE INDEX

14099 13730 18730 1	9788 9434 9979 15 F. 17 N.	20 D. 16 F.	128 125 17 N. 30 I	167
	Indices sélection	COURT 15/02	Var. 5	Var. 1
Zone Asie 10h15		14054,72	0,55	1,5
TOKYO .	NEIQCEI 225	9402,58	-0,24	-6,4
HONGKONG	HANE SENG	0.00		-2,2
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	89,32	6,40	-2,4
SEOUL .	COMPOSITE INDEX	2577,80	- 0,40	2,2
SYDNEY .	ALL ORDINARIES	24,95	-1,19	-2,8
BANGKOK "	SET :		0.25	9,1
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	2346,80		3,9
BOTANA	N788-40	2147,18	-1,01	0,1

### ÉCONOMIE

### Excédent courant record au Japon

L'EXCÉDENT COURANT japonais a progressé de 38,7 % en 1998, pour atteindre 15 860,8 milliards de yens (122 milliards d'euros), soit son niveau le plus élevé de l'histoire, selon les données provisoires communiquées, hundi 15 février, par le ministère japonais des finances (MoF). Le précédent record avait été établi au titre de l'année calendaire 1993, a précisé le ministère.

La balance des comptes courants recouvre les échanges de marchandises et de services (tourisme, fiet, assurances...), le produit des placements à l'étranger et certains transferts financiers. L'excédent nippon s'explique par les seules performances de son commerce extérieur, qui a dégagé l'an dernier un surplus de 15 993,2 milliards de yens (+ 29,9 % sur l'année précédente). Cette hausse n'est toutefols pas la manifestation d'une économie en bonne santé, blen au contraire: tant les exportations (-1,3 %, à 48 866,6 milliards de yens) que les importations (-11,7%,

32 973,4 milliards de yens) du Japon ont reculé au cours de l'année ■ Le pombre des défaillances d'entreprises au Japon a baissé en janvier pour le troisième mois consécutif, avec 1 003 cas, soit

33,2 % de moins que lors du même mois de 1998, a annonce hadi la société privée d'analyse-crédit Teikoku Databank dans un communiqué. Les faillites sont en recul régulier depuis fin 1998 grâce à la mise en piace par le gouvernement d'un système d'aide à la trésorerie pour ies PME: elies avaient déjà baissé de 4,6 % en novembre et de 26,6 % en décembre.

5.89

-0.81

- 5,48

- 0,68

2321,89

8453.89

■ CHINE: après une légère reprise en décembre, les exportations de la Chine ont recommencé à chuter en janvier, confirmant la tendance amorcée au milieu de 1998 du fait de la crise aslatique, a annoncé lundi la presse officielle. Les ventes de la Chine à l'étranger ont port au même mois de 1998, a indiqué le China Dally.

■ La Chine a corrigé lundi en forte baisse la hausse de la production industrielle pour janvier, affirmant qu'elle n'avait atteint que 8 %, et non 17,9% comme annoncé la semaine demière.

■ La presse officielle chinoise a reconnu dimanche des « exagérations » dans le calcul de la croissance économique de la Chine en 1998, toutes les provinces sauf une ayant annoncé un taux de croissance supérieur ou égal à celui réalisé par l'ensemble du pays.

■ MALAISIE : le premier ministre de Malaisie, Mahathir Mohamad, a affirmé samedi, à l'issue d'un entretien de deux heures avec le président Jacques Chirac, que son pays all'ait bien et avait reussi à « se préserver de la spéculation qui a déstabilisé beaucoup d'autres pays » asiatiques.

■ÉQUATEUR: la banque centrale de l'Equateur a modifié vendredi le système de change de la monnaie nationale, le sucre, la laissant flotter librement face au dollar, ce qui a entraîné une dévaluation de 7 % le même jour.

■ MEXIQUE: le gouvernement mexicain négocierait une nouvelle ligne de crédit auprès du Fonds monétaire international, qui pourrait atteindre la somme de 8 milliards de dollars (7,14 mliliards d'euros), a indiqué dimanche le journal La Jornada.

# IRAN : le taux de change officiel restera gelé durant l'année iranienne 1378 (de mars 1999 à mars 2000), a annoncé samedi le gouverneur de la banque centrale, Mohsen Nourbakhch. Le taux de change est gelé en Iran depuis mai 1995, à 3 000 rials pour 1 dollar.

🗷 G7 : Bonn va proposer lors du G7 finances du 20 février la création d'un conseil comprenant les ministres des finances et les présidents des banques centrales du G7, pour analyser la situation des marchés financiers internationaux, selon un haut responsable du ministère des finances allemand.

■ RUSSIE: le Fonds monétaire international est sur le point d'approuver le plan de réforme des impôts proposé par le gouvernement russe, a déciaré vendredi le directeur des services fiscaux russes, Georgi Boos.

■ ALLEMAGNE : l'Industrie allemande s'attend à une baisse de son chiffre d'affaires à moyen terme, selon une enquête de l'institut de conjoncture de Munich, ifo. publiée dimanche. A peine la moitié des entreprises interrogées par l'institut ont estimé être sur des marchés en croissance contre 55 % fin 1997.

■ Le patron des patrons allemands, Dieter Hundt, a mis en garde le syndicat des métallurgistes, IG Metall, contre les effets négatifs sur la croissance et l'emploi d'une grève dure. « Qui encourage la grève pèche contre l'économie allemande », a déclaré le président de la Confédération patronale (BDA) dans une interview au quotidien Tagesspiegel publiée lundi (lire aussi page 21).

### **VALEUR DU JOUR**

### **BMW** suscite les convoitises

LE NOUVEAU président de BMW, Joachim Milberg, et l'actionnaire de référence, la famille Quandt, qui détient 46 % des titres, ont beau multiplier les déclarations sur la « volonté claire d'être indépendant », la presse allemande et les analystes spécialisés pensent le contraire. Dans son édition du samedi 13 février, le quotidien Die Welt indique que le numéro un mondial de l'automobile, General Motors, s'appréterait à faire une offre « dans les prochains jours ». De son côté, le magazine Der Spiegel avance que Volkswagen étudierait une proposition concurrente. Ces spéculations out soutenu le cours de Bourse de BMW, qui a gagné 20 % depuis le début du mois, à 722 € Pourtant, les dernières statistiques sur les immatriculations en Europe out démontré que, en janvier 1999, les ventes de l'ensemble BMW-Rover ont reculé de 9.5 % par rapport à janvier 1998, pendant que le marché augmentait de 0,2 %. En Europe, BMW contrôle désormais 5 % du marché européen. Le britannique Rover, acquis en 1994, est responsable de la débacle. Ses ventes se sont effondrées et ses pertes se sout creusées (entre 500 et 900 millions € at-

tendus pour 1998). Trois prétendants sont sur les rangs pour acquerir BMW. Ford, qui contrôle 9,9 % du marché automobile européen depuis le rachat de Volvo, est toujours à la recherche d'opportunités de croissance. General Motors (12,7 %

## Action BMW en euros à Francion

du marché européen), serait intéressé par le positionnement de BMW sur les voitures de huxe. Enfin, Volkswagen, leader européen avec 20,1 % du marché, ne peut se permettre de voir ses concurrents contester sa suprématie. Selon le magazine Der Spiegel, Volkswagen aurait concocté une offre combinant un paiement en liquides et une prise de participation croisée. Ainsi, VW prendrait 24,9 % de BMW en echange d'une participation de 24,9 % de BMW dans Audi AG, la filiale de voitures de luxe de VW.

BMW pèse 17,2 milliards € en Bourse (112,8 milliards de francs). Un éventuel rachat serait une opération relativement modique au regard de celle lancée par Daimler sur Chrysler : 32 milliards €.

THE RESIDENCE AND PROPERTY.

Enguérand Renault séance.

### **SUR LES MARCHÉS**

LA BOURSE de New York avait LUNDI 15 FÉVRIER, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris s'inscrivait en baisse de 0,71%, à 4 031,33 points en fin de matinée. Il avait ouvert en repli de 0,76 %. Vendredi 12 février, l'indice de la Bourse de Paris avait déjà abandon-(-3,48 %), à 2 321,94 points. né 0,29 % à 4 060,36 points malgré Les marchés financiers avaient une ouverture en forte hausse. Pru-

FRANCFORT

la Bourse de New York.

WELLINGTON

L'INDICE DAX 30 a débuté la séance du lundi 15 février sur une baisse de 1,34 %, à 4 831,27 points. Le marché a réagi avec retard à la baisse de Wali Street, vendredi 12 février. Ce jour-là, l'indice Dax avait terminé la séance sur un gain de 0,56 %, à 4 896,74 points.

dents, les investisseurs avaient cal-

qué leur attitude sur l'évolution de

### LONDRES

L'INDICE FT 100 a progressé de 1,06 %, à 5 950,70 points, vendredi 12 février. La Bourse britannique a été soutenue par la forte hausse des valeurs bancaires qui ont publié des résultats annuels meilleurs que pré-

### токуо

L'INDICE NIKKEI a terminé la séance du lundi 15 février sur une hausse de 0,58 %, à 14 054,72 points. Les investisseurs ont bien accueilli la baisse du taux de l'argent au jour le jour annoncée vendredi 12 février par la Banque du Japon après la clôture de la

### NEW YORK

terminé la séance du vendredi 12 février en baisse. L'indice Dow Jones des principales valeurs avait perdu 88,57 points (-0,95 %), à 9 274,88 points, et l'indice du Nasdaq avait chuté de 83,61 points

ignoré le résultat du vote d'acquittement du président Bill Clinton au Sénat américaln. Une nouvelle fois, un important mouvement de ventes des valeurs

de la haute technologie et de l'internet avait prévalu et pesé sur l'ensemble du marché des actions, avec notamment un plongeon du fabricant d'ordinateurs Dell après un avis négatif du courtier Salomon Smith Barney.

### MONNAIES

L'EURO restait faible, lundi matin 15 février, face au billet vert. Il cotait 1,1275 dollar. Le yen, en revanche, faisait preuve de fermeté, à 114,06 yens pour un dollar.

LES MARCHÉS obligataires européens ont ouvert en nette baisse, lundi 15 février. Après une demiheure de transactions, le contrat notionnel du Matif perdait 38 centièmes, à 111,31 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 3,98 %. Vendredi, les emprunts d'Etat américain avaient terminé la séance en très net recul, le taux du titre à 30 ans remontant à 5,43 %.

### Taux de change fixe zone €uro

iro contre 🕨	Taux	contre franc	THE
	6 F4067	FURO	. 0,15240
ANC	4 00000	DEUTSCHEMARK	, 3,35384
UTSCHEMARK	1,95564	LIRE ITAL (1000)	3.3877
DE ITALIENNE (1000).	1,53527	LIRE LIAL LIBOUT MESS	9 04776
SETA 25PAG. (100)	1,88396	PESETA ESPAG. (1001	- 010-020-01
OF IN ESTABLISHED	9.00483	ESPENS PORT. (100)	3,2717
CUDO PORT. (100)	4 4570	ACCUSED AND AUTOMOTION	4,76/0
HILLING AUTR (10).	. 1,37803	PUNT IRLANDAYSE	B.3289
INTERIOR AND ASSESSED	. 0,78750	PUNT IKLIGADADADE	0.0798
ORIN NÉERLANDAIS	9.20371	FLORIN NEERLANDA!	2 49100
ORIN NEEKDARDA	4 02208	BEAMC RELGE (10)	. 1,6250
ANC BELGE (10)	. 15,00000	MARKKA FINLAND,	1,1032
ADYKA KINLAND	. 5.945/1	MANAGE PINDOWS	

	Euro contre 🕨	12/02
45	COURONNE DANOISE	7,4347
-05	COUR NORVEGIENNE	8,6075
774	COUR SUPPOISE	8,9304
230	COURONNE TCHÈQUE	37,860
190	DOLLAR AUSTRALIEN.	1,7469
703	DOLLAR CANADIEN	1,6752
894	DOLLAR NEC-ZELAND	2,0560
660	DRACHME GRECQUE.	121,90
	FLORINT HONGPOIS	249,32
507	ZLOTY POLOCIAIS	4,230
324	22011102010	

Hors zone €uro

### Cours de change croisés

Allesárát (%)

DOLLAR	114,66000 0,88814 5,82590 0,91308 1,41778	COURTS YEN(100) 0,87214 0,77469 5,08115 0,53465 1,23560	4URO 1,12595 129,10000  5,55967 0,69045 1,59650	PRANC 0,17165 19,68500 0,15246 0,10525 0,24336	1,63110 156,96000 1,44835 9,50085	0.70534 80,87500 0.62645 4.10645 0.43240
		_				

Taux Cl	Dfere	בנ ( ייי	r			alakama.	demiler	premier
	Taux	Taux	Taux	Taxor 30 ans	Cours 12 h 30	Volume 15/02	prix	prix
FRANCE	7 mux J. I 3,06	5 mois 2,81	3,93	4,78 4,78	Motionnel 5,5 MARS 99	18470	111.02	111.45
ALLEMAGNE GDE-BRETAG.	2,13 5,65	3,12 5,18 3,02	4,50	4,39	Euribor 3 mols	1496	96,95	96,95
JAPON	0,18		2,12					
ETATS-UNIS	4,66 0,81	4,82 1,13	5,01 2,51 3,92	5,89 3,86 4,60	Pétrole			
PAYS-BAS	3,05	3,05	3,34	4,00	En dollars )	•	12/02	Var. 1 velik
Matièr	es pr	emiè			BRENT (LONDR WTI (NEW YORK LIGHT SWEET O	O	10,10 11,89 11,90	6,3 - 5,1
En dollars	•	Cor. 12/		Var. %	TICH! SWEET		-	
MÉTAUX (LO CUIVRE 3 MOI	NDRES	)	\$ <u> </u> 82	TONNE - 0,34 - 0,25	Or			Var

Matti

Matières prem	nières .		WTI (NEW YORK)	11,89	6,34 - 6,17
EN dollars  MÉTAUX (LONDRES)  ALUMINIUM 3 MOIS  ALUMINIUM 3 MOIS  PLOMB 3 MOIS  ETAIN 3 MOIS  NICKEL 3 MOIS  MÉTAUX (NEW YORK)  ARGENT A TERME  PLATINE A TERME  GRAINES DENRÈES  BLÉ (CHICAGO)  MAIS (CHICAGO)  MAIS (CHICAGO)  SOJA TOURTEAU (CHG.)	Cours 1202 \$/1 1482 \$/1 1212 518 5185 1030 4610 \$.5.71 77871,57 \$/80 257,5 215	/ar. % veille (ONNE - 0.34 - 0.25 0.39 - 0.55 5/ONCE 2,15 1,19 15SEAU - 2 - 6,46 - 0.99 /TONNE	OT  En Euros  OR FIN KILO BARRE ONC D'OR (LO) \$ PIÈCE FRANCE 20 F PIÈCE SUISSE 20 F PIÈCE UNION LAT. 20 F. PIÈCE 10 DOLLARS US PIÈCE 30 PESOS MEX	Court 12/02 8250 2877 80 49,10 270 457,53 305,75	- 0,17 Var % 11,02 + 1,77 + 2,46 + 2,67 + 1,189 - + 0,49
SOFTS CACAO (NEW YORK) CAFÉ (LONDRES) SUCRE BLANC (PARIS)	1256 1781 235	=1,34 	Cotations, graphiques réel sur le site Web du www.lemonde.fr/b	# ISIONME	n temps v,

£ 120000

The second of th

### VALEURS EUROPÉENNES

L'action de la banque italienne
Banca Intesa a progressé de
2.67 % à Milan, vendredi 12 février,
à la suite d'une rumeur selon laquelle la banque pourrait prendre

une posticipation desa la capital

Aiguste 1 Print 18 du capital une participation dans le capital du Crédit lyonnais.

• Le titre allemand Viag a gagné 1,04 % à Francfort, vendredi. Le groupe de services aux collectivites a publié un résultat opération pour 1998 en hausse de 10,3 %.

L'action Adidas a gagné 3,11 %, vendredi 12 février. Le titre est toujours très entouré, bénéticiant de

recommandations positives de plusieurs sociétés de Bourse.

• Le titre de British Airways a terminé la séance du vendredi

Airways a pris 1 % du capital.

• Le titre DaimierChrysler est resté stable, vendredi 12 février, à Francfort. Une étude publiée par le quotidien Handelsblatt vient de démontrer que les investisseurs américains ont réduit leur participa-tion au capital du nouvel ensemble de 44 % à 33 % depuis la fusion.

• L'action BMW a gagné 3,51 %, vendredi 12 février, soutenue par

les rumeurs d'acquisition de la part de General Motors, Ford ou Volkswagen.

5/02 12 h 32 🏲	pays	SU GRIGH	veilla
AUTOMOBIL	Ę 🦸		. · · ·
STOLLY STOR	8E	85,05	- 0.43
USF ACG	BE .	, <b>20,</b> 0	
WW	DE o	784	+1,52
ONTINENTAL AG	DE +	26,5	-2.11
aimlerchry5ler	DE +	82,8	- 1,49
AT	IT 4	2,83	<b>- 0,35</b>
AT PRIV.	IT۹	1,46	
USINAL AM	FA *	165	
ICAS VARITY	GB	4,03	
agneti Marelli	IT *	1,25	- 1,49
ICHEUN-B- IRM	FR »	40,33	+2,10
LUCEOT/RM	FB 4	128,4	-0,47
RELLI	H *	2,88	-1,48
ENAULT	FH *	44,7	+0,45
OMMER ALLIBER!	FA •	26	+0,84
ALEO /RM	FRv	76	- 3,65
OLKSWAGEN	DE +	65,5	+0,77
DLVO +	36	24,07	
OLVO -B-	SE	24,63	
DI ESTONA AUTO	Λ	283 96	= 3.162

CHIMILE			
AGA-A-	SE	11,76	-0.94
AGA -B-	SE	11.65	-0.95
AIR LIQUIDE /RM	FR .	136	+0,29
AKZO NOBEL	ML .		****
BASE AG	DE~	30,6	
BAYER AG	DE+	31	+0,32
BOC GROUP PLC		12,40	-1,72
CIBA SPEC CHEM!	CH	86,41	-0,32
CLARUNT N	CH	460,23	-0,14
DYNO INDUSTRIER	OH.	13,71	+0,43
EMS-CHEM HOLD A	CH	4895,20	-0,45
HENKEL KGAAVZ .	DE+	70,2	-2,23
HOECHST AG	DE+	39,2	-0,76
ICI . ·	4	7,84	
KEMBRA	Flé	5,8	-4,07
LAPORTII .	98	8,80	
LENZING AG	AT+	54,2	-2.52
PERSTORP	, <b>s</b> e		-1,20
SNIA BFD	<u>11 + </u>	1,34	
SOLWAY	BE.	92,58	-0,48
TESSENDERLO CHE	#E+	47,5	+ 6,11
UCB :	BE+		****
► DIE STUAX CHILII	1.	280,52	0.77
			_
CONGLOMÉ	RATS		1 5
AKER RGI -A-	NO	10,22	-3,30
CGIP /RM	PR+	48	+0,29
CIR	IT :	0,07	
CHETEREN SA	. BR+	444,1	-2,18
GAZ ET BALK/RM	PR »	40,5	- 0,37
GBL .	. BE >	189,1	<b>90,06</b>
GENL ELECTR CO	GB.	7,47	
GEVAERT	BR »	96,5	+1,22
HACEMEVER NO	NIL -	30.9	

				CONGLOMÉR	ATS		
BANQUES	N-8 (4)			AKER RGI -A-	NO	10.22	-3.20
DHITOULD				CGIP /RM	PR a	48	+0.29
AUDIEY WATTERNA	GB	17,68	-2	CIR	II +	0.07	
ABN AMRO HOLDIN	NL -	18,2	- 1,09		BE-	444.1	-2.18
ALLIED IRISH BA	GB.	15,83	-1,08	GAZ ET BAUX/RM	PR »	40,5	- 0.37
ALPHA CREDIT BA	GR .	110,87			8E2	189.1	0.06
ARGENTARIA RS	ES •	22,25	+0,04	GENL ELECTR CO	GB.	7.47	+1.77
B PINTO MAYOR R	PT +	18,65	1100	CEVAERT	BB。	86,5	+1.22
BANCO ESSI R	PT-	10,79		HAGEMEYER NV	MLv	30.9	
BANK AUSTRIA AG	AT +	43,8	+ 7,38	INCHCAPE PLC	88	2.14	+2.07
BANK OF IRELAND	05	18,65	****	INVESTOR -A-	88	37.18	1000
Bank of Piraeus	SA	41,83		INVESTOR -B-	6E	37,90	+0.15
BANKINTER	E8 +	33,26	+0,76	KVAERNER -A-	HO	19	-1,80
BARCLAYS PLC	GB	22,52	+2,77	KVAERNER -B.	WG.	15,46	-3.82
BAYR.HYPO-U,YER	DE =	86,8	-3,29	LVMH / RM	FR •	206.6	-0.19
BCA FIDEURAM	IT e	5,34	- 2,02	MYTLUNEOS HOLD	GR.	18,88	1100
<b>SCA INTESA</b>	<b>17 +</b>	4,88	+1,74	NOPSK HYDRO	90	32.88	+ 0.35
BCA ROMA	17 *	1,70	+ 3,20	OERLIKON-BLIEHRL	CH	110.84	+0.42
BCO BILBAG VIZC	<b>I</b> Ş -	13,00	+ 1,63	ORKLA -A-	NO	13.18	+0.89
BCO CENTRAL HIS	ES -	10,18	+ 0,59	ORKLA -B-	160	11.15	+1,05
BCO POPULAR ESP	E9 •	80,9	+1,33		PT •	36,78	
<b>BCO SANTANDER</b>	ES a	17,02	+1,81	SONAE INVESTIME VIBIA AG	DE •	49.3	- 0,29
BCP REG	PY	27,29	-1-14	AMOUNT.	NG.	46	- 4/60
BNP/RM	FR 4	78,48					
CCF /RM	FR 4	77,7	+ 4.30	TÉLÉCOMMU	MICHA	HOME	
CHRISTIANIA BK	NO	3,81	-0,32 -1,06	) EFEC CIMIAN		10.15	
COMIT	If »	5,64	-	BRITISH TELECOM	GB	15,17	+ 1,94
COMMUSEANK OF GR	GR DE •	111,21	-0.78	CABLE & WRELES	90	11,71	-2,86
COMMERZBANK			-0.75	DELITSCHE TELEKO	DE :	36	-1,04
DEN DANSKE BA	DK.	113,06	- 0,20 - 0,66	EUROPOUTAN HLD	36	96,75	-1,26
DEN NORSKI BANK	HO	40,4	- 1.17	FRANCE TELECOM	FR =	78,3	-2,13
DEUTSCHE BANK A	DE ·	149		HELLENIC TELE (	GR	25,47	
DENIA CC		136	- 1.09	KONINKLIKE KPN	NL a	44,85	+2,53
DEXIA FCE RM	RR: DE:	33.2	- 2,06	PORTUGAL TELECO	PT ·	45,2	
DRESONER BY AG		75.20		SWISSCOM N	CHI	365,18	-0.35
ERICO BANK	AT -		- 91.41	TELE DANMARK	DK	104,95	-3,16
FIRST AUSTRIAN		22.61	+ 2,29	TELECEL	PT =	173	
POEREMINGS58 A	BE	2.77	- 1.95	TELECOM TTALIA	Пэ	8,2	- 2,15
FORUS BK	NO		-1.50	TELECOM ITALIA	IT :	5.5	-0.18
HALIFAX	GB SD	10,66	-0.25	TELEPONICA	- 22 -	40,13	-1,04
HSBC HOLDS	48			TIM	IT >	5,58	+0,54
1MI	17+	53.81	1111	VOCAFONE GROUP	GE	16,11	-0.62
IONIAN BX REGS	ΦĦ		0.40	► DIE STOXX TOOM	P	545,53	-1.25
TYSKE BANK REG	DK	77,34	-0.69				
KAPITAL HOLDING	DK	41,37	- 3,60	A 44 (6 4 to ) (1 4 to )	CAL		
KBC SANCASSURAN	89 •	70,25	+ 9.57	CONSTRUCT	0.10		<b>S</b>
LLOYDS TSS	GE	12,59	+2,11	AALBORG PORTLAN	DK	16.81	- 3.85
MERITA	F) =	6,4	-2	ACCIONA	E6+	55,6	-0,09
NAT BANK GREECE	GR .	68,78	0.00	ACESA REG	ES-	12,57	-0.54
NATIONS	FFI +	63,85	-2,80	AKTOR SA	GR	14.76	
NATI, WESTM BK	48	17,96	+ 5,14	ASNO OY	F) •	13,45	- 0.37
NORDBANKEN HOLD	\$8	5,65	-0,98	ALIMAR	ES *	21,5	-0.46
OBERBANK	AT.	81,4	+ 0,24	ALITOSTRADE	11.	7,38	+1,94
ROLD BANCA 1473	Πr	22.75	- 1.00			-,	

FORUS BK	MG	0,77	- 1,89	TELECOM ITALIA	IT *	5,5	-0,18
HALDFA'S	GB	10,66	- 1,60	TELEFONICA	-88-	40,12	-1,04
HSBC HOLDS	48	22,44	-0,25	TIM	17 .	5,58	+ 0,54
1MI	17.0	2000		VOCIAFONE GROUP	Q.B		-0,62
IONIAN BX REGS	Q'R	85,81				16,11	
TYSKE BANK REG	DK.	77,34	-0.69	► DI E STOXX TCOM	17	645,98	- 1.25
KAPITAL HOLDING	DK	45,37	- 3,60				_
		70,25	+ 9,57	A MALE THAT COME	CALL		
KBC SANCASSURAN	89 -			CONSTRUCT	O.O.		
LLOYDS TS8	ĢB	12,49	+2,11	AALBORG PORTLAN	DK	10.81	- 3.85
MERITA	<b>F)</b> =	E,4	-2		EE+		-0,09
NAT BANK GREECE	GR	68,78		ACCIONA		55,6	
MATERIS	FFI •	63,85	-2.80	AÇESA REG	£8 -	12,57	-0,54
NATI, WESTM BK	46	17,86	+5,14	AKTOK SA	GR	14,76	
NORDBANKEN HOLD	ŠI	5,85	-0.90	ASNO OY	FI •	13,45	- 6,37
	ATP			ALIMAR	ES *	21,8	-0,46
OBERBANK		01,4	+ 0,24	ALITOSTRADE	Π·	7,38	+1,94
ROLD BANCA 1473	ΠP	22,75	- 1,09		ır.	4,88	+1,74
ROYAL BK SCOTL	GB	17,56	+2,02	BCA INTESA			T 1,13
S-E-BANKEN -A-	\$E	9,46	+1,20	BICC PLE	¢6	1,21	****
SPAREBANKEN NOR	NL .	183		Bilfincer & Ber	DE +	17,2	+0,53
STE GENERAL-AV	FR -	146.8	+2,62	BLUE CIRCLE IND	GB.	4,70	+1,22
SV HANDEK -A-	SE	33,76		BOUYGUS /RM	R.	226,6	-1,96
			-0.17	BPB.	G.	1,28	+ 0,86
U85 N	CH	279.06	-0.87	CARADON	GB	2,10	
UNICREDITO ITAL	FT =	4,86	- 0,44			98	- 1,16
UNIDANSAARK 🛧	ÞК	66,67	- 1.29	CBR	BE.	_	
XIOSBANK	GR	52		CHARTER	66	5,13	-0,56
DIESTOXX SANK		260.04	-0.15	CIMPOR SGPS R	PTA	25,3	***
- 5, 55				COLAS /RM	FR -	180	-2,70
				CRIH PLC	GB	16.26	+0.54
		40 Y 20 11		CRISTALERIA ESP	ES.	\$1,75	+0,68
PRODUITS D	E.BAS	E :=		DRAGADOS CONSTR	ES.	36	+0.57
4.0		- ATE-1851		FOM CON CONTRAT	22	57,96	-0,26
ACERINOX REG	E\$ -		-004		FR .		+ 1,61
ALUMINIUM GREEC	GR	81,97	** *	GROUPE CTM		91,3	
ARIO WIGGINS AP	GE	1,78	- 2,38	MEI DELBERGER ZE	DE .	\$7,1	+1,06
ASSIDOMAEN AB	SE	15,66	+ 1,46	HELLTECHNODOLR	GR	11,18	** *
AVESTA	SE	3,10	- 1.77	HERACLES CENT. R	GR	23,61	
BEKAERT	9£ -	297,8	+0.68	HOCHTIEF ESSEN	DE .	29,3	+1,07
	GS	4,45		HOLDERBANK FINA	CH	232,62	
BILTON			+ 1,65	HOLDERBANK FINA	CH	944,72	-0.20
BOEHLER-UDDEHOL	AT «	40,3	+ 1,23	IMETAL RM	FR =	104	- 0,76
BRITISH STEEL	GE	1,84	- Q.78				
BUHRMANN NY	NL .	17,1	+ 0.59	ITALCEMENTI	11 -	9,2	+1.77
BUNZL PLC	GB	3,43	+0,42	ITALCEMENTI RNC	11.=	4,00	-0,49
CART.BURGO	IT =	5,36	-1.65	LAFARGE RM	FFR <b>*</b>	81,2	-2,46
DEGUSSA-HUB.5	05 -	33,6	+ 2.44	MICHANIKI REC.	GR	8,14	
ELKEM ASA, OSLO	NO	12,85	+0.46	PARTEK	Fi+	7,85	+0,66
ELVAL	GR	11,80		PHILIPP HOLZMAN	BE.	174.2	-0.24
INPARSA	P7 -	19,81	****	PILKINGTON PLC	GB	0,95	+3,03
JOHNSON MATTHEY	GB	8,35	+0.23	POTACUA -B-	DK	16,81	-7,41
MAYR-MELINHOF RA	AT .	41,7	- 1.60	RMC GROUP PLC	C3	10,51	-2.13
METSAE-SERLA A	76 A	6,75	****	RUGBY GRP	GB	1,36	
MODO B FR	SE	23.51	+ 0.96	SAINT GOBAIN /R	FR -	129,8	-1,55
	110	28.95	-0.85	SEMAPA	PT .	14,58	
NORSKE SKOCIND			- 9.63	SKANSKA -B-			-
OUTORUMPU (JY -A	fi -	8,21	-2,84		SE	25,93	
PECHINEY-A-	FR +	31,5	- 1,41	SUPERFO'S	DIK	13,45	
PORTUCEL INDUST	PT •	6,30	****	TARMAC	35	1,62	+1.82
RAUTARUUKIO K	Ft •	5,65	+0.71	TAYLOR WOODDROW	GB	2,44	+0,60
NO TINTO	GB .	11,85	-1.20	TECHNIP IRM	FR ·	75,25	+ 3.37
			- 120	TITAN CEMENT RE	GR		7 3,31
SIDENOR	GĦ	22,31				73	
SILVER & BARYTE	GR	33,24		UNICEM	1T-	8,1	- 1,83
SMURFIT JEFFERS	GB	1,09	-0.85	URALITA SA	€S.	3.05	-0.5E
SONAE INDUSTRIA	7î •	12,04	_	VALENCIANA CEM	ES .	11,5	-0.17
SOPORCEL					AT .	175.25	-6.23
	Pī -	11,23	+1,08	WIENERB BALISTOF			
SSAB SW ST A FR	SE	9,86	-1,12	WILLIAMS	GB	5,10	+0,86
STORA ENSO -A-	F) •	8,1	+1.25	D) E STOXX CNST !	?	182,58	- 0,64
STORA ENSO -R-	Fi •	8.26	- 0.48				
SVENSKA CELLULO	SE	19,32	- 0.58			202	
THYSSEN				CONSOMMA	TION	CACITO	JUE
	DE -	170	- 0,06				
trelleborg 5	\$E	2,62		ACCOR /PM	FR-	213,3	-1,11
	8E +	32,65	- 1,95	ADIDAS-SALOMON	DEx	87,5	-2.23
UPM-KYMMENE COR	FI •	23,8	-0.42	AMER GROUP A	A.		-3,12
USINOR	FR -		-,				
		12,1	para	AUSTRIAN AIRLIN	• TA		- 1,35
VXOHALCO	GR	29,32	****	BANG & QLUFSEN	ÐK	81,50	-0.34
VOEST-ALPINE ST	AT.	25	-2,15	BARRATT DEV PLC	QS	3,90	-0.37
▶ D! E STOXX BASI P		150.72	- 0.53	BEAZER GROUP	GB		-2.17
					_		

		VALLEHERMOSD	E8 e				1,79
ž FÉV.	18 ÂOUT	15 FÉV.	Ĥ	ĥ	ĵ	Ŷ	Ĺ
212	・17 上皮量		星	-		Į.	#
720	1		•	277	281	1	ı
25 Jan	<b>W</b>	M.W	-	7,38	1,10		14
		A PARTY	7	m	0	61	282,71
315	<b>۸/</b> ^\.	A.a.	279,32			263,86	7
		282,71				98	_
STOXX 653		eur un an	Щ		ii.	14.	are.
2002011:53					sur i	5 5	100

	Π÷	1.48		VALLEHERMOSD	ES o	11,26 +1,78
BENETTON GROUP	GE .		1.19	WOOLWICH PLC	06	4,97 +1,47
BERKELEY GROUP	_	-,	0.25	DIESTONA FINS D		144.75 - 0.11
ERITISH AIRYAYS	œ		2.83			
BRYANT GROUP PL	GB	-9	2,65 0.68			
CHARGEURS RM	7R +	_	1,16	ALIMENTATI	ON ET	BOISSON
CLUB MED /RM	FR~		2.76		_	
COATS VIYELLA	GB		2.79 0.70	ALLIED DOMECO	GB	8,58 -0,22
COMPASS GRP	68		1,20	ASSOCIATE BRIT	GB.	7,20 -1,18
COURTAULDS TEXT	GB	18.95	1,00	22AS	GB	11,62 +0,50
OT.LUFTHANSA N	DE+		0.36	BEAC OF ERAU-FE	AT-	41,82 -2,08
ELECTROLLIX - B-	SE	409	0.97	BONGRAIN AND	FR •	370,5 -0,87
EMI GROUP	GB		0.85	BEALL-UNION	AT -	48 - 0,65
RURO DESNEY /RM	PR+		uyne	CADBURY SCHWEPP	GB	13,65 -0,94
FINNAIR	FI •			CARLSBERG -B-	ERK.	42,37 -3,08
G WIMPEY PLC	G5		8,77	CARLSBERG AS -A	DIC	41,70 -3,15
GRANADA GROUP P	68		0.70	CHR. HANSEN HLD	Dif.	100,00 ·
HERMES INTIL	Æ•	***	5,07	CULTOR -1-	<b>F</b> 1 •	7,86 -8,71
HPI	17 +	0,5% _		DANISCO	Dk,	41,16 -1,60
HUNTER DOUGLAS	14L +		0,57	DANONE /RM	FR:	225,4 -0,09
KLM	HL .		0,40	DELTA DAIRY		16,86
LADERONE GRP	G6		1,54	DIAGEO	GE	9,37 +0,47
MOULINEX /RM	FR •			ELAIS OLEAGINOU	GR	22,15
NCL HLDG	МО		0,49	ERIO BEGHLSAY /	PR =	124,8 +2,30
PATHE /RM	PR o		1,42	GREENCORE GROUP	65	201 -10.83
PENTLAND GRP	GB		1,02	HEINEKEN	NL =	48,5 -0,51
PERSIMMON PLC	GB		0,35	HELLENIC BUTTU	GH .	33,36
MANK GROUP	GA		0,98	HELLEKIC SUGAR	GIR	9,10
SAIRCROUP N	CH	4	-1	SV 1 DEAMATICH	<b>M</b> •	<b>35,4</b> -1,21
SAS DANMARK AĞ	DK.		0.71	KERRY GRP-A-	88	11,13 - 11,29
SEB /RM	用:	4-6-	3,45	MONTEDISON	lT-	9,5 +3,45
THE SWATCH GRP	CH		1,47	MESTLE N	OH.	1502,04 + 0,00
THE SYMATON GRP	CH	3.04.0	0.52	PARMALAT	17-	1,82 +0.76
WILLIAM BATED	GB.	-9	-2	PERNOD RICARD /	PR-	64,4 -0,18
WILSON BOWDEN	GE	-	0,34	BAISIO GRF K	₽×	<b>6.83</b>
WOLFOILD AC	AT-		2.61	RAISIO GRP V	FI •	-4
ETINU AU WWWW	GB			INSBER & SON -II	NO	1. 8,04 -1,89
▶ DJ E STORX CCYC	P	151,74 -	100	TATE & LYLE	0.0	8,32 -2,39
				UNICER REG	PT -	20,00 -1,72
			_	UNICATE PLC	96	5,70 -0,51
PHARMACIE				LINILEVER	NL.	06,7- +1,85
PHARMACIE				INGLEVER	98	8.94 -0.87
ASTRA -4-	雞	17,41 -	- 0,96	DOLE STORAGE & B	V 12	120 18 - 3 40
ASTILA &	8E	17,30 -				
LIAN CORP	GB	96,50 +	7,60			

PHARMACIE ASTRA -A ASTRA -E EIAN CORP EIAN CORP GLAZO WELLEOME NOVARTIS N NOVA NOVELES E ORIGIN -S CORON B	発 信 GB GB GB GH DK 村・	17,41 17,30 65,50 38,80 1862,67 165,67 28,6	- 0,96 - 0,96 + 7,60 + 0,40 - 0,51 - 0,56 - 1,20 - 0,47	UNLEVER UNDLEVER DIENS D'EQU ABB AB -A- ABB AB -B- AB -		1ENT 19,41 - 0, 19,41 - 0, 19,38 - 0, 1118,88 - 0,
BHOME POULTIME BOOME MOLLOWG ROCHE HOLLOWG G SANOTH WAS SCHEENING AG SANITHROLINE BEEC	FR P CH CH JR P DE P	41,6 19871,66 11124,81 148 117,2 12,17	-1,40 -0,29 -0,34 -0,67 -1,26 +8,36	ADECCO CHESIREX ALSTOM ALISUISES LONG ASSOC BR PORTS ATLAS COPCO -A ATLAS COPCO -B BEGE?	CH: FR * CH GG SE SE	001,79 +0. 22,30 -2. 1017,38 -0. 3,60 -1. 22,17 +1. 22,06 +1.
	O LAC	80 CEME	3 1	300 10 FINANCE	O SERV	



	_	_					
TENECA GROUP	GB	36,67	-1,09	ATTICA EMIR SA	gr.	8,01	-
DI ESTOXX PHAR	<u></u>	530,52	- 3.27	BAA	48	10,84	+0
				BBA GROUP PLC	68	5,96	+0
IERGIE				BERGESEN	HO	12,55	-0
All has been seen				BOMMEDE	160	17,05	+0,
<b>SARITIME</b>	40	7,09	-1,61	CONSON CHOUP F	88 - 88	32,5 2,01	+0
	GB	5,06	-1,18	DAMPSKIES -A-	DK	5111,17	-5
MOCO	68 88	12,27	-1,96	DAMPSKIB\$ -8-	DK	\$722.92	+0
rimam Castrol IPA	55 -	11,29	+3,47	DAMSKIRS SVEND	DK	8412.25	+1,
SPA ECTRAFINA	25 ·	33,48 105,6	+2,86	DELTA PLC	42	- 1,62	-
F 4QUITAINE:	FR	91,3	-1,49	DET SONDENE NO	NO	7,20	+1
A AMOUNT AND IN	π.	5.23	-0.37	ELECTROCOMPONEN	68	5,82	
MTERPRISE C.L.	38	3.43	+0.40	EQUANT NV	DE .	- 66	-8
OLSEN ENERGY	ND	5,46	- 4,06	PHYLINES	FI a	85,6	-3
ASMO	GB	1,63	+ 0.86	FIG	GR	2,41	+1
CEAN RIG	35	0.21	-4,71	PLS SHOULD	DK	17,00	+0
OMY AG	AT =	75.21	-2.13	fluch <del>afe</del> n wen	AT *	36	-0
etropina sa br	3 <b>=</b> •	300	-1,53	CKN	65	12,23	_
PETROLEUM GEO-5	30	10,67	-2,15	CTANNED INLE LE	<b>GB</b>	2,51	-0
PRIMACAZ (RM	4R •	74	-3.77	HALKOR	QR	9,85	40-4
PROSAPE	HD.	3,46	-1,05	HANSON PLC	@B	6,62	-0
REPSOL	<b>ES</b> •	47,83	- 0,75	HAYS	48	8,01	-0
STATE DILLEN CO	11L o	28,95	- 1.27	HEIDELBPAGER DR	DE+	60,5	-
SACA PETROLEUM SAIPEM	NO	7,84	-2,17	HELLAS COM SA P	GR (T-	18,42	_
Hell Transp &	17 ÷	3,26	- 1,20	FR.	43-	1.90	+1
SMEDVIG -A-	GB NO	4,79	- 0.60	ISS DATE SERV-8	56	57,4	-2
TOTAL /RVI	-FR +	8,02 90,2	- 0.88	NOTES CHILL SERVICE LIFT	DK	99,00	-0
DI E STOXY ENGT	-71 +	227.52	- Q.35	KONTHEDITOAD	Mr. •	10.95	-0
010310.202 101			- 0.00	NORCE B	Pi s	186	-1
				LAHRIEYER	DÉ+	45,4	-0
SERVICES FI	NANC	IFRS :	-	LECRAMD ANN	198-	191.4	-0
				LEIF HOEGH	ND	10.67	-8
SE AL BARNITI	Gã	8,76		LINDEAG	DE a	483	-3
ALPHA FINANCE	BE-	72,7	-0,07	MAN AG	DE.	236	+0
NATIVESCAP	GR	43,98		MANTHESIMANON AC	DE a	112.2	-z
BAIL INVEST RM	FE.	8,10 127	+1.52	METALLCESFILSCH	DE -	17,4	+1
SP1-SCPS N	P* -	31.8	+ 1,20¢	METRAA	門。	14,81	-8
CO CARJ RETURN	GB	7,40	-0.39	MORGÁN CRUCIBLE	GB	3,85	-0
CAPITAL SHOPPIN	GS	5.58	-0,52	NFC	68	2,10	-0
COBEPA	BÉ -	64,5	-1.83	NOOT HOLDING	DK	71,95	-2
CORP FIN ALBA	<b>ES</b> •	121,15	-1,66	OCEAN GROUP	GB	11,39	-0
CPR /RAS	FR ·	35,44	+0,97	PENINSORIENTS	GB	9,35	-1
CS GROUP IN	CH	149,54	-0,33	PREMIER FARMELL	-	2,50	+0
EURAFRANCE /RM	FR =	455	-2,42	PREUSSAC AG	DE-	435	-1
PONCIERE L'YOMNA	FF: 0	129,9	-0.46	RALTRACK	GB	22,35	-0
FORTIS AG	BE »	-		RANDSTAD HOLDIN	HL	50,1	+9
CECINA, NOW	FR *	183	-0,19	A-METAN	DK	174,86	+0
HAMMERSON	GB	5,77	-0,7\$	RATIN -9-	OK	172,84	-1
MMEUBLES FRANC	₽R -	17	+0,59	RAUMA CY	Ħ٠	11	8045
	OHC.	<b>Q.37</b>	-3,50	RENTOKIL INKTIA	6.	8,84	-1
CAPITAL HOLDING	BACK.					2,00	+0
	GB	11,68	-2,20	RETANI	GB		
AND SECURITES		6,52	-0.22	REXEL ARM	FRA:	1945	*1
AND SECURITES	GB			REXEL ARM RHI AG	AT-	13.6	:
LAND SECURITES LIBERTY INT.HDG MEDIOBANCA	GB GB	6,52	-0.22	REXEL ARM RHI AG RIETER HILDG N	AT-	15.0 15.0 125.25	-0
(APITAL HOLDING LAND SECURITES LIBERTY INT. HIGG MEDIOBANCA MEDIOLANUM MEPC PLC	GB GE IT+	8,52 8,71	-0.22 +1,04	REXEL ARM RHI AG RIETER HILDG N SANDWK -A-	AT -	13.6	-0
LANO SECURITES LIBERTY INT. HEIG MEDIOEANCA MEDIOLANUM MEPC PLC	GB IT - IT -	6,52 8,71 5,68	-0.22 +1,04 +0,18	REXELARM RHI AG RIETER HILDG N SANDVIK -A- SANDVIK -B-	AT - CH SE SE	15,8 525,26 17,84 17,76	-0 -0 -0
LANO SECURITES LIBERTY INT. HEIG MEDIOBANCA MEDIOLANUM MEPC PLC METROVACESA	GB GB IT - IT -	8,52 8,71 5,68 8,48 23,38	-0.22 +1,04 +0,18 -2,51	REXELARM RHI AC RIETER HILDG N SANDWIK -A- SANDWIK -B- SAURER ARBON N	AT - CH SE SE CH	13,4 525,25 17,84	-0 -0 -0
LAND SECURITIES LIBERTY INT.HDG MEDIOBANCA MEDIOLANUM MEPC PA.C METROVACESA MATIO-INTER -C-	GB GE IT+ IT - GB ES+	8,52 8,71 5,68 8,48	-0.22 +1,04 +0,18 -2,51	REASE ARM RHI AG RIETER HILDG IN SANDARK -A- SANDARK -B- SAURER ARBOM IN SONNA AB -A-	AT - CH SE SE CH SE	12.4 525.25 17,84 17,76 465,83 24,97	+1 -0 -0 -0 +1 +0
LANO SECURITES LIBERTY INT. HEIG MEDIOBANCA MEDIOLANUM	G8 GE IT* IT* G8 ES*	8,52 8,71 5,68 8,48 23,38	-0.22 +1,04 +0,18 -2,51 -0,60	REXELARM RHI AC RIETER HILDG N SANDWK -A- SANDWK -B- SAURER ARBON N		13,4 525,25 17,84 17,76 465,83	-0 -0 -0 -0 +1 +0 -0
LAND SECURITES LIBERTY INT.HIDG MEDIOBANCA MEDIOLANUM MECTOVACESA MATIO-INTER -C- PARIBAS	GB GB 17* 17* 68 ES* IL-	6,52 8,71 5,68 6,48 23,38	- 0.22 + 1,04 + 0,18 - 2,51 - 0,60  + 3,15	REASE ARM RHI AG RIETER HILDG IN SANDARK -A- SANDARK -B- SAURER ARBOM IN SONNA AB -A-	AT - CH SE SE CH SE	12.4 525.25 17,84 17,76 465,83 24,97	-0 -0 -0 -0 +1 +0 -0
LAND SECURITES LIBERTY INT.HEIG MEDIOBANCA MEDIOLANUM MEPC PLC METROVACESA MATIO-IN TER -C- PARIBAS PROVIDENT FIN	GB GB 17- 17- GB ES- ML- FR- GB	8,52 9,71 5,68 8,48 23,38 23,38 12,43 20,8	- 0.22 +1,04 +0,18 -2,51 -0,68  +3,15 -1,60	REXEL RIM RH AG SIETER, HLDG N SANDARK -A- SANDARK -B- SAURER ARBOM N SCANIA AB -A- SCANIA AB -B-		13.4 525.25 17.84 17.76 465.83 24.07 24.19	-0 -0 -0 -0 +1 +0 -0 +0
LAND SECURITES UBERTY INT. HORG MEDIOBANCA MEDIOLANIAM MEDIC PLC METROVACESA MATISCHIK FOR PROVIDERT FINE RODAMICO NY SCHRODERS PLC	GB GB IT * 17 * 68 * 12 * 12 * 12 * 12 * 12 * 12 * 12 * 1	8,52 9,71 5,68 8,48 23,38 23,38 12,43 20,8 16,61	- 0.22 + 1.04 + 0.18 - 2.51 - 0.60  + 3.15 - 1.60 - 1.42 - 1.30	RETEL RIM RH AC RIETER HILDG N SANCHIK A- SANCHIK A- SANCHIK ABON N SCANIA AB A- SCANIA AB A- SCANIA AB A- SCHNOLER HOLD	CH SE CH SE CH SE CH	15,6 525,26 17,64 17,76 465,68 24,07 24,19 1388,19	+1 -0 -0 -0 +1 +0 -0 +0 -0 -0
LANÓ SECURITES LIBERTY INT. HORG MEDIOBANCA MEDIOLANUM MEPC PLC METROVÁCISA MARTICHINTER -C- PARIBAS PROVIDENT FINI KODAJÁCO PAY SCHRODERS PLC SEFIMEG N JEM	GB GB TT* TT* GB GB HL* GB HR*	8,52 9,71 5,68 6,48 23,38 12,43 20,8 16,61 60,75	- 0.22 + 1.04 + 0.18 - 2.51 - 0.60  + 3.15 - 1.60 - 1.42 - 1.30 + 0.06	RETEL JUM RIH AC RIETER HLDG N SANCHIK A- SANCHIK A- SANCHIK AS- SAURER ARRON N SCANIA AS A- SCANIA AS A- SCANIA AS B- SCHNÖLER HOLD SCHNÖLER HÖLD SCHNÖLER KIMD	CH SE SE CH SE CH CH CH	15,5 15,6 525,25 17,84 17,76 465,88 24,97 24,19 1388,19 1467,58 53,2	-0 -0 -0 +1 +0 -0 -0 -0 -0 -0 -0 -0 -0 -0 -0 -0 -0 -0
AND SECURITES LIBERTY INT. HOG MEDIOBANCA MEDIOBANIAM MEDICIANIAM MEPC PA.C METROVACESA MATIO-INTER -C- PARIBAS PROVIDENT FINI BODDANCO INV GOHADOLESS PLIC SEFINES IN JEM JEMICO IN JEMI JEMI JEMI JEMI JEMI JEMI JEMI JEMI	688年17年88年8日 17年8日 18日本 18日本 18日本 18日本 18日本 18日本 18日本 18	6,52 9,71 5,68 6,48 23,38 12,43 20,8 16,41 60,75 78,8	- 0.22 +1.94 +0.18 -2.51 -0.68 	RETEL JUM RH AC RIETER HILDG N SANDAIK A- SANDAIK A- SANDAIK A- SANDAIK A- SANDAIK AB- SCANIA AB A- SCANIA AB	CH SE SE CH CH TT.	15,5 15,6 525,25 17,84 17,75 465,88 24,19 1388,19 1467,53 53,2 1,18	-0 -0 -0 +1 +0 -2 -2 -2
AND SECURITES  ISSERTY INT.HOG  MEDIOLANIM  MEPC PAC  METADOLANIM  MEPC PAC  METADOLACESA  MITIDAINTER -C-  METADOLACESA  MITIDAINTER -C-  METADOLACESA  MITIDAINTER -C-  METADOLACESA  MITIDAINTER -C-  METADOLACES  METADOLACES	68 年 1 7 8 5 4 8 5 6 8 7 8 6 6 8 7 8 6 6 8 7 8 6 6 8 7 8 6 6 8 7 8 6 6 8 7 8 6 8 8 7 8 8 8 8	6,52 8,71 5,68 6,46 23,36  86,65 12,43 20,8 16,41 60,75 78,5 4,60	- 0.22 + 1.04 + 0.18 - 2.51 - 0.60  + 3.15 - 1.60 - 1.42 - 1.30 + 0.06	RETEL JUM RH & AC RIETER HLDG N SANCHIK & SCANIA & SCANIA & SCANIA & SCANIA & SCANIA & SCHNOLER HOLD SCHNOLER HOLD SCHNOLER HOM SCHNOLER HOM SCAT-PROCHE GA SECUNICOR	は、発生の対象をは、発生の対象をは、対象をは、対象をは、対象をは、対象をは、対象をは、対象をは、対象をは、	15,0 525,25 17,04 17,76 405,69 24,97 24,99 1398,19 1407,53 53,2 1,18 6,06	+1 -0 -0 -0 +1 +0 -0 -2 -2 -0 -0
LANÓ SECURITES LIBERTY INT.HORG MEDIOLANUM MEDIOLANUM MEPC PLC METROVACESA MATIO-INTER -C- PROVIDENT FIN RODAMCO PLY	688年17年88年8日 17年8日 18日本 18日本 18日本 18日本 18日本 18日本 18日本 18	6,52 9,71 5,68 6,48 23,38 12,43 20,8 16,41 60,75 78,8	- 0.22 +1.94 +0.18 -2.51 -0.68 	RETEL JUM RH AC RIETER HILDG N SANDAIK A- SANDAIK A- SANDAIK A- SANDAIK A- SANDAIK AB- SCANIA AB A- SCANIA AB	CH SE SE CH CH TT.	15,5 15,6 525,25 17,84 17,75 465,88 24,19 1388,19 1467,53 53,2 1,18	+1, -0, -0, +1, +0, -2, -0, -2, -0, -2, -0, -0, -0, -0, -0, -0, -0, -0, -0, -0

10.127			_	_	7,7		1,47
16 FÉV.	18 ADUT	15 FÉV.	M	M	3	Ŷ	î
2672				(2)			
2925			77	3325,66	3375,42	3405,93	+3374,95
3178		A	3342,6	99,	5,4		9,4
3432	A L	San A.	8		Ċ.	34(	5
3685	A	MA	_			6	
		3374.95				53	
EURO STOXX 50		sur un an			SUFF.	5.je	urs
							17.

SIDEL/RM	Æ.	47,4 +0,90	CAMBRO -4-	9E		+1,47
BTR SEBE	QB.	3,81 +2,53	GAMBRO -B-	SE	7,78	+ 2,21
SITARM	FR*	191 +0,84	GETRONICS	NL+	38	- 1,04
50F-A-	SE	11,81 -3,65	GN GREAT NORDIC	DK -	\$0,28	- 0,44
SIGF -B-	SE	12,66	INSTRUMENTARIUM	<b>刊</b> *	32,4 52	- 1,82
SOPHILS BERGNO -	DK	20,26 -0,55	INTRACOM N	<b>GR</b>		- 1,90
SOPHUS BERENDS	DK	25,82 -1,36	MON. PHILIPS EL	BIL .	51,8 10,17	- 0.57
STORK NV	ML, a	17,95 -8,55	MERKANTILDATA	NO GB		- 1.50
SULZER FRATSAT	CH	540,00 -1,14	MISYS	NO	1,58	- 0.61
SVEDALA	3E,	14,61 +2,35	NERA ASA	40	27,86	- 1.23
SVENDBORG -A-	DK	<b>8070,27</b> + 2,56	NETCOM ASA	FIs.	110.0	- 1.33
TLCROUP PLC	46	5,44 +1.90	NOKIA -A- NOKIA -K-	H.	118.5	- 1,6
TOMRA SYSTEMS	NG	29,28 1,19	NYCOMED AMERSHA	68		- 0.71
FILELEN HOPDING	_ NO ·	19,75 -0,58	OCE	NL.	23.9	-0,8
UNITOR	NO	7,78 +3,06	GINELL	T e	3.09	- 3.4
WA TECHNOLOGIE	ATO	<b>86,7</b> ~0,63	BACAL FLECT CON	GE	5,81	+0,2
WALMET	H+	7-	RADIOMETER -	DK	43,04	- 3,00
DIE STUNNAD!		000.70 - 1,16	ROLLS ROYCE	GB	3,88	+ 1.1
			SAGEM	FB =	559.5	- 1.5
ASSURANCE	= 5		SAP AG	DE+	206	+0,7
		70.40 0.07	SAP VZ	DE .	317	+2.2
AGF /RM	FR +	<b>52,06</b> -0,87	SEMA GROUP	GB.	10.78	-0.1
alleanza ass	¶'≠.	9,86 -0,20	SIEMENS AG	DE +	50	-2.2
ALLIANZ AG	DE+	268 - 1,03	SIRTI	17 °	5.02	-1,9
ALLIED ZURICH	<b>GB</b>	12,57 +0,78	SMETHS IND PLC	98	15,73	+1,0
ASPIS PRONIA GE	GR	13,95	STMIKEROELIKE SIC	PR -	83	-2,8
AXA./RM	FR+	110,3 -0,06	TANDBERG DATA A	HO	5.81	-1,5
con	98	12,08 +0,58	THOMSON CSF /RM	PR =	31,5	-1,5
CORPLANAPIRE REG	£8+	22,78 -0,14 124,5 +1,22	WILLIAM DEMANT	DK	. 55,01	+0,0
ERGO VERSICHERU	DE .		ZODIAC RM	FR+	181,4	-0,3
ELHINNI CEN IM2	<u>or</u>	-41,18	► DIE STOAN TECH	D	359,77	- 1 5
FONDIARIA ASS	<b>π</b> •	4,81				
FORSIKRING CODA	DK.	98,19 +1,49 73,85 -1			- CC:	
PORTIS AMEV NV	16L 4		SERVICES CO	DEFEC	1115	
GENERALI ASS	IT+	33,66 -0,71 193	ANGLIAN WATER	46	11,15	-1,1
GENERALI HILD VI	AT*		BRITISH ENERGY .	0%	9.45	+0.9
INA -	11.	8,96 -0,48	CENTRICA	48	1,89	-0,8
IRISH LIFE	GS AN .	12.81 - 0:57	EDISON	II.	8.64	-1,4
FROM & CAMBRY			SLECTRABEL	35 4	380,5	-1,9
MUENCH RUECKVE	- GR	187,5 -2,85	PLECTRIC PORTIG	er.	28,19	-110
MOBAL FOLKSON	FI+	45,89 -0,24	ENDESA	E5.4	22.86	-1,6
POHJOLA GRP.B		12,74 +9,80	EVN .	AT 1	118	Pa art
LENDENLINT, COLÉ	. WE	9,81 -1,21	GAS NATURAL SOG	图8:	87.6	+0,3
ras Royal sun allia	GB.	7,14, +1,28	HAPSLUND -A-	HO	6,81	199
SAMPO -A-	6-	39	HAFSLUND -8-	MD	3,48	-1,6
SAMPO SCHWEZ RUBÚK N		2007,30 +0,21	ISPRIDRIMA .	* 26 e	14.88	+ 0,2
		90.64	ITALGAS	IT+	4,72	-24
SEGUROS MUNDA	. 36	13,77 -0,40	NATIONAL GRIDG	AB	- 6.85	+1,4
SKANDIA FOERSAE	110		NATIONAL POWER	25	7.82	+2.3
STOREBRAND		8,97 +0,84 .625,31 -1,38	OESTERR ELEKTR	AT ?	142.05	-0,6
SMISS LIFE BR	QH DK	174,18 -2,17	POWERGEN	08	12,17	- 1,7
TOPDANMARK AS	DK:	~~~	RWE	DE+	37,3	-0,
TRYG-BALTICA	CH .	807,80 +1,48	SCOT POWER	QE.	6,70	-0.5
ZURIOH ALUBD N		235(3)	SEVERN TRENT	.98	18,18	-0.8
► D) E STOXX INS		. 02.31	SUEZ LYON EALDS	FR+	170,8	- 0,7
			SYDIRAFT -A	-88	24,07	14.04
MEDIAS			SYDICKAFT-C-	SE.	18,14	
			THAMES WATER	88	15,35	-0,7

MEDIAS			
SKY B GROUP	GB	7,32	- 0,39
CANAL PLUS /ROM	-64.4	279.2	-1,70
CARLTON COMMUN		8,65	-2.93
ELSPVIER	186.0	12,4	11,18
HAWAS ADVERTISE	FR+	167	-2,62
NDEPENDENT NEW	'Me	1 48	1,54
ACARDERE SCA N	FR *		-3,12
MEDIASET	ff o "	8,18	-0,28
PEARSON	488	18,10	1,86
DITIMENTAL CERT	60		1,31
UNITERS GROUP	GB	11,90 -	0,64
CHESTED	140	11,73 -	-0,98
TPI T	FR+*		-1,85
IMP SHEN COTINE	.08 .	. 8,86 '-	-0,17
MOLTERS KLUMER	PEL P		-0,19
MPP GROUP	68	7,04	
▶ DI € STOXY M. C.	4.7	UF 7	0.00

RIENZ DE CO	MZO	MULTION
AHOLD	NL a	34,4 -2,13
ASDA GROUP PLC.	<b>86</b> '	2,25 -1,26
ATHENS MEDICAL	ĠR	22,50
AUSTRIA TABAK A	AT e ·	67,3 -0,07
BEJERSDORF AG	DE+	<b>00</b> -1
BIC /RM.	<b>作</b> 第本	\$42.35
<b>BRIT AMER TOBAC</b>	68	8,36 +0,17
CASINO CP/RM	:AR=	90.2 -1.42
CFR UNITS -A-	CH	1481,97 -0,85
CFT MODERNES /R	FRE	806 +9,26
DELHAZE	8E =	86,5 +0,12
ESSILOR INTLÂL	'用・	344
ETS COURLIYT	8E+	764 -0,56
PYFFES "	98	2,20 -2,94
GI6	8E -	37,73 -2
GDODYS	<b>GR</b>	27,91
IMPERIAL TOBACC	GB	10,21 -1,40
KESKO OY	一一	12,4 -2,75
L'OREAL /RM	PR-	574 - 1,03
MENTANCO CUEDOM	PT -	19,57
PAPASTRATOS CIG	98	13,98
PROMODES/RM	<b>押</b>	<b>678</b> -0,82
RECKTTT & COLMA	<b>QB</b>	12,81 +0,23
SAPEWAY	<b>4</b> B	4,18 -1,70
SAINSBURY J. PL	GB	5,51 +0.78
SEITA/ROM	FR ·	81,85 - 8,56
WIRMS & HTRMS	68	2,53
STACECOACH HILDS	68	3,46
TABACALERA REG	E38 *	39,19 +0,20
TAMRO	`FI+ *	3,8 -2,06
TESCO PLC	48	2,58 -1,67
THE BOST CROSS	This a	70.2 _0.05

TESCO PLC	-88	2,58	-1,67
TNT POST GROEP	NL a	30,8	-0,65
▶ DI E STOXX CNOY	P	a91.51	- 1 00
COMMERCE	DIST	HALITIN	175
1 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10		Section 1	
ARCADIA GRP	G3	2,50	+1.76
2075 CD FILC	GB.	43	-2,92
CARREFOUR /RM	FR *	567,6	-0,84
CASTOLDUBOIS A	FR 4	135,3	
CENTROS COMER P	68 +	21,16	
CONTRIBUTE		26,44	+ 1,50
DUTONS GROUP PL	GB.	14,92	-1.53
CEHEAG	DE =	50,5	-0,96
CREAT UNIV STOR	QB.	9,86	
CULLSTAT ALL	FR *	115,4	-2,94
HENNES & MAURIT	8E	80,43	+9,81
JERONIMO MARTIN	PT #	35,85	deba
KARSTADT AĞ	DE +	346	+1,49
KINGFISHER	GB.		-0,61
MARKS & SPENCER	ĠB.	5,26	- 6,B2
METRO	DE -	81	+1,33
NEXT PLC	1918	9,41	-0,76
PROPERTY PROPERTY	FR *	151,7	- 1,81
RINASCENTE	<b>₽</b>	8,24	-0.68
A HIMAMPOOTS	A-	22	-2.22
YALORA HLDG N	CH	194.47	-1.27
WLH SMITH GRP	GB	8.11	+0.54
WOLSELEY PLC	GB	6.09	
➤ DI E STOW, RETU		332.22	
D. Commercial			
HAUTE TECH	NOLC	MGIE	

1	RINASCENTE	П•	8,24	-0,68
1	A MMANADOTE	FI-		-2.52
	VALORA HLDG N	CH	194,47	-1.27
3	WILH SMITTH GROP	GB	8.11	+0.54
	WOLSELEY PLC	GB		-0.94
3	> DI E STOKK RET!	P	332.22	
5	Callenger	10000	STEEL ST	
3	HAUTE TECH	MOLO	GIE	
ı	ALCATEL/RM	FR-	84,8	-0.42
ı.	ALTEC SA REG.	GM	34.14	
	ASK PROJEMA	MO	6.27	
i	SAW COPEANY	ML -	8	-0,62
,	BARCO	BE-	173,5	
ĺ	BOMTHORPE	GS .		
_				-1,22
	BRITISH AEROSPA	68		+1,85
2	BRITISH BROTECH	GB		-18.52
	CAP CEMIN AM	FR-	156	-2,50
E	COLOPLAST &	DK.	109,21	+ Q, 10
1	DASSAULT SYST/	ER-	36	41.89
7	ERICSSON A.	SE	24.58	+1.62
		11 +		-1.80
	FINMECCANICA	24 -		

ENDER	FR-	230,0
ENDURM DI E STOAN IUII	1.0	320.55
S		
	1. 1. 1. 1.	
"LILDE	A 42	100
	A	
10-474 - W2- 1 2-58		· No. of the last of the
TECH LO	COL A	<b>医盘</b> :
		2 A C
	CT CT CT	7-13.
FEAR		-C
36 1 5 1 2 3 3	, <del>че</del> н п ч н	

15/02 12h32	Cours en Guros	% Var.
AMSTERDAM		Alana .
AIRDPIAY NV	27.4	+ 1,11
ANTONOV.	· 0,88	-1.12
CITAC	16,8	-1,86
CHICAGO CONTROL.	9	+9,27
CSS	15,75	- 1,56
HITT NY	8,0	- 2.38
INHOCONCEPTS NV	19.2	+1.05
NEDCKAPHICS HOLD	16,4	****
POLYDOC		1001
PROLION HOLDING	. 74,7	-0,93
RING ROSA	9.8	- 2
RING ROSA WT	1,0	-6
UCE HOLDING NV	14,45	-0,69
BRUXELLES	1.	
DWWPCO HUJ CT	1,7	
FARDEM BELGIUM ABC	16,5	- 2,94
INTERNOC HLD	4.78	
INTL WACHTHER B	11.2	-0.86

DWWPCO HIJJ CT	1,7	
FARDEM BELGIUM ABC	16.5	- 2,94
INTERNOC HLD	4.78	+ 1.06
INTL WACHTHER B	11.2	-0.86
LINK SCETWINE &	8	+4,03
PAYTON PLANAR	2.68	+3.68
SYNERGIA	7.5	
31112494	110	
		9.03
FRANCFORT		
1 & 1 AG & COJEGAA	126	-4,97
AIXTRON	212	-0.93
AUGUSTA BETEILIGUN	59.75	- 6.80
BB BIOTECH ZT-D	30.56	-2.56
88 MEDTECH ZT-Q	17.9	****
SERTRANDT AG	78	-2,50
BETA SYSTEMS SOFTW	22,7	-3,40
CE COMPLITER EQUIPM	149	-7,62
CE CONSTUMER ELECTR	221	-4,74
CENIT SYSTEMANAL	233	- 2,92
DIRECTION	182	
EDB. MAJSK ESS	420	-2,33
ELSA	63,6	1 Mbm
EM.TV & MEDCHANIDA	919	+ 9,55
BURCHICKON	32,3	
CTAPHISOFT NV	23,55	-1,46
HOEFT & WESSEL	160	-2,74
HUNGINGES INFORMAT	133	in the
INFORMATEC	299	+ 6.78
UKTESHOP COMMUNIC	118	~ Q.84
MINOWELT MEDIEN	197	- 3,43
LIE CROUP	42	- 3.48
LINTEC COMPLITER	146	~ 0,58
LOESCH UMWELTSCHUT	11,2	
MENSICH UND MAKCHIN	78,01	+ 0,86
MOBILCOM	300	- 3 <u>,2</u> 2
MUEHL PRODUCT & SE	17,5	- 8,91
MUEHLBAUER HOLDING	87	- 1.14
PREFER WACU TECH	41	+ 0,74
PLENUM	168,4	-0,15
PS .	85	- 9,47
QIACEN NV	70	-0,71
EFLICIUM HOLDING A	31	-4.32
SACHSENRING AUTO	17,5	****
SALTUS TECHNOLOGY	38,5	-3.75
SCNI MICROSYSTEMS	73,5	+ 2,73
SER SYSTEME	392	- 3,69
CERN PROPERTY.		

13,0	THE CHOOL	42	- 3.45
1,B2	LINTEC COMPLITER	145	~ 0.68
1,33	LOESCH UMWELTSCHUT	11,2	
0,76	MENSICH UND MASCHIM	78,01	+ 0.86
1,81	MOBILCOM	300	-3.22
0,68	MUEHL PRODUCT & SE	17.5	-8.91
2.22	MUEHLBAUER HOLDING	87	-1.14
1,27	PREIFFER WACU TECH	41	+ 9,74
1,54	PLENUM	168,4	-0,15
0,94	PS	85	- 9,47
6.5	GINCEN NA	70	-0,71
	METUGIUM HOLDING A	31	-4.32
	SACHSENRING AUTO	17,5	****
	SALTUS TECHNOLOGY	38,5	-3.75
0,42	SCM MICROSYSTEMS	73,5	+ 2,73
	SER SYSTEME	392	- 3.69
	SERO ENTSORGUNG	11,8	+1.72
1,82		_	
1,22 1,85	* CODES PAYS ZONE EURO FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne		

IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LIJ : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Astriche RI : Finlande - BE : Belgique. CODES PAYS HORS ZONE EURO
CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danémark
GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

\*\*\*\*\*

1 (2) A 0 (2) 1 0 (1) 10

		FINANCES ET MARCHÉS	• LE MONDE / MARDI 16 FÉVRIER 1999 / 25
■ Le titre France Télécom a perdu I des transactions, lundi 15 février, a d'une hausse de 5,2 % de son chiffre dé pour 1998, à 24,64 milliards €  ■ L'action Lagardère a plongé de matinée, lundi 15 février. En échang division hautes technologies et d'pèces, le groupe Lagardère prendra nouvel ensemble Aerospatiale.  ■ Le titre Thomson-CSF a reculé de vrier au matin. Le groupe d'électro racheté à Aerospatiale la participati par ce dernier dans le capital de Sex ● L'action Dassault Aviation a recu verture de la séance du 15 février directement concerné par cet accortiale contrôle 45,76 % de son capita ● L'action Hermès a chuté de 5,2 % matin après la publication d'une h ventes pour 1998. Si les activités ci de la table se sont bien comportée rès de soie, produit vedette, ont rece le titre Eramet a poursuivi sa premières minutes de transaction s'est adjugé un gain de 6,2 % après vendredi 12 février.  LUNDI 15 FÉVRIER  Liquidation: 18 février  LUNDI 15 FÉVRIER  Liquidation: 18 février  Liquidation: 18 février  Précises de 18,00 19,0	CAISES  BNP	73,15	19.40   754.97   -2.54   -0.96   SOCIETE GENERAL   197.20   198.00   91.40   -1.61   198.00   198.00   -0.31   -0.02   198.00   -0.33   -0.02   -0.0
Cours relevés à 12  Valeurs Cours relevés à 12  ADPARTNER COURS (180,08 180,08	GROUPE D 9	### 15 FÉVRIER ### 15 FÉVRIER ### 15 FÉVRIER #### 15 FÉVRIER ###################################	1982.96
Une selection.  Cours de clôture le 12 février  Émetteurs  AGIPI  AGIPI AMBITION (AXA)  AGIPI ACTIONS (AIA)  AGIPI ACTIONS (AIA)  ANTIO COURT TERME  NATIO COURT TERME  NATIO EPARGNE  NATIO EPARGNE  NATIO EPARGNE  NATIO EPARGNE  NATIO EPARGNE  NATIO EPARGNE  NATIO EURO OPPORT  NATIO EURO OPPORT  NATIO EURO OPPORT  NATIO INTER  NATIO INTER  NATIO MONETAIRE C  NATIO MONETAIRE C  NATIO MONETAIRE C  NATIO OBLIG. IT  NATIO OPPORTUNITÉS  NATIO OPPORTUNITÉS  NATIO PLACEMENT D  NATIO SECURITÉ  NATIO VALEURS  BANOUE POPULA  ASSET MANAGEME  BANOUE POPULA  ASSET MANAGEME	NORD SUD DEVELOY   NORD SUB DEVELOY	DBLIFUTUR C	SILVAYRANCE (19.1)  SILVAY

### Michel Seuphor

Un historien de l'art abstrait

MICHEL SEUPHOR est mort à Paris dans la nuit du jeud i 11 au vendredi 12 février, à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans (Le Monde du 13 février).

Michel Seuphor est connu comme historien de l'art abstrait, comme exégète et défenseur de ses tendances les plus rigo ureuses, comme un inconditionnel de Mondrian, qu'il a beaucoup fréquenté à Paris dans les années 20, et auquel il a consacré une monographie incontournable (1956), dans laquelle son adbrésion à l'œuvre du peintre prend une belle tournure. Il égrit par exemple : « Lorsque je regarde une peinture néoplostique de Mondrian, mon esprit s'arrête, les multiples affairements de la vie quotidienne tombent de moi comme des écallies, ma pensée entre caimement dans un jardin nouveau où tout est noblesse, vérité, évidence. Pour tout esprit contemplateur cet art est un merveilleux l'oyaume de transcendance. » Seuphor était d'abord écrivain, mais on le sait moins. Son œuvre purement littéraire est abondante et variée dans sa forme: poèmes, rornans autobiographiques, essais, aphorismes, chroniques, pamphiets, Mémoires enfin... L'homme était un intellectuel voyageur, actif et remuant, à la façon des champions des avant-gardres qu'il fréquenta dans les annéers 20. C'était aussi un artiste, un dessinateur dont l'œuvre d'ailleurs été plus d'une fois exposée dans les mu-

Fernand-Louis Berckelears, le futur Michel Seuphor (anagramme d'Orpheus;) est né en 1901 à Anvers, où il passe une jeunesse d'abord rêveuse, puis militante, pour la cause iflamande. Il y fonde en 1921 une re-vue d'action politique et culturelle, Het Overzicht (Le Panorama), qui paraîtra Jusqu'en 1925 et deviendra toujours plus internationale et avantgardiste. Michel Seuphor découvre la poésie daddiste et l'art géométrique du mouvement hollandais De Stijl. Pour la revue, il commence à voyager à Berlin, à Paris, et à nouer des relations avec Tzara, Marinetti, Kandinsky, les cubistes, Fernand Ligger, Ozenfant, les Delaunay, et beaucoup d'autres poètes et plasticiens. Anvers devient trop petit. En 1925, Michel Seuph or, s'installe à Paris. Il devient alors un familier

de Mondrian qu'il volt presque tous les jours à la terrasse du Dôme, de Arp et Sophie Taueber. et du photographe André Kertesz. fraîchement arrivé de Budapest. Rencontres, débats, mais aussi échappées dans la poésie (Lecture élémentaire, 1928), avant d'entreprendre la défense de l'art abstrait. Contre l'empire grandissant du surréalisme, il fonde le groupe Cercle et Carré, à Vanves, en 1930.

UNE PÉRIODE YROUN ÉS

En 1934, de sérieux problèmes de santé incitent Michel Seuphor à quitter la capitale. Il s'installa à Anduze, dans le Gard, et se fait oublier pendant de longues années. Des années de crise (mystique), d'écriture et de dessin, puis de militantisme local et de pamphiets. Une période troublée mais fertile en écrits : poèmes, articles, chroniques, essais, romans, aphorismes, pas forcement retenus par le monde littéraire. De retour à Paris en 1948, incité par le marchand Aimé Maeght, Il se lance dans un ouvrage sur l'art abstrait : L'Art abstrait, ses origines, ses premiers maîtres, avec lequel il s'impose comme historien, critique et

philosophe de l'art. Il écrit ensuite un Dictionnaire de la peinture abstraite (1957), La Peintre abstraite, sa genèse, son expansion (1962), et Art abstrait en quatre volumes dont les troisième et quatrième sont réalisés en collaboration avec Michel Ragon (1971-1974),

Avec Le Style et le Cri et Le Commerce de l'art (1965), l'écrivain conjugue poésie, jugements et réflexions sur l'art. L'artiste prend aussi le relais. Depuis 1952, Seuphor pratique ce qu'il appelle « le dessin à lacunes »: des figures blanches nées de l'interruption de lignes parallèles tracées à la main. Depuis les années 80, Michael Seuphor vivait non loin du pont: Mirabeau, au sixième étage d'un immeuble où il continuait d'écrire, et de publier, romans, essais, contes moraux, et à l'occasion réglait quelques comptes avec ses adversaires, d'hier et d'aujourd'hui, à propos notamment de l'affaire des trois Mondrian acquis en 1978 par le Musée national d'art moderne. Consulté, Michel Seuphor les avait authentifiés. Il se trompait. mais avait du mai à le reconnaître.

Geneviève Breerette

PDG, en 1971, et dirige le journai

avec son mari, Claude Puhl, ancien

président du Syndicat national de

la presse quotidienne régionale

(SNPQR). L'un de leurs fils, Ma-

thieu Puhl, est aujourd'hui direc-

Dans le journal, on l'appelle « ia

Patronne » et elle affiche sa fierté

d'être aussi directrice de la rédac-

tion. Elle publie régulièrement des chroniques l'inéraires sous le pseu-

donyme de Claude Fleury. Consi-

dérée comme une « forte person-

ngilté », dans le monde de la

presse, et dans sa région, elle était

appréciée de sa rédaction, car elle

conservait sa fibre journalistique.

Une journaliste avoue aujourd'hui

que « le journai a le sentiment

d'être orphelin ». On l'appelait aus-

si « la fille de son père », dont elle a

maintenu l'héritage, rédactionnel

teur général du quotidien.

**FIRRE JOURNALISTIQUE** 

### Karin Waehner

Une pionnière de la danse contemporaine

KARIN WAEHNER, chorégraphe, pédagogue, est décédée dans la nuit de mercredi 10 février des suites d'un cancer du cerveau. Elle était âgée de soixante-douze

Aussi haute de stature que de verbe, Karin Waehner, en France, où elle s'était établie en 1953, perpétuait avec conviction l'enseignement expressionniste de Mary Wigman qu'elle avait suivi de 1946 à 1949 à Leipzig. Jeune danseuse, originaire de Haute-Silésie, elle choisit alors de quitter l'ex-RDA pour l'Argentine, où une rencontre avec le mime Marceau la détermine à venir à Paris. Forte personnalité, elle participe aux premiers développements de la danse contemporaine, en compagnie de ceux, qui comme elle, ont été formés aux courants allemands, soft par Mary Wigman - telle Jacqueline Robinson - soit par Jean Weidt, dit le Danseur rouge - tels Dominique et Françoise Dupuy.

Précurseuse, Karin Waehner est de toutes les aventures. Elle danse avec Jerome Andrews, les Dupuy, crée sa propre compagnie, les Bal-lets Karin Wachner. En 1960, elle crée et dirige l'enseignement du

et capitalistique. A la suite de son

père, elle a défendu la Lorraine,

plaidant pour la sidérurgie ou

pour l'implantation d'une univer-

sité à Metz. Elle a publié un livre

d'entretiens avec Jean-Marie Peit

et Georges Suffert. La Lorraine au

camait un iournal qui s'identifiait

à sa région et à une famille. Elle

était une des représentantes des

iournaux familiaux dans un

plein bouleversement, notamment

dans le nord-est de la France où le

quotidien de Metz assiste aux

grandes manœuvres qui se dé-

roulent autour de La Voix du Nord

- aui était son aillé - et des Der-

nières nouvelles d'Alsace, passées

dans le giron de son principal

Alain Salles

concurrent, L'Est républicain.

Marguerite Publ-Demange in-

quotidien (Le Centurion, 1986).

contemporaln à la Schola Cantorum, un poste qu'elle occupait jusqu'à ses derniers jours. Jean Masse, qui fut son danseur, considéré comme son héritier spirituel, témoigne: « Ses cours ont vu défiler plusieurs générations d'interpretes très différents les uns des autres, de Susan Linke à Angelin Preljocaj, de Jean Pomares à Pierre Doussaint. »

 C'est une des dernières tenantes d'une certaine philosophie du mouvernent qui disparaît, dit Odile Cougoule, jadis dans sa compagnie, au-jourd'hui journaliste à la revue Danser. Elle formait des humains plus que des danseurs, attentive à ne pas dissocier la technique de la créativité » L'œuvre de Karin Wachner mêle des soli qu'elle composait pour elle-même (L'oiseau qui n'existe pas, Poème, avec Daniel Gélin) et des chorégraphies de groupe. On se rappelle les pièces des années 80 : Les Marches, Sehnsucht, La Femme aux trois objets...

En 1986, elle organise conférences et tournées à l'occasion du centenaire de la naissance de Mary Wigman, dont elle défend la mémoire envers et contre tout, et notamment contre ceux qui accusent cette qu'elle vénère de collusion avec le régime nazi (ce qui est un fait avéré)...

En novembre 1998, on pouvait voir Karin Waehner dans L'Eloge de l'ombre, mis en scène par Jacques Rebotier. Surprise par une maladie découverte tardivement, elle prit la décision d'attendre sa fin certaine, en stolcienne. Une cérémonie aura lieu le mardi 16 février, à 11 h 15, en l'église Notre-Dame-des-Blancs-Manteaux, à Paris. Un hommage lul sera rendu en mars à la Schola Carrorum

Dominique Frétard

périence des prêtres-ouvriers, il fonde la Mission ouvrière saint Pierre et Paul pour l'évangélistion du monde ouvrier, présente en Europe, en Afrique et en Amérique la-

(1969); Comme s'il voyait l'invisible (1964). Ou au Centurion: Le Bonheur d'être homme (1988). En 1989.

■ LE PÊRE JACQUES LOEW, l'un des premiers prêtres-ouvriers, est mont dimanche 14 février à Echourgnac (Dordogne), à l'âge de quatrevingt-dix ans. Né le 31 août 1908 à Clermont-Ferrand, avocat du barreau de Nice, il découvre la foi à l'âge de vingt-quatre ans. Entré chez les dominicains, il est ordonné prêtre en 1939, collabore avec le Père Lebret à la revue Economie et humanisme, puis travaille, de 1941 à 1954, comme docker sur les quais de Marseille, tout étant curé de paroisse à Port-de-Bouc. Après la décision de Rome de mettre fin à l'ex-

sionnaire, notamment ses cahiers de Pêtes et saisons et ses livres au Cerf: Si vous saviez le don de Dleu (1958); Dans la nuit j'ai cherché fl avait reçu le Grand Prix catho-

Sugar Radius 11 April 2015 April 2015

A STATE OF THE PARTY OF

منصب فالمحصوب

 $\mathcal{F} = \{ p \in \mathbb{N} \mid p \in \mathbb{N} \}$ 

HOLDER HARRIS

with younge

. - - 150

840 B

1000

一点 "这次大道路会

The second of the Billion

 $f: \mathcal{M}_{\mathcal{T}_{\mathcal{A}}} \to \mathfrak{S}_{\mathcal{A}}$ 

Committee of the second

والتضايف ويست

Stage ...

\*\* = 5 + 7 Tongs | 1924 .

20. 160

31. 1.38% At

1 18 T

sac itte ma

B (2)

- #

Andrew Strategie

48. 2

 $\overline{\mathcal{M}}_{i,j}(\omega_{i,j}) = -\frac{ij\omega_{i,j}}{2} \omega_{i,j}$ 

يداوي ومادات

الموادين والتراطان

And the half of

### AU CARNET DUI « MONDE »

<u>Naissances</u> M. et M= Mich el Grandican

Camille, Michèle,

Olivia GRA.NDJEAN.

sont heureux d'annoncer la naissance de

Sue Krause et Ollv ier Grandjean, 9, chemin de l'Aqui aduc. 78430 Louvecienn:-. 3742 North Magnetia Chicago, IL60513.

Fredéric DÉVÉ et Benedetta C'ALDARULO ont la joie d'annoncer la paissance de

Lorenzo.

le 20 janvier 1999, à Rome.

Vla Annia Faustura, 15, 00153 Rome (Italie).

Anniversaires de naissance

- 16 février 1999.

Hilisa. tu as dix-huit ains aujourd'hui et nous t'almons tous. Trèis fort.

Philippe, Marne-Louise, Caroline, Ta famille et trous les amis.

k ló février 1999.

l'Nordyn,

il y a trepte c.ns. tu venais au monde. Il me fallait ce su pport de choix pour le souhaiter un joyeu »; anniversaire!

Ta (emme.

Nos abonne's et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions elu « Carnet du Monde ». sont priés ete bien vaulour nous communiquer leur numero de référence.

Marguerite Puhl-Demange

La patronne du « Républicain lorrain »

MARGUERITE PUHL-DE-

MANGE, PDG du quotidien Le Ré-

publicain torrain, est morte, jeudi

11 février, à l'âge de soixante-cinq

ans au centre hospitalier Alexis-

Vautrin de Nancy (Meurthe-et-

Née le 25 mars 1933 à Metz (Mo-

selle), elle était la fille de Victor

Demange, fondateur du quotidien

en juin 1919. Très tôt, elle a hérité

de la passion de son père pour la

presse. Dès quatorze ans, elle écrit

une page destinée aux enfants. Ba-

chellère à seize ans, elle n'a pas

vingt ans quand elle entre au Ré-

publicain lorrain après être sortie

major de sa promotion de l'institut

d'études politiques de Strasbourg.

A vingt-cinq ans, elle est nommée

directrice du journal. Elle travaille

avec son père, dont elle est très

proche et qu'elle admire beau-

coup. Elle lui succède comme

- M= Jan Denys Bakker, née Marcelle Ruff. юв ёроцье, Marie-Claude et Richard Boisson ടടേ ബ്ബ്ഷ്യം, Et Cédric.

Les familles Siuls, Bakker et Ruff.

ont la peine de faire part du décès de

Jan Denys BAKKER,

survenu le 7 février 1999, à l'âge de

- René Bruckner.

son mari, Pascal Bruckner,

et Caroline Thompson Eric et Anna Bruckner. ont la grande douleur de faire part du

> Monique BRUCKNER. ancien professour au collège Notre-Dame-de-Sion

endormie dans la paix du Seigneur le 11 février 1999, raunie des sacrements de l'Eglise,

 Aussi longtemps que nous vivrons, elle continuera de vivre dans nos cœurs

De la part, Des familles Bruckner, Collin, Cortese, Demongeot, Fourteau, Francon, Gallet,

De leurs enfants et petits-enfants, De tous ses amis, en particulier ceux du CIRPA, qui l'ont soutenue de leur amuté

La messe de funérailles a été célébrée le lundi 15 février en l'église Saint-Etienne-du-Mont à Paris-5. Monique Bruckner reposera dans la sépulture familiale à Hauteville-Lompnes

38, rue Cabanis.

[Monique Bruckner était la mère de Pascal Bruckner, écrivain et philo-sophe, que Le Monde accueille dans ses

#### - Les présidents des syndicats départe-Le conseil d'administration de la

Le personnel de la Fnams ont la tristesse de vous informer du décès de M. Robert DUGAST,

président d'honneur de la Fédération nationale des agricultaurs multiplicaseurs de semences.

urvean vendredi 12 février 1999.

Les obsèques auront lieu mardi 16 février à 16 h 30, en l'église de Vaupillon, près de Condom (Gers).

M= Roben Dugast,

75016 Paris. Le Mimil, 32100 Beaumont. - Mª Pierre Lurcque.

Nicole et Plerre-Louis Laroque-Gras et Maxme.
Michel et Marie-France Laroque. Gnelle. Anne et Caristine. Anne et Jacques Cosnes, Marianne et

Jean-Louis et Gloria Rie et leurs enfants. Catherine et Philippe Gaultier et lours

Et toute la famille. MARTINE LAROQUE, conseiller d'Etat, président de sous-section

survenue le 11 février 1999, à l'âge de

Les obsèques out eu tieu dans

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Vendredi 12 (évrier.

Xavier PAGÈS

nous a quittés pour entreprendre sa grande Tous ceux qui l'aiment se reuniront et prieront avec lui au cours de la cérémonie qui aura lien mercredi 17 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris.

Elsic Pagès, Frédéric. Alzira Pagès,

- Josette Michelot,

Vincent et Barbara Michelot. Cérile et Robert Ferguson, ses enfants. Martin, Marianne, Arisne, Angus.

ses petits-enfants, ont la douleur de faire port du décès de Philippe MICHELOT,

maître de conférences à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand, vice-président du Conseil national des Universités, onzième section

survenu le 11 février 1999.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 15 février en l'égilse de Saint-Saturain

L'inhumation aura lieu le mardi 15 l'évrier à 14 heures, au cimetière de Saint-Seinc-sur-Vingeanne (Côte-d'Or).

17 bis, avenue du Général-de-Gaulle. 63670 La Roche-Blanche.

- Le président de l'université Blaise Le directeur de l'UFR lettres, langues et sciences humaines. Les enseignants, chercheurs, person nels et étudiants de l'université Blaise

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Philippe MICHELOT,

- M™ Robert Weiss. Les docteurs Jacques et Nadine M= Hélène Weiss,

ion fils et son petit-fils.

M= Stéphane de Lapierre, font part du décès, survenu le 3 février

Docteur Robert WEISS

L'incinération a eu lieu le 5 février 1999 a Cuers (Var).

Cet avis tient lieu de faire-part, 9, rue Victor-Duruy. 75015 Paris.

M= Annie Mazeaud,
 son épouse.

Jean-François Mazeaud, Anne Mazeaud, Pierre-François et Fanny Mazeaud,

Plente Mazeaud, son frère, Ses petits-enfants, Sa famille, ses nombreux amis,

ont le douieur de faire part du décès du docteur François MAZEAUD.

survenu le 11 février 1999, dans sa

mercredi 17 février 1999 à 14 heures, en l'église d'Héricy, (Seine-et-Marne) et se-ra suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part. Le Bas de la Courbe.

61150 Ecouché-Argentan. 26, rue de Champagne, 77850 Héricy.

Anniversaires de décès

ROUD 13.2.89

Numes

<u>Séminaires</u> COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

 Séminaires Hélène Cixous: « Vues sur mers ou la mère à voir II : la chasse du bonheur », 20 février, 6 et 20 mars, 3 et 10 avril, 9 h 30-15 h 30. USIC, 18, rue de Varenne,

Bruce Begout, Natalie Depraz, Francisco Varela et Pierre Vermersch : « Explora-tion de l'expérience et pratique de la 18 fevire, amphi. A., 18 mars, amphi. B. 15 avril, amphi. A, 18 heures-20 heures. 20 mai et 17 juin, 19 h 30-21 h 30, amphi A, Camé des sciences, I, rue Descartes,

lique de littérature.

18 heures-20 heures, Carré des sciences. I. tue Descurtes, Paris. Bernardo Correa, Stéphane Douziller, Georges Navet et Patrice Vermoren : « Les dialogues philosophiqu

tivisme culturel », 25 mai : A M. Garcia Raggio » La philosophie sociale de la pre-mière génération positiviste », 18 h 30-20 h 30, Maison de l'Amérique latine,

17 février, 10 et 31 mars, 14 avril, 5 mai, 18 h 30-20 h 30, amphi Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

17 février, 17 et 31 mars, 14 avril, 20 h 30-

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibl

CARNET DU MONDE Fax: 01-42-17-21-36

Téléphone: 01-42-17-39-80 01-42-17-38-42

Né en 1960, il avait fait sa carrière en marge de l'Université à partir d'immenses lectures dominées par le sens des rapports entre l'art, l'his-toire et la société. Amateur fervent et curieux de ce qui, du XIXº siècle, détient les clés du nôtre, il avait commencé par republier quelques

romans plus ou moins oubliés de l'époque, aux éditions France-Empire dirigées par son père, Yvon Chotard, décédé en novembre 1998. Attentif aux images aussi bien qu'aux faits et aux textes, il avait consacré sa thèse au photographe Nadar, Il fut aussi la cheville ouvrière de la publication des Correspondances romantiques, le décrypteur des codes intimes de Vigny (PUF), pointant les erreurs d'Heuri

Directeur de collection chez

Loïc Chotard

Un fervent du XIX<sup>e</sup> siècle

LOIC CHOTARD, ingénieur de

recherche auprès de Paris-IV, spécia-

liste du XIX siècle, est mort lundi

8 février à la Salpêtrière d'un lym-

Flammarion, balzacien et nervalien invétéré, il avait décidé de s'attaquer à la littérature d'aujourd'hui, aux hommes et aux femmes de jadis, comme à sa propre vie - sans arrogance ni provocation, dans le respect consciencieux des êtres et des faits. Son premier roman publié, Tiers-Monde (Stock, a Le Monde des livres » du 25 novembre 1994), s'inscrit, avec une nouveauté aigué, dans la tradition de la description des déviances qui fait de l'homosexualité, par exemple, cette intrusion tierce propre à dégonfier les baudruches manichéennes. Ce jeune mort nous laisse sa soif ardente de l'amitié, de la jole, de la justesse, l'envol suspendu d'une œuvre à poursuivre et un second roman pret à publication.

Jacques Seebacher

tine. Ses écrits ont exercé une

Sidi Mohammed Barkat : « Les fonde ments de la violence politique I », 17 février, amphi. B. 31 mars, amphi. A. 14 avril. 5 et 19 mai. 2 juin, amphi. E.

23 février : F. Naishtat « Principes de la philosophie de l'action », et M. Heler Le recours à la réflexion éthique dans l'activité scientifique «, 10 mai : U. Mou-lines « L'incohérence dialogique du rela-

217, boulevard Saint-Germain, Paris. Yves Michaud: « Identités et déco

Marilia Aisenstein, Sylvie Dreyfus et François Villa: « Comment des théories peuvent-elles se confronter dans le champ de la psychanalyse? », 22 h 30, arophi A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Marjolaine Hatzfeld: « Lacan dans le 18 février, 11 mars, 1ª avril, 6 et 27 mai, 20 heures-22 heures, amphi. A, 17 juin, 20 h 30-22 h 30, amphi. B, Carté des sciences, I, rue Descartes, Paris,

répondeur : 01-44-41-46-85. -Autres renscignements: 01-44-41-46-80

Q1-42-17-29-96

### AUJOURD'HUI

SPORTS Elève à l'Institut national anglais d'Arsenal dans lequel fidu football de Clairefontaine (Yvelines), Jérémie Aliadière, quinze ans, a donné son accord pour rejoindre,

Sing the Martin with the fire With the same

grid - profess or 3

By Ashiman in.

And the second second second

and the second section of the

578 Beer 12 6 -51

April 18 18 Sept.

भ्या स्थानकार : — · · ·

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

4444444444

**医发现的** (1995) (1997) (1997)

RESERVED BURNEY TO

Andre was product to the

 $g_{\rm theory to the to$ 

 $\sum_{i=1}^{n}\sum_{j=1}^{n}(1-in^{2})\sum_{i=1}^{n}(1-in^{2})\sum_{j=1}^{n}\sum_{i=1}^{n}(1-in^{2})$ 

A STATE OF THE STA

And the second second second second

appear in the comment

Agriculture with the control of

AND SHIP STORES

Control of the second

The second second second second

The Caldy State State of the

State of the Samuel of the Samuel

And the second

- Carrier to the state of the state of

NAME OF THE PARTY OF THE PARTY.

 $g_{i,j} = \frac{1}{2} \int_{\mathbb{R}^{2}} dg \frac{dg}{dg} dg = g_{i,j} g_{i,j} = \frac{1}{2} \int_{\mathbb{R}^{2}} \frac{dg}{dg} = \frac{1}{2} \int_{\mathbb{R}^{2}} \frac{dg}{dg} \frac{dg}{dg} = \frac{1}{2} \int$ 

The state of the s

The second of the second of the second

garage and a second of the second of

The state of the state of the state of

The state of the s

PARTY AND ADDRESS OF THE PARTY AND ADDRESS OF

The second secon

AND THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PA

The Administration of the Community of t

Angelon School

Contract Contraction of the Cont

723764

gurent plusieurs internationaux français. • LA FÉDÉRATION française de football (FFF) a diligenté une enquête pour faire la lumière sur ce délors de la saison 1999-2000, le club

part, estimant que l'entraîneur francais d'Arsenal, Arsène Wenger, a bénéficié d'une « complicité » sur place. • CETTE AFFAIRE ne doit pas faire oublier les négociations finan-

cières, souvent occultes, auxquelles les clubs français se livrent avec les familles de jeunes issus des centres de préformation. 

MARIE-GEORGE BUFFET, ministre de la jeunesse et de

sports, confie, dans un entretien au Monde, que « ce commerce est une atteinte à l'éthique sportive » et annonce que sa future loi d'orientation abordera le problème.

# Le football français veut prévenir le départ de ses jeunes espoirs

Le club anglais d'Arsenal, dirigé par le Français Arsène Wenger, a recruté, pour la saison 1999-2000, Jérémie Aliadière, âgé de quinze ans, issu de l'Institut national du football (INF). Ce transfert pas comme les autres porte un nouveau coup au système de formation « à la française » nal a préféré le recruter tout de

IL S'APPELLE Jérémie Aliadière, il n'a pas encore seize ans et son nom est associé au dernier « scandale » en date du football professionnel. Que lui reproche-t-on? Pas grand-chose au regard du chemin emprunté par ses illustres ainés. Footballeur en herbe originaire de Rambouillet (Yvelines), Jérémie Aliadière vient de donner son accord pour rejoindre, pour sept ans, Arsenal, le club entraîné par Arsène Wenger et au sein duquel évoluent notamment Emmanuel Petit, Nicolas Anelka et Patrick Vielra. Au mois de juillet, accompagné de ses grands-parents, le jeune attaquant s'installera dans une maison située non loin de London Coiney, le centre d'entrainement des célèbres « canon-

Sitót rendu public, ce transfert pas comme les autres a provoqué une levée de boucliers au pays des champions du monde. Jérémie Aliadière est actuellement en troisième et dernière année à l'Institut national du football (INF) de Clairefontaine (Yvelines). Appelés à passer professionnels, les 62 pensionnaires de ce centre de préformation sont régulièrement courtisés par les équipes de division 1 et de division 2 de l'Hexagone. A la fin de leur cursus, ils sont en droit de s'engager pour le club de leur choix. Dans un passé récent, des joueurs comme Thierry Henry et Nicolas Anelka sont sortis de cette antichambre classée au rang d'ins-

C'est la première fois qu'un club étranger s'approprie um élève de l'INF. « Ses parents ont clairement attendu qu'Arsenal s'Intéresse à lui. Si Arsenal présente des arguments sportifs non négligeables, il a égale-

ment de solides arguments financiers », accuse Claude Dusseau, le

directeur de l'établissement, « Si Jérémie a choisi Arsenal, c'est uniquement parce qu'il a toujours rêvé de porter le maillot de cette équipe. À aucun moment, il n'y a eu marchandage », se défend Bertrand Sonet, l'agent qui veille sur sa carrière depuis maintenant un an. Le club s'est engagé à débourser 1,3 million de livres (198 000 €) pour engager l'adolescent : une somme qui englobe les différents

a un ripou quelque part. Tout le monde sait qu'il existe des gens dans l'entourage des jeunes footballeurs qui portent une double casquette ; éducateur d'un côté et intermédiaire de l'autre, en échange d'une petite commission », confie l'un des membres du conseil fédéral.

Dans un premier temps, les regards se sont tournés vers les salariés de l'INF, Claude Dusseau et ses adjoints, André Mérelle et Joachim Francisco Filho. Les trois techniciens ont reçu, depuis, le soutien

### L'Angleterre recherche un nouveau Michael Owen

Le recrutement, par Arsenal, du Français Jérénde Aliadière s'inscrit dans un contexte particulier : les principaux clubs anglais sont tous en quête, en effet, du « nouveau Michael Owen », du nom de l'attaquant ernational de dix-neuf ans qui fait les beaux jours de Liverpool. A la mi-janvier, Arsenal a incorporé dans ses rangs un autre adolescent, Jermaine Pennant, âgé de quinze ans. Son club d'origine, Notts County (D3), aurait touché 2 millions de livres (près de 3 millions d'euros) à tire de compensation. Aujourd'hui, les ténors du championnat angiais lorgnent sur un autre surdoué : Cherno Samba, quatorze ans, actuellement à Millwall (D3), a reçu des propositions financières de quatre clubs de division 1. Il a marqué 122 buts en 32 matches la saison dernière. En italie, enfin, un petit Napolitain de dix ans, Vincenzo Sarno, a défrayé la chronique : le club de Torino a offert 400 000 francs (61 000 €) à sa famille pour obtenir la garantie de lui faire signer son premier contrat quand il aura quatorze ans.

frais engagés (logement, billets d'avion...) mais aussi et surtout ses futurs premiers salaires de footballeur professionnel.

indignée par cette affaire, la Fédération française de football (FFF) a souhaité ne pas en rester là. Une commission d'enquête, composée de quatre niembres, a été créée le 29 janvier lors d'un conseli fédéral pour le moins houleux au cours duquel des soupçons de « trahison » out été lancés. « Il y

de plusieurs élus fédéraux ainsi que de la Ligue nationale de football (LNF) pourtant virulente lors 3 du dernier conseil fédéral. « Il est primordial de savoir ce qui s'est passé. L'INF est financé par l'Etat, par la FFF et par la ligue. On ne peut accepter que les fruits de notre inves-Hissement solent récoltés par des clubs non français »; s'indigne Jacques Thébault, le directeur gé-

néral de la LNF. L'enquête pourrait, anjourd'hui,



Jérémie Aliadière joue déjà en bleu dans la sélection cadets.

se diriger vers l'AS Saint-Etienne. Le club du Forez a signé un contrat de partenariat avec Arsenai en juillet 1998 à une époque où il connaissant de sérieuses difficultés financières. L'accord permet notamment à Arsène Wenger d'être prioritaire en matière de transfert

TROIS QUESTIONS A...

dub anglais ?

MARIE-GEORGE BUFFET

Que pense la ministre de la jeu-

nesse et des sports du départ d'un

leure footballeur français dans un

Qu'un jeune de quinze ans soit

acheté par un club professionnel me

touche profondément. Ce

commerce est une atteinte à

l'éthique sportive. C'est d'autant

plus inquiétant qu'il ne s'agit pas

d'un cas isolé. Nous savons que dans

la périphérie du football, des gens

sur les élèves du centre de formation stéphanois. « Arsenai avait l'intention de nous conflet Jérémie pendant deux ans. Au-delà de cette période, nous l'aurions effectivement laissé partir en Angleterre. Mals comme l'enfant et sa famille ne voulaient pas venir chez nous, Arse-

suite, de peur de se le faire prendre par quelqu'un d'autre », explique Gérard Soler, le directeur sportif

#### RECOURS DIFFICILES

Si l'enquête n'en est qu'à ses débuts, la FFF réfléchit parallèlement à la suite à donner pour que ce genre d'événement ne se reproduise pas. Une plainte auprès de la Commission européenne a été évoquée, mais elle n'a guère de chances d'aboutir vu qu'aucune effraction n'a été commise par la famille Aliadière ni par Arsenal. Un recours auprès de l'Union européenne de football (UEFA) est également envisageable, une clause ayant été votée il y a deux ans afin d'interdire les transferts de Joueurs amateurs d'un pays à l'autre. Mais cette mesure est en contradiction avec les articles du traité de Rome relatifs à la liberté de circuler; de cette contradiction était né, il y a trois ans, l'arrêt Bosman (pour les sportifs professionnels unique-

Reste le volet légal. Marie-George Buffet, la ministre de la Jeunesse et des sports, a l'intention de présenter devant le Parlement quatre mesures d'urgence, en perspective de la nouvelle loi d'orientation sur le sport ; l'une de ces dispositions concernera la protection des apprentis footballeurs. Le texte pourrait être voté avant l'été, ce qui le rendrait applicable dès le début de la saison prochaine. Il sera, quoi qu'il en soit, trop tard pour jérémie Aliadière : à la rentrée pro-chaine, l'adolescent sera déjà en Angleterre.

F. P.

## Dans la course aux prodiges, les clubs français ne traînent pas

SI LE DÉPART du jeune Jérémie Aliadière en Angleterre met en émoi jusqu'aux plus hautes autorités du sport, il ne doit pas occuiter les méthodes parfois controversées des clubs français de division I pour acquérir tel ou tel espoir du ballon rond. Faute de garde-fous, le système laisse une grande marge de manceuvre aux pratiques de recrutement. Cadeaux à la famille, promesses de salaires, primes à la signature... La course au prodige ne s'embarrasse guère de moralité.

il y a aujourd'hui environ 250 jeunes footballeurs de très bon niveau, âgés de 13 à 16 ans, répartis dans 7 centres de préformation, dont celui de Clairefontaine. Les clubs professionnels français - qui financent ces équipements via la Ligue nationale de football (LNF) - se livrent à une lutte sans merci pour attirer les meilleurs vers leurs propres centres de formation dans lesquels l'âge minimum autorisé est de 15 ans. Priorité est donnée aux arguments « classiques ».

LA MAIN AU PORTEFEUILLE

il en va, tout d'abord, de la réputation du centre de formation: Nantes, Auxerre, Lyon, se taillent la part du rol. Il convient, également, de mettre en avant la qualité de l'enseignement scolaire prodigué. Certains clubs proposent ainsi des cours à la carte. D'autres ne manquent pas de rappeler leur taux de réussite au bac, comme le PSG qui reste sur un brillant 100 %

obtenu en 1998. Afin de faire visiter ses installations, l'AS Monaco invite enfants et parents pendant plusieurs jours dans des hôtels luxueux de la principauté. L'entraîneur de l'Al Auxerre, Guy Roux, n'hésite pas à se déplacer lui-même à la rencontre des familles. « Je n'y vais pas pour faire du cinéma », assure le Bourguignon, qui se souvient avoir rendu visite à six reprises aux parents de Patrice Loko. Cela n'empêcha pas ce dernier de signer ad FOO andes.

. Mais les clubs doivent aussi mettre la main au portefeuille. On promet de prendre en charge des billets de train ou d'avion, des polices d'assurance personnelle en cas de blessure, des meubles, des survêtements... « Il arrive que le club trouve un emploi au père du garçon qui est au chômage », indique Dominique Bijotat, le responsable du centre de préformation de Châteauroux. « Une fois, nous avons donné 65 000 francs [9 893 €] aux parents d'un jeune Joueur qui nous intéressait parce que le pavillon familial allait être

saisi », raconte Guy Roux. Le principe est celui de l'offre et de la demande : « S'il y a dix clubs sur un même garçon, on peut assister à de véritables enchères », se désole André Mérelle, l'un des éducateurs du centre de Clairefontaine. Les parents se voient ainsi proposer de signer des « conven-

tions » avec les clubs : y sont précisés les futurs salaires que touchera leur enfant au cours de sa formation et lors de son premier contrat professionnel.

Si cela n'est pas suffisant, des « primes à la signature » sont alors gracieusement proposées. Il y a deux ans, pour enrôler un jeune talent originaire des Lilas (Seine-Saint-Denis), le PSG a offert « moins de 100 000 francs [15 220 €] à sa famille, raconte Marc Collat, le responsable de la formation. On peut penser que les parents qui ont amené leurs enfants sur les stades tous les week-ends pendant des années méritent une compensation. » Ces indemnités de transfert qui n'en portent pas le nom peuvent atteindre et même dépasser, dit-on, le demimillion de francs.

#### reperent des jeunes talents et se livrent à un véritable trafic L Dans votre future loi d'orientation sur le sport, y aura-t-il un ou plusieurs articles visant à protéger la

Oul. Je proposerai au Parlement deux dispositions essentielles. La pre-

formation des footballeurs fran-

mière consiste à interdire toute transaction commerciale sur un jeune sportif mineur. Deuxième mesure : un jeune sportif issu d'un centre de formation devia sign contrat professionnel avec le club qui l'a formé. Cette disposition va donner un fondement juridique aux règles qui s'appliquent dans le sport français. Il s'agit là d'une sorte d'obligation de retour envers la collectivité qui consacre d'importants moyens financiers et humains à la formation. Notre objectif est de préserver l'originalité d'une formation sportive unique au monde. De cette manière, nous maintenons un lien structurel entre une mission d'intérêt général et le sport professionnel. En dair, le gouvernament refuse de livrer le sport professionnel aux seuls appétits financiers.

Ne risque-t-on pas de se heurter à la législation européenne, notamment au traité de Rome ? Nous avons eu le même type de

débat à propos de la loi sur le dopage. Certains me disalent d'attendre, craignant qu'en se montrant aussi déterminée, la France ne se retrouve isolée en Europe. C'est exactement l'inverse qui s'est produit. Si nous ne voulons pas laisser s'instaurer un commerce d'enfants et voir nos centres de formation devenir des marchés d'approvisionnement des dubs les plus riches, il faut légifé rer sans tarder. Jusqu'à une période récente, la logique qui prévalait en Europe était de considérer le sport comme une marchandise, les dubs comme des entreprises, et la loi de la libre concurrence au dessus des règlements sportifs. Aujourd'hui, cette vision a nettement reculé. Le comusite est favorable à une reconnalssance, au sein de la Communauté européenne, de la spécificité du sport comme élément constitutif d'une culture, d'une identité, d'une citoyenneté.

Propos recuelīlis par Frédéric Potet

### Le championnat de France de football de DI CHROSENENT Monaco-Rennes 4-2 52 24 16 4 4+31 A GNGNG Lyon-Nertitis . 2-1 51 84 15 .6 3 + 22 W GNPGF | Some | Section | Sectio Strasbourg-Auxerre remais Sochaux-Le Havre remais Nancy-Metz remais Sams 32 24 9 5 10 -1 A GNPPG Nancy-Metz remais Sams 31 23 8 7 8 +3 ▼ FGNPSams 30 24 9 3 12 -3 ▼ GNPPP 30 24 9 3 12 -3 V GNPPP 38 Basis 30 24 9 3 12 -3 V GNPPP 39 24 7 7 10 -1 = PPPGP 30 28 24 7 7 10 -1 = PPPGP 1) Paris 55 28 23 7 7 8 -7 = PGPG-1) Automic 0 39 55 Statistics 25 23 5 10 8 -6 = NPPN-24 23 6 6 11 -9 = PGPP-2 Nerges 7 33 75 Formouse, 24 24 5 9 10 -16 A PPGGG 3 Loriers 1 37 75 Formouse, 24 24 5 9 10 -16 A PPGGG 16 Bordesux 5 52 17 Loriens 21 24 4 9 11 -18 = GPNPN 5 41 17 Loriens 6 41 11 69 18 Section 17 21 3 8 10 -19 = NNNP-

1 Bordeaux 51 buts • 2 Marsaille 42 buts • 3 Montpellier 41 buts. 1 Bordéaux, Marseille 20 buts • 3 Lyon 21 buts.

1 Wiltord (Bordens) 17 buts • 2 Laskandes (Bordens) 14 buts

• 3 Maurice (Marselle) 11 buts 25º JOURNÉE : Jeudi 25 tévrier : Montpellier-Monaço, Narias-Bordeaux.

25" JOURNALE : JACUTE ZO PEVINET I MOI INJURIENT MAINEST DUCUERAN, Marseille-Stresbourg, Paris SG-Lyon, Vendradi 28 fevrier : Rasila-Toulcuse, Aumenti-Lens, Le Mains-Lonent, Sannes-Nancy, Metr-Sochaux

# Marseille, surpris par Toulouse, abandonne la tête

ronne après s'être fait licencier du

LES GIRONDINS de Bordeaux ont repris la tête du championnat de France de division 1. Grace à un doublé de leur attaquant nouvellement international, Sylvain Wiltord, les joueurs d'Elie Baup ont battu Bastia (2-0), samedi 13 février, pour le compte de la 24 journée. Privés de leur meneur de jeu Ali Bernarbia, alité, les Bordelais ont tranquillement attendu la deuxième mitemps pour imposer leur puissance. Avec dix-sept réalisations personnelles depuis le début du championnat, Sylvain Wiltord a accru son avance au classement des bu-

Les Girondins out profité, parallèlement, du faux pas de l'Olympique de Marseille chez l'un des mal classés, le Toulouse FC. Dominés pratiquement toute la rencontre, les Phocéens se sont inclinés sur un penalty du vétéran portugais Oceano, trente-six ans, à un quart d'heure de la fin, il s'agit de la quatrième vic-Alain Gressa, taratu et haud-30-

Paris-Saint-Germain. Cette perte de pouvoir de l'OM n'a pas été du goût de ses supporteurs : trois stadiers chargés de la surveillance du Stadium ont été blessés à la suite d'incidents provoqués par des Marseillais à la fin de la rencontre.

OPTION POUR LYON

Detrière les deux leaders, l'Olymplque lyonnais a pris une option sur la troisième place, synonyme de qualification aux tours préliminaires de la Ligue des champions. Le club rhodanien, qui devait annoncer, lundi 15 février, un accord de partenariat économique avec le groupe de communication Pathé, a pris le dessus sur le FC Nantes (2-1) grace à deux buts de son capitaine, Alain

Eliminé des deux coupes, FOL devra désormais se métier de l'AS Monaco. Dans l'autre match au sommet du week-end, les joueurs de la principauté ont enregistré leur troisame succes de suite en champion-

nat en battant le Stade rennais (4-2). Le Nigerian Victor Ikpeba a inscrit deux buts. Successeur de Jean Tigana à la tête de l'équipe monégasque, Claude Puel avait allgné quatre loueurs de moins de vingt-deux ans en défense : Philippe Christanvai, Jérôme Rodriguez, Da-

vid Di Tommaso et Willy Sagnol. En raison du froid et de la neige trois matches ont dû être reportés, samedi: Strasbourg-Auxerre, Sochaux-Le Havre et Nancy-Metz. En déplacement à Lens, les joueurs du Paris-Saint-Germain ont demandé à l'arbitre d'annuler la rencontre en raison du mauvais état de la pelouse du stade Félix-Bollaert, mais le match a été joué tout de même et les Parisiens l'ont perdu. Ironie du sort, le but de la victoire lensoise (2-1) a été inscrit par Nicolas Laspalles, qui portait le maillot du PSG il y a encore quelques semaines. Blessé suite à un choc, le capitaine parisien Francis Llacer souffre d'un décollement de la plèvre et sera indisponible pendant six semaines.

### Aux championnats du monde, le bob à quatre français est atteint par la grâce

Premier titre devant les Suisses et les Canadiens

tièmes: sur une piste de bobsleigh, c'est énorme. Enorme comme la victoire de l'équipage français dimanche à Cortina d'Ampezzo (Italie) dans le championnat du monde de bob à quatre. Pour son premier titre mondial dans cette discipline, le premier aussi à échapper aux Allemands et aux Suisses depuis trois décennies, le bob français piloté par Bruno Mingeon n'a pas fait les choses à moitlé : vainqueur des quatre manches, il a avalé la piste Italienne d'une trajectoire souple et glissée, là où ses adversaires se faisaient chahuter et passaient en force.

Bruno Mingeon, considéré depuis plusieurs années comme l'un des meilleurs pilotes du monde et déjà médaillé de bronze avec les mêmes coéquiplers (Max Robert, Emmanue) Hostache et Eric Le Chanony, tous formés à l'école de l'athlétisme) lors des Jeux olympiques de Nagano (1998), a pu exprimer toute la palette de son talent sur une piste qui lui convenait à merveille.

Cette victoire française a tout pour faire sensation. Elle couronne une démarche totalement atypique. Le bobsleigh est en France un sport sans racines: peu de pratiquants, une seule et unique piste, à La Plagne, construite en 1992 à l'occasion des 10 d'Albertville, un intérêt quasi nul du public, des médias et des sponsors. Rien ne le prédestinait à sortir un jour des rôles de figura-

Mais, en 1994, à l'occasion des JO de Lillehammer, la Fédération francaise des sports de glace (FFSG) manifeste un interét soudain pour cette discipline pratiquée par un nombre réduit de nations et où les médallles sont done sans doute plus abor-

UNE SECONDE et vingt cen- dables qu'ailleurs. « Nano » Pourtier, pionnier du ski acrobatique et mentor du champion olympique Edgar Grospiron, vient d'être congédié par la fédération de ski. Il est mandate par la FFSG pour une mission d'observation auprès du bob fran-

> En juin 1994, il prend la direction des équipes de France de bob, un sport qu'il avoue ne pas connaître. Ses qualités de meneur d'hommes vont faire merveille. Il recrute un entraineur italien. Ivo Ferriani, instaure une concurrence sans pitié parmi les athlètes, engage des opérations de détection, lance des partenariats technologiques... « Notre progression ne relève pas du miracle, assure-t-il. C'est le résultat d'une méthode, à base de rigueur et de travail, une méthode aue la FPSG m'a laisse la totale liberté d'appliquer comme Je l'entendals. J'ai pu m'entourer de techniciens expérimentés et me consacrer à la gestion des hommes et de l'équipe, » Une équipe renforcée, au début de la salson 1999, par un kinésithérapeute et un préparateur physique Italien. « Le budget annuel de l'équipe de

> France se situe entre 1,2 et 1,4 million de francs, l'équivalent du budget de fonctionnement d'un seul des bobs suisses », soullene « Nano » Pourtier avec un soupçon de fierté. C'est l'opération commando par excellence : des movens concentrés sur un effectif rédult et un ratio podiums/dépenses très supérieur à la moyenne. L'équipe de France détient Il est vral une source de plusvalue non négligeable : en Bruno Mingeon, elle possède en son sein un homme dont les doigts sont capables de faire jaillir de l'or de la

> > Gilles Van Kote première année, endurance ensuite,

## Aux Mondiaux de Vail, Lasse Kjus a remis la polyvalence au goût du jour

Dans la station du Colorado, le Norvégien a gagné cinq médailles en cinq épreuves

Il est le vrai héros des championnats du monde ski combiné, Lasse Kjus, vingt-huit ans, a montré que n'en est pas moins adepte des méthodes « moalpin. Médaille d'or en super-G et en géant, mé-la polyvalence avait encore du bon. Mais, pour dernes » de préparation, qui lui ont valu d'avoir daille d'argent en descente, en sialom et au être resté fidèle aux valeurs d'antan, le Norvégien été contrôlé positif lors de la saison 1998-1999.

VAIL (Etats-Unis)

de nos envoyés spéciaux Pour une fois, il a vraiment sourl. Lui qui doit être un supporteur inconditionnel de Buster Keaton a



géant, vingt-huit ans, n'a pas seulement empoché, vendredl 12 février, son deuxième titre de la quinzaine et sa quatrième médallie d'affilée, il a emporté « la plus belle victoire de sa carrière ... Dimanche 14 février, il a laissé filé le slalom pour 11 centièmes de seconde au profit de l'Inattendu Finlandais Kalle Palander. Son butin de cinq médailles (deux d'or et trois d'argent) en chiq épreuves est unique dans les annales du ski alpin. Il place le Norvégien au même niveau que Jean-Claude Killy et l'Autrichien Toni Sailer, qui ne disputaient toutefois que trois épreuves à leur époque (le

classement du combiné se faisant

par addition des temps de la des-

cente et du sialom). Lasse Rjus est né plutôt timide. C'est skis aux pieds qu'il préfère exprimer sa puissance, extérioriser son tempérament et afficher sa volonté. Il est l'actuel meilleur produit d'exportation du système de formis au point au milieu des années 80. Sa philosophie repose sur ce qu'on pourrait appeier la « périodisation de l'entrainement » sur un cycle de quatre années : dominante polyvalence sportive la

pulssance et individualisation plus poussée enfin. Selon le Slovène Ales Garmer, l'un des entraîneurscless de l'organigramme norvégien, « le but de la préparation physique est de faire des athlètes capables de tenir toute la saison et sur tous le fronts, le travail technique et spécifique sur neige peut ensuite être individualisé ».

Lasse Kjus a été en quelque sorte « programmé » et « formaté » pour être un champion tout temps, toute neige, tout-terrain, toute discipline. Que ce Norvégien introverti, monolithique et sans effervescence soit l'athlète de référence des championnats du monde est conforme à l'évolution du ski alpin de compétition. Et que ses exceptionnelles performances et sa stature impressionnante éveillent des soupçons de dopage coile maiheureusement aussi à l'époque...

Le président de la Fédération internationale de ski (FIS), Gian-Franco Kasper, n'élude pas la question: «Certes, Lasse Rjus a été contrôlé positif à Kitzbühel mais il a fourni un certificat médical le discuipant. Les rumeurs de dopage qui ont suivi ont fait le tour de la presse mondiale. Elles proviennent d'un article autrichlen destine à déstabiliser l'équipe norvégienne. Jusqu'à preuve du contraire, pour moi, il n'y a pas d'affaire Lasse Kius. »

Les organisateurs, dont l'objectif était de proposer « la dernière grande fête du siècle », ont pu tranquillement privilégier la qualité technique des épreuves et le choix de terrains suffisamment sélectifs pour qu'émergent les meilleurs. Objectif atteint: Lasse Kjus, bien sûr, mais aussi son compatriote Kjetil-André Aamodt, les Autrichiens Hermann Maler, Hans Knauss, Christian Mayer, Alexandra Meissnitzer, Anita Wachter, Renate Götschl, ou encore la Suédoise Pernilla Wiberg, figurent au palmarès, dans la plus pure logique sportive.

Le public américain, si jovial et bruyant, aurait sûrement aimé plus de sensations à l'image des victoires en sialom de l'Australienne Zail Steggall et du Finlandais Kalle Palander. Mais les skieurs de haut niveau, pour peu qu'on leur offre des préparations et des profils de pistes sélectifs, démontrent alors un savoir-faire tout à fait impressionnant, qui laisse peu de place aux surprises. Les duels Klus-Maier, la domination des descendeuses autrichiennes, les deux slaloms eéant et la descente messieurs res-

A l'heure de la spécialisation à outrance, il est amusant de constater que la polyvalence, cette vertu originelle du ski alpin, s'impose à nouveau comme une tendance à suivre. Une vérité que devront prendre en compte les dirigeants, entraîneurs et skieurs français qui présentent un bilan plus que décevant : une médaille de bronze avec Florence Masnada en combiné, la & place avec Mélanie Suchet en descente, la 8º d'Yves Dimier au combiné, la 9º pour Lella Piccard en géant et la 10° pour Raphaël Burtin dans le géant.

Les absences, entre autres, de Régine Cavagnoud, Jean-Luc Crétier et Nicolas Burtin ne peuvent suffire à expliquer le manque de présence des coureurs français dans l'impitoyable bagarre du haut niveau. Manque de fond technique? Insuffisance de puissance physique? Faiblesse psychologique? Absence de moyens financiers? Maichance? Effectif réduit en qualité et quantité ? Désintérêt national pour le ski ? Ces questions, toutes légitimes, et leurs réponses embryonnaires se retrouvent plus ou moins dans la bouche des responsables fédéraux.

« Nos athlètes skient bien mais ils n'ont pas la carrure du haut niveau. constate, désabusé, Jean-Francois Saurin, directeur technique national, qui se console comme il peut avec un brin de dérision. C'est l'année de tous les changements : l'Italie. l'Allemagne et les Etats-Unis reviennent bredouilles. La France a au moins le privilège de figurer au ta-

Gilles Chappaz et Paul Miquel

### Treize médailles pour l'Autriche

Avec les cinq médailles de Lasse Kjus, la Norvège est deuxième au classement des médalles (trois d'or, quatre d'argent, cinq de bronze)
mais la première place revient à l'Autriche (cinq d'or, trois d'argent et cinq de bronze). Dans deux épreuves féminines, le super-G et la descente, les Autrichiennes ont réussi le triplé. Autrichiens et Norvégiens se partagent vingt-deux des trente médailles mises en jeu. La Suède avec deux médailles, dont une d'or, finit troisième. La France, pour sa part, enregistre un résultat décevant et doit se contenter de la seule médaille en bronze obtenue par Florence Masnada dans le combiné.

## Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS

au sommaire du numéro de février



### Retraites

L'année 1999 marquera-t-elle le dernier inventaire sur les retraites avant d'inéluctables réformes? Apres Rocard, Balladur et Juppé Jospin s'est attelé à la tâche.



### Chronologie de l'année 1998

Revivez mois après mois les principaux événements de l'année passée.

Plus : Les Clés de l'info 4 pages pour décoder l'actualité

#### TROIS QUESTIONS A... **BERNARD CHEVALIER**

L'équipe de France revient des championnats du monde avec une médaille de bronze, gagnée par Florence Masnada dans le combiné. En tant que président de la Fédération française de ski, que vous inspire ce bilan?

Je suis d'abord très décu, notamment à cause des revers de nos slaiomeurs car nous étions persuadés que Pierrick Bourgeat ou Sébastien Amiez rameneraient une médaille. Mais, d'une manière générale, je crois qu'il faut prendre en compte notre manque de chance. Aucune équipe ne peut se permettre de perdre trois de ses leaders comme nous l'avons fait. Les biessures de Régine Cavagnoud, Jean-Luc Crétier et Nicolas Burtin nous ont été fatales.

justement, le nombre invraisemblable de blessures dont les skieurs français ont été victimes ?

Difficile de savoir mais, au risque de me répéter, le crois que la part de malchance a été déterminante. Peut-être que les Français sont plus « fragiles » que les autres compétiteurs. Il faudra affiner l'analyse, mais on peut d'ores et déjá penser que la préparation physique n'a pas été suffisamment adaptée à chaque individualité. sérieusement réfléchir à ce probième dans un proche avenir.

3 Pierrick Bourgeat et Raphael Burtin Incament désormais la releve du ski alpin français. Où

sont les autres ? Nos équipes en juniors en Coupe d'Europe marchent relativement bien, mais on arrive cer-

Comment expliquez-vous, italnement à un changement de générations. C'est assez clair à la fois chez les filles et chez les garcons. On doit maintenant accepter cette situation et assimiler ce phénomène pour continuer à être pointilleux dans les sélections nationales. Pour cela, il ne fallalt plocher que dans les guinze premiers mondiaux pour constituer l'équipe de France des championnats du monde. C'est ce que nous avons fait. Je pense que nous avons eu raison. Cela n'aurait servi à rien d'envoyer des jeunes au casse-pipe. Cette politique est une volonté fédérale qui va petit à petit se mettre en place pour les juniors, car, hélas, nous ne disposerons jamais d'un vivier de jeunes skieurs talentúeux, comme c'est le cas en Autriche.

> Propos recueillis par Paul Miquel

### L'or des slaloms échappe aux grandes puissances

VAIL (Etats-Unis) de notre envoyé spécial

Sur les pistes de Vall, les skieurs le répétaient à l'envi : pendant les championnats du monde, tout est possible. Contrairement à la Coupe du monde où chaque épreuve compte pour le classement final, les résultats des Mondiaux sont parfois imprévisibles car ils se jouent sur « une course d'un jour ». Pourtant à Vail, jusqu'aux ultimes épreuves, le duel austro-norvégien a plus ou moins travesti les statistiques habituelles. Mais, dans les deux slaloms qui ont clôturé les épreuves, le Finlandais Kalle Palander et l'Australienne Zali Steggall ont finalement créé la surprise en prouvant qu'ils

avaient un sens aigu de l'acuité historique. Dimanche 14 février, l'intrépide Kalle Palander a donc imposé l'extrême agressivité de son style pour ravir la médaille d'or au Norvégien Lasse Kjus. « Pendant la première manche, je pensais finir dans les cinq premiers, a-t-il remarqué. Quand je me suis élancé pour la seconde manche, je pensais que je pouvois finir sur le podium. Et, juste avant l'arrivée, j'ai enfin cru à la médaille d'or. »

EFFORTS SUR LE SKI ALIMN

Grace à cette couronne mondiale, Kalle Palander devient le premier Finlandais à remporter un titre majeur dans une discipline alpine alors que son pays est plus habitué aux médailles en ski nordique. Influencée par sa voisine norvégienne, la Fédération finlandaise de ski ~ comme celle de Suède, d'ailleurs - semble avoir décidé de porter ses efforts vers l'alpin.

Chez les dames, samedi 13 février, la surprise a été offerte par la victoire de l'Australienne Zali Steggall. Le marsupial skieur qui orne le sympathique écusson de l'équipe de ski australienne a gagné un nouveau titre après la médaille de bronze déjà acquise aux Jeux olympiques de Nagano l'an passé par la même skieuse. Au terme d'une seconde manche d'anthologie, l'Australienne, agée de vingt-quatre ans, a joliment coiffé toutes ses adversaires.

La bionde Zali Steggali a su profiter du tracé réalisé par son entraîneur autrichien, Helmut Spiegel, pour déployer un ski à la fois fluide et offensif. Zali Steggall est une slalomeuse du vertige qui pas sède un sens extrême de l'équilibre et une incroyable capacité de concentration sur des longues distances, explique son entraîneur. En plus, elle aime la neige dure et les pentes raides. C'est la raison pour laquelle j'ai utilisé à fond la verticalité du mur final... là où plusieurs autres skieuses ont echoué. »

Zali Steggall devient la première Australienne à décrocher une médaille d'or aux championnats du monde. Grâce à des parents nomades, la jeune femme a passé dix années de son enfance à Morzine, où elle a découvert la neige et surtout l'amour du ski de compétition. « Avant de m'aligner à Vail, j'ai tout fait pour arriver au meilleur niveau, a-t-elle expliqué. Dans la cabane, avant de m'élancer, j'ai entendu le public qui applaudissait Pernilla Wiberg. J'ai alors compris qu'elle était en tête et qu'il fallait que je réussisse une course parfaite. »

En toute simplicité, elle a effectué le meilleur parcours, devançant de 8 dixièmes de seconde la Suedoise Pernilla Wiberg (argent) et la jeune Norvégienne Trine Bakke (bronze), alors que la première Française, Florence Masnada, ne pointe qu'à la quatorzième place.

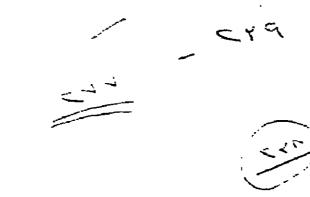


AND REAL PROPERTY.

-1. 医胸部中侧线

ar par Sayer 1 24

3 18 20



candidates. Homme portant plusieurs cas-

20 A 1 . 3

大学 はいまい 大学 かっ **医性性 医性**管 4 **Jahren ber derentrieb** auch der de despession of the second par franchis men where he was to see he ! SECOND PRICES - MILLS The state of the state of The property of the Party of th Marie Marie Carlos Antonio de Carlos The state of the same of the same of the state of the second MARK THE PROPERTY OF THE PARTY **The Allery** of the Allery of

THE RESERVE OF THE PARTY OF THE

the second street, where the

The second second terminal property and the second Bright Home and The state of the s Market Statement Chillen 大学 は ないない かんかん かんかん La fatte to make represent a section of See See April 1 Avenue 1 1 STANSON CONTRACTOR **美国的** 

Samuel Control of the Control of the

ing Fall Strawers

A STATE OF THE PROPERTY OF THE STATE OF THE The state of the same of The said that they said the man is to be the the section of advantage for the state of the s and the state of t Cotton and the San Trades **前後に変わりできませんかい かん** Robert March Commence of the State of State of Company your "The service of a CANADA THE SECOND HARLES HOLL WITH THE 的复数医性性 医电子性病 电二十二 gran i samon grante y in the 🧀 Company of the second second British British made grant or the form for الهيوات المراب المتهاديات وكالمتحيط بالمتعلم Commission March 19 1 1844 1964 Service and the property of

THE PERSON

الدائية الإرافيان المكتوبي ويداعنك مهما المتهاكم

way for the stage of the contract

And the state of the state of the state of

agent the way on the

Part Boundary Strate

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH La Colombia de la Col a province of the second section of September 1994 the comment of the co The state of which the state of applicate on a track of the The same of the same of good as المعزوجين أتناء أراريسك القامي فللهراس The grown of the second a king better seen on we. 医洗涤管性 心脏人口物 经 Garage and Same Management of the second 記事 (新元 ) 「 A ( A ) 」 「 A ( A ) A ( marie service in a file. Company of the state of the sta the the second of the second of the

The same of the sa A STATE OF THE PARTY OF 一种 一种 一种

Mary Spring was a series

Beer Separate to the second of the Burner of the San Parish

L'ancien canoétiste Phil Coles, aujourd'hui membre du Comité international olympique (CIO), est cité dans le rapport d'enquête réa-lisé par le Comité d'éthique des Jeux olym-piques d'hiver de Salt Lake City (2002). On AUCKLAND (Notivelle-Zélande) seule visite par ville candidate. En de notre correspondante Outre, les cadeaux aux membres du CIO ne doivent pas collter plus de

Color Asia

The second of th

100

100 C

 $\{\omega_{k_1,k_2,\frac{n_1}{n_1}}\}$ 

 $\{f_i(\pi_i) = f_i(\pi_i)\}$ 

A CONTRACT

Burkey.

Ancien sélectionné olympique de canoe, pilier du milieu sportif australien, membre du Comité olympique international (CIO) ainsi que du Comité d'organisation des Jeux olympiques de Sydney (Socog), Philip Coles est aujourd'hui dans l'œil du cyclone. L'homme n'a pas en d'autre choix que de renoncer à ses fonctions auprès de l'organisation des Jeux de Sydney lorsque le rapport sur la candidature de Salt Lake City révéia qu'il avait, lui aussi, abusé des bénéfices que lui procure sa fonction olympique. Le document, rédigé par le Comité d'éthique de Salt Lake City, indique que les familles de Philip Coles et de son collègue du Guatemala, Willy Kaltschmitt Lujan, ont bénéficié de quatre déplacements aux Etats-Unis.

والمناف المراجع ووارد المتأسط ويوالي والأواسط والمطيعة

Un de ces voyages, organisé au-tour du Super Bowl (la finale du championnat de football américain), aurait coûté à Salt Lake City 20 000 dollars (17 700 €). Depuis février 1994, les membres du CIO sont supposés n'effectuer qu'une

# Salt Lake City salit l'image des Jeux de Sydney

Mis en cause par la commission d'éthique américaine, Phil Coles, membre du Comité international olympique, a dû démissionner du comité d'organisation des JO de 2000

lui reproche d'avoir bénéficié de quatre rise qu'une seule visite dans les villes voyages aux Etats-Unis, notamment un pour

150 dollars (132 €). Phil Coles a jugé

ces accusations «fallacieuses»,

blamant le « comportement immo-

ral » des auteurs du rapport. Vo-

lant au secours de son collègue de

« mission », le représentant guaté-

maltèque a déclaré : « Ils nous ont

emmenés au Super Bowl. Nous

n'avons rien demandé. Notre plus

grosse erreur fut sans doute d'accep-

A solxante-sept ans, blen que

Phil Coles soit plutôt perçu comme

honnête, l'ancien champion n'en

est pas à sa première polémique. Il

y a un mois, il fut contraint de de-

missionner d'un poste de

« conseiller olympique » auprès

d'un vaste groupe hôtelier, embar-rassé par les révélations de l'Aus-

tralian Financial Review denonçant

Dimanche, un autre quotidien

australien, The Sun Herold, révélait

que la compagne de M. Coles, Pa-

tricia Rosenbrock, par ailleurs

un flagrant conflit d'intérêts.

EKTRAVAGANCES

assister au Super Bowl, la finale du cham-pionnat professionnel de football améri-cain, alors que le règlement du CIO n'autoconsul honoraire du Guatemala, travaille pour le bureau de Sydney

> Avant que n'éclate cette nouvelle allait falloir faire la part des choses entre un membre clairement corrompu et un membre, comme Phil Coles, s'étant laissé aller à cer-

taines extravagances conformes à l'esprit olympique. d'une agence de voyages, Jet Set C'est toutefois la première fois, depuis le début du scandale qui a en-touré la candidature américaine Sport, dont les clients sont le Comité olympique américain et plusieurs comités olympiques eupour les Jeux d'hiver de 2002. qu'un Australien est cité. La révélation a été particulièrement mai reaffaire, le CIO avait indiqué qu'il , que du ministre des Jeux olympiques en Nouvelle-Galles du Sud, et président du Socog, Michael Knight, qui s'est déclaré « aussi im-

patient que vous [les médias] d'en-

#### Les doutes d'un sponsor olympique

La société sud-coréenne de matériel électronique Samsung s'interroge sur la pertinence de son partenariat olympique depuis que les affaires de corruption minent le Comité internationale olympique (CIO) et pourrait bien se retirer. « Nous devons prendre connaissance des conclusions des différentes enquêtes avant de prendre notre décision », a expliqué Kim Se-hun, président de la firme, lundi 15 février, dans un entretien au quotidien australien Sydney Morning Herold. Samsung, qui appartient au premier cercle des partenaires du CIO, au même titre que Coca-Cola ou Visa, a apporté 50 millions de dollars (43,5 millions d'euros) sur quatre ans. Il y a quelques jours, la compagnie d'assurances américaine John Hancock, autre partenaire olympique de taille, a annoncé qu'elle ne ferait plus figurer les anneaux olympiques aux côtés de son logo tant que les soupçons de corruption persisteralent.

d'autres affaires. La presse australienne a révèlé que sa compagne était employée dans une agence de voyages de luxe travalllant pour des membres de comités olympiques et des parraineurs étrangers.

> tendre les explications [de Phil Coles] ».

Sydney s'inquiète de ce nouvel élément qui va forcément porter préjudice à l'image des 10, prévus en septembre 2000. Déjà fin janvier, l'un des membres du comité de candidature avoua avoir promis de l'argent à deux membres africains du CIO, si la candidature de Sydney l'emportait. Et ce, à la veille du vote. Le 10 février, le Socog avait approuvé une enquête indépendante sur la candidature de Sydney. Phil Coles n'a pas participé à cette réunion. Il était malade.

Mais le signe le plus inquiétant pour Sydney est sans doute venu de Holden. Le constructeur automobile australien qui apporte, diton, 30 millions de dollars australiens (18,3 millions d'euros) et doit fournir 2 500 véhicules, s'est déclaré sincèrement soucieux d'une future communication autour des JO. Le Socog doit encore trouver 200 millions de dollars australiens (122 millions d'euros) en sponso-

Florence de Changy

### Marie-Louise Bévis, championne de France et RMiste

LIEVIN

de notre envoyé spêcial L'athlétisme n'aime pas l'illusion. Il lui préfere la justesse et l'exactitude. Par principe. Ses champions le savent. Et ils apprennent très jeunes à se mésier des mirages. Longtemps, Marie-Louise Bévis en a accepté la règle. Au-



jourd'hui, elle n'y croit plus. « j'al eu mon lot d'épreuves, f'ai connu pas mai de gaières, racontait-ATHLÉTISME elle avec douceur, dimanche 14 février, au soir des championnats de France en salle au stade couvert de Liévin. l'espère seulement maintenant que mon his-

toire servira aux autres athlètes. » Son histoire? Un manvais film. Spécialiste du 400 m, cette jeune fille au regard timide a sur le fianc. « Certains jours, l'étais si faible que patiemment escaladé le sommet de cette discipline, dans l'ombre immense de Marie-José Pérec. En 1996, elle gagne son billet pour les Jeux d'Atlanta, mais reste bloquée à la porte.

vient-elle. L'année suivante, Marie-José Pérec change de couloir et se concentre sur le 200 m. Marie-Louise Bévis en profite. Un premier titre national en salle, l'hiver, puis un autre l'été, en plein air. « J'ai tout gagné cette année-là », raconte-t-elle avec flerté.

A l'époque, l'athlétisme suffit à remplir son existence. Elle vit de ses primes, d'une aide versée par l'Etat au titre de la préparation olympique et de quelques contrats. Un début d'aisance matérielle, pas encore la forbme. Mais Marie-Louise Bévis n'a pas besoin de plus. Elle est athlète professionnelle. Du moins veut-elle le croire.

« J'A) VU LE REGARD DES GENS CHANGER » La suite? Elle en parie avec peine, En 1998, un virus se gilsse dans sa foulée et la laisse disputer la moindre compétition. Et se rési- mon histoire, mes amis eux-mêmes ne me

gner à voir son nom disparaître des bilans. Fante de résultats, ses revenus s'effiritent. Elle togne sur tout, abandonne son appartement pour une chambre dans un foyer, visite les assistantes sociales. « J'ourais bien aimé trouver un emploi, dit-elle, mais je n'ai pas la moindre formation. J'ai arrêté mes études après un BEP. Et je n'al jamais vraiment Jamais travaillé. Du coup, je n'avais même pas droit aux Assedic. » Parfois, il iui faut solliciter l'aide de ses proches pour ne pas sombrer dans la misère. Son entraîneur paye souvent

le loyer. Elle mange rarement i sa faim. « Je n'avais plus de contrat d'équipement sportif, racontet-elle. J'étais obligée de payer moi-même mes chaussures et mes survétements. J'ai même porté les affaires de Marie-José Pérec. On est bonnes copines, elle m'a donné un coup de main. » A force de démarches, Marie-Louise je m'écroulais dans le métro, raconte-t-elle. Et Bévis obtient finalement de toucher le RML il fallait m'emmener aux urgences. » Sa saison Un début d'embellie. « Mais j'ai vu le regard estivale n'y survit pas. Il hui faut renoncer à des gens changer, dit-elle. Quand je rocontais

crovaient pas. Une championne de France RMiste, cela leur semblait impossible. »

Autourd'hui, la jeune femme a retrouvé l'alkire d'une athlète. Et, surtout, son quotidien l'épargne désormais du pire. Elle bénéficie depuis la fin de l'année passée, grâce au service social de la Fédération française d'athiétisme, d'un contrat emploi-solidarité chez EDF. Salaire: 2 900 francs mensuels. Son nouveau club, le CA Montreuil, lui donne un coup de main pour payer son loyer. Et elle a conservé l'acquis d'une aide à la préparation olympique; and baarse de 9 000 francs par an, versée en deux fois.

Son histoire, Marie-Louise Bévis la croit volontiers exemplaire, « Une carrière d'athlète est fragile, avoue-t-elle. On se croit au sommet, mais tout peut s'écrouler. » En France, ils sont une dizaine à vivre confortablement de l'athlétisme. Les autres brieut le ciel que la biessure ne vienne jamais se mettre en travers de leur route.

peut se poser la question à voir le

coup de sang des cyclistes après la

publication, voici deux semaines

par le quotidien Libération, des

premiers éléments tirés des pre-

miers contrôles: ceux-cl font ap-

paraître un taux de fer anormale-

ment élevé dans le sang d'une

grande proportion d'athlètes,

pouvant refléter des prises d'EPO.

de voir ces résultats dévoilés

« Les coureurs n'ont pas supporté

### Le peloton cycliste professionnel demande que l'on laisse « du temps au temps »

de notre envoyé spécial « C'est pour parler de sport au moins? » L'interrogation voile à peine une exigence. Pormulée par Frédéric Mon-



i'équipe l'état d'esprit en ce début de saison des cvclistes professionnels. A écouter le petit monde du vélo, on aurait que trop parlé des problèmes de dopage depuis l'été 1998. «Les gars en ont marre », souligne Marc

l'équipe de la Française des jeux. « Les coureurs disent : maintenant parlons de vélo » », confirme son homologue au sein de l'équipe du Crédit agricole, Roger Legeay. On ne saurait cependant tourner aussi aisément une page comme celle-là. De fait, au Tour méditerranéen, qui s'est achevé, dimanche 14 février, avec la victoire finale de l'Italien Davide Re-

bellin (Polti), le « séisme » de 1998

Madiot, le directeur sportif de

les conversations. Heln Verbruggen, le président de l'Union cycliste internationale (UCI), avait même jugé bon de se déplacer afin de prendre la température du peloton. Il aura certainement pu constater que certains out accusé le « coup de semonce », comme le souligne Stéphane Heulot, le coureur de la Française des Jeux.

Mais, en ce début de saison, un terme revient sur toutes les lèvres : suivi médical longitudinal Trois mots pour résumer la série de contrôles biologiques auxquels les coureurs professionnels sont dorénavant tenus de se soumettre quatre fois l'an. Décrétée et mise en place en France par la Fédération de cyclisme (FFC), cette mesure serait, à écouter coureurs et directeurs sportifs, la garantie d'une évolution saine.

CEST SIEN POIN HOUS .

« Il n'y avait pas d'alternative », ajoute Stéphane Javalet, directeur sportif de l'équipe BigMat Auber. Emmanuel Magnien de la Française des jeux. La volonté de re-

interactif

revenait plus qu'à son tour dans partir sur de nouvelles bases trouve-t-elle d'ores et délà une traduction sur les routes ? Il y aurait quelques petits signes. « Cela roule aussi vite mais moins longtemps », note Gérard Gulliaume, relevant que « tout le monde joue le jeu dans les équipes françaises. au grand soulagement du plus grand nombre ».

Mais, de l'avis général, le premier véritable bilan du comportement du peloton ne pourra venir

Tour d'Italie 1996.

L'Italien Davide Rebellin de bout en bout

ses adversaires les plus dangereux et de conserver de bout en bout

son maillot de leader conquis le premier jour au mont Faron, au-

dessus de Toulon. Vainqueur en 1998 des Trois Vallées Varésines et

du Tour de Vénétie, Davide Rebellin, 27 ans, s'est adjugé le Grand

Prix Suise et la Classica San Sebastian en 1997, et a fini sixième du

que plus tard dans la saison. Sans doute après les classiques. « Il faut laisser du temps au temps, laisser le temps de poser ces nouvelles fondations et puis voir à uniformiser les réglementations d'un pays à l'autre », considère Marc Madiot. Le tout est de savoir si ce suivi longitudinal ne risque pas de rester un terme facilement brandi,

sans réel changement des comportements. En tablant notamment sur le secret médical. On

comme cela et l'amaigame, tous dopés, qui a été fait », explique Jean-Claude Ducasse, président de l'Union nationale des cyclistes professionnels, qui affirme avoir porté plainte contre X. « C'est un Un yent mauvais a souffié sur le Tour méditerranéen. Non que bilan à un temps donné. C'est dans les affaires de 1998 aient rattrapé le peloton, même si la fouille par le temps que l'on verra si ces anola police de véhicules de l'équipe italienne Lampre le 8 février, à malies sont inquiétantes », consiun péage à Antibes (Alpes-Maritimes), avait pu laisser penser le dère pour sa part Gérard Gullcontraire. Si le peloton a été malmené, c'est par un mistral violent et glacial. Ce qui n'a pas empêché les raids solitaires, tel celui viclaume, qui souligne que « tout cela justifie bien les mesures de suitorieux de Guillaume Auger (BigMat Auber) le 12 février à Miravi qui ont été prises ». De toute famas. Mais ce vent du nord, souvent défavorable, a permis à l'Itaçon, comme le résume Stéphane lien Davide Rebellin (Polti) de ne pas être réellement inquiété par

> sormais être conscients que « c'est notre avenir personnel que l'on

Heulot, les coureurs doivent dé-

### Le Finlandais Tommi Makinen devance l'Espagnol Carlos Sainz au Rallye de Suède

DÉJÀ VAINQUEURS du Rallye Monte-Carlo, les Finlandais Tommi Makinen et Risto Mannisenmaki (Mitsubishi) se sont adjugé, dimanche 14 février, la 48 édition du Rallye de Suède, deuxième épreuve de la saison. Sous des conditions climatiques plutôt clémentes, le triple champion du monde s'est attribué 9 des 19 spéciales (Le Monde daté 14-15 février), et devance l'équipage espagnol Sainz-Moya (Toyota). Au classement du championnat du monde des pilotes. Tommi Makinen conforte sa place de leader (20 points), suivi par le Français Didier Auriol (Toyota) qui, à 13 longueurs, partage le fauteuil de dau-phin avec le Finlandais Juha Kanikkunen (Subaru).

DÉPÊCHES

■ ATHLÉTISME: l'Ethiopien Halle Gebrselassie a battu le record du monde du 5 000 m en salle, dimanche 14 février, en 12 min 50 s 38 au meeting de Birmingham. Le précédent record était détenu depuis le 19 février 1998 par le Kényan Daniel Komen

# FOOTBALL: la Lazio Rome s'est hissée en tête du championnat d'Italie, grâce à un match nui obtenu à Cagliari (0-0), dimanche 14 février lors de la 21º journée. Au ciassement, les Romains devancent. à la faveur d'une meilleure différence de buts, la Fiorentina qui s'est inclinée à Udinese (1-0).

■ Saint-Etienne renforce sa place en tête du championnat de France de D2, après sa victoire à Wasquehal (3-1), samedi 13 février lors de la 27º journée. Le terrain du stade de l'Aube étant gelé, Troyes, son dauphin à sept points, à été contraint à l'inactivité face à

TUDO: au Tournoi de Paris, qui s'est achevé dimanche 14 février, le seul titre des Francais a été renmorté par Petrid Khedder (- 73 kg). Une médaille d'argent et sept troisièmes places complètent ce modeste ta-

MRUGBY: PUS Dax, Bègles-Bordeaux et Blarritz, respectivement vainqueurs de Béziers (32-14). Montferrand (44-13) et Narbonne (27-6), ont assuré leur qualification pour la deuxième phase du championnat de France, lors de la 13º journée, disputée samedi 13 et dimanche 14 février.

TENNIS: le Français jérôme Goimard a gagné dimanche 14 février son premier titre en s'imposant en finale du tournoi de Dubal, face a l'Aliemand Nicolas Kiefer (6-4, 6-2).

LOTO: résultats des tirages nº13 effectnés samedi 13 février. Premier tirage: 7, 9, 10, 22, 34, 37 : numéro complémentaire : 16. Rapports pour 6 numéros: 2 531 160 F (385 872 €): 5 numéros et le complémentaire : 41 595 F (6 341 €): 5 numéros: 4915 (749,28 €); 4 numéros et le complémentaire: 222 F (33,84 €); 4 numéros: 111 F (16,92 €); 3 numéros et le complémentaire : 24 F (3,65 €); 3 numéros: 12 F (1,82 €). Second tirage: 3, 10, 20, 27, 45, 46; numéro complémentaire: 1. 6 numéros: 16 192 800 F (2 468 576 €); 5 numéros et le complémentaire: 71 670 F (10 926 €); 5 numéros: 7 620 F (1 161,66 €); 4 numéros et le complémentaire : 314 F (47.86 €) : 4 numéros: 157 F (23,93 €); 3 numéros et le complémentaire: 30 F Philippe Le Cœur (4,57 €); 3 numéros : 15 F (2,28 €).

Le Monde

http://www.lemonde.fr

RE L'actualité du sport au quotidien. "

### Beaucoup de grisaille

MARDI, l'air froid et sec qui recouvrait le pays ces derniers jours est remplacé par des masses d'air humides et plus douces. Le risque de neige ou de verglas, encore présent en tout début de journée dans l'Est, disparaît rapidement en

Bretagne, pays de loire, Basse-Normandie. - Près de la Manche. après une matinée compromise par le crachin, l'après-midi laisse entrevoir de belies éclaircies. Les températures sont de l'ordre de 7 à 10 de-

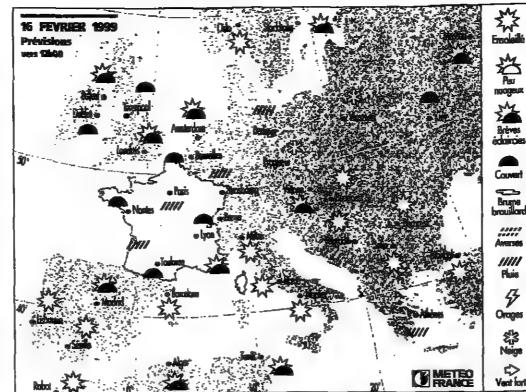
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Quelques pluies vont passer du nord au sud, surtout sur les régions situées au nord de la Seine. Après la pluie matinale, le Nord-Picardie profite de bons rayons de soleil. Il fait de 6 à 9 de-

Champagne, Lorraine, Alsace. Bourgogne, Franche-Comté.- Du val de Saône à l'Alsace, risque de verglas en début de journée, avec quelques flocons ou pluies verglacantes. Les régions de plaine retrouvent de petites pluies et des températures positives, de 4 à 7 de-

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.- Quelques flocons possibles à l'aube dans le Rouergue et toute la journée dans les Pyrénées au-dessus de 1 000 mètres. Les nuages occupent le devant de la scène mais se contentent de donner quelques bruines éparses. Il fait de 8 à 11 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Les nuages s'étendent à l'ensemble des régions, gagnant les Alpes en fin de matinée. Un peu de neige en montagne, quelques pluies en plaine, vergias possible au petit matin à Lyon. Le mercure atteindra 4 à 8 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.-Le soleil s'impose rapidement. Le vent d'ouest d'abord anodin se renforce sensiblement en cours de journée pour atteindre 70 kilomètres/heure en rafales. Il fait de 8 à 12 degrés.



### LE CARNET **DU VOYAGEUR**

■ AÉRIEN. La compagnie autrichienne Lauda Air doit ouvrir cet été de nouvelles destinations, l'accent étant mis sur la Floride, les Caraïbes et Bali. A compter du dimanche il avril, elle porte de quatre à cinq par semaine ses vois entre Paris et Miami vio Munich et, à partir du lundi 10 mai, elle desservira Orlando une fois par semaine avec une extension vers Puerto Plata, en République dominicaine, Egalement à partir du 10 mai, Cancim, au Mexique, sera desservie chaque lundi par un vol non-stop de Vienne, la liaison vers Mexico étant, en revanche, suspendue. Enfin, une deuxième rotation hebdomadaire sera proposée entre Vienne et Denpasar via Bangkok. Renseignements au 0802-825-825.

E ÉTATS-UNIS. A l'automne, la compagnie américaine Amtrak proposera une nouvelle liaison ferroviaire rapide (2 h 45) entre les villes de Boston et de New York.

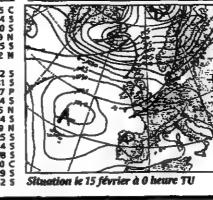
		10.50		
PRÉVISIONS POUR LE 16 FEVRIER 1999 Ville par ville, les minima/madma de température et l'état du clel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; *; nelse.				
PRANCE mit	meda	NANCY	-1/5 P	
AJACCIO	4/10 N	NANTES	3/11 C	
BIARRITZ	4/10 P	NICE	2/12 N	
BORDEAUX	4/11 P	PARIS	2/9 P	
BOURGES	0/7 C	PAU	0/9 C	
BREST	5/10 P	PERPIGNAN	2/12 N	
CAEN	5/9 C	RENNES	3/10 P	
CHERBOURG	6/9 N	ST-ETIENNE	-1/6 C	
OLERMONT-F.	D/7 C	STRASBOURG	-2/4 P	
DIJON	-3/4 P	TOULOUSE	-1/9 P	
GRENOBLE	-2/7 C	TOURS	2/8 N	
LILLE	2/8 N		78-1110y	
LIMOGES	-1/8 C	CAYENNE	24/28 N	
LYON	-2/5 P	FORT-DE-FR	22/27 N	
MARSEILLE	-1/7 N	NOUMEA	25/28 P	

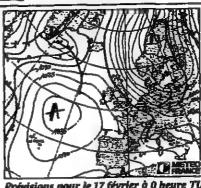
uvert; P : j	oluie: + : n	elec.		
		-		AN
NCE métr		NANCY	-1/5 P	AT
CO	4/10 N	NANTES	3/11 C	8A
RITZ	4/10 P	NICE	2/12 N	BE
EAUX	4/11 P	PARIS	2/9 P	BE
RGES	9/7 C	PAU	0/9 C	BE
ī	5/10 P	PERPIGNAN	2/12 N	BE
	5/9 C	RENNES	3/10 P	BR
BOURG	6/9 N	ST-ETIENNE	-1/6 C	BU
MONT-F.	0/7 C	STRASBOURG	-2/4 P	BU
V	-3/4 P	TOULOUSE	-1/9 P	CC
OBLE	-2/7 C	TOURS	2/8 N	DL
	2/8 N		PB-13107	展
GES	-1/8 C	CAYENNE	24/28 N	GE
	-2/5 P	FORT-DE-FR.	22/27 N	HE
SEILLE	-1/7 N	NOUMEA	25/28 P	ST
_				











ASTRONOMIE

### Des fontaines de particules jaillissent des deux pôles du Soleil

LA PARTIE SUPÉRIEURE de l'atmosphère solaire, la couronne. emet dans l'espace un flot continu de particules électriquement chargées. Propulsées à des vitesses comprises entre 400 à 800 kilomètres par seconde, ces particules constituent le vent solaire qui étend son influence jusqu'aux confins du système solaire.

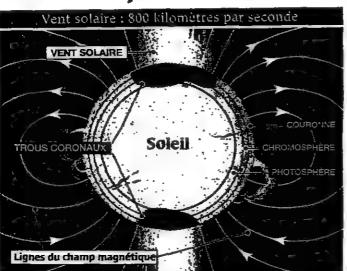
Pressentie par la théorie, l'exis-tence de ce vent a été mise en évidence par l'étude des comètes et mesures plus récentes effectuées par la sonde américano-européenne Ulysse en 1994 ont précisé que le vent rapide (800 km/s) prenait sa source dans les trous coronaux situés aux poles nord et sud de notre étoile. Des zones où les lignes du champ magnétique solaire sont ouvertes et ne se refer-

ment qu'à des distances infinies. Des observations plus fines réalisées sur les poles solaires par le satellite américano-européen SO-HO (Solar and Heliospheric Observatory) ont permis à Donald Hassier, du Southwest Research Institute de Boulder (Colorado) aux Etats-Unis, aidé dans sa tâche par une équipe de chercheurs allemands, britanniques, français et

norvégiens, de décrire plus précisément ce processus dans la revue Science du 5 février. « On sait maintenant que le vent solaire prend sa source en dessous de la couronne, à quelques milliers de kilomètres de la surface du Soleil, dons les mailles du réseau magnétique de la chromosphère » explique Jean-Claude Vial, de l'institut d'astrophysique spatiale (CNRS-université Paris-XI, Orsay), un des cosignataires de l'ar-

COMME L'HERRE POUSSE

Dans la chromosphère, le champ magnétique solaire est organisé en un réseau rappelant celul des nids d'abeille. « Si l'on compare ces cellules aux carreaux posés sur le sol d'un patio, le vent solaire s'échappe à la manière de l'herbe qui pousse entre les carreaux, et plus précisément aux ungles », précise Helen Mason, de l'université de Cambridge (Grande-Bretagne). Ainsi, de véritables « fontaines » de gaz électriflé « comparables à des cataractes d'eau s'engouffrant dans les fissures d'un barrage » se déversent autour des régions magnétiques du Soleil, avant de se jeter dans l'es-



Les carboules ionisées formant le vent solaire rapide (800 km/seconds) aont émises aux deux pôles du Soieil, dans les profondeurs de son atmosphère. Il leur faut un peu plus de deux jours pour arriver au niveau de la Terre.

SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE - vendredi 19 février 1999 - (à Paris)

kilomètres à l'heure. Cette mesure a été obtenue grâce à l'utilisation du spectromètre Sumer (Solar Ultraviolet Measurements of Emitted Radiation) embarqué à bord de SOHO. Mis au point à l'Institut d'astrophysique spatiale par Philippe Lemaire et fabriqué par le Max-Planck-Institut für Aeronomie de Lindau, en Allemagne, cei instrument, doté d'une grande résolution spectrale et spatiale, a pu étudier de « petites » régions de évaluer la vitesse d'expulsion des particules. Il a aussi établi que la température des trous coronaux frisait les 800 000 degrés et était donc inférieure à celle (2 millions de degrés) régnant dans la zone

équatoriale de la couronne. Maigré ces résultats, « on ne connaît toujours pas le mécanisme précis qui produit le vent solaire. C'est un sujet épouvantablement compliqué, sur lequel il y a beaucoup d'idées mais pas de certitude », regrette Jean-Claude Vial.

Dans les années 50, l'Américain Eugene Newman Parker a proposé un mécanisme d'émission du vent solaire fondé sur l'agitation thermique. Soumis à une température supérieure à 1 million de degrés, les électrons du plasma solaire échappent au champ de gravité de l'astre et sont propulsés dans l'espace à des vitesses supersoniques. Mais, dit Jean-Claude Vial, ce modèle « ne marche pas » avec ce vent rapide qui prend naissance dans des zones « froides ».

DIES IMPACTS SUR TERRE

. Le satellite SOHO, à nouveau en ordre de marche malgré une série 1 000 kilomètres de diamètre et de problèmes techniques, permettra peut-être d'apporter des éléments nouveaux sur un suiet qui déborde la simple curiosité scientifique. Les particules émises par le Soleil bousculent en effet l'environnement terrestre en créant de superbes aurores boréales dans l'atmosphère terrestre mais aussi parfois, lors des grandes périodes d'activité de notre étoile, des perturbations importantes dans les télécommunications et les réseaus de distribution du courant électrique. Le 13 mars 1989, une telle bouffée de particules a privé d'électricité six millions de Canadiens pendant neuf heures.

Christiane Galus

Á.

### **MOTS CROISÉS**

PROBLEME Nº \$9040

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

AFFAIRE DE LOGIQUE

9h 40 Lever Coucher 22h 17

Le grand triangle

### 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 Ш IV VI VII VIII IX

### HORIZONTALEMENT

 Pénitence ou plaisir... selon ses goûts. - II. Passe son temps à recouvrer. Cale sur le marbre. - 11). Apportent des modifications des qu'on les joint. Celui de l'an 2000 fait peur aux PC. - IV. Croqué sur le vif. Vient d'avoir, lle de rève. V. Homme politique et philosophe italien. Tenterai ma chance. - VI. Plein de menaces. Mises en garde. - VII. Prises de décision. Prises de decision. Ses graines

Bas ou au Nigeria. Cuisine asiatique, interrompt la partie. - X. Font de jolis revers. Zone de libre-

### VERTICALEMENT

1. Ouvrir sa marque au marché. - 2. Donnent des formes aux miches. Bas de gamme. - 3. Point gagnant sur le court. Conjonction. Protégeait les futures mamans sur les bords du Nil. -4. Extermination. - 5. Fugitif en apparence. edevent. - VIII. Grandes ouvertes. - - 6. Qui a tendance à prendre son Lipace protecteur. - IX. Aux Pays- temps. Dans la partie. - 7. Résiste

dans le foyer. Trois points. Personnel. - 8. Voltaire lui fit dire « A moi, Auvergne ». Lettres de regrets. 9. Dans les règles. Salit la réputation. - 10. Petite exploitation au Sud. - 11. Prépara la graine. Joli coup à la table. - 12. Laisse aller.

Philippe Dupuis

Carried Hell In

### SOLUTION DU Nº 99039

HORIZONTALEMENT

I. Statisticien. - II. Argutie. Odra. - III. Cœlentérés. - IV. Ri. Amiante. - V. Iso. Silésie. – VI. Shunté. is. Os. – VII. Tutoyées. - VIII. Aī. Er. Cécité. - IX. Ite. Aphérèse. - X. Sinuosités.

### VERTICALEMENT

1. Sacristain. - 2. Trois-huit. -3. Age. Out. Es. - 4. Tula. Noé. - 5. Item. Tyran. - 6. Sinisée. Pu. -7. Tétai. Echo. - 8. Enlisées. -9. Cortès. Cri. ~ 10. Idées. Niet. – 11. Ers., Io. Tsé. – 12. Na. Fessées.

#### ON PROLONGE les trois côtés d'un triangle ABC d'une longueur égale à la moitié du côté prolongé

(comme sur le dessin) pour former un grand triangle DEF. Quel est le rapport de l'aire du

Les trois côtés prolongés du petit triangle recoupent les côtés du grand triangle en trois points G, H

grand triangle ainsi construit sur

Dans quel rapport ces points divisent-ils le côté qu'ils coupent? (Par exemple, dans quel rapport G divise-t-il DE ?)

> Elisabeth Busser et Gilles Cohen @ POLE 1999

Solution du problème dans Le Monde du mardî 23 février.

**Se TRANSE** est édate par la SA Le Morde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration de particular de publications n° 25 427.

12 rue M. Gursbour



TEI : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

■ La rotation complète de la roue A, qui a 36 dents, entraînera la rotation de la roue B de 3.6 tours (puisqu'elle a 10 dents) et donc la rotation d'autant de <u>la</u> roue C. Or, cette dernière ayant 35 dents, entrainera 35 x 3,6 = 126 dents de la roue D. Il ne reste plus qu'à constater que cela entraîne une rotation de cette

Solution du problème nº 108

La roue D tournera de 14 tours.

dernière de 14 tours, puisque  $14 \times 9 = 126$ .

paru dans *Le Monde* du 9 février. Pour obtenir 15 tours de la roue D sans changer les roues A et B, il faut transformer les 3,6 tours de la roue B (et donc C) en 15 tours. Le nombre de dents de la roue C doit être plus important que celui des dents de la roue D dans le rapport 15/3,6 = 25/6. Il suffit donc que les roues C et D alent respectivement 25 et 6 dents (ou des nombres proportionnels de



row whether of Marketing Taylor Car عيوه والدوم معجزة ووي 2.0 POPER the the time of an arm military and The State of the S

推研風機 44.4 া বর্গনে প্রকর্মে يهاينها والمرازات مينهم الرام a come a series de la figura dela figura de la figura de الأنهاج الإنجاب water with the file غيريه بساءه

> $(N_{i},N_{i})$ Z. 145

tern digglish Car Page Bridge one 1 李 蒙 (亞) ethic gara

da se Constant with the 70.75 and when the

mander of the little of يهرجي مجشاهم THE MERCH AND THE PROPERTY.

The state of the · + Freed Field CONTRACTOR

STEEL STEEL

· mover have the company

The said





### BHET OYAGEUR

A STATE with the state of the state of And the warmings of 推制、使各种的。 概文 独古教》字句 … The state of the s

the water with the same of We will have a first to the At a district with the con-機会の様を基 しいこう A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH (情報)、 ないという リー・フェース 五四十五五十五十二 CONTRACTOR OF THE 明年大日本 (日本の上のない) MAR HUTCH HERVEL W. ... A STATE OF STREET

---

更有地的第一次。

THE PARTY OF PROPERTY.

Allegan and the Appendix of بخسرون والمتراز الماروا فهالطوهن المتلأ

 $\Phi_{ij}^{(i)}(x,y) = \{x_{ij}, x_{ij}, x_{ij},$ 

學引達強症 "你是我们,"为他是

when the state of the

 $\frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) = \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) = \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) = \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) = \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) = \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) = \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) = \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) = \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x \right) + \frac{\partial f}{\partial x} \left( \frac{\partial f}{\partial x} + \partial x$ 

MENTAGE WAS A STATE OF THE STATE OF

神 生 出世 全神殿

والمرازي والمنص فالدامين المؤلوك أعوالهم يهومناه أأداموا أرجيزي بالصياماوهيرتم productive to the temporary of the said **या अपन्यतः । प्राप्तकोत् । अस्ति । अस्ति । अस्ति ।** kagustan dada di Gan didu gu. with the same with the same of the The Reply were remained to 新聞 (1985年) 1985年 1986年 (1985年 ) 19 marie de la la company de la c May be graphed the But her was been been Salating and fine the hours of the salating · 数据的存储器 (数据) (4) (4) Bettle with from a comment Bright grant of the same of the same of And the state of the state of the state of

THE STEPPEN CONTRACTOR WITH 韓の強 がらな ちゃくりゃく 機関長 400年47日 上十十二 protestated and make the state of the والمناسب والمناولة والمناسبة

MUSIQUE Cuba est à la mode. Alors que les touristes affluent vers l'île, les bacs des disquaires sont submergés de productions locales. Le

succès du vétéran Compay Segundo

ou celui de l'album Buena Vista Sodal Club encouragent les maisons de disques à exploiter le filon. Musisoft a ainsi signé un accord avec Egrem, la firme d'Etat cubaine d'enregistre-

ments et d'éditions musicales. D'autres labels, Naïve, Last Call ou Lusafrica, participent à une production pléthorique. • BOLIVIEN d'origine, Carlos Arguedas est un inter-

CULTURE

locuteur en or pour les maisons de disques. Souvent avec des moyens de fortune, cet archiviste a enregistré sur place une centaine d'heures de bandes et soixante-dix groupes.

● EN FRANCE, P 18, Sergent Garcia et Manu Chao, l'ancien chanteur de La Mano Negra, ont scellé des alliances fructueuses entre la musique cubaine et les sons d'ici.

## L'industrie du disque alimente la fièvre cubaine

Nouvelles signatures, collections, pluie de rééditions... Depuis l'ouverture de l'île au tourisme, les bacs des disquaires sont submergés de titres de salsa ou de « son ». Les éditeurs se défendent de céder à un effet de mode

L'ATTRACTION cubaine continue. Tandis que les touristes affluent toujours plus nombreuz vers l'De, celle-ci n'en finit pas d'exporter ses musiques. La France, qui depuis les années 30 a régulièrement des poussées de flèvre pour les rythmes cubains, traverse en ce moment une phase de ferveur aiguë. Après avoir redonné une seconde jeunesse au nonagénaire Compay Segundo, venu y chanter la première fois en 1995, puis à d'autres vétérans du son cubain arrivés dans son sillage, elle accueille avec gourmandise tous les musiciens de Cuba. Soirées, concerts, bals et cours de danses siglés « Cuba » s'y multi-

Arrive Sept

Conséquence de cet engouement: les bacs des disquaires sont submergés de productions cubames. Sans doute alléchées par les succès de Compay Segundo (soixante mille exemplaires vendus en France, deux cent cinquante mille en Europe pour La Mejor de la Vida, chez East West) et de Buena Vista Social Club, l'album réunissant des stars de Cuba autour du guitariste américain Ry Cooder (un million dans le monde ; primé par un Grammy Award américain en 1998), les maisons de disques jouent la carte cubaine. Dès sa création, Musisoft, la société fondée par Henri de Bodinat (Le Monde du 8 juillet 1998), s'est positionnée d'emblée sur le créneau. Elle a signé un accord avec Egrem, la firme d'Etat cubaine Venregistrements et d'éditions musicales, notamment en vue de l'exploitation de son fonds de catalogue, riche d'environ six mille

MONIS SUMMENRESCHIES

« Nous avons acheté pour quelque 900 000 F (environ 138 000€) les droits de distribution en Europe, sauf l'Espagne et les Pays-Bas, de vingt-cinq albums », dit Jean Karakos, directeur général de Musisoft.

noms déjà surreprésentés. Ces alqui se défend de « prendre la mumode ». « J'ai toujours aimé ça, insiste-t-il. D'ailleurs, le premier La Pachanga, un 45-tours de musiciens cubains qui venaient d'arriver

pour mars: Septeto Turquino, Septeto Habanero, Compay Segundo et Carlos Puebla. Des valeurs sures certes, mais aussi des bums se distingueront par leur packaging, promet Jean Karakos. sique cubaine comme un truc de disque que j'ai sorti en 1960, c'était

Les premières sorties sont prévues à Paris, Los Churembeles ». L'idée

les Cubano-Urbains de Paris EN 1992, La Mano Negra, alors cedita Valdés, la petite mère de la groupe symbole du rock alternatif, négritude cubaine, etc. traversait l'Atlantique sur le Meiquiades, un cargo anné par la Ville de Nantes. Sortant des entrailles

P 18, Sergent Garcia,

du navire à chaque escale latinoaméricaine, la troupe de théâtre Royal de luxe, les compagnies de Philippe Decouflé et de Philippe Genty menaient la sarabande, assez fort pour rappeler que la France, maigré les apparences, a les pieds plantés au nord et la tête au sud. La Mano Negra, enracinée dans la deuxième génération d'émigrés espagnols, n'en était pas à son coup d'essai en matière de latinité: les bistrots de La Havane, les pentes du Machu-Picchu, les favelas de Bogota ou de Rio de Janeiro ressoudaient l'entente de

ce rock explosif.

La Mano Negra dissoute, Manu Chao, le chanteur de tête, est parti en voyage bohémien en Amérique du Sud, glissant paresseusement l'album Clandestino, produit artisanal de haute volée, dans les melleures ventes françaises de 1998. Pendant ce temps, Tom Darnal scellait une alliance transatiantique avec Barbaro Teuntor, trompettiste du groupe cubain Sierra Maestra, rencontré à La Havane en 1992. Il mettait dans son sac un groupe cubain très afro, Ire Ire, deux violonistes de l'Orquesta Aragon et les mariait avec des Parisiens échantillonneurs, des MC havards et des manipulateurs de V machines electroniques (D) Sree). in salsa et le son, les tambours et le trompette prement au passage un méchant coup de démultiplication rythmique et de bouclages synthétiques, avec extraits de disCes allers-retours Paris-La Ha-

vane sont réjouissants. Ils s'écoutent dans un album enregistré aux studios Icaic de La Havane. Urban Cuban (Tabata Tour-Virgin). Ils vont se découvrir sur scène aux Méditerranéennes, un festival « latin » qui tient sa version estivale en septembre à Céret (Pyrénées-Orientales) et sa version hivernale à Paris en février.

RAGAMURFIN ET SALSA

Sergent Garcia, un ancien membre du groupe de rock provo Ludwig Von 88, a endossé le cousinage Mano Negra avec davantage de rigueur. Le mariage de raggamuffin et de salsa donne envie de sauter en rythme. Sur son album (Un Poquito quema'o, à paraître le 23 février chez Labels-Virgin). Sergent (Bruno) García a même organisé l'occupation pacifique et ragga d'El Manisero. Il y a tracé des paralleles avec le salsero cubam Isaac Delgado, avec le rappeur américano-dominicain Mangu, autant qu'avec les mélodies politiquement aguerries, néanmoins naives, de Manu Chao.

Véronique Mortaigne

\* Les Méditerranéennes : le 15, Ska P, à La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18. Mº Pigalle. 19 h 30. Tel.: 01-49-25-89-99. 110 F. Nouvelles scène espagnole: Amparanoia le 16, Oscar & Co le 19. Scène latino-française: le 17. P18, ie 18, Flor del Fango, le 20, Sergent Garcia, L'Européen, 3, rue Biot, Paris 17º. MºPlace de Clichy. cours du « Che », la voix de Mer- 20 n 30. Tal.: 01-43-87-47-15. ? 10 E

soigné permettant de repérer un disque au milien des autres en aussi celle de Patrick Zelnik, directeur de Naive, dont la première production. Te di la vida entera, la bande originale du livre de Zoe Voidés, La Douieur du dollar », est également inspirée par Cuba. Ce disque réunit une douzaine

du bel objet, du travail d'édition

de titres cubains des années 50 et 60, réinterprétés pour la plupart par l'orchestre du Café Nostalgia, un bar de Miami où se retrouvent les exilés de Cuba. Naive s'apprête à sortir un disque de ce groupe, en attendant d'autres projets cubains. « Parce qu'on s'intéresse à tous les pays musicaux, ceux où la musique fait partie de la vie des gens, précise Patrick Zelnik. Cuba est un pays musical, au même titre que le Brésil par exemple. » Le patron de Naîve se réjouit du succès actuel des musiques cubaines. « C'est quelque chose qui va durer, à condition qu'on ne presse pas trop le citron. D'autre part, il ne faut pas que la nation de musique cubaine soit plus forte que la nation d'artiste. >>

Il est nécessaire d'individualiser les projets. D'où l'erreur de faire

des compilations et des collections. Un point de vue auquel Patrick Mathé, directeur du label Last Call, apparemment ne souscrit pas. Début 1999, il ouvre un axe cubain dans son catalogue, en créant la collection « Lo Mejor de la Musica Cubana ». D'ici au mois de juin, Last Call aura mis cinq aibums en circulation (Aliamen, Maravilla de Florida, Chepin-Choven, Son del Cauto, Son Caliente). D'autres suivront: des groupes pas encore connus ici et enregistrés à Cuba, avec un studio mobile, par Carlos

Chepin-Choven, une des nombreuses formations enregistrées dans l'île par Carlos Arguedas.

Discographie

 Afro Cuban Jazz Project, Descarga Uno, 1 CD Lusafrica-Musisoft. • Te di la vida entera (musique du roman de Zoé Valdés, La Douleur du dollar), I CD Naive-Auvidis. ● Estrella de la Charanga, Sones y Danzones, 1 CD Indigo-Harmonia Munci

 Buena Vista Social Club (avec.) Ry Cooder, Compay Segundo, Ibrahim Ferrer, Ruben Gonzalez...), 1 CD World

Arguedas (lire ci-dessous). Comme ses collègues, Patrick Mathé se dé-fend d'avoir voulu surfer sur la vague cubaine. «Au déport, c'est l'histoire d'une rencontre. J'ai aimé la jaçon de travailler de Carlos, avec une association locale, en contact direct avec les musiciens, en dehors des institutions gouvernementales, gui, il faut bien le dire, ont tendance à voler un peu les gens. Ce qui m'a plu également dans cette histoire, c'est que pour une jois, là-bas, les musiciens ont gagné tout de suite un peu d'argent. Ils ont eu chacun un

Circuit-Night & Day.

• Asere, Cuban Soul, I CD

Indigo-Harmonia Mundi. Orquesta Aragon, Quien Sabe. Sohe, I CD Lusafrica-BMG. Son dei Caute, El amor es libre, 1 CD Last Call-Wagram. Orchestre Yakaré, 1 CD Playasound/Auvidis. • La Banda municipale de

Santiago de Cuba, 1 CD Buda-Adès. • Compay Segundo, Cien Anos de Son (Best of), 1 CD East West-Warner

cachet de 1 500 F (environ 230€), ce qui dans les standards cubains est une somme raisonnable. »

Fealement nourri par la recolte de Carios Arguedas, Indigo - branche musiques du monde Label Bleu, label de jazz de la Maison de la culture d'Amiens commence à se positionner sur le terrain. Sans excès. Pas question pour Christian Mousset, directeur artistique, de trop se disperser. « Ce n'est pas la musique cuboine qu'il jaut défendre, ce sont ses créateurs, souligne-t-il, rejoignant la position défendue chez Naive. Nous voulons développer leur carrière, les jaire tourner dans les festivals européens. » Asere, un groupe de jeunes de La Havane mordus de son. Estrella de la Charanga, un orchestre dans la tradition du mythique Orquesta Aragon, et la délicieuse chanteuse Magaly Bernal, les Cubains de la maison Indieo. seront à l'affiche cette année du festival Musiques Métisses d'Angouléme (du 20 au 24 mai).

LE PURLIE FERA LETRI

Pour François Post, directeur des éditions et de la promotion à Lusafrica, le concert est primordial pour les artistes cubains, « puisqu'on n'a pratiquement pas accès aux radios et à la télévision pour ces musiques . Que Lusafrica, où émarge Cesaria Evora, pioche également désormais dans le vaste champ des musiques cubaines (Orquesta Aragon, Septeto Habanero, Afro Cuban Jazz Project...)u'est somme toute pas surprenant. D'origine cap-verdienne, José Da Silva, créateur du label, a grandi à Dakar, où la musique cubaine était très en vogue ; il adore depuis toujours l'Orquesta Aragon. « Et puis, entre Cuba et Le Cap-Vert, ajoute François Post, il y a des cousihages certains, pour ce qui concerne l'atmosphère, la manière d'appréhender la musique, les approches musicales, qui sont identiques, et aussi la façon de jouer de la guitare par exemple. »

Qu'il y ait une production piéthorique de disques cubains n'est pas vraiment alarmant. C'est même logique, souligne-t-il, depuis que Cuba s'est ouvert, car « ce pays a un potentiel immense, avec des artistes qui sont formés depuis la plus petite enjonce ». Il faut faire confiance au public. Petit à petit. celui-ci s'éduque aux musiques cubaines, comme il s'est éduqué aux musiques africaines dans les années 80. Il saura au final faire le tri. « Abondance de biens ne nuit pas », dit le proverbe.

Patrick Labesse

### Carlos Arguedas, chasseur de « son »

PALMA SORIANO (Santiago de Cuba)

de notre envoyé spécial Le soir tombe sur Palma Soriano. Carlos Arguedas va pouvoir se

PORTRAIT\_

Cet archiviste a enregistré soixantedix groupes, avec les moyens du bord

mettre au travail. « C'est la nuit au'on peut le mieux avancer. La ville est calme, il n'y a pas de bruits de camions qui vierment perturber l'enregistrement. • Le studio où les prises out lieu n'est pas un modèle d'étanchéité au niveau souore, mais il faut faire avec les moyens du bord. Ici, à 100 kilomètres de Santiago de Cuba, c'est dans le cinéma Liberacion qu'il a installé son studio mobile en janvier, pour la troisième année consé-

Originaire de Bolivie, Carlos Arguedas vit en France depuis de nombreuses anaées. Il y participe à la formation du groupe Belivia Manta en 1977, puis se consacre à la production discographique à partir

de 1985, lançant le label Aspic, consacré à la musique latino-américaine. Deux ans plus tard, il négocie un contrat avec la société d'Etat cubaine Egrem, en vue de resportir quelques perles qui sommeillent dans les archives. « Mais je me suis rendu compte qu'ils vendoient les mémes bandes à plusieurs partenaires. » Des bandes que l'on retrouve parfois bradées en CD « mid-price » dans les grandes surfaces. Après trois rééditions (une compilation de son, un album de Merceditas Vaidés, un autre de Celeste Mendoza), Carlos Arguedas met fin à cette collaboration hasardeuse, gardant toujours une oreille tendue vers Cuba.

En 1995, lors d'un festival de musiques hispano-américaines à Cayenne, en Guyane, il rencontre les responsables de l'association cubaine Anoch. L'Association nationale d'orchestres charangas de Cuba organise chaque année depuis 1985, à Palma Soriano, une rencontre de charangas, ces orchestres avec fifthe et violons qui commencerent à régner sur l'île à partir des années 20, et dont le prototype est l'Orgnesta Aragon (actuellement en train d'enregistrer l'aibum de ses registré en irois jouis.

solvante ans de carrière à La Havane). En 1996, Carlos Arguedas signe un accord avec Anoch en vue de la constitution d'un fonds d'archives sonores des musiques pupulaires de l'île, notamment ceiles de PEst, « un travail qu'Egrem ne peut pas faire », précise le chasseur de sons investi de la mission d'archi-

COMPURES DE COURAINT Les habitants de Palma Soriano

sont désormais habitués à voir débarquer chaque année, avec ses machines, son enthousiasme et ses iones cheveux tressés, cet amateur éclairé de musique cubaine. Ils lui pardonnent de leur voler pendant quelques jours leur cinéma pour y enregistrer des groupes. En trois ans, Carlos a mis en boite cent heures de bandes, soit somante-dix groupes, a Palma Soriano, mais aussi à Santiago et dans d'autres villes de l'Est. Il doit composer avec les coupures de courant. Un groupe électrogène est ici un luxe. En cas de pépin, « on a une heure devânt soi pour sauver la dernière prisc, grâce à la batterie du sudio mobile a. Chaque groupe est en-

Le soir du 18 janvier, c'est au tour de Son del Cauto de s'engouffrer derrière la façade bleu et blanc du cinéma Liberacion. Fondé en 1962 à Palma Soriano, Son del Cauto est l'un des groupes les plus populaires de la région. Il a une émission quotidienne sur une radio locale de la ville et se produit régulièrement à la Casa de la Trova, située à deux pas du cinéma, interprétant un son à la saveur paysanne qui fait le bonheur

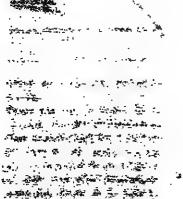
des habitants du quartier. A l'intérieur du cinéma, Carlos Arguedas a disposé entre les fauteuils une vingtaine de panneaux de contreplaqué, pour « isoler » micros et musiciens. La climatisation, trop bruvante, est coupée.

L'enregistrement commence. Dehors la nuit s'installe, les rues se vident. Depuis le discours de Fidel Castro à La Havane, au début du mois, à l'occasion du congrès de la police nationale, et l'annonce de peines aggravées pour les infractions (drogue, prostitution, location clandestine de chambres ou de taxis...), les contrôles se sont multipliés, et l'ambiance n'incite pas à trainer en ville le soit.

P. La.

There are my to be the to the سيد الشاعد المنافقة والمنافقة المنافقة 不知 经未经济的现在分词 the companies the second AMERICA CONTRACTOR 不養於東上山中於衛 衛子衛

million of the animal for March March Committee on





### John Mellencamp, héros des anonymes du Midwest

A quarante-sept ans, le chantre de l'Amérique rurale et grand pourfendeur du reaganisme signe son quinzième album

BELMONT et BLOOMINGTON (Indiana)

de notre envoyé spécial Eté indien sur l'Indiana. A la midécembre 1998, des étudiants flänent en T-Shirt dans Bloomington. D'un snack-bar s'échappe le refrain de Jack and Diane, le tube qui a lancé la carrière du héros local John Mellencamp habite aux environs de la ville universitaire. dans une propriété verdoyante, -avec dépendances, atelier de peinture, forêt, lac. Un confortable pied-à-terre que 30 millions d'al-bums écoulés dans le monde (25 millions aux Etats-Unis) lui permestem d'entrerents.

La route qui mène de sa maison à son studio de Belmont correspond bien à celle décrite dans les notes de pochette de Scarecrow, l'un des grands disques de basic rock des années 80: l'herbe est grasse, les champs de la Com Belt abritent quelques fermes isolées. Pourquoi Mellencamp est-il resté attaché à cette terre quand tant de ses collègues s'aggiomèrent à Los Angeles ou à New York? «Précisément parce qu'ils vivent là-bas! Si vous voulez voir quelque chose d'un peu authentique aux Etats-Unis, c'est ici. » T-shirt noir recouvrant partiellement un tatouage, blceps saillants, Jean noir, bottes noires: à quarante-sept ans, Mellencamp a conservé son allure de petite

john Mellencamp est son quinzième album. Ses débuts, en 1976, ne pouvaient laisser présager pareille longévité. Il est pris sous l'alle de Tony DeFries, le « manager terrible » de David Bowie - caricaturé récemment dans le film Velvet Goldmine-, qui le rebaptise Johnny Cougar, Le jeune rebelle, père à dixsept ans, n'aligne sur microsillon que des reprises indigentes sous influence stonienne. Les rock-critics se

déchaînent: sous-Springsteen, clône de Bob Seger... Mellencamp, hi-même, n'est pas tendre avec ces années : « Cela m'a énervé qu'on me Japide et donné la ténacité pour ntinuer. Quand j'ai commencé à enregistrer, j'avais vingt et un ans et j'étais épouvantablement immature. Tout ce qui m'intéressait alors, c'était avoir suffisamment de fric pour draguer. Je ne comprenais pas un type comme Costello. Au même âge, il considérait la musique avec beaucoup de sérieux. Il a d'ailleurs enregistré de grandes choses. »

« SHOWMAN » TEIGNEUX

Avec l'album American Fool (1982), ie « little bastard » (« petit salaud ») prend son envol, avant de décrocher la lune grâce à sa trilogie Uh-Uh/Scarecraw/The Lonesome Jubilee. Sur disque, une collection d'hymnes éclôt, sauvagement joués par un groupe soudé et sudatoire comprenant le batteur Kenny. Aronoff, l'un des meilleurs du rock seion ses pairs. Sur scène, le loubard des petites surfaces se transforme en showman teigneux. « Aux Etats-Unis, je jouais devant

20 000 personnes. A Paris, devant 3 000. Cela n'a jamais eu d'importance. Dans le registre du pur rock'n'roll, qui donne du bon temps connaîtra que nous avons été un des meilleurs groupes scéniques de l'époque. Je ne sais pas qui nous dépasse: les Rolling Stones? Prince?> On kui souffle les rivaux du E Street Band, « Ils étaient bons, mais l'ai toujours pensé que nous avions plus d'énergie, de gaieté, de légèreté. »

Springsteen magnifie la civilisa-tion automobile du New Jersey, Mellencamp se fait le porte-volx des ruraux anonymes du Midwest, chronique ce « Heartland » de l'Amérique dont les mégalopoles se gaussent. La chanson Small Town vante un provincialisme paisible et des valeurs qui, en France, seraient sans doute taxées de réactionnaires: bon sens terrien, respect des anciens.

En même temps, Rain on the Scarecrow, un de ses meilleurs titres, donne la parole aux fermiers ruinés pendant le reaganisme triomphant. Pour les soutenir, Mellencamp



Une attaque cardiaque en 1994 a appris à John Mellencamp à prendre soin de lui et de la distance par rapport à la vie de rockstar. Envahissante, la musique doit alors composer avez une autre muse, la peinture. « En fait, depuis l'album Big Daddy (1989), j'en avais assez. Ma vie privée était un champ de ruines. Peindre a un avantage : je suis seul. sans groupe, maison de disques, public. »

Mellencamp a découvert les impressionnistes dans les musées parisiens, pendant les escales de ses tournées. Il passe progressivement à l'expressionnisme, exécute de sombres autoportraits, fait poser ses proches. Dans son panthéon, Beckmann et Soutine rejoignent Woody Guthrie et Sam Cooke. Ses tolles ont fait l'objet d'une première exposition importante en 1989, aux côtés de celles de Miles Davis, à la Triangle Gallery de Los Angeles.

\* Un recueil présentant sobrante-quinze de ses peintures, Mellencamp, paintings and reflections, a été publié, en anglais, chez HarperPeren-



Le musicien de l'Indiana a vendu près de 25 millions de disques aux Étais-Unis; mais reste méconnu en Europe.

Aid, en refusant d'apparaître à la grande kermesse médiatico-humanitaire de Band Aid. Son action s'est poursuivie : « La situation dans les campagnes s'est améliorée avec-Clinton, mais des problèmes demeurent. Je suis en contact avec les fermiers noirs du Sud qui souffrent de la discrimination et ne peuvent obtenir de prèts. Ce pays est toujours ra-

The Lonesome Jubilee (1987), porté par le violon de Lisa Germano et une instrumentation puisant dans la tradition appalachienne, permet sa popularité de traverser enfin l'Atlantique, même s'il considère n'avoir jamais obtenu de succès en Europe - « En Prance, les gens croient que je suis un chanteur de country l » Ses disques suivants ré-péterout des formules éprouvées, à l'exception de l'avant-dernier, Mr Happy Go Lucky, tentative perilleuse de renouvellement à coups d'échantillonneurs et de beats.

L'album John Mellencamp entend

marquet « la troisième phase de [sa] carrière ». Sa musique recherche une synthèse entre son style classique et les innovations technolo-giques. Enflammée par un tube en or, Your Life is Now, la première partie du disque renoue avec le meilleur de son inspiration. La seconda hybride, éclatée, déconcertera sans doute ses fans.

Ses textes, eux; ont une résonance biblique nouvelle. Les béros romantiques de ses débuts, Jack et Diane, réapparaissent dans un pa-

Burning). Pruit Trader revisite l'histoire de Cain et Abel. On pense à Dylan, à raison. « Bob est le seul artiste dans ce métier. Nous autres ne sommes que membres d'une communauté, celle du pop-rock », s'incline John Mellencamp, devant la statue

Bruno Lesprit

titres, The Best That I Could Do

INSTITUTIONS: Basques, Ca-4 | talans et Galiciens demandent la suppression du ministère espagnoi de la culture. Les nationalistes du Pays basque, de Catalogne et de Galice ont officiellement demandé, le 12 février, la suppression du ministère espagnol de la culture, estimant que l'Espagne ne saurait avoir « une seule culture ». Selon le document rendu public par les nationalistes, réunis depuis l'été de 1998 dans le mouvement dit de la « Déclaration de Barcelone », « ce ministère n'a pas de sens et il tombera comme une pomme mûre » un jour où l'autre, car l'Espagne est « un Etat plurinational, plurilinguistique et pluriculturel » dans lequei les régions devraient disposer de

le petit peuple du d

tière de culture. ■ PHOTO: le prix World Press Photo 1998, qui récompense le meilleur cliché de presse de l'année, a été attribué le 12 février à Amsterdam à l'Américaine Dayna Smith, du Washington Post, pour une photographie en noir et blanc montrant la douleur d'une femme albanaise lors des funérailles d'un commandant de l'Armée de libération du Kosovo à Izbica. Son cliché a été sélectionné parmi 36 836 autres, proposés par 3 733 photographes de 116 pays.

CINEMA: selon le quotidien spécialisé The Hollywood Reporter, Steven Spielberg est pres-

senti pour réaliser une nouvelle adaptation de La Machine à explorer le temps, de H. G. Wells. Le film serait une coproduction Warner DreamWorks et devrait sortir aux Etats-Unis à l'été 2000.

### Les propos malheureux du commissaire français de l'Arco

NICOLAS BOURRIAUD, le commissaire responsable de la sélection des galeries françaises à la foire d'art contemporain de Madrid, l'Arco (Le Monde daté 14-15 février), a décienché en Espagne une embarrassante polémique. Alors que la France est l'invitée d'honneur de la foire, le supplément culturel du journal ABC daté du 4 février a publié un entretien dans lequel Nicolas Bournaud tient des propos très négatifs sur l'art espagnol, affirmant notamment : « On ne voit ni les artistes ni les critiques dans les circuits internationaux. (...) L'Espagne est absente du débat international. (...) Je connaissais à Madrid un critique espagnol important qué je ne vayais jamais.dans aucune exposition en Allemagne ou dans d'autres pays et je lui demandais la raison de cela. Il me répondit qu'il vovageait uniquement aux États-Unis. Ca me parait incroyable, surtout à ces moments où l'Europe commence à être une réalité. Avant, dans les années 30, les Espagnols voyageaient toujours en Allemagne, ils étaient obsédés par elle. (...) A un moment où, dans le monde de l'art en Europe, les frontières tombent, en Espagne, elles se

Interrogé par Le Monde, Nicolas Bourriaud a accusé ABC d'avoir déformé ses propos. La rédaction d'ABC confirme avoir retranscrit fidèlement l'entretien, dont elle possède un enregistrement.

### Où pêcher les architectes du futur?

### Trois initiatives pour présenter les jeunes talents

fession est elle-même sérieusement confrontée à la baisse de la commande, mais aussi, ce qui n'arrange pas le moral général, à la disparition des bons vieux modèles et des repères doctrinaux. Où chercher, dans ce contexte, la jeune architecture, les talents naissants, les idées neuves? Surtout, comment repérer dès à présent la relève, après la génération des constructeurs qui s'est imposée depuis un quart de siècle et à pu confirmer son savoir-faire à la faveur des grands travaux? Ce sont les questions que vont poser, en y répondant chacune à sa manière, deux institutions dans les semaines à

Le concours Europan d'abord, qui organise dn 18 au 20 février un Forum des villes et des jurys à la Marafacture des Œillets (lvry) avec la participation de 65 villes de toute l'Europe. Délaissé par Didier Rebois, qui fut l'un de ses initiateurs - il reste secrétaire général -, Europan est le successeur du Programme architecture nouvelle (PAN), un concours français qui permettait à l'Etat de mettre le pied à l'étrier aux plus doués des jeunes diplômés. Le PAN a disparu dans la spirale européenne. Comme out d'ailleurs disparu les Albums de la jeune architerture (en 1994), autre formule qui pendant quinze ans a permis anz maîtres d'ouvrage de faire leurs emplettes à la sortie des écoles. Les Albuns devraient renaître dans la foulée du nouvel Institut français d'architecture (IFA).

La nouvelle échelle d'Europan et sa structure, à peu près aussi simple que la Commission de Bruxelles, ne facilitent pas la compréhension de cet outil pourtant précieux. C'est en effet une démarche d'échange et de Marie-Ange Brayer et Frédéric Mirepérage de l'excellence communan-

LES ÉCOLES sont en crise, la pro- taire qui conduit les jeunes airchitectes à mieux appréhender non seulement leur futur territoire professionnel, mais aussi la diversité des situations urbaines. Pour les têtes chercheuses qui participent à ce concours, il y a 120 places à prendre et, surtout, 120 projets à construire pour de bon. Le forum d'ivry, sur le thème des nouveaux paysages de l'habitat, apportera aux amateurs les écharcissements nécessaires sur cet Europan, cinquième du genre.

> **BCLATEMENT DES TEMDÀNCES** La relève des Albums de la jeune architecture, quant à elle, a été opportunément, mais occasionnellenent, prise par la revue d'A, (pour d'Architecture), dans son numéro d'octobre 1998. Reprenant le principe de l'exposition « Quarante architectes de moins de quarante ans », organisée naguère par l'IFA; cette revue d'actualité qui, dans son numéro de janvier, entreprend de redonner couleur aux cheveux gris de la construction française, a commencé une collection de trente architectes de moins de trente ans. Heureuse initiative qui a montré la fertilité des écoles, l'éclatement des tendances, le côté « touche-à-tout » de cette génération qui n'a plus d'idéal, ni moderne, ni postmoderne, ni rationaliste ni déconstructiviste, et qui butine allègrement les mile deux cultivées une à une par leurs afnés. Le Fonds régional d'art contem-

porain (FRAC) du Centre a d'ailleurs décidé de vérifier cette hypothèse à l'occasion des premières rencontres internationales d'architecture, qui auront lieu en avril et mai à Orléans. La manifestation s'appellera Archi Lab. Lab pour laboratoire, bien sûr. gayrou, maîtres d'œuvre de cette ex- 75004 Paris. Tel.: 01-53-01-97-00.

périence, ont exploré le vaste monde pour trouver 30 équipes - sans véritable condition d'age. hormis la fraicheur de l'esprit. L'exposition aura d'allieurs lieu sur l'ancien site des subsistances militaires, en plein coeur d'Orléans, la ville de Jean-Pierre Sueur (PS). Huit jeunes agences françaises, seulement, participeront au festin, confrontées aux plus remuantes de leurs homologues américaines, japonaises, hollandaises, britanniques ou allemandes. Plus un Croate, un Espagnol, un Autrichien et deux

Australiens. Hormis les habitués des Salons français (Roche et Cle, Seraji, Decq et Cornette, du Besset et Lyon, Jakob et MacFarlane), la plupart des participants sont incomnus du pu-blic. Migayrou, qui est le machiavé-lique penseur de cette réunion de brûleurs d'idoles, va pêcher ses noms et ses images dans queiques revues torniques (il présente un bel '). échantillon de ces publications dans le demier numéro de d'A, janvier-féviier), et dans une passion inépressible pour l'avatar le plus plasticies. du métier d'architecte.

### Frédéric Edelmann

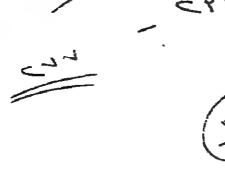
\* Europan S, Forum des villes et des jurys, du 18 au 20 février, Manufacture des Œillets, lvry-sur-

★ Archi Lab, premières rencontres internationales d'architecture. Rencontrès et débats du 14 au 16 avril. Exposition du 14 avril au 30 mai. Renseignements : FRAC Centre: 02-38-62-47-67. e-mail: archillab.oriesns@wanadoo.fr

★ Magazine d'A, en vente dans les kiosques et les librairies spécialisées (44 F), 25, rue du Petit-Musc,







0/00

and The imperial Flames

Guitariste, chanteur et co-leader

### Le petit peuple du début du siècle dans la voix de Marcel Maréchal

La pièce de Louis Guilloux mise en scène au Théâtre du Rond-Point

La Maison du peuple est le premier récit, écrit en 1920, de l'écrivain Louis Guilloux, fils d'un cordial sert une nouvelle fois l'un de ses auteurs de donnier de Saint-Brieuc épris de socialisme. Sous

Avec des moyens rudimentaires, il livre son texte avec une foi, une conviction qui emportent l'adhésion des spectateurs.

prédilection, qu'il connaît mieux que tout autre. aux départements avancés, comme notre temps. Albert Camus a dit

qu'il le reprenait sans cesse. Il rappelait que Guilloux montrait ià, mieux qu'aucun autre, comment la pauvreté détruit les différentes forces de vivre. Relisant La Maison du peuple, Camus écrivait : « Un excès de pauvreté raccourcit la mémoire, détend l'élan des amitiés et des amours. Quinze mille francs par mois, la vie d'atelier, et Tristan n'u plus rien

L'écriture de La Maison du peuple est d'une pureté et d'un caime inouis, comme une lumière patiente qui susciterait, peu à peu, un miracle d'énergie. Difficile de ne pas penser à ces lignes d'Antonin Arraud: « Il ne me faudrait qu'un seul mot parfois. Un simple petit mot sans importance, pour être grand, pour parier sur le ton des prophetes, un mot-témoln, un mot précis, un mot bien mo-

qui se tiendrait a l'extrême bout de mon être. »

Marcel Marechal a, loute sa vie. hii aussi, lu et relu i.ouis Guilioux, et l'a fait entendre, dans ses théâtres. Deux chaises, une iongue table, un cache-nez tricoté rouge, l'image floue d'un navire à quai à samt-Brieuc, et une poignée de feuilles manuscrites, c'est là tout le « théatre » utile à Marcel Maréchal pour lever tout l'orage, ioute l'insurrection des pages de Louis Guilloux. Le public retient son sourne. Ce qui est poignant c'est à quel point Maréchai est déstabilisé par l'atrue miraculeuse du texte. il tâte, il fait comme s'il ne se rappeiait pas. Il repart en douceur, il s'affermit. il sombre dans un silence, il guette... Vous diniez une bête sauvage, à la limite de la foret, « mes yeux sont éblouis du jour que je revois .... Il ne faut pas manquer la rencontre Gullloux-Marechal; c'est immetise.

Michel Cournot

### SORTIR

### PARIS TO ST

R. L. Burnside Découvert sur le tard par le monde du rock alors qu'il était depuis des lustres un mythe bien actif pour celui du blues, le chanteur et guitanste R. L. Burnside, soixante-douze ans, natif de l'Etat du Tennessee. ou il réside toujours, balance sa musique telle quelle, sans les omementations et les clins d'œil à la modernité dont se pare parfois je genre. Ce blues-là est celui des fondations, aride et âpre, avec le grain de l'authenticité. New Morning, 7-9, rue des Pentes-Ecuries, 10. Mª Château-d'Eau. 21 heures, le 15. Tel.: 01-45-23-51-41. De 110 F a

du groupe Little Ed and Blues imperials, Dave Weld, spécialiste de la slide guitar, cette six-cordes à la sonorité miaulante, mene dorénavant sa propre formation. Elle sera présente pour la première fois a Paris, au jazz-club de l'Hotel Méridien-Etoile. Le groupe compte quelques pointures, de celles qui ont appris leur métier patiemment, en accompagnant des stars. Avec Dave Weld, le blues se sert de grandes goulées de soui music. Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvian-Saint-Cyr, 17. Mº Porte-Maillot. Les 15, 16, 17, 18, 19 et 20, 22 h 30, Tel. : 01-40-68-30-42. 130 F.

#### **GUIDE**

### FILMS NOUVEAU

A tout jamais, une histoire de Cendrillor d'Andy Tennant (France/Etats-Unis, 2 h 01) de Gilles Bourdo (France/Suisse, 1 h 50). Le Fils adoptif d'Aktan Abdykalyko France Kirghizistan, 1 h 21). Fin août, début septembre d'Otivier Assayas (France, 1 h 52). unents sur la miseri de Christophe Otzenbergi (France, 1 h 30). Happiness (\*) de Todd Solondz (Etats-Unis, 2 h 14). de Chris Columbus 1 001 pattes

de John Lasseter et Andrew Stanton (Etats-Unis, dessin animé, 1 h 35). (kran, 1 h 36).

de Darren Aronofsky (Etats-Unis, 1 h 25). Testro di guerra de Mario Martone

(\*) Film interdit aux moins de 12 ans. TROUVER SON FILM

Tous les films Peris et régleme sur le Mi-nitel, 3815 LEMONDE ou tal. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

#### FESTIVALS. Littérature et dnéma Le Christ Interdit, de Curzio Maiaparte

(1950), mardi 16 fevrier à 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures et 22 heures : Les Nus et les Morts, de Raoul Walsh (1958), d'après Norman Mailer, mercredi 17 à 14 heures, 16 h 30, 19 heures et 21 h 30; Le Journal d'une femme de chambre, de Jean Renoir (1946), d'après Octave Mirbeau, Jeudi 18 a 14 heures, 16 heures, 16 heures, 20 heures et 22 heures; Plus fort que le diable, de John Huston (1953), d'apres Truman Capota, vendredi 19 à 14 neures. 16 heures, 18 heures. 20 neures et 22 heures (copie annoncee er, mauvais état) : En quatrieme vitesse, de Robert Aldrich (1955), d'après Mickey Spillane, samedi 20 à 14 haures, 16 heures, 18 heures, 20 heures et 22 heures; Quand la ville dort, de John Huston (1950), d'après William Burnett, dimanche 21 à 14 heures, 16 heures, 18 heures, 20 heures et 22 heures : 78moin à charge, de Billy Wilder (1957), d'après Agatha Christie, lundi 22 à 14 heures, 16 h 30, 19 heures et 21 h 30. Films en version originale sous-titrée. Grand Action, 5, rue des Ecoles, 5. 43-29-44-40

### EXPOSITIONS

### Les Monuments d'éternité

Musée du Louvre, aile Richelleu, antrée par la Pyramide, 1º, MP Palais-Royal, Louve, Tél.: 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45. Ferme mardi. Jusqu'au 10 mai. Billet d'accès au musée : 45 f de 9 heures à 15 heures, 26 F après 15 heures et dimanche, gratuit pour les manche de chaque mois.

Archéologie du Grand Louvre : les fouilles du Carrousel (1989-1990) Musée du Louvre, aile Sully, fossés du Louvre médiéval, entrée par la Pyra-mide, 1º. Mº Palais-Royal, Tél.: 01-40-20. 51-51. De 9 heures à 17 h 45 ; nocturne lundi et mercredi jusqu'à 21 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 28 juin. Billet d'accès au

26 F après 15 heures et dimanche, gra turt pour les moirs de 18 ans et pour tous les premiers dimanches de chaque

Peter Fischli et David Weiss

Ausée d'art moderne de la Ville de Peris, 11, avenue du Président-W Alma-Marceau. Tél.: 01-53-67-40-00. De 10 heures à 17 h 30; samedi et dimanche jusqu'a 18 h 45. Fermé lundi. Jusqu'au 28 mars. De 19 F à 27 F.

#### ENTRÉESIMMEDIATES Le Kiosque Théâtre : les places du jour

vendues à moitie prix (+ 16 F de comm parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 a 20 heures, du mardi au same di ; de 12 n 30 a 16 heures, le dimanche. Tites raides

Lavoir moderne parisien, 35, rue Léon, 18: Mª Château-Rouge, Les 15 et 16, jusqu'au 20, 20 heures. Tél. : 08-03-80-88-03, 100 F.

Chantent Boby Lapointe

Théâtre d'Edgar, 58, boulevard Edgar-Quinet, 14'. M' Edgar-Quinet, Montparnasse-Bienvenüe Les 15 et 16, jusqu'au 28, 20 h 15. Tel.: 01-42-79-97-97. De 70 F

### RESERVATIONS

The Winter's Tale

(en anglats) de William Shakespeare, mise en schne de William Shakespeare, mise en schne de William Shakespeare, mise en schne de William Statemente, evec Agnieszka du Foostbarn Theatre, evec Agnieszka Bihel, Christophe Bihel, Paddy Fletcher. Rod Goodali, Paddy Hayter, Harry Hotz-man, Shaji Karyat Velayudhan, Heinzi Lorenzen, Clémence Massart et Mes-

Sous chapiteau, 47, quai d'Austerlitz, 13. Mr Gare-d'Austerlitz. Les mardi 16 et mardi 23, 19 haures ; Du marcradi 17 au samedi 20, 20 heures; le dimanche 21, 16 heures. Tél.: 01-53-05-19-19. 90 F et

avec Jean-Marie Ecay at Rémi Vignolo Sunset, 60, rue des Lombards, 1º. Les 17.

18, 19, 20, 23, 24, 25, 26 et 27, 20 heures et 22 heures. Tél. . 01-40-26-46-60. De 80 F ± 120 F. Viscoel Gradille Petit Opportun, 15. :ue des Lavandlères

Sainte-Opportune, 1º. Les 17 et 24, 22 h 30. Tél.: 01-42-36-01-36. 80 f.

### DERNIERS JOURS

ile des morts ; le Gardien de tombeau

d'August Strindberg et Franz Kafka, mise en scène de Frédéric Fisbach, avec Gerard Cherqui, Jean-Charles Dumey, Yves-Noël Genod, Christian Montout, Benoit Resillot at Margaret Zenou. Studio-Théêtre, 18, avenue de l'Insurrec tion, 94 Vitry. Jusqu'au samedi 20. 20 h 45, 18i.: 01-46-82-40-17. De 50 F è

d'Alfred de Musiet, mise en scène de Gérard Gelas, avec Marie-Noèlle de Witte, Gérard Amairic, Guillaume Lanson, Christelle Martin, David Neveux, Michel Paume, Hervé Pezière, Jean-Charles Raymond, Damien Rémy, André Rousselet, Annie Rouset, Henri Talau et Théâtre de l'Est parisien, 159, avenue

Gambetta, 20. Mr Pelleport, Saint-Far-geau. 20 h 30; les mercredi 17 et jeudi 18, à 19 heures. Tél.: 01-43-64-80-80. Duree: 3 h 10. 90 F et 140 F. Les Cranges d'Aziz Chouaki, mise en scène de

Laurent Vacher, avec Jean-Claude Le-guay et Gilles Andrieux (musicien). Cité internationale (Théatra), 2i, bouk taire. 20 heures. Jusqu'au jeudi 18 (15 heures). Tel.: 01-43-15-50-50. Durée: 1 h 30. De 55 F a 110 F

### musée : 45 F de 9 heures à 15 heures, Shakespeare, l'universel un dossier déjà paru dans Le Monde DOSSIERS DOCUMENTS littéraires POUR VOUS LE PROCURER a Soutique Le Monde, 21 bis, rue Claude Bernard, 75242 Paris Geoax 05

Louis Guilloux. Adaptation et mise en scène: François Bourgeat. Avec Marcel Maréchal. THÉÂTRE DU ROND-POINT. 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris &. M. Franklin-Roosevelt. Téi.: 01-44-95-98-10. Du mercredi au samedi, à 18 h 30. Durée : 1 h 10. 50 F (7,6 €). Jusau'au 20 février.

LA MAISON DU PEUPLE, de

« Un train venait d'arriver. Des voyageurs táchaient de s'ouvrir un chemin. Et. brusquement, la nouvelle courut: on a assassiné jaurès. » C'est un enfant, Louis Guilloux, qui raconte les luttes ouvrières de son père, cordonnier à Saint-Brieuc, dans les premières années du siècle. Il se bat pour fonder une section socialiste. Ce qui hui demande du mal. « Les camarades se plaignalent d'être délaissés par le Parti, qu'ils accusaient de réserver ses efforts à la région parisienne et

The second second

THE WAR THE PARTY OF

Les propos maille.

to committee of

MARINE MEN A ELICANIE

The state of the s

The second

The second secon

The state of the second second second second second

Approximation of the second

many of the second of the

The state of the s

age of green mount

 $(g_{\alpha}\circ g_{\overline{\alpha}}) \otimes (g_{\alpha}\circ g_{\overline{\alpha}})$ 

Appropriate to the second seco

her les architectes .....

 $= \frac{1}{(2\pi)^{\frac{1}{2}} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \frac{1}{2} \left( \frac{1}{2} \frac{1$ 

The second section of the second section is

Bearing the second

Action to the second

Transfer Street Street

CONTRACTOR STATES

The state of the s

a language from the second second second

The same of the same of the same of

and the same of the same

Salaharan Balling & The

Company of the Property of the Straight

Special property of

Same and the same of

Alaman Park

The second

STOREST OF TARREST

All haden

The state of the s

water and and

The Marie of Section 2.

THE PARTY OF THE P

1 2 Mars - 1

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

130

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

The second second second second

The state of the state of the state of

A SECTION OF THE PARTY OF THE P

1

5 - Personal Pro-

A 1 18 34

三点型4

Made Aller

-

· . .

The state of the s

April 18 to the second of the second second

1. St. 1.

Le père Guilloux se présente en 1909 aux élections municipales. « Une ville doit être administrée pour le bien de tous, et non pour le profit de quelques-uns. Il n'est pas juste que l'argent des contribuables de notre ville ne serve qu'à faire des travaux dont l'armateur Le Den a besoin au port » Il milite pour la rénovation des quartiers pauvres, il répète que l'iniquité commence par ce partage entre les boulevards des villas, des beaux immeubles, et les maisons en ruine des faubourgs. Les parents, les grands-parents de Louis Guilloux, vivent dans le noir et le froid. Mais quand le docteur Rébal, qui conduisait la liste socialiste, est élu, il prend un virage en épingle à cheveux, conduit une politique de droite, sous des dehors de centre

La Maison du peuple, le premier recit de Louis Guilloux (il l'a écrit en 1920), est l'un des grands livres de

à dire à Yseult, L'amour aussi est un bose, voilà la condamnation. »

L'INSURRECTION DES PAGES céré dans mes moelles, sora de moi,

> d'aujourd'hui. humaine sans être populiste. En glissant plusieurs séquences de type hollywoodlen (pastiches de musiques de films signées John Barry, John Williams ou Jerry Goldsmith) dans un hablie mais vain patchwork intitulé La Route des pèlerins reclus, le Québécois Michel Longtin a lui paru. en revanche, assez démagogue et n'est jamals parvenu à faire entendre une voix per-

> > ont provoqué des sourires chez la clairvoyante Dominique My placee à la tête du Philharmonique de Radio-France) parmi lesquels on aura reconnu ceux de l'élégie sibé-Sibelius compte aussi parmi les références

> > sonnelle. Tout au plus quelques accents (qui

de Pascai Dusapin, mais pas de manière os-tentatoire. Extenso pourrait, par exemple, être au compositeur français honoré par Présences 99 ce que Tapiola fut au maitre finlandais: la trace symphonique de la mutation permanente d'une seule et unique figure. Celle modelée par Dusapin joue à tourner sur elle-même selon un dégradé à la fois stylisé et énergique. Puisqu'il s'agit d'extension, osons rapprocher Extenso de ce qu'aurait pu être la mise en m tural par Francis Bacon d'une sculpture d'Al-

Pierre Gervasoni

# La musique trouble de Bernard Cavanna ovationnée à Radio-France

PRÉSENCES 99. Œuvres de John Cage, Bernaro Cavanna, Michel Longtin et Pascal Dusapin, par Noëmi Schindler (violon) et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, Dominique My (direction). Maison de Radio-France, le 13 févriet.

Le dernier concert d'orchestre inscrit au programme de Présences 99 s'est imposé comme une édifiante synthèse du festival. Nuliement hasardeuse d'un point de vue théorique, la croisière musicale entreprise entre les trois capitales a pris l'allure d'une delicate excursion au sein d'une sorte de angle des Bermudes de l'indépendance esthétique. Les Français ont globalement don-

né l'impression de s'y aventurer par souci d'émancipation, les Québécois de s'y perdre avec plaisir et les Américains d'y régner en flibustiers. Ainsi John Cage s'est-il embarqué dès 1947 avec The Seasons pour écumer les mers du phtoresque orchestral. A peine chorégraphique - même au sens de Merce Cunningham qui en fut le destinataire -. cette douteuse pastorale se complait dans la navigation entre deux caux, lyrique et épique, sereine et mouvementée, candide et cérébrale, balançant entre le faux angélisme de Charles Ives et l'authentique mièvrerie de

Auditorium du Louvre

Sarah Bitlloch, violon

Milguel Angel Clares, violoncelle

L'expression recherchée par Bernard Cavanna dans son Concerto pour violon (en création mondiale) n'est pas moins trouble. Cependant, si Cage intrigue par une succession d'élans brisés (mélodiques et harmoniques), Cavanna fascine par une très prenante dérive (chromatique jusque dans les micro-intervalles). L'œuvre s'ouvre sur une course-poursuite entre l'orchestre et l'instrument soliste mais ne sacrifie pas aux conventions de l'animation haletante. Accessible au premier degré d'une lutte désespérée, la musique n'en est pas pour autant simpliste. Sa lisibilité immédiate se double d'une profondeur émotionnelle particulièrement fouillée, comme en témoigne, par exemple, le travail effectué par le compositeur sur un fond orchestral toujours mouvant afin d'engioutir le violon mais aussi de le fuir dans une même poussée pathétique.

Noëmi Schindler confère à cette page expansive un caractère bergien. Gageons qu'avec une telle sensibilité (rare dans l'Hexagone mais très répandue chez les compositeurs de l'Europe de l'Est avec toutefois moins de « tenue »), le concerto de Cavanna aurait été hué à Paris îl n'y a pas si longtemps. Le 13 février, Il a été ovationné par un public ravi d'avoir découvert une voix

UNE VOIX HUMAINE SANS ÊTRE POPULISTE

### Peindre, une question vitale pour Alix Le Méléder

ALIX LE MÉLÉDER. Maison d'art contemporain Chaillioux, 5, rue Julien-Chaillionx, 94 Fresnes. Tél.: 01-46-68-58-31. Du mardi au vendredi, de 14 heures à 19 heures ; le samedi, de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures ; le dimanche de 10 heures à 13 heures. Entrée

une banileue. Et la prison. A Fresnes, il y a aussi les restes d'un village, avec une église qui sonne les heures. Au bout de la rue qui glisse vers l'église, il y a la maison Chaillioux. Le mot maison est juste, parce que ce n'est pas plus que cela, un bâtiment ordinaire, deux étages, des pièces de taille modeste, qui abrite un centre d'art contemporain et ses expositions. On se doute que le budget - DRAC lle-de-France, conseil général du Val-de-Marne et municipalité de

maintiennent, ici, l'art en vie. présence. Chacune semble échappée à la disparition. Le s'en est fallu de peu qu'il n'y ait rien et que le carré blanc le reste, vide. Des

touches et des coulures se sont déposées, plus ou moins nombreuses et serrées, se recouvrant ou s'écartant, se confondant ou se ruyant.

mince, si déchiré et effiloché qu'il ne cache pas le vide en avant duquel il flotte. Quand les taches se quatre bords, comme pour résister une harmonie. Sérénité crispée.

qui passe par Jackson Pollock et Sam Francis. Ils peignaient au sol et Le Méléder peint contre le mur de l'atelier, à la verticale, mals elle fait tourner la toile, de sorte que les coulures glissent dans quatre directions opposées et que la fluidité du geste qui éciabousse saute aux yeux, dans ses toiles comme dans celles de ses grands prédécesseurs. Le Méléder de cherche pas à organiser un système critique et à mettre à nu méthodiquement les composantes de la peinture - beaucoup l'ont fait depuis une quarantaine d'années et certains continuent obstinément à le faire. au risque de s'enferrer dans la répétition. Elle ne produit pas des tableaux d'après un discours. Elle peint parce que c'est pour elle une question vitale. Le pius remarquable est que cela se voit si nette-

Philippe Dagen

LOC: 01 40 20 84 00 ORCHESTRE DE PARIS AT 9 Christoph ESCHENBACH

Salle Pleyel - 20 h Brahms - Schoenberg lercredi 24 et jeudi 25 fevri Mario Salar Mercredi 3 et jeudi 4 mars Gil Shaham

> Tél. rés. : 01-49-53-05-07 VO POGORELICH

Benjamin Hochman, plano HAYDN, BRAHMS, PRADO

CONCERTS

Tzimon Barto,

୨ଫୁ à 290 F - Tel 01 45 61 କ୍ୟ ୫୨ Karif jeunes : 50 P

8 et 9 mars 1999 - 20 h 30

Récital Chopin

Folgreise-Inazurkas-Sonstes

cité de la musique musée, concerts, 24 fevrier .

rendez-vous avec David Robertson et l'Ensemble Intercontemporain 19h30 - atelier

création de Unsuk Chin 20h15 - entracte\* 21h - concert nouveau Stravinsky, Ferneyhough Des formules de restauration

rapide vous seront proposées au foyer bar et au café de la musique musiques à danser musiques à écouter

27 et 28 février Brahms-Schönberg œuvres de musique de chambre Christoph Eschenbach direction, piano Gil Shaham, violon. Solistes de l'Orchestre de Paris

27 et 28 février

🐧 Porte de Pantin

144 84 44 84

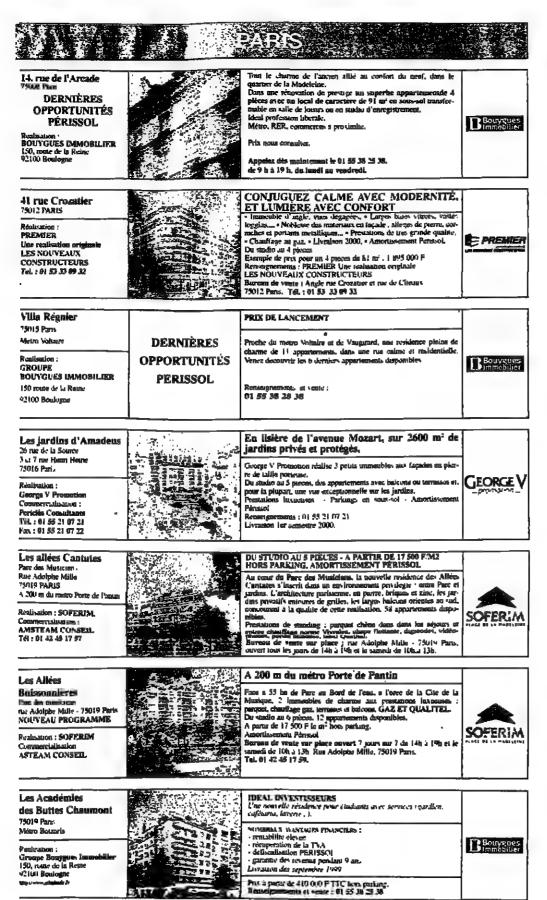
Fresnes - n'a rien de vertigineux. Trois personnes et peu d'argent On expose ici, pour la première fois, des tolles d'Alix Le Méléder, toiles récentes d'une artiste née en 1955 qui ne se montre que fort peu. Elles n'ont pas de titre. Eiles sont de format carré. Elles sont, comme on dit, abstraites. Entendez par là que la peinture n'imite al objet ni figure. Pour autant, on pourralt parfaitement soutenir que les œuvres ont un sujet, la

Quand elles proliferent, elles tissent un voile de couleurs, si

rarement, elles s'accrochent aux à l'expansion d'une force venue du centre de la tolle, force qui les rejette. La couleur devient plus intense, la répartition des accents chromatiques plus régulière, comme pour opposer au vertige Une telle peinture a une histoire,

ment, si violemment.







LANCEMENT

Au pouri de rancontre des 3 ... 11 ... et 12 ... arronduvements. 1
deux pas de la Nation, le boulevard de Charonne offre l'avantage
d'une aftere préservée et calme. Dons est environnement aftere. HDI
said
Groupe GURLI

L'orée de la Nation bi de Charonn 79039 Paris



**(** )

、食品等值。

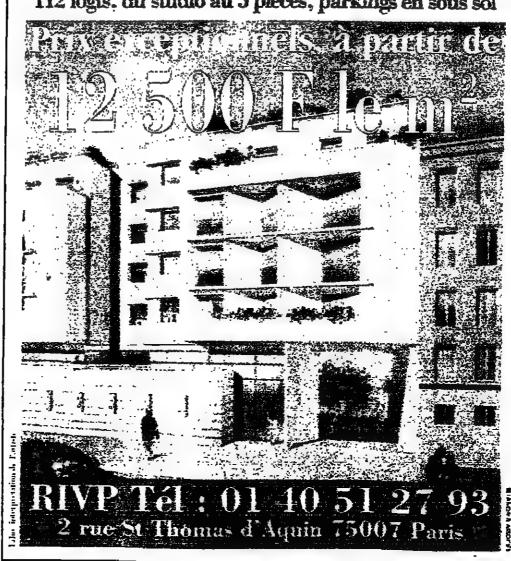
59 Avenue Henri Graoux rev rue de Bagneux i 924,30 Mindrouge A 400m de Paris XIVême Resissation : LES NOUVEAUX COASTRUCTEURS Tel. i 01 40 92 00 00	A provinsite des commerces, des écoles et des transports,  - Parçuet de pierre, corruction  - Parquet de chème dans louises les pièrces.  - Chanffage motividuel es gaz,  - Livraison été 2000  - Apnortissement Périssol.  Exemple de pris pour en 6 pieces de 78 m²: 1 540 000 F  Remerignements: LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS  T.E.: 41 48 VI VI III	LES NGUVEAUX CONSTRUCTEURS
Les Terrasses d'Issy 76-80, 6d Rodin Issy-les-Moulineaux	DOMINEZ PARIS  A 250 metro du RER C. dos appartementes ovec vue sur Paris et sor Fouest, dans un pare prive de 2 000 m². Prestadors de qualité. 46 appartements 3.0 de desponibles, du stadio en 5 pièces, balcons.	
Resistation · Sogeprom	Prix moyen: 16 600 F/m: Rensegnez-vous dés aujourd'hat pour profiter da mellieur chols.	SOCHTRON

182 101 30 37 61 80	, a	Tel. : 61 45 25 99 49	
Jardins de Saint-Cloud		PRIX DE LANCEMENT	
92 Sator-Cloud		INVESTISSEZ mainionant pour vous constituer un patrimoine de	
Realisation: GROUPE BOUYGUES DAMOBILIER		qualité du stadio au 4 pièces, dans une résidence de standing à deux pas du Pare de Saint-Cloud.	Bouygues
150 route de la Reine 92100 Boulagne		DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PERISSOL. Informations et venie : 6 01 55 38 25 38	



# DE SAINT-FARGEAU

A vendre à Paris 20<sup>o</sup> 112 logts, du studio au 5 pièces, parkings en sous sol



1

3 4

5

### LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

5 piècas et + 21% 1 534 653 F 979 421 F 3 pièces 23%

Répartition des ventes d'appartements anciens vendus libres à Paris à usage d'habitation en 1998

Les appartements de 4 pièces et plus, appartements familiaux classiques, ont enregistré une augmentation des montants moyens de transaction de 5% environ.

Les appartements de plus petite taille restent toutefois relativement stables.

NUITS-SAINT-GEORGES

vigneron rech.

investisseurs pour achats

vignes d'appellation surte

retrocession SAFER.

03-80-61-28-22

06-80-70-97-91

RCS B 325 354 611

AIX-EN-PCE MONTAIGUET

Belle bastide contempor.

250 m² s/2 ha en restanque

s/les hauteurs, séj. chem.

4 ch., SdB, SdE, bx volumes

gde terrasse, vue impren.

annexes 150 m², pisc, ternis

cave, garage, 3 200 000 F

Ce mouvement marque une rupture avec ce que nous avons connu depuis 1990. Le marché est globalement entre dans un contexte de stabilité des prix mais leur pouvoir d'achat ayant augmenté les acquéreurs se positionnent sur des appartements de plus grande taille.

Il est à noter que 80% des acquisitions se réalisent sur des biens de moins de 3 pièces ou moins avec un budget financier inférieur à 1 million de francs.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01 44 82 24 00

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

### VENTES

#### PARIS 3° MARAIS 5/6 P. a rénover

4º ét asc. imm. ravaté. 2 850 000 F Agence Beaubourg. -01-42-71-87-88 et 01-44-61-94-40

### PARIS 5°

NOTRE-DAME, rare vue, soleii, duplex gd séjour + chbre, asc. park. ss-soi amánagé 4 200 000 F SERGE KAYSER 01-43-26-43-43

JARDIN DES PLANTES 3 P. 58 m², 3º ét., asc., calme, 1 210 000 F -01-40-51-06-07.

#### PARIS 7

AVENUE SUFFREN Rare 5 P, 126 m², grande allure, à refraîchir, 4º ét. superbe, pierre de taille. 4 200 000 F VALMONT 01-44-94-04-40

1 mg 4 mg - 1 mg

### Paris 9°

RUE J.-B. PIGALLE, récent 60 m², 2 chibres, parfait état, calme, soleil RUE DE LA ROCHEFOUCAULD pierre de taille, 115 m², 3 chbres, charme.

vies réceptions, baicon. 01-42-27-85-00 TRUDAME Studio 32 m², 6º asc., vue, 670 000 F

X'IMMO 01-40-25-07-05 MARTYRS-THUDAINE beau 7 P, 186 m², dbla expo. pierre de taille, balcon, 4 450 000 F X'IMMO 01-40-25-07-05

RUE DES MARTYRS 6 PCES 160 m<sup>2</sup> 3º asc. + 2 chbres serv. avec douches + box 3 150 000 F

VALMONT 01-44-94-04-40 TRUDAINE Ancien, asc., dole liv. 5 chbres 160 m², à revoir, cheminée, 2 serv. box., urg. 01-43-35-18-36

### PARIS 10

RUE DE CHABROL 2 P. 34 m² balcon, 5º étage, sans asc. Plein sud. 420 000 F 01-44-94-04-40.

PARIS 11° LOFT 200 M<sup>2</sup> autour d'un patio 3 700 000 F

### S. KAYSER 01-43-26-43-43

PARIS 13° CORVISART 4/5 P. standing. 2 bains, dute expos. box CENTURY 21 - TGA 01-44-08-61-21

PORT ROYAL Vue degagée, 3 pièces parquet, cheminée, 1 150 000 F - 01-43-26-43-43 Pres parc Montsouris recent 1975, sej. 3 chbres, gde cuis., 2 bns, 92 m²,

à rafraichir, park.

01-43-35-18-36

### GÉRER

**LE NOUVEAU MONDE** 69. RUE DUNOIS -3 P. à partir de 900 000 F -4 P à partir de 1 000 000 F Bur, de vente s/placa 26º étage, mercredi fi h à 12 h 30 et de 15 h à 18 h

#### PARIS 14°

et le vendredi, de 15 h à 18 h.

GERER 01-60-92-05-67

ou 06-07-62-63-00.

ALÈSIA, Imm. 1930, asc. él élevé 4 P., 95 m², partait état sans vis-à-vis, caime. 01-43-35-18-36.

### 100 m<sup>2</sup> STANDING 4º ét., balcon/jard. sud

2 ch., sej., dbl., soleii, park. Exclusivité J.-P. MAURIN 01-43-37-50-50

### PARIS 15°

**ALLERAY** Meison a/3 niv. séj., 3 chbr., gde cuis., 2 bns, 150 m², chem., poulres, bon état. calme, 01-43-35-18-36.

#### 9A m2 4 P. PDT LEFEBYRE. Soleil, vue,

2 chbres, sej. dble, 32 m² 4º ét., ch. svca 8 m² J.-P. MAURIN Gobelins immo. 01-43-37-50-50

### PARIS 17°

SCHARE DES MUSICIENS Beau 3 P. partait état, 2ª étg. asc. 1 580 000 F - 01-44-94-04-40 VILLERS BEAU 2 P., 43 M.

5° étg., asc. 750 000 F - 01-44-94-04-40

#### 92 HAUTS-DE SEINE

LEVALLOIS contig. NEUILLY Part. à part. appart. 2 pièces Ent. NEUF GRAND STANDING 51,35 m², 3º étage. Park. s/sol. Frais notaire réduits/Périssol

#### ou 01-47-57-58-22 ● ENCHÈRE ● NOTAIRE 01-45-61-55-70

Prix: 1,22 MF

Tél.: 01-45-34-38-57

BOURG-LA-REINE 5, rue André-Theuriet studio + parking, 3° ét. Louis 24 000 F/an 3 658.78 € MAP 150 000 F, 22 867,35 € Visites 22 et 25/2 : 10 h a 12 h.

6/3:14 hà 16 h. FONTENAY-AUX-ROSES 19, rue Joseph-Bouille studio, 3º élage. Loué 25 584 F/an 3 900,26 € MAP 150 000 F 22 867,35 € Visites 18/2 et 5/3 : 15 h

à 17 h, 27/2 : 11 h à 13 h. SCEAUX 33, rue des imbergères Studio 3º étage. MAP 150 000 F, 22 867,35 € Visites 18/2 et 5/3 : 11 h à 13 h, 27/2 : 15 h a 17 h.

#### BOULOGNE Prop. vd stud. 34 m². standing, calma, ensol., parfait étal. Px : 650 000 F.

● ENCHÈRE ● NOTAIRE 01-46-99-77-61 BOULOGNE 60, rue de la République 2 P. 42,29 m², 3º ét. MAP 320 000 F

Tel.: 06-10-01-57-16

48 783.69 € Visites 19/2 : 11 h à 13 h 24/2 et 3/3 : 15 h à 17 h. Neuthy/Victor-Hugo, imm. stand., 17 ét. s/jard. tr. clair, calme, retait neut, lux. dole sėjr + 2 ch., 93 m²+10 m² baic. 2 WC + 2 S.d.B., cave + park.

#### 94 VAL-DE-MARNE

2.370 MF. - 01-49-26-94-11

CHARENTON, 300 m Paris tace au bois de Vincannes, beau 3 p. r-d-c, 103 m². Très belles prestations 2 000 000 F I.P. 01-48-83-32-88.

SAINT-MANDÉ Beau 3 poes avec 1 sej., 2 chbres, ) quisine, este de baiça, wo, caxe, 4: étage\_1150 000 F. AG. DU LAC : 01-48-08-59-59.

#### VILLIERS/MARNE 4 PCES, 80 m², état neuf construction récente,

centre valle prox. gare RER. SNCF Prox . 980 000 F Tel.: 01-49-30-63-55 06-10-68-65-99

### ÉTRANGER

QUÉBEC! SAINT-SAUVEUR App. 3 or. E.S.O., meuble, cuis, équipée, CAC, sa/sam, sdb, mazz. Foyer face pistes ski. Pav. lois. : sauna, tourb., pisc. int. Poss. loc. si abs. 70 000 dollars can. Tél.: 00-1-450-227-4100. Fax: 00-1-450-227-7324.

ALX - Tel.: 04-42-26-93-26 "La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de PARIS - siège social 21 rue Georges Auric 75019 PARIS - désire vendre un ensemble immobilier sis 45 rue Gauthey - 75017 PARIS.

Pour tout renseignement, écrire à la Direction de la Gestion - 21 rue Georges Auric 75019 PARIS - correspondant M. Jean-François CRISPIN, avec la mention de sur l'enveloppe "vente de la rue Gauthey". Prière de ne pas téléphoner et de ne pas se présenter sur place. N.B. - Date limite des offres sous pti cacheté : Lundi 12

avril 1999 à 17h30. Seules les affres sans conditions suspensives seront retenues, les conditions de la vente et les jours de visite seront précisés par retour du courrier.

DES PROPESSIONNES DE L'IMMOBILIER

11 - 14 MARS 1999

PALAIS DES FESTIVALS - CANNES - FRANCE

10º ÉDITAON

### **ACHATS**

INTER PROJETS recherche sur Paris et Est parisien volumes atypiques à vendre ou a louer.

LOCATIONS

### ASTRANCE LOCATIONS

– 4 mn m² Dupleix, 12/12 *bi*s. rue Edgar-Faure, studio 31 m², 3º étage, balc., 6 m², cave + park.Loyer 4 064 F ch, comp.

- 126, rue Saint-Charles, 3 P. 73 m², 4º étage, cave et park.

### 

Com. 2 571 F

# AGIFRANCE

Tél.: 01-42-83-46-46.

### The state of the s

# 0149034340

PARIS 15

Com. 5 018 F.

### LOCATIONS 0149034340

PARIS 8" 52, bd Malesherbes Très bei imm. haussmannien Nº SAINT-AUGUSTIN Appts entièrement rénoves 7/8 P. de 265 mi 33 058 F

nets, 5° et demier ét., dble reception, salle à manger 4 ou 5 chbres, possib, chbres de service, chauff, coll. - 8º superba studio neul avec jardin, 85 m², 5 500 F + ch PASSY. VUE - 16°

Seine, 2 P., 78 m², 7 900 F + ch. - 15 Javel, 15 et., vue Seine 4 p. 100 m², park. 10 185 + ch ; - 16° Kléber, 4 P, 120 m²

meublé s/jard. 13 000 nst VALMONT 01-44-94-04-40 CANNES Loue 3/4 piaces 83 m², dans

agréable maison de ville. Jerdin, dépendances. Tel.: 01-45-32-65-28 ou 04-93-39-27-38.

#### AFIFRANCE LOCATIONS 0149034340

. 90/92, rue de la Faisanderie, m' Porte-Dauphine ;

5 P, 140 m², 1" étage, 3 chibres, balc., 24 m², cave et 2 parkings, loyer 18 511 F ch. comp. Com. 10 301 F ; - 3 P, 109 m², 5º eL, terrasse 28 m², cave et park., loyer 16 300 F, ch. comp., comm. 9 263 F.

- Proche place Victor-Hugo, appl d'exception relait neuf superbe 7 P. de 280 m², 4º et., reception 85 m., 4 chbres, 4 salles de bains. Loyer 35 368 F ch. comp.

PASTEUR 15' 2/3 P. 56 m², refalt neuf. 1 chibre, dibite living, cuis., s. de bains, w.-c., 5 200 F + charges. Tel. 01-45-54-29-39. 

### EMBASSY SERVICE

43 avenue Marceau - 75116 Rech. pour CLIENTS ETRANGERS APPTS HAUT DE GAMME HÔTEL PARTICULIER & VILLAS OUEST PARIS VIDES ET MEUBLÉS **GESTION POSSIBLE** 01-47-20-30-05

#### meublés. Toutes surfaces pour cadres banques el grandes sociéles Tel. : 01-42-22-98-70

MASTER GROUP

47, rue Vaneau, 75007 Paris

rech. appts. vides ou

15 CONVENTION F3 retait neut. Imm. bourgeois meuble kuxa, très clair, calme baicon. 2º et., cuis, équipée, double vitrage, tax, TV, cave,

poss. park., sérieuses garanties 9 000 F/m - laibles charges. Tel.: 01-39-75-42-58. **APPARTEMENTS** 

DE VACANCES Monts métallifères (Saxe) à partir de 155 FF pour 2 pers/jour (hors saison). Infos: M. Bochmann, Rosental 29,

D-08289 Schneeberg. Fax: 0049-377221325. Loue près Aries-Avignon appt ds mas XVIII+, jardin 2/3 pers., semaine ou mois libre fevr. à oct. Tel/fax: 04-90-91-44-67

# 

The second second second att idea in the second

**BEAU PIANO** 1/2 QUEUE palissandre 1925. 204 cm, très belle sonorité. 35 000 F visible Paris-19". Tél.: 01-42-17-39-43

(en journée) ou 06-13-02-86-71 La Colline aux entants cherche FAMILLES RELAIS sur Pans et region parisienne pour accueille

#### Tel: 01-40-50-11-24. \$47**.** SKI DE FOND

emporairement enfants

de 3 à 10 ans.

(près Métabief, JURA frontière suisse) 3 h de Paris par TGV, en pleine zone nordique 1 000 m ahitude, chez ancien sélectionné olymp. Chambres en pension ou demi-pension, salle de remise en forme, ambiance familiale Réserv.: 03-81-49-00-72.

# **CHF**

### Le Spécialiste du Financement **immobilier**

 Les taux les plus bas du marché\* Financement 100 %

 Accord spécial fonctionnaire • Défiscalisation PERISSOL : (Nombreux produits clefs en mains)

Refinancement de Crédit

27, avenue de Tourville - 75007 PARIS **2** 01 53 59 50 50



VUE IMPRENABLE SUR TOUS

intervenants réputés, sur des

BOURSE MONDIALE DES VALEURS IMMOBILIERES

LESTEADERS

S'Y RETROUVENT,

LES MARCHÉS

S'Y DÉCOUVRENT

LES MARCHES DU MONDE Les 8 319 professionnels venus Vous allez découvrir au MIPIM de 55 pays en font de très loin le plus grand marché immobilier du monde. Depuis 10 ans, le MIPIM les plus grandes réalisations immobilières internationales du moment sur plus de 17 000 m² reflète et permet d'exploiter brut d'exposition, avec 1 186 sociétés exposantes. Vous pourrez l'immobilier. enrichir votre connaissance du marché par un cycle de conférences animees par des

BP 572 - 11, rue du Colonel Pierre Acia 75726 Paris Codex 15 - FRANCE

finaux. C'est dire que le MIPIM reunit à Cannes le "Who's who' de l'immobilier international. Contact : Nadine CASTAGNA REED MIDEM ORGANISATION

Tel : 33 (0)) 41 90 45 20

Fax: 33 (0)1 41 90 45 30

CONNECTION AVEC LES

PLUS GRANDS PARTENAIRES

Seul le MIPIM peut mobiliser

curs et 416 utilisate

### KIOSQUE

#### **EN VUE**

Un fleuriste de Villenauve-la-Garenne (Hauts-de-Seine) s'est fait voler trois roses par trois individus armés, samedi 13 février, veille de la

« Au lieu d'envoyer des fleurs, SVP. faites parvenir une lettre au ministre de la santé pour qu'il améliore nos services hospitaliers », informait l'avis de décès de Carmelita Trachy rédigé par son neveu Errol, indigné que sa tante, quatre-vingt-treize ans, soit restée pendant quarante-huit heures sur une civière dans un couloir de l'hôpital Royal Victoria, à Montréal, avant d'être opérée.

■ Mercredi 10 février, Mel Lastman, maire de Toronto, souffrant de palpitations cardiaques, passait encore neur heures dans le corridor des urgences d'un hôpital sans obtenia

■ L'hôpital numéro 10 d'Irkoutsk en Sibérie, manquant d'appareils d'aspiration médicale, s'est fait livrer, faute de moyen, une traveuse à vache électrique capable de traiter simultanément dix

■ Les douaniers de l'aéroport du Caire ont extrait, samedi 13 février, cent soixante-sept téléphones portables des quarante poches du gilet d'un Egyptien en provenance

■ Le livre Cinq mille ans de Chine contenant 984 coquilles, Wang Zinshang, lecteur de la province du Zhejiang, vient de porter plainte contre Drapeau rouge, l'éditeur.

Afin de récupérer le permis de conduire qu'on lui avait retiré pour myopie l'an dernier, Elle Berthoud. ancien gendarme, alerte centenaire, suppliant depuis, menaçait, mettait en émol le canton de Genève. Farceur, le service suisse des autos et de la navigation vient de le lui rendre sous verre et frappé du tampon - annulé ».

route, a été récemment condamné, par le tribunal correctionnel de Bourges, à huit mois de prison ferme pour avoir causé la mort d'une femme en conduisant en état d'ivresse.

E Les autorités sanitaires d'Afrique du Sud qui ont distribué gratuitement, au cours d'une campagne contre le sida, des milliers de préservatifs percés, agrafés à leur mode d'emploi, lancent un appel à la vigilance du

■ Mercredi 10 février, une habitante de Montesilavano, en italie, qui ne pouvait plus payer son loyer, chassée de son appartement après avoir perdu son mari, arpente le bord de mer par gros temps, hésite, avance, recule, se jette à l'eau. Une vague roule la désespérée sur une plage de Pescara, puis se retire. la laissant à

Christian Colombani

# La revue de Sartre rend hommage à Georges Bataille

Le numéro spécial des « Temps modernes » consacré à l'auteur du « Bleu du ciel » permet de revenir sur deux aventures qui ont marqué le monde culturel français de l'après-guerre

Les Temps

Modernes

GEORGES BATAILLE aurait-il récusé, pour lui, l'appellation d'« homme de revues », comme le fait Claude Lanzmann en tête du beau numéro des Temps modernes (décembre-janvier-février, nº 602) consacré à l'auteur du Bleu du ciel? Peut-être, mais alors par goût du paradoxe. Car, de la fin des années 20 à l'après-guerre, Bataille n'a cessé de fonder et de diriger des revues, et, dans les temps intermédiaires, il collaborait, donnait des articles à une foule de publications, refusant de concevoir l'activité intellectuelle comme un confortable quant-à-soi, un simple lieu de rassemblement et d'enri-

Cette fragmentation généralisée

■ Philippe Séguin a choisi d'ap-

paraître durant les quatre mois

qui viennent comme le déposi-

tiaire de la légitimité présiden-

tielle, comme le porte-étendard

de Jacques Chirac. Le président

est populaire et sa fonction est

rassembleuse. Philippe Séguin

tente de se placer dans son sil-

lage. De surcroît, Jacques Chirac

rassemble naturellement les eu-

rosceptiques – c'est son tempéra-

ment instinctif - et les euroréa-

listes dont il est devenu à l'Elvsée

l'exemple le plus frappant. Encore

Philippe Séguin aura-t-il à gérer

le numéro deux de sa liste, Alain

Madelin, plus européen que lui et

DANS LA PRESSE

**EUROPE 1** 

Alain Duhamel

du travail de l'esprit n'est pas occasionnelle ou aléatoire chez Bataille. Elle est, au contraire, conforme à son projet, existential plus encore que littéraire ou politique : projet marqué, construit - c'est là aussi un paradoxe - sur le désir sans frein et la volonté de dépense. On peut imaginer qu'un jour, jeune encore, Bataille décida de ne plus compter et de ne s'épargner qu'en vue de la dilapidation. Soulignons combien cette décision, à laquelle il se tint farouchement, le place dans une position singulière. A l'exception de Maurice Blanchot, peu d'écrivains et d'intellectuels ont opté, optent encore, pour ce choix si coûteux. Choix qui fit de

Bataille - et, dans un ordre dif-

tout aussi imprévisible, qui tente-

ra d'imposer fui aussi sa marque

sur la campagne. Encore devra-t-

il prendre garde à ne pas affaiblir

Jacques Chirac en portant ses

couleurs. La pire des choses se-rait, pour le président de la Répu-

blique, d'être réduit au score de la

■ L'acquittement de Bill Clinton

répond en définitive à une lo-

gique politique. Non tant pour

absoudre l'homme, que pour sau-

vegarder le système. Le renvoi

pur et simple de Bill Clinton en

Arkansas par la seule volonté

d'une majorité républicaine har-

gneuse aurait signifié la fin de l'équitibre entre l'exécutif et le lé-

liste Séguin.

Maria-Pia Mascaro

férent, de Blanchot - une sorte de « journaliste » brûlé, consumé à sa

gislatif. Les Pères Fondateurs en créant l'outil de la destitution pour se débarrasser d'un président incapable de gouverner ou abusant de son pouvoir lui avaient prévu des garde-fous. En requérant la majorité des deux tiers du Sénat, ils mettaient le système à l'abri des coups d'Etat parlementaires et des vendettas politiques. Le Parti républicain vient de l'apprendre à ses dépens.

THE ECONOMIST

■ Il était clair, sinon dès le début. du moins peu après, que le procès en destitution du président n'aurait jamais dû avoir lieu. Cette machine lourde et énorme, dont les travaux paralysent l'exercice normal du pouvoir, ne devrait être mise en marche que pour éli-

Deux axes logiques dominent ce numéro spécial des Temps modemes. D'une part, le rapport Bataille-Sartre, superbement analysé, dans son aporie même, par Jean-François Louette. 1945-1946 : tandis que l'auteur de La Nausée crée Les Temps modernes, Bataille fonde Critique. S'inauguraient ainsi deux aventures centrales dans le monde culturel français de l'après-guerre. On sait que Sartre, en 1943, consacra une lumineuse critique à Bataille, ce « nouveau mystique » qui venait de publier L'Expérience intérieure. En 1952, comme une lointaine réponse à Sartre, Bataille publie une étude sur le Saint Genet. Sur ces parallèles qui ne se rencontrent jamais, sur ces deux

miner un président dont les deux partis politiques et le peuple estiment qu'il constitue une menace pour le pays. Les délits commis par Bill Clinton, le parjure et l'obstruction de justice – et non, faut-il le répéter, le fait qu'il ait eu une aventure torride - étaient, à notre avis, graves et honteux. M. Clinton a dissimulé ses erreurs de conduite privées en mentant au public, ce qui a eu pour conséquence de détruire la confiance que le public avait en lui. A cela, la bonne réponse d'un homme d'honneur aurait été de donner sa démission. Mais la majorité des Américains ne l'a pas entendu ainsi; et il s'est trouvé encore moins d'Américains pour estimer que ces délits justifiaient le renvoi

conceptions du monde, et singulièrement de la communauté - pathétique chez Bataille, raisonnée et visant à l'efficacité chez Sartre-, Jean-François Louette iette un regard pénétrant.

Le deuxième axe est celui de l'histoire, retracée par Francis Marmande, et détaillée dans les autres contributions. Histoire qui est, d'abord, celle de toutes ces revues - de Documents (1929-1930) à Critique (1946), en passant par La Cri-tique sociale (1931-1934), la revue de Souvarine, et Acéphale (1936-1939) - auxquelles Bataille, Jamais seul, apporta son énergie vitale. De l'anthropologie à la littérature, de l'économie à la politique, le champ embrassé est vaste, à la mesure des convulsions du monde, avec l'exigence d'en saisir les constantes et

les ruptures. Cette histoire ne s'arrête pas à la mort de Bataille (1962). Elle s'étend, prospère, continue, comme Critique (avec, après Jean Piel, Philippe Roger) et Les Temps modernes (avec Claude Lanzmann). Tel Quel (Philippe Sollers rappelle sa dette à l'égard de Bataille), TXT (Christian Prigent analyse le sens de cette « haine de la poésie » qui fonda une certaine idée de l'avantgarde), Aléa (Jean-Christophe Ballly), furent les moments de cette extension du domaine de la réflexion et du combat. Domaine que Lignes (Michel Surya) et La Revue de littérature générale (Olivier Cadiot et Pierre Alféri) n'ont pas fini

Patrick Kéchichian

### www.place-publique.fr

Un webmagazine et une base de données pour soutenir les actions d'entraide en France

initiatives en faveur d'une société plus solidaire et plus citoyenne»: Philippe Merlant, spécialiste en communication d'entreprise, anime le site Web Place publique avec l'aide d'une douzaine de journalistes indépendants réunis au sein d'une association à but non lucratif. Place publique est d'abord une base de données recensant une centaine d'actions d'entraide dans toute la France, classées par thèmes ou par régions, allant du soutien scolaire dans les banlieues défavorisées à la réinsertion des femmes RMistes ou à l'aide à domicile en milieu rural. L'internaute désireux de créer sa propre association y trouvera aussi des renseignements sur la marche à suivre. ainsi que quelques conseils: « Nous voulons inciter les gens à participer plus activement à la vie de la cité, et Internet nous aide à faire

après son lancement, le site doit être mis en sommeil faute de fi-

(Hôneurs, Sam-Affiers, Sans-Abri HANDICAPES VIEUX FEMMES BATTLES, PERES DIVORCES ... SI TU VEUX T'OCCUPER DE TOUT LE MONDE, TU NE SORS PLUS DE CHEZ TOI!



nancement : « Nous avons alors pris notre bâton de pèlerin pour démarcher les mécènes. Finalement, une dizaine d'entreprises ont accepté de mettre la main à la poche », raconte Anne Dhoquois, rédactrice en chef du site. Depuis le 19 janvier 1999, date de sa résurrection, Place pu-

blique publie un webmagazine mensuel rédigé par l'ensemble de l'équipe sous la direction de Philippe et Anne. Les reportages racontent la vie et l'action de citoyens anonymes qui s'engagent au quotidien, comme les beurs d'une cité de Meurthe-et-Moselle

« écolo-cantonniers » du Val-de-

Place publique publie également des dossiers sur les 35 heures, le PACS ou la régularisation des sanspapiers, accompagnés de rubriques d'informations pratiques baptisées « Pour en savoir plus et agir »: « Nous livrons toutes nos sources, y compris les coordonnées des personnes rencontrées sur le terrain, afin que le lecteur puisse les contac-

ter et se joindre à leur combat. » Par ailleurs, la rubrique « Au Web citoyen a rend compte des campagnes d'opinion menées sur internet, comme le mouvement de soutien aux chômeurs en lutte, la pétition pour l'arrêt des reconduites vers l'Algérie ou le comité d'action pour le jugement de Pinochet. Enfin, les habitués de Place publique pourront bientôt débattre de tous ces sujets dans le forum de discussion qui devrait ouvrir prochainement.

Christophe Labbé et Olivia Recasens

### **SUR LA TOILE**

INTERNET À MATIGNON ■ Lionel Jospin a annoncé que, dans le cadre de la Fête de l'Inter-

net, il réunirait à l'hôtel Matignon le 17 mars prochain « les acteurs les la société de l'information en France: élus, animateurs d'associations, responsables d'entreprises,

PLAYBOY CONTRE NETSCAPE ■ Le groupe d'édition Playboy a porté plainte pour détournement de marque contre le moteur de recherche Excite et la société Netscape, propriétaire du site-portail NetCenter. Il reproche à NetCenter d'envoyer en temps réel des bandeaux publicitaires pour d'autres sites érotiques à tous les visiteurs

faisant une recherche sur les mots Playboy et Playmate. De plus, les résultats de la recherche les orientent vers un annuaire de sites pour adultes liés à Netscape par des accords publicitaires. - (AFP)

BILLETS D'AVION

■ Air France a annoncé l'ouverture prochaine de son service de vente de billets sur internet, d'abord pour les Etats-Unis dès le mois d'avril. puis pour la France avant la fin de l'année. - (AFR)

### Cette ambition avait failli tourner court. En avril 1997, un an

Abonnez-vous au Mon Oui, je scuhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante : □3 MOIS-562F □ 6 MOIS-1086F □ 1 AN-1980F au lieu de 585 F\* au lieu de 1170F je joins mon régiement soit : ... D par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde 'economie Date de validité. L. L. Signature: soit □ M. □ Mme Nom:

semaines de lecture \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_ USA-CANADA ALERS - Opportude in purchased state for \$ 862 Microso - 21, 845, nat Claude-Bernard 75242 2960F ABONNEZ-YOUS ET

sutomatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonez au 01-42-17-32-60 de 8 h30 à 18 heures du juncii au vendredi. • Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacun numéro exclusif : 0 803 022 021 (CSF TT 2/m).

Builetin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 60646 Chamilly Code:

### Arrêt sur textes par Alain Rollat

ON NE JETTE PAS la pierre à un confrère sans prendre le risque qu'elle vous revienne à la figure. Loin de nous l'idée de faire la leçon aux journalistes qui, en 1985, étaient chargés d'éclairer notre lanterne sur les risques d'attraper le sida par transfusion sanguine. Ils essayaient d'y voir clair sur un terrain où le cheminement de la vérité était déjà sapé

par le mensonge. On ne saurait leur reprocher d'avoir mis du temps à faire le tri entre les demi-vérités qu'ils ne pouvaient pas voir, celles qu'ils ne savaient pas voir, celles qu'ils ne voulaient pas voir, celles qu'ils entrevoyaient sans pouvoir, ou vouloir, les dire, et celles qu'ils disaient parfois à des gens qui ne voulaient pas les entendre. Justice leur a déjà été rendue, puisque chacun sait que le rôle des médias a été déterminant dans la découverte des dysfonctionnements dont toutes les

conséquences criminelles ne sont pas encore jugées.

On ne jettera donc pas la pierre à cette consœur, figure de proue de l'information médicale, qui avait accepté, dimanche, sur La Cinquième, de soumettre ses écrits de l'époque au crible d'« Arrêt sur images ». Elle honorait sa profession en consentant à rendre des comptes après en avoir demandé. Il n'est pas facile d'avoir à expliquer pourquoi, à la une du Matin, on titre un jour « Sida : état d'urgence » et, le lendemain, « Sida : pas de panique ». Cela l'est encore moins quand il s'agit d'expliquer pourquoi il se passe deux ans entre le moment où l'on assure, à la « une » du Matin, en 1985, que « les risques d'être contaminé par le sida, après une transfusion sanguine, s'effondrent » et celul où l'on révèle, dans L'Express, en 1987, « la tragédie des hémophiles ».

L'exercice est d'autant plus pé-

rilleux que si la télévision se prête bien à l'arrêt sur images, le moindre de ses arrêts sur textes dénature l'écrit. A trop vouloir se Justifier, sans avoir le temps de le faire, surtout quand on le fait sous le regard contradictoire d'un juriste rigoureux, comme c'était le cas dimanche, on prend alors le risque de verser dans la suffisance du rubricard solitaire, porté par la qualité incomparable de ses connaissances spécifiques à traiter avec condescendance le jugement d'autrui. C'est classique.

Cette éminente consœur était tellement habitée par ses certitudes successives, il y avait tant d'assurance dans sa façon de répondre aux remarques, \*ce n'est pas vrai », « ce n'est pas le problėme », « vous vous trompez complètement... o, qu'elle finissait par donner à l'expression de sa vérité univoque une prétention à l'absolu qui lui donnaft un profii péremptoire. C'est dommage.

DEVENEZ LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

19.00 Nature. La Ruée vers l'or vert.

20.40 Shanghai Triad W Film. Zhang Yimou Iv.o.; O.

23.50 Court-circuit.

0.20 Topkapi # Film. Jules Dassin O.

Shoot Express (v.o.,

19.20 Mariés, deux enfants. o. 19.54 Le Six Minutes, Météo.

20.70 Notre belle famille. o.

20.40 Décrochage info, Les Produits stars. 20.50 Opération dragon E Film. Robert Clouse O.

22.40 Les Sept Vampires d'or E Film. Roy Ward Baker Q.

FRANCE-CULTURE

0.15 Culture pub. Microsoft. Le mariage.

0.45 Jazz 6. Jazz et humour : Fats Waller, Louis Armstrong, Louis Jordan.

20.30 Apora, Cerald Messadié (David. Rois

20.30 Agora. Ceraio messadie (1984). Reij 21.90 Le Grand Débat. Politique et science: qui est responsable? Invites: Monette Vacquin, Olivier Beaud, Philippe Douste-Biazy, Alain Euchegoyen, Axel Kahn. 22.10 Fiction. Sam Shepard.

20.15 Reportage. Nuclearre, le coût d'arret.

19.45 Météo, Arte info.

22.25 Laura E & E

ARTE

### DÉBATS

21.20 La Saint-Valentin.

je l'alme, moi non plus.

Invités : Catherine Anthony,

jean-Claude Bologne, Anne Boulay,

André Corme-Sponville, jean-Didier

Vincent.

11.50 L'Empa Vincent.

The Proposition of the Proposition o

21.50 L'Ecran témoin. A quel sein se vouer ? Invités : Le docteur Bénédicte Bayet, Patrick Saillez, Jean-Luc Fagnart, Manie-Noelle Dechesne. RTBF 1

معموسيت الأسادات

Same and the second

· · · · · ·

A ...

-----

Alberta Sitter

w 5 x 2 30

25 27 2 30 30 00

VW Zorzanie

**电影的**显示 1995年

44 \* \_ · · \_ · · - · · .

Service of the

5.85

 $S = S H_{\rm eff} + C_{\rm eff} \Phi_{\rm eff} \left( \frac{1}{2} \right)$ 

A CONTRACTOR

Activities and the second

Sec. 250 ...

State State of the

医横角属 计音音动业员

Acres 10

year in

 $\mathcal{B}_{i}\left( \mathcal{B}_{i}^{(i)}, \ldots, \mathcal{B}_{i}^{(i)} \right)$ 

A TOWN

and the same of

 $E = G \circ \mathcal{H}^{*+} = \pm i_{G} \circ \cdots \circ i_{G}$ 

A Section 1

Maria Charles

energy because in a six

Reading of the contract

Baranga at 1997 (as 1998)

Decignation of the Paris

and a second of the second

or the second

المراجعها المراجع ليكملوني

part of the second

appropriate the second

المراجع والوسط

epit for the contract of

The second of the

The state of

the second

m njiligeriya i nasir 👫

And the same of the same of the same of

Grand State State

Water to the man

MAY . Now ...

green and the second

17,50 1800 -

SETTING A ME

aga Sagara Ca

Section of the second

Section to the second of the

Appropriate the second

de de distrib

A TENDER F. S. ramb mich for ya . Ct. THE REAL PROPERTY OF THE

the second section " ALL WEST HOLD

Article State Control of the Control

Per la sala de la companya della companya de la companya della com

 $(a,b_{2,1},\ldots,a,b_{n-1},\ldots,a,b_{n-1})$ 

, FE1 - -- . "

and the second second

the street of

 $\langle \rho_{p}^{\mathrm{sph}}(k)\rangle = \langle \rho_{p}(k)\rangle + \langle \rho_{p}(k)\rangle + \langle \rho_{p}(k)\rangle$ 

 $\frac{\partial \omega_{i}}{\partial x_{i}} \left( x_{i} - x_{i}^{2} + \dots + x_{i}^{2} \right) = \omega_{i}^{2}$ 

at the other and

for the Lawrence Commence

...

### MAGAZINĖS ...

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Umberto Pelizzari, Kristofer Astrom, Pierre Ardiu, Eva Bravo et Laetina Roy. Canal + 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous de Ruth Elkrief. Invité: François Hollande. 21.00 Le Grand Journal.

21.65 Le Point, Les tombeaux flottants 22.50 D'un monde à l'autre.

France 2 23.20 Carte blanche à Philippe
Forum Planeter 0.45 Le Cercle. France 2

DOCUMENTAIRES

ers for vert, Le tiers monde

**TELÉVISION** 

17.20 DJ, la voix du rock n'rol!

Grâce à l'apparition d'un mélange

explosif de rockabilly blanc et de

rhythm'n'blues noir, la radio va

connaître, à la fin des années 50,

un développement phénoménal. A

l'aide d'images d'archives, ce do-

cumentaire de Paul Eichgrun rend

un bommage mérité aux disc-joc-

keys de la station WLAC basée à

Nashville, qui fit découvrir à des

millions d'auditeurs James Brown,

Fats Domino et Otis Redding.

CANAL JIMMY

19.00 Les Bardes de Gengis Khan. Mazik 19.55 L'Eden russe. Odyssée 20.15 Reportage. Nucléaire, le coût d'arrêt.

20.25 La Vie en mer du Nord. Odyssée 20.30 Le Baiset. Forum Planète 20.35 L'Epopée des fusées [6/13]. Planete 20.55 L'Eté des manchots. Odyssée 21.45 Bo, l'arbre de Bouddha. Odyssée 22.05 L'Histoire de l'Italie au XX<sup>e</sup> siècle. Le fascisme au pouvoir, Planète

22.15 Chypre, otage de l'inistoire. 22.35 Les Parois de la mémoire. [2/6]. Planète de l'histoire. Le pilier central du Frêncy. 23.10 Biosphère. Odyssée 23.25 Chasing Marc Behm. 0.05 Les Mentawai. 0.15 Jimi Hendrix

1.00 La Case de l'Oncie Doc. Christine Spengier, retour à Phnom Penh. France 3 MUSIQUE

Canal Jimmy

21.00 Cosi fan tutte. Dir. Ion Marin. Pacific 231, d'Arthur Honegger.
 Par l'orchestre de la Télévision suisse italienne, dir. Marc Andreae. Meza 22.05 Barenbolm interprète la Sonate

nº 32, de Beethoven. 22.45 La Folle journée de Nantes. Cité des congrès 1999.

Un inspecteur de police new-yor-

kais tombe amoureux d'une

morte, Laura, tuée et défigurée par

un coup de fusil à bout portant.

Depuis plus de cinquante ans, ce

film, qui révéla en France Otto Pre-

minger, hante l'imaginaire de ceux

qui l'ont vu et revu. Sublime de

beauté et de mystère, Gene Tier-

ney y règne entre rêve et réalité,

actrice de légende à tout jamais

Laura, immortelle, mythique.

ARTE

22.25 Laura = = =

0.15 The Return of Maria Callas. 0.45 Jazz 6. Jazz et humour : Fats Water, Louis Armstrong, Louis Jordan. M 6

TELEFILMS

20.10 Deux petites voix. Peter Levin. 20.50 Le Monde à l'envers. TF1 Charlotte Brandström [1/2].

20.55 Les Allumettes suédoisés. Les Noisettes sauvages [3/3]. France 2 22.50 Les Amants du lac. 13\*\*\*

### COURTS MÉTRAGES 📑

22.25 Courts au 13. Ecchymose, Marc Sieger. 13\*\*\* Rue 22.28 Les Faell. Lyonel Kouro, 23.50 Court-circuit. Home on the Runge. Henrike Goetz et Patrick Onth. Shoot Express. Colin Mowbray. Arte

SERIES 20.15 Ellen. Same Ellen.

21.25 New York Police Blues.
A coups de marteau. Canal Jimmy
22.10 La Rédac, La photo. Disney Channel 23.05 Buffy contre les vampires.
[1/2]. Kendra. Série Club 23.50 Cosmos 1999.

0.10 New York Police Blues. Tout est bien qui finit blen. TSR

1.45 Cop Rock, a Three Corpse Meal (v.o.).

Quarante ans après, France-

Culture rediffuse les entretiens

bien connus de Claude Lévi-

Publiés en 1961 chez Plon, réédités

en 10-18 en 1973, ils demeurent,

plus qu'une introduction à l'œuvre

de Lévi-Strauss, une des meilleures

Illustrations de ce que peut être un

journalisme culturel intelligem-

ment conduit. Un grand moment

MARDI 16 FÉVRIER

de radio et d'intelligence.

FRANCE-CULTURE

0.05 Radio Archives

#### PROGRAMMES FILMS

#### 18.20 Silverado 🛢 🖩

Lawrence Asscan (Euro-Unio, 1915 130 mm) O. Ginéstar 1 19.30 truta la douce 🖺 🗒 Billy Wilder / Etats-Unis, 1955, 150 min) O. Cineto

20.50 Les Vestiges du jour **E E** james toory (Etats-Unis, 1963) 140 mini O. France 3 20.55 La Blonde explosive R # Frank Tashiin (Etate-Unis, 1467) 95 min) O.

اعكذا من الموجان

Terry Jones - Grande-Bretagne, 1922, v.o., 110 min O. Paris Première 22.10 Excalibur

### ulriande, 1997. C. Gné Gnema 1

### John Boorman ili Lo., 135 min) C.



22.25 Laura 🗷 🗎 🛤 Otto Preminger, Avec Gene Tlerney, Dana Andrews Ecosy Unis, 1933 N., v.o., 85 min. O. Arte

22.40 Ludwig ou le crépuscule des dieux 🖫 🗷 🔼 Luchino Viscont. (1.2) (Fr. - It. -All., 1972, 110 min; C. | Coé Cinéma 2

22.50 La Vie de Brian W Terry Jones (Grande-Bretagne, 1979, v.o., 100 min O. Paris Premièn 22.50 Traquée 🖩 🗷 Ridley Scott (Eust-Unis, 1987, 100 mm; O. Cinestar 1

23.00 L'Espoir M # Andre Malraux (France, 1939, N., 75 min) O. 23.05 Winslow contre le roi

Strauss avec Georges Charbonnier. Anthony Asquith (GB, 1946, N., v.o., 105 min) C. Giné Classics 0.50 Le Mécano de la «General» 🗷 🗷 🖫

Buster Keaton et Clyde Bruckman (Etats-Unis, 1926, N., muet, v.o., 80 min) O. Ciné Classics 1.00 Cocoon # II Ron Howard (Etats-Un's, 1985, 115 mm) Ω. Ciné Cinéma 2

#### TÉLÉVISION

78.30 Exclusif.

19.05 Le Bigdil. 20.00 Journal, Boom, Météo.

20.50 Le Monde à l'envers. 12.45 Y a pas photo! Les nistoires étomante et droies du Surnaturet 21.00 Le Sens de la vie E E 0.15 Culture!

0.50 TF1 nuit. Météo 1.05 Très chasse.

#### FRANCE 2

19.20 1000 enfants vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ? 20.00 Journal, Météo. 20.55 Les Allumettes suédoises.

Les Noisettes Sauvages. Teléfilm, Jacques Erfaud (3/3) O. 22.50 D'un tronde à l'autre. Les agriculteurs. 0.25 journal, Météo. 0.45 Le Cercle.

#### FRANCE 3 RADIO

18.20 Ouestions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. Météo. 20.30 Tout le sport.

20.50 Les Vestiges du jour ■ ■ Film, James Ivory O. 23.10 Météo, Soir 3. 23.40 Le Chemin des écoliers 
Film. Michel Boisrond O.

1.00 La Case de l'Oncle Doc. our à Phnom Pe 1.55 Le Magazine du cheval.

### CANAL +

► En clair jusqu'a 20.40 18.30 Nulle part ailleurs. 20.30 Pas si vite.

20.40 L'Héritage de la haine ■ Film. lames Foley O. 22.28 Les Faell. 22.30 Burad Yam **III** Film. Caston JM Kaboré (v.o.) O. 0.10 Boxe Hebdo.

1.20 Opération peur 🗷 Film. Mario Bava (v.o.) O. 2.45 Territoire comanche = Film. Geraldo Herrero (v.o.) •

#### 23,00 Nutts magnétiques. FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert à quatre.
Donné en direct par l'Orchestre
de chambre de Lausanne,
dir. Jesus Lopez-Cobos. 22.30 Musique pluricl 23.07 Le Bel Aujourd'hui. RADIO CLASSIQUE

### 20.15 Les Soirées.

Case-Nonette, suite op. 71 a. de Tonaikovski, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Herbert von Karajan.

20.40 Françis Poulenc et la musique ancienne.

22.53 Les Solrées... (suite).

Ciures de Schubert, Beethoven.

22.45 Bean ( Film. Mel Smith (v.o.) O.

0.15 Riches, belles et cruelles Film. Bunny Schpoliansky C.

LA CINQUIÈME/ARTE

12.45 Le Journal de la Santé. 14.00 L'Art et la Manière.

16.00 Les Grandes Aventures du XX° siècle.

16.30 Les Dessous de la Terre.

14.30 La Cinquième rencontre. Santé, science.

### **GUIDE TÉLÉVISION**

#### DEBATS:

121 134

......

21.20 Grèce antique, la mémoire en héritage

invités: Jacqueline de Romilly, Paul Demora, Monique Trédé, Jean-Pierre Vernant, François Viklard. Forum Planète 23.25 Camaval, le monde à l'envers. Invités : Yvorme de Siké, Marie-Claude Groshens, Annie Sidro, Plerre Povigna, Guillaume d'Andiau. Forum Planès

MACAZINES 15.05 1 an de +.

17.10 Le Débat de Pierre-Luc Séguillon. 18.00 Stars en stock. Robert De Niro.

Greta Garbo. Paris Pren

18.00 et 21.00 Le Grand Journal. 18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Gaspard Not. « La Mouche », Nick Nolte, Jamel Cavi Sophie Fontanel. Canal +

19.00 Archimède. Le désert, source de vie ?

19.10 et 0.10 Le Randez-vous de Ruth Elkrief. LCI 20.00 20h Paris Première.

20.50 Les Moments de vérité. M 6 21.00 Le Gai Savoir. A-t-on le droit de tout dire ? Paris Première

21.05 Temps présent. Les avoirs oubliés. 22.45 La Vie à l'endroit. ore et pourtant surdoué. France Z

23.30 Science 3. La Mystère de la Grande Pyramida. France 3 0.20 Zone interdite. An 2000 : la peur de l'apocalypse. Ma 6

0.40 Le Cercle. 1.45 Saga-Cités. Emeutes urbaines, et après ? France 3

### **DOCUMENTAIRES**

17.00 Cinq colonnes à la une. Planète 19.00 Le Musée d'Orsay. 19.10 Les Possèdés du jeu.

19.55 Bo, l'arbre de Bouddha. 20.00 Les Tribus indiennes. [8/20]. Les Crows. 20.15 Reportage, Satac 1999. 20.20 Boat people, les oubliés

20.30 Athènes et la Grèce antique. Forum Pla 20.35 Tsar Boris, [1/2].

**TELÉVISION** 

Révélé par La Haine, le film de Ma-

thieu Kassovitz, Saïd Taghmaoui

s'affirme comme un acteur ambi-

tieux et exigeant. Enfant des cités,

fils d'immigrés marocains né en

France, il ne veut plus se limiter

aux roies de « beur de service ». Il

le confesse au réalisateur Frédéric

Compain dans un long entretien

tourné fin 1995. Une conversation

sans clichés, intelligente et lucide.

**CINE CINEMA 3** 

de Saïd Taghmaoui

16.05 L'ambition

20.45 La Vie en face. Le Monde selon Zhouzhou 20.45 Les Descendants. [2/13]. Les Bernadotte. 20.50 Pour une chanson

21.25 Divorce, quand le rabbin s'en mêle... 21.45 Les Ateliers du rêve. [2/6]. Cent fleurs pour la Cnine.

21.45 On the Road Again, inde. 21.50 David Hockney en perspective. 22.30 Venise sous

les masques. 22.35 La Chine, dragon millénaire. La Route de la sole.

23.00 L'Egypte. (5/5), Post mortem. 23.05 1. Eté des manchots. 23.20 L'Epopée des fusées. [6/13]. Objectif Lune. 0.50 Bébés voiés. France 3

#### SPORTS EN DIRECT 17.00 Natation-

19.00 Football. Match amical Strasbourg -Bayern Munich. 21.00 Boxe.

Combat International WBC. Bruno Wartelle - Pablo Sarmiemo. Euroso 2.05 Rasket NBA. Canal +

### MUSIQUE

20.45 juliet Letters'.

Avec Michael Thomas, violon ; lan
Bekton, violon ; Paul Cassidy, alto ;
Jacqueline Thomas, violoncele ; Ebit
Costello, guitare et chant. Met

21.00 War Requiem, de et par Benjamin Britten. Royal Albert Hall 1964. 22.35 Zarzuela:

El Barbarillo de Lavapies. Par les Chœurs du Theâtre Calderón, dir. José A Irastorza. Muzz 22.45 La Folle Journée de Nantes. Cité des congrès 1999.

### THÉÂTRE ...

CANAL +

monie ».

en perspective

21.50 David Hockney

21.40 Claus Peymann s'achète un pantalon.

Thomas Bernhard, Mise Philip Tiedemann (v.o.). 23.10 Avant la retraîte. Thomas Bermiard. Mise en scène. Claus Peymann (v.o.).

En 1964, David Hockney, jeune

peintre anglais en vogue à Londres,

découvre Los Angeles. Pouvant y

vivre son homosexualité à l'air libre,

il s'y installe en 1978. C'est là que

Pierre Saint-Jean et Monique Lajour-

nade l'ont rencontré. Hockney est

d'un commerce agréable, malgré la

surdité qui ne lui permet plus de

mettre « la vision et l'écoute en har-

#### TELEFILMS

17.15 Les Cahjers bleus. 17.15 Les Canjers Dieus. Serge Leroy. 18.30 Séparès mais égaux. George Strates jr [22]. 18.50 Le Chien de Munich. Michel Mitrani.

Festival 20.30 Jennie, Lady Randolph Churchill, James Cellan Jones [2/3]. Festival 20.40 Chérie, nous avons été rétrécis. Dean Cundey. Canal «

17.20 Seconde B. 17.50 Hartley, coeurs à vif. 18.30 Les Repentis. La dernière ten 18.45 Cosmos 1999.

19.35 Happy Days. Eugene superm 19.35 Tel père, tel fils. Maboul de cristal.

20.00 Larry et Balki. Contes de Noël TMC 20.05 Cosby. 20.15 Ellen, So Funny.

20.40 The Practice. La loi du tai Question de morale. 20.55 La Vie à cinq. Un enfant encombrant. 21.00 Seinfeld. Décalage.

22.15 Twin Peaks. (v.o.). Série Club 22.15 La Rédac. Ine bonne lecon. 22.50 Fallen Angels. Un poison qui fait mouche (v.o.). Canal Jimmy

Deep Space Nine. Dramatis Personage (v.o.). Cana 1.00 Cop Rock. A Three Corpse Meal (v.o.).

CINÉ CINÉMA 3

22.10 Excalibur

phaélites, En v.o.

Téva

21.15 Manège, Marc Angelo. RTBF 1 22.25 Bonheur d'occasion. Caude Fournier.

### SÉRIES ..

France 2 RTL9

TMC 19.50 La Vie de famille. (1/3). Vive Paris. RTLP

Francé 3 RTL9

21.45 Ally McBeal. The Real World (v.o.).

23.05 High Secret City. Les loups entre eus. Au cœur de la nuit. 23.15 Millennium, Analyse diabolique. TSR 23.20 Star Trek, la nouvelle génération. Héritier légitime (v.o.). Canal Jimmy

### Canal Jimmy Canal Jimmy

1.45 Priends. The One with the Yeti (v.o.). Canal Jimmy Carut Jimmy

inspirée des légendes des cheva-

liers de la Table ronde et de la re-

cherche du Graal, cette œuvre est

restée exceptionnelle, tant par sa

puissance visuelle que par sa haute

signification spirituelle. John Boor-

man l'a réalisée en 1981 en Irlande.

Les admirables décors, costumes,

éclairages recréent un univers à

mi-chemin entre l'heroic fantasy et

le Moyen Age des peintres préra-

#### PROGRAMMES FILMS

#### 13.25 Traquée 🛮 🖼 Ridley Scott (Etats-Unis, 1987, 105 mm; C. C.



73.45 Winslow contre le roi # E

Anthony Asquith. Ave Donat, sir Cedric Hard (Grande-Bretagne, 194 105 min) O. 14.25 Cocoon 国際 Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 115 min) O. Cine Cinema 115 min) O. Cin 14.30 Jardins de pierre E E Francis Ford Coppola (Etars 1987, 110 min) O. 15.30 Le Mécano

Le McCano de la «General» III III Buster keaton et Clyde Bruckman (Erats-Unis, 1926, N., muet, v.o., 80 min) O. Ciné Classics 18.15 Trente secondes sur Tokyo 
Mervyn LeRoy (Eurs-Unis, 1944,
N., 135 min) O. Giné Classics

18.30 L'Espoir E A André Malraux ( N., 75 min) O a (France, 1939, Steven Spielberg (Etats-Unis, 1979, 115 min) O. Cinétolle 20,30 Ludwig ou le crépuscule des dieux # # # # | 19.30 1941

Luchino Visconti (1/2) (Fr. - IL -All., 1972, 115 min) O. Ciné Cinéma 1 20.30 Je vous aime **E E** Claude Bern (France, 1980, 100 min) O. Ciné Cinéma 3

20.50 Indiana Jones et la dernière croisade **3 % %** Steven Spielberg (Etats-Unis, 1989, 135 min) O. TF 1 21.25 Les 39 Marches 
Affred Hirchcock (Grand 1935, N., 90 min) O. 22.10 L'Eau froide

22.10 Excatibur John Boorman. Avec Nigei Terry, Helen Mirren (friande, 1981, v.o., 140 min) O. Ciné Cinéma 3 22.25 La Reine des bandits 🗷 🗷 Shekhar Kapur (Grande-Bretagna, 1994, 120 min) O. Ciné Cinéma 2

22.30 Monsieur Hire # 1 Patrice Lecome (France, 1989, 85 min) C. Paris I de la Sierra Madre II II II John Huston (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 125 min) O. Ciné Classics

### TÉLÉVISION

### TF 1

14.35 Arabesque. O. 15.30 La loi est la loi. c. 16.25 Unionate que (96) 17.15 Sanset Beach. O. 17.40 Beverly Hills. O. 18.30 Exclusif. 19.05 Le Biedil.

20.00 Journal, Météo.
20.50 Indiana Jones
et la dernière croisade # # # Film. Steven Spielberg 0 . 23.05 High Secret City. Les loups entre eux D.

### 0.50 Le docteur mêne l'enquête.

FRANCE 2 13.50 Derrick. O. 15.56 La Chance aux chansons 16.45 Des chiffres et des lettres. 17.15 et 22.35 Un livre, des livres.

17.20 Cap des Pins. O. 17.50 Harriey, cœurs à vif. o. 18.45 Et un, et deux, et trois. 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.25 Qui est qui ?

20.55 Jersey Girls # Film. © David Burton Morris. 22.40 Bonche à oreille. 22.45 La Vie à l'endroit Carate et pourtant surdoué 0.20 Journal, Météo.

### 0.40 Le Cercle.

14.48 Le Magazine du Sénat. 14.58 Questions au gouvernet 16.10 Grands gourmands. 16.40 Les Minikenos. 17.45 Le Kadox. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour.

18.55 Le 19-20 de l'info, Météo. 20.05 Cosby, C. 20.35 Tout le sport. 20.50 Pour une chanson d'amou 22.55 Météo, Soir 3.

#### 23.30 Science 3. Le Mystère de la Grande Pyramide. 0.25 Magazine Dlympique. 0.50 Bébés volés.

### CANAL+ 13.35 Big Brother # Film. O Jackie Chan. 15.05 1 an de +. 15.50 Partir avec National Geographic. 1'Arbre magique du Serengeti. 16.50 Power Rangers 2 Fim. O Shuki Levy et David Winning.

► En clair jusqu'à 20.40 18.30 Nulle part afficurs. 20.30 Le Journal du cinéma. 20.40 Chérie, nous avons été rétrécis. Téléfilm. O Dean Cundey.

21.50 David Hockney en perspective

22.44 Les Faell.

\*

17.00 Au nom de la loi, o. 17.30 100 % question. 18.00 Les Coulisses de la science. 18.30 Le Monde des animaux. A l'ombre du Kilimandiaro. 19.00 Archimède. 19.45 Météo, Arte info. 20.15 Reportage, 5alesc 19-59.

20.45 La Vie en face. Le Monde selon Zhouzhou. 21.40 Comedia, Comedia, hommage à Thomas Bernbard. Claus Peymann s'achère un pantalon. Pièce de Thomas Bernhard (v.o.). 23,10 Avant la revaite. Flèce de Thomas Bernhard (v.o.).

13.30 La Force de vivre. Téléfilm. Harry Winer O. 15.15 Les Routes du paradis. O. 16.15 Boulevard des clips. 17.40 Les Nouvelles Aventures

de Robin des Bois. O. 18.25 Lois et Clark. O. 19.20 Mariés, deux enfants. O. 19.54 Le Six Minutes, Météo. 20.10 Notre belle famille. O. 20.40 E = M 6 découverte. 20.50 Les Moments de vérité.

#### 22.45 Fenétre sur meurire. Télefilm, O Eric Till. 0.20 Zone interdite. An 2000 : la peur de l'apocalypse.

#### **RADIO** FRANCE-CULTURE

26.62 Les Chemins de la musique. (2/5). 20.30 Agora. Françoise Waque 21.00 Poésie studio.

#### 22.10 Mauvais genres. Jacques Sergi (Le Dela du corps). 23.00 Nuits magnétiques. 0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE 19.40 Prélude. 20.00 Festival Présences 49.

### 22.30 Musique pluriei. 23.07 Le Dialogue des muses.

RADIO CLASSIQUE 20.15 Les Soirées de Radio Classique. Suire pour archesre rr 3 BWV 1069, de Bach, par l'Orchestre du Festival de Musique ancienne de Boston, dir. Andrew Parrott. 20.40 Rudolf Kempe, chef d'orchestre.

### 22.38 Les Soirées... (suite).

#### SIGNIFICATION DES SYMBOLES Les codes du CSA Tous publics

ou interdit aux moins de 12 ans Public adulte 0 Interdit aux moins de 16 ans Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films On peut voir A ne pas manquer

Chef-d'œuvre ou dassique

 Accord parental souhaitable Accord parental indispensable

Les symboles spéciaux de Canal + DD Derniere diffusion ♦ Sous-titrage spécial pour

les sourds et les malentendants

### Le Monde

### Les bidonneurs

par Pierre Georges

FAUDRA-T-IL inventer le Pandore d'or? Ou le CRS-César du plus grand bidonneur? Ou le Navarro du meilleur vrai-faux figurant? C'est tout de même assez époustouflant et très inquiétant. En quelques semaines, trois magnifiques flagrants délits de « bidonnage » ont été découverts à la télévision française.

Le bidonnage, nom explicite, est en matière de presse, l'art douteux de truquer un reportage écrit, parlé ou filme. Soit pour faire le récit minutieux et héroique d'événements auxquels l'auteur n'a pas assisté. Soit pour truquer en simulant des événements qui ne correspondent à aucune réalité de terrain. Soit enfin pour reconstituer, reconstruire l'actualité au prix de quelques tours de passe-passe qui permettent de donner à un reportage fabriqué l'alture du plus vrai que la vérité, et du plus sensationnel que la sensa-

Les bidonneurs sont les fauxmormayeurs du journalisme. Et ils sévissaient bien avant la télévision. en presse écrite notamment. Dans le secret de la corporation ouverte à tous les vents, c'est peu dire que des réputations ont été parfaitement établies d'as du reportage en chambre d'hôtel capables de vous raconter un événement comme s'ils y avaient assisté. Le genre avait, a et aura touiours ses maîtres puisque aussi bien la profession de journaliste n'est pas imperméable aux fripouilles et aux faussaires, voire aux Tartarin de plume ou de

Et ces mêmes bidonneurs, ou leurs cousins, ont trouvé un formidable champ d'exploration dans le reportage télévisuel. Comme l'écrit peut se noumir du romanesque et le parlé du bruitage, le filmé peut se parer de la fiction. Faux et usage

de faux reportage, le goût du sen-sationnel, du scoop, du fric aussi chavire les déontologies élastiques.

Donc trois affaires révélées en quelques semaines, grâce notamment à l'équipe d'Arrêt sur Images, qui, sur la Cinquième, passe lesdites images au tamis de l'expertise en falsifications. Les trois flagrants délits procèdent tous du même système: des reportages-vérité, dans terprétée par des figurants. Premier cas: un document réalisé par Philippe Buffon, de la société de production privée AVP News, et diffusé, le 5 décembre, par l'émission Reportages de TF 1. Sujet : l'arrestation en live d'une bande de dealers à Lille. Images-choc. Les gendarmes y jouaient aux gendarmes comme aux dealers. Bidonnage. Deuxième cas: un reportage sur des sauvetages en montagne réali-sé par un réalisateur indépendant, Tony Comiti et diffusé par France 3. Sauveteurs et sauvés étalent des CRS. Bidonnage. Troisième cas: Philippe Buffon encore, TF 1 et Reportages toujours, le 27 Juin dernier, une arrestation musciée sur l'autoroute, à Orange, d'un voleur de voiture par une patrouille de gendarmerie. Le voleur était bien évidemment un gendarme en plein rôle de composition. Bidonnage.

Bref, scandale, enquêtes dans les chaines, sanctions internes, sanctions du CSA, la machine répressive est en route. Et tant mieux, le ménage doit être fait et les vraies responsabilités établies dans ces entreprises répétées de tromperie sur l'image. Mais tout de même une remarque: avant que d'accuser le marché, l'audimat, qui transformeraient le journaliste na turellement bon en faussaire malgré lui, convenons qu'il y a de sacrés flibustiers dans ce métier !

### Le meurtre des « fiancés de Fontainebleau » semble avoir été élucidé

Trois hommes appartenant au milieu du braconnage ont été arrêtés

été nécessaires pour obtenir les premiers éléments sérieux dans l'affaire des « Fiancés de Fontainebleau » découverts morts, le 10 janvier 1989, deux mois et demi après avoir été tués par balles lors d'une promenade en forêt. Un étudiant de vingthuit ans, Cédric Mabille, son père et un ami de la famille ont été mis en examen pour « homicide volontaire » et incarcérés, samedi 13 février, par Françoise Méry-Dujardin, iuse d'instruction au tribunal d'Evry (Essonne). Interpellé à son domicile de Montpellier (Hérault), jeudi 11 février, où il suivait des études de droit, le jeune étudiant a, semble-t-II. reconnu sa participation au meurtre qui coûta la vie à Anne-Sophie Vandamme et Gilles Naudet. respectivement âgés de vingt-quatre et vingt-cinq ans. Les deux autres personnes arrêtées n'ont pas confirmé les faits. Les trois suspects ont été incarcérés dans des maisons d'arrêt différentes Le 31 octobre 1988, le jeune

couple stationne sa Peugeot 304 beige sur le parking des Feuillardières, dans une partie très touristique de la forêt domaniale de Fontalnebleau, et entame une promenade, en compagnie de leur berger des Pyrénées, Dundee, en direction du massif de Coquibus. Parvenus près de la Mare-aux-joncs, ils paraissent avoir rencontré des personnes appartenant au milieu du braconnage. Leur chien a-t-il été

DIX ANS d'enquête auront donc confondu avec un animal sauvage et troisième suspect, commu des serabattu par des chasseurs? Ont-ils, eux-mêmes, été pris pour cible? L'instruction n'a, pour l'instant, par encore permis de répondre à ces

questions. Lors d'une battue, le 10 janvier 1989, une troupe de chasseurs découvre les corps à une trentaine de mètres de la Mare aux joncs. Les tueurs n'ont pas voulu laisser de témoins d'une scène sur laquelle Cédric Mabille donnera peut-être plus de détails. Anne-Sophie Vandamme est morte d'une balle dans la nuque et son compagnon a été atteint d'un projectile au visage et d'un dans la nuque. Le coros du chien est également retrouvé troué de deux balles. Les assassins, qui ont utilisé des armes de calibre 22 long tifle, se sont enfuis au volant d'un véhicule 4X4. les gendannes ont relevé des traces de pneus sur le sentier, peutêtre celles d'une Lada, et de la peinture claire sur un rocher.

UNE ENQUÊTE DIFFICILE

L'étudiant en droit, qui pourrait permettre, aujourd'hui, de relancer l'affaire, est originaire de la ville de Gironville (Essonne). Passionné d'armes à seu, il était connu pour son goût prononcé pour la chasse sauvage en forêt de Fontainebleau, habillé de vêtements militaires et armé de son fusil et d'un couteau. Son père, divorcé depuis lors, ancien pi-lote de ligne, a été arrêté à Boulogne-sur-Mer (Pas-de - Calais). Le

vices de gendarmes comme un habitué du braconnage, réside toujours dans le département de l'Essonne.

L'enquête dans le milieu très fermé du braconnage est apparue par-ticulièrement difficile. Il aura fallu plusieurs centaines d'auditions, de nombreuses fausses pistes, notamment celles de groupes paramilitaires d'extrême droite ou d'un jardinier portugais, pour cerner les probables auteurs de ces meurtres. Mais les éléments décisifs paraissent avoir été réunis lors d'arrestations de braconniers au mois de janvier 1998 et 1999. Relâchés après leurs auditions, ils auraient conduit les gendarmes sur les traces des trois hommes en livrant certains détails sur les habitués du massif de Coquibus. Ce lieu est connu par les bracooniers pour être un lieu de rendez-vous discret pour l'exercice du tir. La légende affirme même que Jacques Mestine venait s'y entraîner. Les gardes forestiers dressent réguement des procès-verbaux contre les amateurs d'armes. Des caches d'explosifs attribués à des mouvements terroristes out même été retrouvées sur la Mare-aux-joncs. Ce plateau de la forêt de Fontainebleau a d'ailleurs dû être source d'inspiration puisque les cartes y indiquent la présence de la Gorge aux loups, la Gorge aux fauves et la Gorge aux

Jacques Follorou

### Laurent Joffrin devrait quitter « Libération » pour le « Nouvel Obs »

LAURENT JOFFRIN, directeur de la rédaction de Libération, devrait retourner au Nouvel Observateur comme directeur de la rédaction. Laurent Joffrin devait annoncer sa décision, lundi 15 février, en fin de matinée. Il remplace Bernard Guetta qui lui avait succédé en juillet 1996.

Bernard Guetta avait affronté l'opposition d'une partie de la rédaction et a démissionné en raison de désaccords avec Claude Perdriel (Le Monde du 13 février). Il contestait le choix des « unes » et pronait un changement important du magazine, alors que son PDG soubaitait une évolution plus lente.

Certains, au Nouvel Observateur, souhaitaient le retour de Laurent Joffrin, qui maîtrisait le subtil équilibre des pouvoirs au sein de l'hebdomadaire entre Ciaude Perdriei, Jean Daniei et la rédaction. Avec la montée des tensions entre Claude Perdriel et Bernard Guetta, des contacts ont été pris avec Laurent Joffrin.

Le fondateur du Matin de Paris lui a proposé, samedi, de retrouver sa place de directeur de la rédaction, en lui donnant des assurances écrites sur son rôle. Son contrat devrait fixer ses responsabilités et lui donner une latitude nette et franche. Cofondateur de l'hebdomadaire, lean Daniel devient le « garant des orientations politiques, éthiques et culturelles » du journal.

L'annonce du probable départ de Laurent Joffrin a jeté un froid à Libération. Si on lui reprochait parfois son manque de présence au sein du journal, on appréciait ses talents de diplomate. Ses éditoriaux lui avalent valu 🌲 l'hommage de l'hebdomadaire de Jean-François Kahn, Marianne. La société des rédacteurs a fait pression pour qu'il

reste. Serge July devrait s'impliquer davantage dans la direction de la rédaction en attendant de choisir un successeur à Laurent loffrin. Le choix du nouveau directeur de la rédaction devra recevoir, lors d'un vote, l'avai de Same a supplied for

1850 AND AND

The state of

البينية والمناه

Carlotte (1985)

N 18 145

LUTUR

### la rédaction.

CHAISES MUSICALES Né en 1952, Laurent Joffrin a commencé sa carrière au service 🕟 économique de l'Agence France-Presse. Il rejoint Libération en mai 1981, après un bref passage au journal économique Forum International. Il devient chef du service société, puis du service économique en 1986, avant d'être nommé éditorialiste et responsable des pages « Rebonds ». En 1988, il succède à Franz-Olivier Giesbert - qui rejoint Le Figaro - au poste de directeur de la rédaction du

Nouvel Observateur. Il retourne à Libération en 1996 comme directeur de la rédaction, alors que Serge July abandonne cette fonction pour se consacrer à son rôle de PDG. Laurent Joffrin revient dans un journal affecté par l'échec de son ambitieuse nouvelle formule en 1994 et par son rachat par le groupe Chargeurs de lérôme Seydoux. Il va tenter de

faire oublier « Libé 3 ». L'image du quotidien se redresse et retrouve une partie du ton qu'il avait un peu perdu. En 1997, le quotidien voit sa diffusion repartir à la hausse et obtient une étoile d'or de l'Office de justification de la diffusion (OJD), réalisant son meilleut

score de diffusion depuis 1991. Le départ de Bernard Guetta et son remplacement par Laurent Joffrin inaugurent un jeu de chaises musicales, à la tête des rédactions de plusieurs journaux. Libération cherche un directeur de la rédaction. Franz-Olivier Giesbert a pris des distances par rapport à la direction de la rédaction du Figaro pour se consacrer au Figuro Magazine. Enfin, la succession de Roger Thérond à la tête de Paris-Match est également ouverte.

Alain Salles

### LES CAHIERS DE SCIENCE & VIE **1000 ANS DE SCIENCES**

Une encyclopédie en 12 numéros à collectionner.

7º tableau

19° siècle:

La passion des mondes disparus

La découverte des fossiles bouleverse la place de l'Homme.

EN VENTE EN KIOSQUE

### Les Verts, cibles de l'« extrême chasse » réunie à Auch AUCH

de notre correspondant

Ils sont venus des quatre coins du Gers et des départements voisins, de Midi-Pyrénées et d'Aquitaine, symboles, disent-lis, de « cette France profonde en nouvement, retuve a tous ceux qui veulent les empeche de chasser en rand ». Auch, préfecture du Gers, premier département rural de France, est devenue pour une après-midi, samedi 13 février, le « cœur de cible » de tous ceux qui portent un fusil dans la région, renforcés par les élus de tous bords, parlementaires en tête, souvent ceints de leur écharpe tricolore. « Une seule chasse reste ouverte toute l'année, c'est la chasse

aux voix », notera un écologiste. Les Auscitains sont restés chez eux et les commerçants, grognons, n'ont pas fait leur chiffre d'affaires du samedi. Dans les rues escarpées, les chasseurs sont 7 000 selon la police, 9 000 selon les organisateurs. « Nous sommes dans un des départements où le tribunal a cassé la décision du préfet de fixer la ferme-ture de la chasse au 28 février. On ne peut plus chasser les oiseaux migrateurs depuis le 31 janvier alors que les départements voisins continuent. Une vraie cacaphonie juridique. Est-ce que le Gers est encore en France? », interroge Roland Sentis, président des chasseurs gersois. Le ton est déterminé mais la manif sera calme, sans incident. Il faut dire que les organisateurs ont donné des consignes strictes : pas question de venir avec des fusils (et comment aurait-il pu en être question ?) : éviter de revêtir les tenues paramilitaires de chasseurs d'opérette ; refus des « écrits politico-injurieux ». Recommandations observées dans le long cortège, sauf en ce qui concerne les banderoles, moins nombreuses qu'à l'accoutumée, mais qui n'en trahissent pas moins une haine envers ceux que le très virulent Pierre Fuzies, président régional, ap-

En tête du cortège, à côté du sobre « Vive la chasse plurielle », on peut lire de subtils « Voynet, on va te gaver », ou « Con-bandir, tu vas prendre une avoy-née ». Sans compter le « baiser du vampire » – Saintlentin oblige ? – au-dessus d'une photo du premie ministre en train d'embrasser la ministre verte. Une affiche très politique que les élus socialistes gersois associés à la manifestation s'efforcent d'ignorer.

Mais comment ne pas entendre les salves tirées contre le gouvernement du haut de la tribune ? « Les chasseurs ne sont pas tous à droite, c'est leur représen-tation politique qui l'est », plaide, volontaire sous l'avalanche, un responsable du PS gersois. Il n'empêche: à l'heure des discours, certains dérapages verbaux de la chasse aux Verts, sport préféré de « l'extrême Chasse », suscitent une extrême gêne

chez les socialistes présents. Le président socialiste du conseil général, Philippe Martin, est cependant accueilli poliment au micro. Il est vrai qu'il vient annoncer le soutien unanime des élus du département aux chasseurs en colère. Un moment plus tôt, le président régional, Pierre Fuzies. a pourtant reçu l'ovation du jour en mettant une nouvelle fois, avec virulence, la pression sur le premier ministre : « Si, après le 28 février, il n'y a pas de réponse de Lionel Jospin, nous le tiendrons pour responsable de ce qui pourra se passer. Et nous ferons le pélerinage de Cintegabelle. » Au bas de la tribune, les élus socialistes ont remonté encore un peu plus le col de leur manteau. Le fond de l'air était plutôt frais sa-

Daniel Hourquebie

Le dossier d'instruction visant Roland Dumas a été transmis au parquet

LES JUGES D'INSTRUCTION Eva Joly et Laurence Vichnievsky ont officiellement communiqué au parquet, vendredi 12 février, le dossier d'instruction visant Roland Dumas. Les services du procureur disposent de trois mois pour faire connaître leurs réquisitions à l'encontre des six personnes mises en examen, dont l'ex-compagne du président du Conseil constitutionnel, Christine Deviers-Joncour. Si le parquet n'a pas répondu au terme de ce délai, les juges sont habilitées à décider seules de renvoyer ou non les protagonistes devant le tribunal correctionnel.

Mis en examen pour « complicité et recel d'abus de biens sociaux », M. Dumas est soupçonné d'avoir pris part - à un titre indéterminé - au versement, en 1991 et 1992 par Elf-Aquitaine, de quelque 59 millions de francs (8,9 millions d'euros) de commissions occultes, ainsi que d'avoir indirec-

tement bénéficié d'une partie de ces sommes. M. Dumas, qui conteste les charges, a sollicité un non-lieu puis réclamé, le 12 janvier, l'annulation de la procédure enquête et la saisine de la Cour de justice de la République, compétente pour instruire des faits reprochés à un ministre dans l'exercice de ses fonctions.

Tirage du Monde daté dimanche 14-lundi 15 février 1999 : 582 114 exemplaires. - 3

DÉPÊCHES

AFGHANISTAN: une soixantaine de personnes sont mortes dans le séisme qui a secoué Kaboul et ses environs, vendredi 12 février. Il y aurait également 500 blessés et quelque 7 000 sansabri. De nombreuses maisons se ont effondrées dans la région de Maida Shahr, à 30 kilomètres à l'ouest de Kaboul, la plus touchée. - (AFP.)

CHINE: la journaliste dissidente Gao Yu, détenue depuis le mois d'octobre 1993 a été libérée, lundi 15 février, « pour raisons médicales », a annoncé un groupe de défense des droits de l'homme basé à Hongkong. Agée de cinquante-six ans, elle avait été condamnée en 1993 à six ans de détention pour « divulgation de secrets d'Etat » dans une série d'articles sur les réformes structurelles parus dans un mensuel hongkongais. Sa peine devait s'achever en octobre. « Gao Yu a été libérée en milieu de journée. Elle est rentrée chez elle, a pris un repas et se repose », a déclaré à l'AFP par téléphone un porte-parole du Centre d'information des droits de l'homme et du mouvement démocratique en Chine. - (AFR)